

LA
CLAUDE DE VALEUR AGRÉÉE
DANS LES ASSURANCES
TERRESTRES ET MARITIMES

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 17 Mars 1936, à 14 heures

PAR

Claude LAFFARGUE

JURY DE LA THÈSE

Président : M. M. PICARD, professeur

Suffragants } MM. AMIAUD, professeur
ESMEIN —

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^e et Ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1936

Tous droits réservés

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

LA
CLAUDE DE VALEUR AGRÉÉE
DANS LES ASSURANCES
TERRESTRES ET MARITIMES

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 17 Mars 1936, à 14 heures

PAR

Claude LAFFARGUE

JURY DE LA THÈSE

Président : M. M. PICARD, professeur

Suffragants { MM. AMIAUD, professeur
ESMEIN —

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et Ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1936

Tous droits réservés



BIBLIOGRAPHIE

I. — BIBLIOGRAPHIE FRANÇAISE

AGNEL ET DE CORNY. — Traité général des assurances.
ALAUZET. — Traité général des assurances terrestres,
éd. 1843.

ANCEY (C.). — L'assurance, sa technique, son mécanisme, ses méthodes.

— Théorie et pratique des opérations d'assurance.

ASTRESSE. — Traité général des assurances mutuelles.

BÉDARRIDE. — Droit Commercial, Commentaire du Code de Commerce, éd. 1876.

BOISTEL. — Précis de Droit Commercial, éd. 1884.

BOSC. — La loi anglaise de 1906. *Thèse*, de 1910

BOUDOUSQUIÉ. — Traité de l'assurance contre l'incendie.

BOULAY PATY. — Cours de Droit commercial maritime.

CAUVET (J.-V.). — Traité sur les assurances maritimes,
éd. 1862.

CAUVET (E.). — Traité des assurances maritimes, éd.
1879.

CHANUT. — Essai sur le contrat d'assurance contre l'incendie. *Thèse de Lyon*, 1905.

COURCY (DE). — Questions de Droit maritime, éd. 1879.

— Commentaire des polices françaises d'assurance maritime, éd. 1888.

CRESP. — éd. Laurin. Cours de Droit Maritime, par
E. Cresp, édité et annoté par Laurin, éd. 1882.

- DAGEVILLE. — Commentaire du Code de Commerce, éd. 1825.
- DANJON. — Traité de Droit maritime, éd. 1929.
- DELABORDE. — Traité des avaries particulières sur marchandises, éd. 1838.
- DELVINCOURT. — Institutes de Droit commercial français, éd. 1823.
- DÉSERT. — Des sociétés d'assurance mutuelle contre l'incendie. *Thèse de Poitiers*, 1906.
- DESJARDINS. — Traité de Droit commercial maritime, t. VI, VII, VIII, éd. 1887, 1888, 1889.
- DROZ. — Traité des assurances maritimes, éd. 1881.
- EMERIGON. — Traité des assurances, éd. 1827.
- ESTRANGIN. — Notes sur Pothier. Traité du contrat d'assurance, éd. 1810.
- FREMERY. — Etude de Droit commercial, éd. 1833.
- GRÜN et JOLIAT. — Traité des assurances terrestres, éd. 1828.
- GUIDON DE LA MER (LÉ). —
- GUYONNET ET DUPÉRAT. — L'assurance maritime sur marchandises ou facultés.
- Commentaire de la Police française de 1919, modifiée en 1922. *Thèse*, de 1928.
- HAMONIC. — L'assurance vol. *Thèse*, Paris 1934.
- HÉMARD. — Théorie et pratique des assurances terrestres.
- LEMONNIER. — Commentaire des principales polices d'assurance maritime usitées en France, éd. 1843.
- LYON-CAEN et RENAULT. — Traité de Droit Commercial maritime, t. VI, VII.
- MOREL. — Manuel de l'assuré.
- PAPOT. — La règle proportionnelle dans les assurances terrestres. L'assurance au premier feu, éd. 1934.
- PARDESSUS. — Collection des lois maritimes.
- Cours de Droit commercial maritime.
- PARIS LE CLERC. — La nature juridique du contrat d'assurance. *Thèse Paris*, 1932.

- PERSIL. — Traité des Assurances terrestres.
- POTHIER. — Traité du contrat d'assurance, éd. 1810 (annoté par ESTRANGIN).
- QUENAULT. — Traité des assurances terrestres.
- RIPERT. — L'assurance maritime, éd. 1930.
- Traité élémentaire de Droit civil, éd. 1932.
- RIPERT et AUDOUIN. — Commentaire de la police française d'assurance sur facultés.
- Commentaire de la police française d'assurance maritime sur corps de navire.
- SUMIEN. — Traité théorique et pratique des assurances terrestres.
- VALIN. — Commentaire sur l'ordonnance de la marine de 1681.
- VERMOND. — Manuel de Droit maritime, éd. 1911.
- WAHL. — Précis théorique et pratique de Droit maritime, éd. 1924.
- WEENS. — Du principe que l'assurance de choses est un contrat d'indemnité. *Thèse de Paris*, 1927.

II. — BIBLIOGRAPHIE ETRANGERE

- ARNOULD. — On law of marine Insurance, éd. 1887, London.
- BENECKE (traduit par DUBERNAD). — Traité des principes d'indemnités en matière d'assurance maritime, éd. 1825.
- COCITO. — Assicur Terrestri.
- CRUYSMANS. — Revision du Code de Commerce.
- FORMIGINI. — La Stima nella conclusione dei contratti.
- GOVARE. — L'assurance maritime anglaise, éd. 1904.
- JACOBS. — Le Droit Maritime Belge, 1891.
- PIPIA. — Trattato delle assicurazioni terrestri. Roma, 1905.

RAMELLA. — Trattato delle assicurazioni. Milano, 1921.

RICHARDS. — Insurance law.

SACERDOTI. — Diritto Commerciale, 1894.

SCHAWCROSS. — The motor Insurance Law.

SMEESTER. — Droit maritime et droit fluvial, Bruxelles, 1912.

SMET. — Les assurances maritimes, 1934.

VANCE. — Handbook of the Law of Insurance.

VAN EECKHOUT. — Le droit des assurances terrestres.

VINCENS. — Exposition raisonnée de la Législation commerciale et examen critique du Code de Commerce.

VIVANTE. — Traité de Droit commercial, traduit par Jean ESCARRA.

— Traité théorique et pratique des assurances maritimes, traduit par Victor YSEUX, éd. 1898.

REVUES ET PERIODIQUES

Bulletin de la Société des Etudes législatives.

Bulletin des Assurances maritimes.

Journal de Jurisprudence commerciale et maritime de Marseille.

Journal de Nantes.

Journal des Assurances.

Journal des Audiences.

Journal du Droit international privé

Journal du Palais.

Jurisprudence générale des Assurances terrestres.

La Prime.

La Semaine.

Le Droit maritime français.

Le Moniteur des Assurances.

Pandectes françaises périodiques, recueil périodique et
mensuel de Jurisprudence et de Législation.

Recueil périodique des Assurances.

Répertoire pratique Dalloz.

Revue de Législation professionnelle.

Revue internationale de Droit maritime.

INTRODUCTION

1. — L'assurance de dommages, d'après sa définition usuelle, est un contrat par lequel une personne appelée « assureur » promet à une autre appelée « assuré » de l'indemniser d'une perte éventuelle à laquelle celle-ci est exposée moyennant une somme appelée « prime », payée par l'assuré à l'assureur.

Le contrat ainsi défini nécessite, pour sa conclusion, l'indication par l'assuré d'une somme qui déterminera, d'une part, la limite de l'obligation de l'assureur et qui, d'autre part, servira de base à la perception de la prime.

L'indication de cette somme peut être donnée par l'assuré, suivant différentes modalités.

Elle peut consister :

— soit dans la déclaration par l'assuré de la valeur qu'il attribue à l'objet qu'il désire assurer ;

— soit dans la fixation de la somme jusqu'à concurrence de laquelle l'assuré veut être garanti, sur un objet de valeur indéterminée ;

— soit encore, dans la fixation de la somme jusqu'à concurrence de laquelle l'assuré entend être garanti, sur un objet dont il déclare la valeur dans la police.

Dans ces trois premiers cas, la somme portée au

contrat, qu'elle représente le montant de la garantie demandée par l'assuré, où la somme à laquelle il estime les objets qu'il assure, n'étant que l'œuvre de l'assuré, n'est essentiellement que provisoire, et elle ne peut, au moment du sinistre, être opposée à l'assureur comme preuve de la valeur du risque.

Dans une autre modalité, la déclaration de valeur faite par l'assuré, est expressément acceptée par l'assureur qui, après en avoir vérifié la véracité, la reconnaît exacte, et l'approuvant, s'oblige à en faire la base du règlement d'indemnité en cas de sinistre. Il y a alors valeur agréée.

La différence qui existe entre l'assurance en valeur déclarée et l'assurance en valeur agréée, n'est pas une simple différence de forme. Dans la première, en effet, l'assureur enregistre bien les déclarations et évaluations de l'assuré, mais sans leur donner approbation. Dans la seconde, au contraire, l'assureur s'engage à respecter l'évaluation au moment du règlement du sinistre ; il n'y a donc plus là une déclaration unilatérale, mais une véritable convention, à laquelle l'article 1134 du Code civil prête force de loi. C'est cette convention qui va faire l'objet de notre étude.

★★

2. — Cette dernière forme de contrat paraît, au premier abord, être beaucoup plus avantageuse que les précédentes. En présence des difficultés rencontrées par l'application de l'assurance en valeur dé-

clarée, on avait cru autrefois pouvoir y trouver une amélioration des conditions dans lesquelles étaient réalisées les polices, et certains auteurs avaient été ainsi amenés à souhaiter la généralisation de l'assurance en valeur agréée.

L'assurance en valeur déclarée se heurte depuis longtemps, en effet, à de graves et nombreuses objections.

La somme assurée, dans ce genre de contrat, n'est soumise à aucun contrôle de l'assureur, et elle ne peut, sous peine de procurer un bénéfice à l'assuré et porter ainsi une atteinte au principe indemnitaire, reconnu de tout temps comme la base du droit des assurances, déterminer la valeur réparable. Elle ne peut donc avoir pour effet que de servir de maximum à l'indemnité qui pourra éventuellement être accordée à l'assuré et, d'autre part, de base à la détermination de la prime. Cette dernière ne se trouve pas forcément proportionnelle à l'indemnité que pourra recevoir l'assuré ; il n'y a pas corrélation parfaite entre ces deux prestations. La valeur d'assurance, indiquée au contrat, n'est définitive qu'en ce qui concerne la prime ; en ce qui concerne l'indemnité, l'assuré devra, pour y prétendre, apporter non seulement la preuve de l'existence des objets qu'il a assurés, au moment du sinistre, mais encore de leur valeur, au même moment ; et ce n'est qu'autant qu'il aura pu y réussir, que la corrélation entre les primes et l'indemnité sera réalisée.

L'assuré ne sera pas en effet remboursé des primes qu'il a payées en trop, l'article 29 de la loi du 13 juil-

let 1930 décidant que les primes échues seraient définitivement acquises à l'assureur.

Ce système présente donc, pour l'assuré, de très grands inconvénients, surtout si l'on considère les conditions dans lesquelles sont conclus les contrats, tout au moins pour la plupart des assurances terrestres. L'agent qui vient proposer de garantir le risque y fait figure de conseil et d'ami. Les suggestions qu'il donne à l'assuré, au sujet de l'évaluation, apparaissent à celui-ci, malgré les clauses de la police qui devraient le détromper, comme une approbation implicite de la Compagnie. Il lui semble qu'en s'en rapportant à l'expérience de l'agent et en suivant ses conseils, il est à l'abri des contestations et pleinement garanti. Ceci est d'autant plus regrettable que l'assuré a toujours tendance à s'exagérer la valeur des objets dont il est propriétaire, et que, d'autre part, l'agent, dont la rémunération consiste en commissions proportionnelles aux encaissements des primes, évite d'insister sur l'inutilité des exagérations dans l'évaluation. Les Compagnies prennent bien la précaution de multiplier, dans le texte de la police, les dispositions dans lesquelles elles avertissent les assurés que l'indemnité ne pourra en aucun cas dépasser la perte réellement éprouvée, mais le texte de la police est si long, et ses clauses si nombreuses, que l'assuré n'aura pas toujours pris soin de les lire, ou tout au moins il ne leur sera accordé qu'une médiocre attention, et n'aura pas compris toutes les conséquences que la Compagnie prétendra en faire découler.

Ce n'est qu'au moment du sinistre qu'il commencera à en réaliser le sens et la portée véritables : il sera déçu, déçu de ne pas toucher l'indemnité à laquelle il croyait avoir droit, déçu surtout d'avoir payé une prime trop forte, et il demeurera persuadé qu'il a fait un marché de dupe.

De là, les propos désobligeants que les sinistrés mécontents se plaisent à répandre sur les assurances en général et les Compagnies en particulier ; tel par exemple : « En cas d'incendie, il n'y a qu'une seule chose d'assurée : un procès ».

Sans vouloir nous exagérer la portée de ces inconvénients, dont la plupart sont dus à l'incompréhension des assurés, et au fait que ceux-ci éprouvent de la difficulté à évaluer avec quelque précision les objets qu'ils soumettent à la garantie des Compagnies ; il y a lieu de remarquer, cependant, que les assurés n'ont pas toujours été les seuls à se plaindre des résultats de l'assurance en valeur déclarée, et que ses conséquences décevantes n'avaient pas été sans soulever, au début du siècle dernier, de violentes critiques, même de la part de la jurisprudence et de certains auteurs.

C'est ainsi que des assurés avaient, prétendu devant la Cour Royale de Colmar, que l'indemnité qui devait leur être accordée pour un sinistre qu'ils avaient subi, ne pouvait être inférieure à la somme inscrite au contrat, parce que : l'objet du contrat d'assurance était, selon eux : « ...la conservation de la chose assurée, ou le paiement de sa valeur en cas de perte ; que l'assureur prend sur lui tous les ris-

ques que la chose peut courir et s'oblige d'en garantir la destruction ; qu'il reçoit pour cela une prime qui est l'équivalent de l'assurance qu'il promet ; ...qu'ainsi en payant, la Compagnie ne fait que restituer ce qu'elle a reçu... ». La Cour Royale de Colmar leur avait donné raison pour le motif : « que de même que tout autre, le contrat d'assurance doit s'apprécier par la nature des obligations qui sont réciproquement consenties ; que l'obligation que la Compagnie Le Phénix a textuellement contractée est de payer en cas d'incendie de la Maison Louis Coquerille, une somme déterminée et moyennant une redevance proportionnelle... » ⁽¹⁾.

Cette nécessité, aux yeux des assurés, d'une corrélation parfaite entre la prime et l'indemnité, est encore mieux mise en valeur par les termes d'une sentence arbitrale rendue en 1834 par M^e Stourm ⁽²⁾ : « ...attendu que la prime annuelle payée par l'assuré est le prix moyennant lequel il achète le droit à une indemnité en cas de sinistre ; que la quotité de la prime est fixée en raison de la quotité de l'indemnité que l'assureur devra rembourser ; que la prime et l'indemnité sont deux choses corrélatives ; qu'on ne pourrait diminuer ou augmenter l'indemnité sans changer les conditions et les chances sur lesquelles les parties ont traité... » ⁽³⁾.

(1) Arrêt de la Cour Royale de Colmar du 27 juin 1823, S. 23. 2. 353. ; arrêt confirmé en Cour de Cassation le 29 décembre 1824, S. 25. 1. 173.

(2) S. 34. 2. 145.

(3) Note sous arrêt de la Cour de Cassation du 19 janvier 1880, S. 80. 1. 441.

Reproduisons encore une critique de l'assurance, telle qu'elle est pratiquée dans l'assurance incendie en valeur déclarée, faite par M. Labbé : « La chose assurée contre l'incendie est estimée dans le contrat ; c'est-à-dire qu'un capital a été fixé. La Compagnie d'assurances, au début, ne conteste jamais l'exactitude de l'estimation. Elle laisse l'assuré fixer le capital comme bon lui semble. Qu'est-ce que fait à la Compagnie une exagération de capital ? Elle touchera une prime proportionnelle. Interviennent l'incendie et une destruction totale, la Compagnie recherche la valeur exacte de la chose assurée et de la perte matériellement subie. Elle prétend faire et elle obtient de la justice, de faire réduire la somme qu'elle a promise, au montant exact de la chose incendiée. Quant aux primes, elles les garde telles qu'elles ont été payées, à raison d'un capital fictif aujourd'hui modifié... La Compagnie tire avantage en tous sens de ce que l'assuré se trouve, dans son estimation initiale, être au-dessus ou au-dessous de l'estimation faite après le désastre. Nous supposons l'assuré de bonne foi, et cette supposition n'est pas invraisemblable, car on sait que l'appréciation des biens est assez incertaine, flottante et variable. La Compagnie qui a fermé les yeux au début les ouvre au jour du sinistre. Considérons deux hypothèses :

1° Un assuré modeste dans ses appréciations a stipulé une somme de 50.000 francs en cas d'incendie de sa maison. Le feu cause une destruction partielle. La Compagnie démontre que la maison valait 80.000

francs. Elle ne paie que les $\frac{5}{8}$ de la perte éprouvée. L'assuré est réputé avoir laissé en dehors du contrat la différence entre le capital par lui fixé et la valeur totale regardée comme vraie. Le feu a causé une destruction totale. La Compagnie ne paie rien au delà du chiffre fixé par l'assuré. L'indemnité n'est pas complète.

2° Un autre assuré qui a une forte dose d'optimisme, qui s'exagère la valeur de ses biens, a stipulé 80.000 francs en cas d'incendie d'une maison qui, après l'événement, est jugée ne valoir que 50.000 francs. La Compagnie qui a touché les primes sur 80.000 francs ne doit rien au delà d'une pure indemnité ; elle paie 50.000 francs. On le voit : l'idée que l'assurance ne doit procurer aucun bénéfice à l'assuré tourne toujours contre celui-ci, toujours à l'avantage de l'assureur. Est-ce juste ? ».

Quelques auteurs pensèrent que cela ne l'était pas, et ils furent amenés à rechercher une solution qui maintint l'équilibre entre les prestations. Il ne pouvait être question d'accepter l'idée que l'assureur s'obligeât à payer la somme stipulée, moyennant une prime équivalente, sans tenir compte de la valeur de la perte. On ne peut assimiler l'assurance de dommages à l'assurance sur la vie et en faire comme elle une opération de capitalisation, dans laquelle le paiement du capital promis sous condition d'arrivée d'un événement, doit être intégralement effectué, la somme ne pouvant, sous aucun prétexte, être réduite, même si elle est sans aucun rapport avec la perte subie.

Le principe d'après lequel l'assuré ne peut faire de

bénéfice, domine l'assurance de dommages ; le seul moyen d'établir une corrélation parfaite entre les prestations, est donc de réaliser l'égalité entre la valeur d'assurance et celle qu'a réellement l'objet ; ainsi, primes et indemnité seront calculées sur la même base, et l'équivalence recherchée sera réalisée. Ce système nécessite, d'une part, le contrôle de l'estimation de l'assuré par l'assureur et, d'autre part, la stipulation expresse, par ce dernier, que l'évaluation ainsi vérifiée devra servir de base au règlement du sinistre : c'est-à-dire un ensemble de conditions qui constitue l'assurance en valeur agréée.

★★

3. — Ainsi entendue, la clause de valeur agréée semblait devoir donner satisfaction aux contempteurs de l'assurance en valeur déclarée et être ainsi appelée à se généraliser dans toutes les catégories d'assurances de dommages.

Les espérances que l'on fondait sur elle on été cependant immédiatement déçues. Si, en effet, la valeur agréée présente, à certains points de vue, de très grands avantages, son domaine doit cependant rester limité, car son application généralisée se heurterait à de multiples obstacles.

L'expertise préalable, seul moyen de contrôle praticable dans les assurances terrestres, à laquelle devraient se soumettre les assurés, présente d'abord, par elle-même, un certain nombre d'inconvénients.

En premier lieu, elle est chère ; elle entraîne des

frais qui, comparés au coût de l'assurance proprement dite, sont assez élevés. L'assureur est dans l'impossibilité de les supporter avec les primes qu'il reçoit. Le pourrait-il d'ailleurs qu'il ne le voudrait pas : l'expertise préalable est une garantie qui, stipulée en faveur de l'assuré et sur sa demande, rend sa situation meilleure en face de l'assureur ; il est juste que ce soit lui qui en règle le montant. Les assureurs seraient-ils, d'autre part, disposés à prendre ces frais à leur compte, qu'ils seraient obligés de relever les tarifs de leurs primes et le résultat serait identique. Ce serait en effet toujours les assurés qui supporteraient le coût de l'expertise, et ils subiraient ainsi une perte plus grande que celle qui résulterait pour eux d'une prime trop élevée.

En second lieu, elle est lente : elle ne peut se faire aussi rapidement que le contrat et impose une perte de temps, qui peut nuire à sa conclusion. L'assuré, quand il éprouve le besoin de garantir un risque, redoute l'éventualité d'un sinistre. Il est nécessaire que la police soit signée dans les plus brefs délais ; sinon, l'événement dont l'assuré craint l'arrivée peut survenir entre temps, et l'assurance perd alors toute raison d'être.

En troisième lieu, elle est désagréable pour l'assuré. Elle nécessite des investigations, des vérifications qui, surtout quand elles ont pour objet le mobilier, les effets personnels, lui semblent odieuses, et parviennent facilement à prendre à ses yeux, surtout si l'on a affaire à un expert méticuleux, dont le zèle passera pour de l'indiscrétion, l'allure de mesures vexa-

toires. Comme le dit avec malice M. Drouault : « On n'aime pas, sans motif grave, exposer sa situation par le menu. Le propriétaire ne communique pas volontiers ses titres de propriété, ses baux, et l'état de ses locations. L'industriel et le commerçant ne tiennent pas à faire savoir l'étendue de leurs opérations. Les demeures bourgeoises veulent être respectées, et si les maîtresses de maison font le compte de leur linge, c'est devant les blanchisseuses qui, seules, avec décence, peuvent connaître leurs combinaisons. Sans doute, il faudra bien que le voile tombe si le sinistre éclate, mais le feu purifie tout » (4).

Voilà évidemment bien des désagréments ; mais, pourrait-on penser, si l'on peut avoir, en contrepartie, la certitude d'être indemnisé dans de justes proportions, moyennant une juste prime ; c'est-à-dire, si l'évaluation ainsi faite est définitive et ne peut être réduite, l'avantage qui en résulterait pour l'assuré pourrait valoir la peine qu'il se prête à ce formalisme et subisse les exigences des agents de la Compagnie ou des experts.

Il n'en serait malheureusement rien. L'expertise préalable et la clause de valeur agréée, employées d'un manière générale, dans toutes les catégories d'assurances, ne pourraient aboutir à ce résultat.

En effet, suivant le principe indemnitaire, l'assuré ne doit être indemnisé que de ce qu'il a réellement perdu, et il n'a réellement perdu que ce qu'il possédait au jour du sinistre. L'évaluation faite au mo-

(4) *Revue de Législation Professionnelle*, mars 1912. Principes et utopies.

ment du contrat prouverait bien la valeur que les objets assurés avaient à ce jour, mais non celle qu'ils auraient au moment de la réalisation du risque. Le mobilier et les machines s'usent, les maisons subissent les intempéries : tout change de valeur. Pour que la valeur d'assurance coïncide exactement avec la valeur réelle du risque, il serait donc nécessaire de procéder à de nouvelles expertises, et celles-ci devraient être d'autant plus fréquemment renouvelées que les objets mis en risque seraient sujets à une dépréciation plus rapide.

D'où, de nouveaux frais, de nouveaux ennuis. « Entendue de la sorte, l'assurance deviendrait une véritable obsession, un cauchemar, « une ample comédie « à cent actes divers ». La peste serait des agents d'assurances, qu'on aurait sans cesse sur le dos... » (5).

N'est-il pas beaucoup plus simple et logique, dans ces conditions, de ne procéder à l'évaluation du risque qu'au moment du sinistre. D'autant plus que sur dix mille mobiliers qui sont assurés contre l'incendie à une Compagnie, il n'y a qu'une très petite quantité de sinistres, par exemple une vingtaine. Il serait dès lors anti-économique que la Compagnie d'assurances fasse expertiser les dix mille mobiliers qui lui sont assurés, et dont on ne peut deviner, d'avance, lesquels donneront lieu à un règlement, plutôt que d'évaluer les vingt mobiliers qui brûleront effectivement.

Ajoutons enfin que, même dans le cas où les assu-

(5) Drouault. *Revue de Législation Professionnelle*. Principes et utopies.

rés accepteraient de payer les frais de l'expertise, et d'en subir les inconvénients, les Compagnies ne se montreraient pas disposées, sans une méfiance justifiée, à garantir tous les risques qu'on leur propose par ce procédé inhabituel. En effet, une fois les meubles ou objets assurés, évalués définitivement, qui empêchera les assurés de substituer aux objets expertisés, d'autres objets en apparence identiques, et dont la valeur sera moins grande ou nulle ? Le péril est surtout important en ce qui concerne l'assurance incendie des objets mobiliers ; c'est ce qui a fait dire à ce sujet à M. Drouault que « l'expertise préalable laisse la porte entre-bâillée à la fraude ».

★★

4. — L'assurance en valeur agréée ne saurait donc être généralisée et remplacer l'assurance en valeur déclarée. Est-ce à dire cependant, qu'en raison des nombreux défauts que nous venons de signaler, elle ne puisse rendre aucun service, ni jouer aucun rôle dans l'assurance ?

Nous allons voir au contraire que si les difficultés que rencontre la valeur agréée lui assignent des limites d'application, elles sont loin de constituer dans tous les cas un obstacle à sa réalisation.

Nous laisserons de côté le fait que l'assurance en valeur agréée est chère et désagréable à l'assuré : ce ne sont pas des obstacles, mais des inconvénients, qui n'existent d'ailleurs pas toujours, mais qui, en tous cas, tombent devant les avantages qu'elle peut présenter.

La principale difficulté qui surgit, lorsqu'on veut faire souscrire une assurance en valeur agréée, consiste en ce que la somme inscrite au contrat, ne représentera pas forcément la valeur de l'objet au moment du sinistre, en raison de la perte de valeur qu'elle subira au bout d'un certain temps.

Cette dépréciation, pour mettre obstacle à la valeur agréée, suppose nécessairement trois facteurs. Si l'un de ces trois facteurs disparaît, l'assurance en valeur agréée n'est plus une impossibilité. Il faut : 1° que l'assurance soit conclue pour un certain temps ; car si l'assurance est consentie pour une année seulement par exemple, la perte de valeur devient négligeable, alors qu'elle aurait été sensible pour une période plus longue : 2° qu'il s'agisse d'objets susceptibles de se déprécier rapidement. Toutes choses se déprécient en effet, mais plus ou moins vite, suivant leur résistance à l'usure, leur utilité, l'engouement qu'elles inspirent, et beaucoup d'autres facteurs économiques, qu'il est parfois bien difficile de déceler ; 3° que cette dépréciation se produise irrégulièrement et d'une manière imprévisible. Si, chaque année, on pouvait en effet savoir à l'avance que l'année suivante, l'objet susceptible d'être assuré perdrait avec certitude un pourcentage mathématique et régulier de sa valeur, rien ne s'opposerait alors à ce que cette dépréciation soit prévue dans le contrat. On pourrait, en effet, partant d'une valeur acceptée par l'assureur et l'assuré, savoir, à quelque époque de l'assurance en cours, où l'on se trouve, à quoi s'en tenir sur la valeur de l'objet, sur la prime que l'assuré doit payer,

et enfin le montant de l'indemnité à laquelle il peut prétendre en cas de sinistre.

C'est sur cette base que, dans certains pays, on a tenté de pratiquer en valeur agréée, l'assurance automobile contre les risques, dégâts, incendies et vols, en réduisant graduellement chaque année la valeur de l'objet par une déduction de tant pour cent opérée sur celle de l'année précédente.

Cette possibilité éventuelle d'assurance en valeur agréée nous semble toute théorique. Car deux objets fabriqués en série, seraient-ils rigoureusement identiques, ne perdent jamais leur valeur à la même cadence. C'est ainsi, par exemple, que deux automobiles de même marque, de même série, ayant le même prix de vente au sortir de l'usine, n'ont pas la même valeur réelle au bout d'un certain temps d'usage. L'une aura été bien soignée par son propriétaire, n'aura parcouru que quelques kilomètres ; l'autre, au contraire, aura été malmenée, aura beaucoup roulé, etc. Le forfait par lequel on attribue à ces deux voitures une valeur identique, alors qu'elles diffèrent en réalité, paraît donc être inexplicable. Nous aurons d'ailleurs l'occasion, plus tard, de discuter ce système appliqué aux assurances automobiles (6). Qu'il nous suffise de dire, pour le moment, qu'il nous semble difficile, sinon impossible, de trouver dans la pratique des exemples d'application de la valeur agréée dans le cas où la dépréciation est régulière et peut être prévue d'avance.

(6) Voir numéro 59.

Nous trouverons, au contraire, des cas pratiques dans lesquels l'un des deux où les deux facteurs de la dépréciation, mettant obstacle à la réalisation de la valeur agréée, font défaut.

En premier lieu, l'assurance n'est pas toujours conclue pour une période très longue. Ainsi, notamment, dans les assurances maritimes, la durée des polices est très courte et ne dépasse pas souvent une année. Sur des marchandises embarquées, pour une traversée de quelques mois, la dépréciation due à la perte de valeur sera absolument nulle ; et cela, d'autant plus que les marchandises embarquées ne sont soumises pendant la durée du trajet à aucun usage, à aucune manipulation. Mais il y a plus, en ce qui concerne les assurances sur corps ; comme nous le verrons plus tard, suivant un usage très ancien, les navires sont assurés pour leur valeur, non au moment du sinistre, mais au moment du départ ou de la mise en risques ; c'est cette valeur que l'on paiera en cas de naufrage, et non la valeur du navire au moment du départ, diminuée de la dépréciation survenue depuis. A cet égard, on peut donc dire que le contrat est instantané, puisque c'est la valeur qu'a le navire au moment de la signature du contrat que l'on rembourse. Tout se passe comme si l'on avait aboli le temps écoulé pendant la durée du contrat.

Nous montrerons aussi que l'assurance automobile pourrait avantageusement être conclue en valeur agréée, non pas pour une longue période, avec une dégressivité du capital, fixée d'une manière forfaitaire, et correspondant plus ou moins bien avec la

dépréciation réelle ; mais pour une période très courte, une année par exemple, le contrat étant renouvelable, d'année en année, après nouvelle évaluation conventionnelle.

Il faut d'autre part, avons-nous dit aussi, pour que la valeur agréée soit irréalisable, que l'assurance porte sur des objets qui, à raison de leur nature, soient susceptibles d'une dépréciation rapide. Nous allons encore trouver une catégorie d'objets pour lesquels, précisément, ce n'est pas le cas. La dépréciation est en général due à l'usure, aux dégradations provoquées par les injures du temps, les intempéries ; elle peut être, en dehors de toute moins-value, propre à l'objet, due au fait que celui-ci n'est plus à la mode, qu'il ne répond plus aux désirs des acheteurs éventuels. Elle peut être due à ces deux facteurs simultanément : c'est le cas notamment pour les automobiles qui perdent leur valeur très rapidement, en raison de leur usure, d'une part, et, d'autre part, du fait qu'elles se démodent d'une année sur l'autre. Or, il est une catégorie de biens qui, parce qu'ils ne sont pas soumis à l'usure, et parce qu'ils ne subissent pas les variations de valeur dues à la mode, échappent à la dépréciation. C'est le cas des tableaux, sculptures, antiquités, et, d'une manière générale, de tous les objets d'art et de collections. Ceux-ci gardent en effet, pendant très longtemps, leur valeur, et les assurances contre l'incendie ou le vol, dont ils sont l'objet, peuvent donc être conclues sans inconvénient en valeur agréée.

★ ★

5. — Nous avons ainsi essayé de montrer que les obstacles que rencontrait la clause de valeur agréée, s'ils en limitaient le champ d'application, n'avaient nullement pour effet de la rendre inutilisable.

Nous nous proposons de démontrer maintenant que, dans les limites où elle est réalisable, limites que nous avons tracées et qui restreignent son application aux assurances terrestres d'objets d'art et de collection, aux assurances maritimes, et d'une manière plus générale, aux contrats de courte durée : elle est non seulement utile, mais nécessaire.

En raison du particularisme du droit maritime, nous avons cru devoir diviser notre étude en deux parties principales : la première, dans laquelle nous étudierons d'abord, la forme de la clause, ses effets dans les assurances terrestres, et ensuite, ses applications dans quelques branches ; la seconde, dans laquelle nous examinerons l'aspect et les effets spéciaux de la clause dans les assurances maritimes.

PREMIÈRE PARTIE

Etude de la clause de valeur agréée dans les assurances terrestres

CHAPITRE PREMIER

SECTION I

Historique de la clause de valeur agréée dans les assurances terrestres

6. — Nous avons vu, dans l'introduction, que tandis que la clause de valeur agréée était praticable et que son emploi pouvait être, sans inconvénient, d'un usage général dans les assurances maritimes, il n'en était pas de même pour les assurances terrestres, où elle n'était possible qu'en ce qui concerne la garantie de tableaux, objets d'art, collections, etc..., c'est-à-dire l'assurance d'une catégorie de risques constituant une exception, au regard des risques habituels que garantissent les Compagnies. Il résulte de ce fait, que le besoin de la valeur agréée ne s'est fait sentir que tard dans les assurances terrestres, alors que son application dans les assurances maritimes, répondant à une impérieuse nécessité, avait été adoptée depuis longtemps.

On s'est pendant très longtemps contenté, en effet, d'assurer, en valeur déclarée, contre le vol et l'incen-

die, ces risques particuliers. Les résultats de cette garantie ne donnaient pas satisfaction aux assurés, et aboutissaient souvent pour ceux-ci à des mécomptes. Mais les collections sont relativement rares et ne représentent qu'une faible partie des risques garantis par les Compagnies ; on n'avait donc pas songé à apporter un remède à cet état de fait imparfait, mais exceptionnel. D'ailleurs, les collectionneurs sont généralement fortunés, et soit qu'ils aient négligé de faire garantir un risque, dont ils préféreraient rester les propres assureurs, soit qu'une fois un sinistre arrivé, ils ne se soient pas souciés d'entrer en conflit avec les assureurs, on ne retrouve, dans l'ancienne jurisprudence, aucune trace de telles contestations.

Grün et Joliat, qui ont publié en 1828 leur traité sur les assurances terrestres, se demandent si les assureurs peuvent : « s'engager à suivre, en cas de sinistre, l'évaluation faite dans la police » ? Après avoir reconnu la validité de cette convention, ils déclarent que : « le pacte dont il s'agit, usité en matière maritime, n'est pas employé dans les assurances terrestres » (1).

Mais, Alauzet, dans son traité général des assurances, publié en 1843, déclare que : « pour certains objets, on stipule quelquefois que l'évaluation donnée dans la police servira de base au paiement de l'assurance sans nouvelle expertise », et il ajoute que : « cette convention, tout à fait licite, doit être exécutée, et cela, avec d'autant plus de raison,

(1) Grün et Joliat. Traité des assurances terrestres, pages 306 et suiv.

qu'elle n'a lieu, en général, que pour des objets d'art qui ne sont pas susceptibles de diminution... ».

La divergence d'opinions de ces auteurs s'explique par le fait qu'entre les dates de parution de ces deux ouvrages, était intervenue une décision de jurisprudence, qui avait reconnu et validé la clause de valeur agréée.

L'espèce était la suivante : un dénommé Ardisson avait fait assurer ses meubles, comportant notamment des tableaux, bijoux, objets rares et précieux, qui, d'après un inventaire signé par les parties et annexé à la police, avaient été estimés à 669.000 fr. « Il est convenu, d'autre part, stipulait une clause manuscrite de la police, qu'en cas d'incendie le dommage sera réglé, pour les objets détruits, d'après les prix portés aux divers inventaires ci-annexés, et non autrement ». Un incendie ayant éclaté, M. Ardisson réclama aux Compagnies d'assurances la somme de 566.822 francs pour le sinistre par lui éprouvé; somme que les Compagnies refusèrent de payer, alléguant que l'assuré ne justifiait pas suffisamment de la valeur des objets sinistrés. Le 22 mai 1835 intervint une sentence arbitrale, qui condamna les Compagnies d'assurances à payer la somme demandée, et réfuta l'argument qu'elles avaient opposé pour ce motif : « ...que dans l'espèce, il a été dit par la police d'assurance que le dommage serait réglé, pour les objets détruits, d'après les prix portés aux inventaires annexés et non autrement ; que, par là, la Compagnie a dérogé à la règle générale écrite dans l'article 16 de la police imprimée ; que cette convention, qui n'a

rien de contraire à la loi, se trouve en harmonie avec l'article 339 du Code de Commerce, relatif aux assurances maritimes, fait la loi des parties... ».

Sur appel des Compagnies, la Cour Royale de Paris rendit, le 10 mars 1836, un arrêt confirmant la décision arbitrale, notamment parce que : « ...la Compagnie avait incontestablement, au moment de l'assurance, le droit de débattre avec l'assuré le prix qu'il donnerait à ses collections, mais qu'en acceptant son évaluation et en consentant que cette appréciation servit de base au payement du sinistre, la Compagnie a fait elle-même la loi qui doit régler le contrat ; qu'ainsi, l'expertise demandée par les appelants, serait sans utilité pour la décision du procès ». La Cour de Cassation, en rejetant un pourvoi formé par les Compagnies, et en confirmant l'arrêt de la Cour de Paris, reconnaissait ainsi la validité de la clause de la valeur agréée ⁽²⁾.

Depuis cette époque, les Compagnies françaises la pratiquent, quand on vient leur proposer des risques du genre de ceux que nous avons indiqués ; et la plupart des auteurs, s'ils ne sont pas d'accord sur ses effets, en reconnaissent du moins l'existence et la validité.

Par la suite, cette clause a été encore étendue à la garantie à forfait du chômage industriel et commercial, et ratifiée, dans cette catégorie d'assurance, par un arrêt rendu par la Cour de Cassation le 3 mars 1879.

(2) Paris, 10 mars 1836 et cass. req., 12 juillet 1837, S. 38. 1. 129., D. 37. 1. 461.

Enfin, beaucoup plus récemment on en a tenté l'application, dans quelques pays étrangers, à l'assurance automobile.

★ ★

SECTION 2

La loi du 13 juillet 1930 et la clause de valeur agréée

7. — Si l'usage de la clause de valeur agréée a reçu la consécration de la pratique, de la jurisprudence et de la doctrine, aucun texte légal ne vient, en France, à la différence de la plupart des pays étrangers, en sanctionner officiellement l'existence et en décrire les effets. Cela n'avait rien d'étonnant autrefois, alors que, pour les assurances terrestres, l'article 1964 du Code civil était le seul à supposer l'existence d'un contrat d'assurance ; mais on peut s'étonner que la loi du 13 juillet 1930 n'ait consacré aucun article à la clause de valeur agréée.

Cette dernière n'a cependant pas été entièrement oubliée. L'exposé des motifs, relatif à l'article 29, contient en effet à ce sujet les indications suivantes : « Il convient toutefois d'observer que certains objets d'une valeur conventionnelle, peuvent faire l'objet d'une estimation préalable et contradictoire, et l'assureur s'interdit de discuter après sinistre. Cette convention, que l'on désigne sous le nom de « valeur agréée »,

ne fait nullement échec au principe que l'assurance de choses est un contrat d'indemnité » ⁽³⁾.

Ce texte peut, à notre avis, être critiqué à deux points de vue différents :

En premier lieu, la clause de valeur agréée semble n'avoir, d'après lui, qu'un but : permettre à l'assuré de faire garantir les objets lui appartenant d'après une valeur « conventionnelle » ; le sens de ce mot, étant mis ici en opposition avec la valeur « exacte et réelle » du risque, que seule, d'après l'article 28, l'assuré serait en droit d'exiger. On autoriserait donc l'assuré, qui a souscrit une assurance en valeur agréée, à réclamer aux Compagnies, non plus la perte qu'il subit, d'après sa valeur objective et réelle, mais d'après une « valeur d'opinion » ou « d'affection », qui peut n'avoir avec la première aucun rapport.

Cette conception de la valeur agréée est déjà discutable et nous aurons, plus tard, l'occasion de la critiquer.

Mais, en second lieu, l'affirmation d'après laquelle « cette convention ne fait nullement échec au principe que l'assurance de choses est essentiellement un contrat d'indemnité », manque de précision.

On peut en effet interpréter cette proposition de deux manières différentes :

Ou bien, elle peut vouloir dire que les effets de la valeur agréée, bien que portant atteinte au principe indemnitaire, peuvent être tolérés, parce qu'il ne s'agit là que d'une exception à la règle générale.

(3) Exposé des motifs (Ancey), annexe n° 1544, page 643. Rapport Lafarge, annexe n° 3316, page 1167.

Ou bien, elle peut signifier que le principe demeure toujours, et qu'il doit toujours régler les rapports de l'assureur et de l'assuré. même dans le cas où la convention des parties paraît y apporter une dérogation. Il semble bien qu'il faille incliner pour cette interprétation, puisque l'article 28, qui concerne le principe indemnitaire, ne se trouve pas contenu dans la liste des prescriptions qui peuvent être modifiées conventionnellement (art. 2). Mais alors, comment concilier la stricte application du principe avec la possibilité pour l'assuré de réclamer une valeur « conventionnelle » autre que la valeur réelle. Il paraît y avoir, entre ces deux propositions, une contradiction difficilement explicable.

Le manque de clarté que l'on peut reprocher à ce texte, le rend inutilisable pour déterminer la portée des effets de la clause de valeur agréée. Il autorise toutes les interprétations, mais il n'en consacre aucune. Nous n'en pourrons donc pas faire état dans notre étude, et regrettant l'absence d'une disposition légale, nous ne pourrons, dans la recherche de la solution, nous appuyer que sur les décisions de la jurisprudence et les indications que nous donne la doctrine.

CHAPITRE DEUXIEME

CONDITION DE FORME
DE LA CLAUSE DE VALEUR AGREEE

SECTION 1

Rédaction de la clause

8. — La clause de valeur agréée ne puise pas sa force dans une formule particulière qui doive nécessairement être employée. C'est une convention, et, comme telle, le choix de ses termes est laissé à la volonté des parties. Il suffit que leur intention soit nettement déterminée. Aussi, verrons-nous que, dans les assurances maritimes, où la valeur agréée est depuis longtemps et constamment usitée, les formules qui la constituent ont évolué avec le temps, comme elles varient suivant les pays. Dans les assurances terrestres, où jusqu'à présent son usage est resté exceptionnel, la clause a toujours été rédigée à peu près de la même manière.

Ainsi, dans la police d'assurances contre l'incendie, qui avait donné lieu au litige rapporté d'autre

part, et solutionné par un arrêt de la Cour d'Appel en date du 10 mars 1836, elle était ainsi conçue : « Il est convenu, qu'en cas d'incendie, le dommage sera réglé pour les objets détruits, d'après les prix portés aux divers inventaires ci-annexés et non autrement ». Dans la police d'assurance contre l'incendie actuelle, la rédaction n'en diffère pas sensiblement. On assure : « francs... sur les objets spécialement estimés en l'état descriptif et estimatif, dressé par MM..., experts, demeurant à..., étant entendu que ces objets sont assurés pour le montant des sommes indiquées pour chacun d'eux, dans ledit état annexé à la présente police. Cet état, revêtu de la signature de MM..., experts, et, pour l'acceptation, de celle de l'assuré, devra servir en cas de sinistre à fixer le montant de l'indemnité sans qu'il soit besoin de procéder à une nouvelle estimation. Toutefois, si les objets garantis se trouvent endommagés partiellement, la moins-value résultant du sinistre sera déterminée par les mêmes experts (l'assuré conservant le droit de se faire représenter), ou, à leur défaut, en cas de désaccord entre les parties sur le choix d'autres experts, par un ou plusieurs experts désignés par le tribunal de première instance. »

Ce dernier paragraphe, qui constitue une disposition nouvelle des polices actuelles, ne veut pas dire qu'en cas de sinistre partiel, l'évaluation convenue de gré à gré sera inutilisable ; il indique simplement le mode de nomination des experts qui seront chargés de déterminer la moins-value subie par les objets assurés ; ceux-ci devant naturellement, dans leur ap-

préciation, prendre pour base l'évaluation contenue dans la police.

★ ★

SECTION 2

L'expertise préalable, facultative en principe, est pratiquement une nécessité pour l'assureur

9. — L'expertise préalable est-elle obligatoire pour la réalisation de la clause de valeur agréée ?

La formule récente que nous venons de citer pourrait nous le faire croire. Cependant, il n'en est rien. Une assurance en valeur agréée serait valable sans expertise préalable ; supposons, par exemple, qu'un assuré soumette à une Compagnie un risque qu'il évalue à un chiffre déterminé ; supposons également que la Compagnie ait pu vérifier la véracité de la déclaration qui lui a été faite, soit qu'elle ait contrôlé ou fait contrôler par la visite d'un agent, soit par tout autre moyen, la valeur et l'existence des objets proposés à sa garantie ; il suffirait que l'assureur ait expressément accepté le risque, pour que celui-ci soit réputé assuré en valeur agréée, sans que la Compagnie puisse prétendre, pour obliger son client à justifier de la valeur des objets assurés, que l'expertise n'a pas eu lieu ; elle ne saurait même pas se plaindre de n'avoir pu vérifier le risque. Elle ne pourrait dans ce dernier cas, en effet, s'en prendre qu'à elle si elle

avait négligé cette précaution ; et, on pourrait estimer à bon droit, semble-t-il, qu'ayant commis une imprudence, elle doive en subir les conséquences.

Le principe indemnitaire ne serait pas pour cela compromis ; il serait, dans ce cas encore, sauvegardé par la possibilité qui resterait à l'assureur de prouver soit la fraude, soit même la simple exagération des valeurs assurées.

Remarquons d'ailleurs que l'expertise préalable est toujours pratiquée dans l'assurance incendie et vol. Elle constitue en effet, pour l'assureur, le seul moyen efficace de vérifier la valeur réelle du risque qui lui est proposé. L'assureur, s'il ne veut pas s'exposer aux abus qui pourraient être commis à son préjudice, est donc dans l'obligation de recourir à cette indispensable précaution.

Notons encore, qu'il est aussi de l'intérêt de l'assuré, que la vérification du risque soit effectuée par l'assureur. Car, s'il est vrai qu'en son absence, la clause de valeur agréée n'en serait pas moins valable en principe, en pratique les tribunaux devant lesquels la contestation serait portée ne manqueraient pas d'être influencés par ce fait que, si le défaut de vérification constitue une imprudence de la part de l'assureur, il ne dispense pas les magistrats, soucieux de ne permettre en aucun cas à l'assuré de faire un bénéfice, d'examiner de plus près la valeur des risques qui auraient été garantis dans des conditions aussi anormales. L'assuré n'aura donc toute sécurité que si la mention constatant que la vérification a été faite, est insérée dans la police.

Ainsi donc le contrôle, quel qu'il soit, du risque, bien que ne participant pas à la nature de la convention, se révèle, aussi bien pour l'assuré que pour l'assureur, inséparable d'une saine compréhension de leurs intérêts.

★★

SECTION 3

Caractère exprès de la clause de valeur agréée

10. — La seule condition de forme qui soit indispensable, aussi bien en théorie qu'en pratique, à la formation de la clause de valeur agréée, est la stipulation expresse que l'assureur accepte les évaluations de l'assuré et s'engage à en faire la base du règlement d'indemnité. Il est nécessaire d'insister sur le caractère exprès de cette déclaration, car on a autrefois soutenu et on soutient même à l'heure actuelle que l'assureur, par le fait seul qu'il signe la police, accepte implicitement et ratifie toutes les déclarations de l'assuré. Il y aurait ainsi là, une sorte de clause de valeur agréée tacite.

Cette opinion, qui nous paraît inacceptable, a eu beaucoup de succès notamment parmi les détracteurs de l'assurance en valeur déclarée, dont certains voyaient, dans l'adoption de ce système, la possibilité qu'ils recherchaient, de réaliser l'équilibre entre les prestations de l'assureur et celles de l'assuré ⁽¹⁾.

(1) Voir numéro 2.

Grün et Joliat nous citent un arrêt rendu par la Cour de Colmar le 16 juin 1824, qui paraît significatif en ce sens. Il contient les motifs suivants : « Considérant que si les polices... n'ont pas été précédées d'expertise régulière, du moins elles l'ont été des déclarations estimatives de l'assuré, que la Compagnie du Phénix a pu et dû vérifier... » (2).

Les auteurs qui partageaient cette opinion reconnaissent d'ailleurs que le principe indemnitaire ne pouvant souffrir d'atteinte, il restait toujours à l'assureur la possibilité de contester les déclarations de l'assuré. Car : « admettre que l'évaluation fournie par l'assuré dans la police, peut faire la loi des parties : ce serait laisser l'assureur à la discrétion des assurés, et donner lieu aux fraudes les plus dangereuses ; en effet, lorsque l'assuré fait sa soumission pour parvenir à l'assurance, il indique arbitrairement la valeur ; l'assureur ne peut, sans se donner le soin et participer aux frais d'une expertise contradictoire, vérifier la sincérité de l'évaluation » (3). Et Grün et Joliat concluaient : « ...que lorsqu'un incendie a eu lieu, les assureurs à prime peuvent toujours contester l'estimation donnée par l'assuré, s'ils ont des motifs de la croire exagérée. Il n'est pas nécessaire pour cela que l'évaluation ait été surfaite par fraude, ce qui est souvent difficile à établir ; il suffit que la valeur réelle soit manifestement inférieure à celle déclarée dans la police » (4).

(2) Voir aussi, en ce sens, l'arrêt de la Cour de Colmar du 27 juin 1823, et la sentence arbitrale rendue par M^e Stourm, que nous avons cités.

(3) Grün et Joliat. *Traité des assurances terrestres*, page 306.

(4) Grün et Joliat, *ibid.*

Le fait que la déclaration de valeur de l'assuré était « toujours présumée faite avec le contrôle des assureurs » ⁽⁵⁾ avait donc, dans l'opinion de ces auteurs, pour résultat de renverser la charge de la preuve.

Plus récemment, Chanut a soutenu, lui aussi, cette thèse dans l'intention de défendre les intérêts des assurés. Il se base sur le fait qu'il est immoral que les Compagnies touchent des primes sur la totalité du montant de la déclaration de l'assuré, alors qu'elles ne paieront, en vertu du principe indemnitaire, que la valeur réelle du dommage ; et il décide, lui aussi, que les déclarations de l'assuré doivent être présumées justes, et que c'est à la Compagnie d'en établir l'exagération.

L'avantage que présenterait cette solution serait, d'après lui, que : « la nécessité de faire la preuve de l'exagération de valeur au moment du contrat, de la diminution pendant la durée de l'assurance et, dans tous les cas, de la fraude de l'assuré, empêcherait bien des Compagnies d'accepter sans contrôler et passivement toutes les exagérations qu'on rencontre aujourd'hui. Cela les obligerait à vérifier les estimations de l'assuré et à les réduire le cas échéant. Il en résulterait une situation plus équitable pour l'assuré et plus digne pour les Compagnies » ⁽⁶⁾.



11. — Mais si la solution préconisée par Chanut

(5) Alauzet. *Traité général des assurances*. Tome II, N° 414.

(6) Chanut. *Essai sur le contrat d'assurance contre l'incendie*
Thèse de Lyon, 1905, page 168.

améliore la situation de l'assuré, elle provoque tant d'objections qu'elle nous paraît insoutenable.

En effet, il ne saurait être question, lors de la conclusion du contrat, de faire vérifier le risque par l'assureur, au moyen d'une expertise contradictoire. Chanut, lui-même, repousse ce système et en reconnaît les impossibilités. Il faudrait donc admettre que c'est à l'agent qu'incombe la difficile mission d'évaluer le risque : et c'est bien ce qu'entend dire Chanut quand il déclare que son système obligerait les Compagnies à « vérifier les estimations de l'assuré ». Et l'on pourrait craindre, alors, que l'application du principe indemnitaire ne se trouve singulièrement compromise.

Quelle valeur en effet faudrait-il attribuer à la vérification de l'agent ? Il s'en faut que ce dernier ait l'expérience d'un expert et soit qualifié pour apprécier la valeur exacte du risque. Il y a donc lieu de craindre, que la valeur d'assurance ne corresponde pas à la valeur réelle, déjà au moment de la réalisation du contrat. Mais en admettant même sa compétence, quelle sera l'autorité d'une pareille vérification après un certain temps ? Si elle peut réussir à éviter les grosses surassurances, elle ne peut certainement pas réaliser l'identité parfaite entre la somme assurée et la valeur réelle du risque. En effet, et nous l'avons vu, à propos des obstacles que susciterait l'application généralisée de la clause de valeur agréée : les objets que l'on assure, par l'usage auquel ils sont soumis, se déprécient et perdent leur valeur. La vérification faite par l'agent serait peut-être de nature à établir

la valeur de l'objet au moment de la signature du contrat ; elle ne pourrait certainement pas servir de preuve de cette valeur au moment du sinistre.

On ne pourrait donc conférer à la déclaration vérifiée par un agent un caractère définitif. Quelle serait alors la situation de l'assureur ? Devant une différence inévitable entre la valeur d'assurance et la valeur réelle, nécessitant le rétablissement de la réalité, il ne pourrait plus demander à l'assuré de justifier de la valeur du risque, et il serait lui-même obligé de fournir la preuve de l'exagération d'une estimation qu'il serait censé avoir ratifiée en signant la police. La situation de l'assureur serait aussi défavorable que s'il y avait valeur agréée, alors que les circonstances dans lesquelles il a conclu le contrat, sont loin d'être identiques. Dans le cas de l'assurance en valeur agréée, il a accepté le risque après l'avoir fait vérifier par les experts compétents, jouissant de toute sa confiance ; dans l'autre, la vérification nécessairement hâtive et incomplète, faite par les agents, assurément honorables, mais dont la compétence ne pouvant être universelle est contestable : le fardeau de la preuve, dont on chargerait la Compagnie, ne serait donc compensé que par un contrôle, ne présentant pour celle-ci, que de faibles garanties.

Evidemment s'il ne s'agissait que de rendre les Compagnies plus soucieuses des intérêts des assurés, et comme le disait Chanut « plus dignes », il serait peut-être désirable qu'elles éprouvent à leur tour, au moment du sinistre, de petites déceptions, qui auraient pour résultat de les rendre plus circonspectes

à l'avenir. Mais, malheureusement, ce modeste avantage serait compensé par les atteintes portées au principe indemnitaire ; et ce qu'on gagnerait d'un côté en moralité, serait rapidement compromis d'autre part, par les abus qui en résulteraient. La crainte de voir les sinistres se multiplier, rend incontestablement plus favorable la situation des Compagnies ; mais, entre deux maux, il faut choisir le moindre, et il est certainement préférable que l'assuré paie des primes en trop, ce qui est regrettable mais ne cause, somme toute, de préjudice qu'à lui seul, que de lui accorder la possibilité de se voir allouer, en cas de sinistre, une indemnité supérieure au montant de la perte réelle, ce qui aurait inévitablement pour conséquence de transformer l'assurance en une scandaleuse spéculation.

Au point de vue de la moralité et de l'ordre public, il n'y a pas lieu, à notre avis, dans l'assurance en valeur déclarée, de rendre plus difficile, pour l'assureur, la preuve de la valeur réelle des objets sinistrés.

D'autre part on ne peut pas ne pas tenir compte de la perte de temps qu'entraînerait pour les agents la nécessité où ils seraient de vérifier par eux-mêmes l'exacte valeur du risque. « Time is money ». Les assurés en feraient la coûteuse expérience, car les Compagnies, pas plus que pour la valeur agréée, ne seraient disposées à en supporter la charge, qui se traduirait alors par une élévation des tarifs. Ces frais nouveaux, sans être aussi considérables que ceux d'une expertise, ne seraient peut-être pas suffisants

pour compenser l'économie qui résulterait pour l'assuré de l'absence de surassurance. L'avantage de ce système deviendrait alors, devant ces considérations, tout à fait illusoire.

Enfin, il semble difficile de justifier cette théorie si l'on admet la théorie généralement adoptée de l'assurance « contrat d'indemnité ».

En optant pour la théorie de l'assurance « prestation », récemment défendue par Weens ⁽⁷⁾, rien ne serait plus facile que d'admettre cette solution. En effet, dans l'assurance « prestation » la charge de la preuve doit incomber normalement à l'assureur; et si on la fait retomber sur l'assuré dans le cas normal de l'assurance en valeur déclarée, c'est par suite de nécessités d'ordre public. La vérification de l'agent qui, si l'on admettait son efficacité, ferait tomber les nécessités d'ordre public, rendrait possible l'application normale des règles en matière de preuve.

Cette théorie n'est cependant admise, ni par la majorité des auteurs, ni par la jurisprudence. Le principe indemnitaire est en effet le fondement de l'assurance de dommages. Il a été reconnu de tout temps comme le mur qui la séparait du jeu et du pari. Il paraît donc être lié à la notion d'assurance. Comment dès lors vouloir l'en séparer au point de vue technique, et prétendre que l'assurance de choses est une promesse de capital ?

Chanut, qui admettait la conception classique de l'assurance contrat d'indemnité, a essayé de donner

(7) « Du principe que l'assurance de choses est un contrat d'indemnité ». Weens, *thèse de Paris*, 1927, p. 311.

à sa théorie une base juridique. D'après lui, il serait : « naturel et au fond logique de présumer que la Compagnie, qui accepte par l'intermédiaire de son agent responsable, le chiffre de l'assuré, reconnaît tacitement que ce chiffre est exact » ⁽⁸⁾. Une fois admis ce premier point, le second en découlerait logiquement. « La Compagnie accepte le chiffre de l'assuré : voilà un fait. Que faut-il en conclure ? Que ce chiffre est exact, avons-nous dit, car partir d'une idée contraire serait immoral... La chose, il est vrai, peut diminuer de valeur pendant le cours de l'assurance et l'estimation de la police ne pas rester exacte. Mais on ne saurait pas non plus présumer cette diminution. Toutes les choses ne diminuent pas de valeur en l'espace de dix ans. Il en est même qui augmentent, et la présomption de diminution de valeur n'est pas plus admissible que la présomption d'augmentation. Résultat : en vertu de la première partie du raisonnement, le chiffre serait exact ; en vertu de la seconde partie, on ne devrait pas présumer de la diminution de valeur » ⁽⁹⁾.

Le second point de la démonstration de Chanut, va de soi, si l'on admet le premier ; mais c'est ce premier que nous entendons contester formellement. Il n'y a en effet aucune raison de présumer que l'assureur reconnaît exactes les déclarations de l'assuré, par le fait qu'il signe la police. Il ne fait, en effet, en apposant sa signature, qu'enregistrer les dires de

(8) Essai sur le contrat d'assurance contre l'incendie. Chanut, *Thèse de Lyon*, 1905, page 172.

(9) Chanut, *ibid*, pages 173 et 174.

l'assuré ; d'autre part il s'engage (car il ne faut pas dire que l'assurance en valeur déclarée, permet à l'assureur de tout accepter, sans être lié), à indemniser l'assuré de la perte subie, jusqu'à concurrence éventuelle de la somme indiquée au contrat, à charge pour lui de prouver l'étendue de la perte. La somme portée au contrat n'est donc pas une indication de la valeur du risque, mais uniquement la fixation du maximum de la garantie consentie par la Compagnie. Il ne pourrait d'ailleurs en être autrement. En effet, entre l'assurance dans laquelle il déclare vouloir faire assurer « une somme déterminée sur un risque », et celle dans laquelle il déclare vouloir assurer un risque, qu'il dit valoir la même somme, il n'y a qu'une différence de forme, mais pas de contrat. On ne comprendrait donc pas que, pour une simple différence de rédaction, l'assureur puisse être entraîné à des conséquences qu'il n'a pas envisagées, et soit obligé de prouver l'exagération de valeur. La déclaration du maximum de la garantie demandée à la Compagnie est, dans l'un ou l'autre cas, l'œuvre unique de l'assuré. Dans ces conditions, il serait étrange que celui-ci puisse se prévaloir de ses propres allégations, pour s'en faire un titre, et réclamer le plein de la garantie consentie dans la police.



12. — Au surplus si, en l'absence de toute précision, on pouvait peut-être se livrer à une recherche d'interprétation de la volonté de l'assureur et de la signi-

fication de sa signature, on ne peut le faire en présence d'une clause stipulant formellement que les déclarations de l'assuré ne pourront servir de preuve, ni même de présomption de la valeur du risque.

Les assureurs en effet, devant les attaques dont ils étaient l'objet, ont tenu à préciser, dans les conditions générales, leur point de vue, de manière à ne laisser place à aucune contestation.

L'article 17 de la police primitive de la Compagnie d'Assurances générales contre l'incendie déclarait : « L'assurance ne pouvant jamais être une cause de bénéfice pour l'assuré, et ne devant lui garantir que l'indemnité des pertes réelles qu'il a éprouvées, la somme, pour laquelle la présente police est souscrite, ne peut être opposée comme preuve de la valeur des objets assurés. En conséquence l'assuré est tenu de justifier de la valeur desdits objets au moment de l'incendie de la manière prescrite par l'article 19. S'il est reconnu que cette valeur est inférieure à la somme assurée, l'engagement de la Compagnie est réduit de toute la différence, et l'assuré n'a droit au remboursement des dommages qu'en proportion du capital de l'assurance ainsi réduit » ⁽¹⁰⁾.

De même l'article 16 de la police des Compagnies La Royale et Le Phénix stipulait que : « Les désignations et évaluations contenues dans la police ne pouvant être opposées comme une reconnaissance, une présomption ou une preuve de l'existence de la valeur des objets assurés au moment de l'incendie, l'assuré

(10) Boudousquié. Traité de l'assurance contre l'incendie, page 478.

est tenu d'en justifier par tous les moyens en son pouvoir. Il est également tenu de justifier de la réalité et de la valeur des dommages » (11).

L'article 12 de la police de la Compagnie l'Union (12) contient encore des prescriptions identiques (13).

En présence de ces clauses qui sont apparues dès les premières années d'exercice des Compagnies, il semble impossible de soutenir la théorie de Chanut. Faute d'une convention fixant entre l'assureur et l'assuré la valeur des objets assurés, convention expresse, les déclarations et évaluations de l'assuré n'ont aucune force de présomption, et la valeur réelle devra être établie par expertise. L'unanimité de la jurisprudence se prononce en ce sens (14).

★ ★

13. — Cette règle ne comporte qu'une exception,

(11) *Idem*, pages 493 et 508.

(12) *Idem*, page 518.

(13) Citons, à titre documentaire, la clause qui se trouve contenue dans l'art. 9 des conditions générales de la police d'assurance contre le vol de la Compagnie d'Assurances générales : « Les déclarations contenues dans la proposition et dans la police ne constituent pas une preuve de l'existence de la valeur des objets assurés au moment du sinistre : la somme indique uniquement la limite de l'obligation de la Compagnie pour les différentes catégories d'objets assurés. » Il est spécifié, d'autre part, à l'art. 13 que « la police est rédigée d'après les déclarations de l'assuré, consignées dans la proposition d'assurance ».

(14) Douai, 16 mars 1850, B.M. II, page 102, S. 50. 2. 323. D. 50. 2. 197. Besançon, 22 janvier 1867, S. 67. 2. 72. Tribunal civil de la Seine, 3 juillet 1889, B.M. III. 170. *Pandectes françaises périodiques* (recueil périodique et mensuel de jurisprudence et de législation) 90. 2. 18. Tribunal de la Seine, 8 août 1890, B.M. 3, 199. Tribunal civil de Nîmes, 15 décembre 1893, B.M. III. 288. Tribunal civil de la Seine, 9 mars 1883, B.M. 3. 16. Cassation, 13 juillet 1896, B.M. I. 170.

motivée par les circonstances défavorables qui entourent l'assuré dans certains cas. Quand le sinistre est total, et que tous les moyens de prouver la valeur des objets mis en risques ont disparu, il serait injuste de continuer à exiger de l'assuré cette preuve, impossible à rapporter : ce qui aurait abouti pour lui à l'inutilité complète de son assurance.

La jurisprudence a donc décidé, dans les cas de cette espèce, que contrairement à la règle habituelle, on pouvait accorder une certaine valeur de présomption aux déclarations de l'assuré ⁽¹⁵⁾.

★★

14. — En dehors de cette exception, la règle subsiste toujours ; mais on pourrait se demander si, en l'absence des clauses que nous avons signalées et qui sont d'un usage général, on n'aurait pas tendance, contrairement aux principes, à accorder une force de présomption aux déclarations de l'assuré.

Nous ne connaissons qu'une seule décision qui ait envisagé cette possibilité : c'est la sentence arbitrale, rendue par M^e Stourm le 15 octobre 1833, dont nous avons déjà eu l'occasion de parler ⁽¹⁶⁾. Elle contient à ce sujet des considérants intéressants. M^e Stourm avait attribué une valeur aux évaluations faites par l'assuré, notamment pour ces motifs : « ...qu'on lit

(15) Douai, 14 janvier 1865, B. M. II. 295. Pau, 13 juin 1872, B. M. II. 429., D. P. 73. 2. 5. Douai, 21 janvier 1897, B. M. II. 514. D. P. 97. 2. 509. Douai, 24 juin 1896, D. P. 97. 2. 509. Tribunal civil de Nîmes, 11 mars 1882, Jurisprudence générale des assurances terrestres, 3. 288.

(16) Voir numéro 2.

dans les instructions données par la Compagnie du Soleil à ses agents, que l'article 4 de la police devait contenir la mention suivante : « Les désignations et évaluations contenues dans la police, ne peuvent être opposées comme preuve de l'existence ou de la valeur des objets assurés au moment de l'incendie » ; que cette mention si importante a été retranchée des polices passées avec le sieur Bidard ; qu'on doit présumer que le retranchement a eu lieu parce que la Compagnie avait jugé convenable de renoncer aux droits que ladite mention lui conférait ; qu'on ne peut supposer en effet qu'il aurait été opéré pour induire en erreur les assurés sur l'étendue de l'indemnité qu'ils pouvaient réclamer... ».

Il est certain qu'on ne peut assimiler l'absence, c'est-à-dire l'inexistence de cette clause, au fait qu'une fois imprimée, on la raye des conditions générales de la police. Le fait qu'elle définit clairement l'un des droits de l'assureur et ses conséquences vis-à-vis de l'assuré, est bien de nature, dans le cas où on la supprime, à faire croire que l'assureur renonce à ce droit.

Il n'y a plus ici une abstention, mais un fait positif, dont il semble bien que l'on puisse inférer, que l'assureur, en signant la police, a reconnu exactes les déclarations de l'assuré. On ne voit pas, en effet, dans quel autre but l'assureur pourrait avoir agi en supprimant cette clause. Il resterait cependant à celui-ci la possibilité de prouver que son omission est le résultat d'une erreur ou d'une négligence et non la conséquence d'un accord entre les parties, et que, par

conséquent, l'on ne doit pas la considérer comme une exception à la règle.

Remarquons d'ailleurs, qu'à part le litige que nous avons signalé et qui semble bien être le résultat d'une erreur, il n'y a pas d'exemple de cette manière d'agir. Elle se résoudrait en effet, de toutes manières, à une recherche d'intention fort délicate, qui risquerait de sombrer dans l'arbitraire et de ne donner satisfaction à aucun des contractants.

★ ★

15. — Il résulte de l'examen qui précède, que, pour transformer les déclarations de valeur de l'assuré en convention de valeur agréée, la police doit contenir une acceptation expresse de l'assureur.

Citons encore, pour terminer, deux décisions dans lesquelles cette nécessité a été très bien mise en lumière. Dans un jugement rendu par le Tribunal de Commerce de Lyon, le 7 août 1903, les magistrats repoussèrent la demande d'un assuré, tendant à se faire attribuer une indemnité de 12.000 francs pour un tableau qui avait été brûlé et qui, prétendait-il, avait été évalué contradictoirement avec la Compagnie, parce que l'assuré ne justifiait pas : « ...que la valeur déclarée sur la police d'assurance, ait été fixée contradictoirement par les parties, d'après l'appréciation d'experts compétents, ou acceptée par la Compagnie, comme valeur réelle ». La Cour de Lyon, sur appel de l'assuré, confirma, le 13 mai 1904, le jugement et repoussa la demande d'enquête qu'il avait faite, ten-

dant à prouver que le risque avait été vérifié par un inspecteur de la Compagnie, et « ...par laquelle, a dit la Cour, il ne tend à rien moins qu'à s'armer en preuves, outre et contre le contenu de la police d'assurance, qui seule fait foi entre les parties... » (17).

(17) Cour d'appel de Lyon, 13 mai 1904, D. 05. 2. 61., S. 05. 2. 136. Recueil périodique des Assurances, 04. 270. Voir aussi dans le même sens, 27 juillet 1881. Jurisprudence générale des Assurances terrestres, 81. 3. 280.

CHAPITRE TROISIEME

NATURE DE LA CLAUSE DE VALEUR AGREEE

16. — Pour pouvoir étudier les effets de la clause de valeur agréée, il convient d'abord de déterminer sa véritable nature.

D'après certains auteurs, la valeur agréée présenterait dans les assurances terrestres un caractère spécial. C'est ainsi que, pour M. Sumien ⁽¹⁾, la valeur agréée consiste dans une estimation faite par avance et « à forfait » ⁽²⁾.

L'origine de cette interprétation peut être trouvée dans le premier arrêt, consacrant la validité de la clause de la valeur agréée, qui avait dans ses considérants fait ressortir le caractère forfaitaire de la clause ⁽³⁾.

La Cour d'Appel avait en effet déclaré que les objets d'art, compris dans la police, n'étaient pas « d'une valeur vénale, que des experts puissent déterminer d'après les prix ordinaires, que des objets

(1) Traité théorique et pratique des Assurances terrestres. Sumien.

(2) Voir aussi : Ancey. L'assurance, sa technique, son mécanisme, ses méthodes, page 180.

(3) Paris, le 10 mars 1836, et req. 12 juillet 1837, S. 38. 1. 129., D. 37. 1. 461., B. M. I. 21.

pareils auraient dans le commerce ; que ces productions de l'art avaient pour Ardisson une valeur d'opinion qu'elles tenaient soit de leur réunion, soit de leur origine, soit même des difficultés que les propriétaires avaient éprouvées pour les acquérir ». Remarquons d'ailleurs que la Cour de Cassation, appelée à se prononcer sur cette question, avait tourné la difficulté et n'avait donné, à ce sujet, aucune indication, se bornant simplement à déclarer qu'elle n'avait pas à examiner ce motif particulier.

Nous avons vu, d'autre part, que si la loi du 13 juillet 1930 était muette à l'égard de la valeur agréée, elle contenait cependant, dans l'exposé des motifs de l'article 29, quelques indications à ce sujet. Le rédacteur de ce texte semblait, lui aussi, consacrer le caractère forfaitaire de la valeur agréée, en permettant à l'assuré de faire garantir une valeur « conventionnelle » (4).

La jurisprudence et la législation, suivies de quelques auteurs, semblent donc bien admettre que l'assurance en valeur agréée se présente sous les apparences d'un forfait, et qu'elle autorise l'assuré à se garantir de la perte des objets qu'il met en risques sur la base d'une valeur spéciale, dite d'opinion, conventionnelle, tout à fait indépendante de la valeur réelle.

La clause de valeur agréée appliquée aux assurances terrestres, différerait ainsi de l'assurance en valeur agréée telle qu'on la pratique pour les risques maritimes ; elle se rapprocherait du caractère que

(4) Voir numéro 7.

présente l'assurance sur la vie, et deviendrait, comme cette dernière, non plus une promesse d'indemnité, mais une promesse de capital.

Malgré les avis autorisés qui la soutiennent, cette opinion nous semble nettement en contradiction avec le principe indemnitaire, et nous paraît par conséquent inacceptable. La clause de valeur agréée a pour but de fixer la valeur réparable, mais celle-ci, sous prétexte qu'elle est établie par l'accord des parties, conventionnellement, ne peut pas être déterminée arbitrairement.

Admettre ce point de vue serait en effet ouvrir la porte aux abus les plus graves. La « valeur d'opinion » est essentiellement incontrôlable. Il se pourrait que le principe indemnitaire ne soit pas violé, si, admettant les prétentions de l'assuré, on accordait à celui-ci une indemnité supérieure à la valeur réelle pour des motifs d'ordre sentimental. Mais comment savoir si l'objet garanti a bien réellement, dans l'estime ou l'affection de l'assuré, la valeur qu'il lui attribue. C'est là une enquête qu'il est absolument impossible de poursuivre pratiquement.

Les expertises qui, nous l'avons vu, sont toujours pratiquées par les Compagnies lorsqu'elles souscrivent une assurance en valeur agréée, deviendraient absolument chimériques et illusoires, si les experts, uniquement qualifiés pour déterminer la valeur réelle des objets soumis à leur examen, devaient, pour conclure et à défaut de renseignements matériels et probants, se livrer à des recherches psychologiques qui aboutiraient le plus souvent à des résultats nécessai-

rement problématiques et toujours inquiétants. Inquiétants pour les Compagnies, inquiétants pour la moralité publique ; se procurer des ressources à l'aide d'un sinistre deviendrait une redoutable tentation. Rien ne serait plus facile, en effet, au futur assuré, que de présenter aux experts, au moment de la conclusion du contrat, un objet dépourvu de valeur, et de lui attribuer une estimation très élevée, pour telle ou telle raison spécieuse ; de l'assurer en conséquence, puis de provoquer ensuite l'incendie et d'attendre... le fruit de l'opération. Les Compagnies prétendraient vainement prouver la surassurance. Comment en effet établir l'exagération du degré d'affectivité ?

Qu'on ne dise pas d'autre part que si l'on fait abstraction de l'opinion de l'assuré, de son affection, etc..., dans la fixation de la valeur d'assurance, on retire toute son utilité à la valeur agréée.

La valeur agréée n'a pas pour but de permettre l'assurance d'une valeur autre que la valeur réelle ; mais seulement de faciliter à l'assuré la preuve de cette valeur et par conséquent, en cas de sinistre, sa récupération.

Remarquons d'ailleurs, en effet, qu'on pourra et qu'on devra même tenir compte, dans la détermination de la valeur réparable, de certains facteurs d'engouement, de mode, de rareté, de difficulté de recherche ; mais ceux-ci, pour être déterminants, devront avoir un caractère d'objectivité. Ainsi prenons un exemple : la difficulté que l'assuré a éprouvée à se procurer un objet d'art peut-elle engager l'expert

à accepter la majoration de la valeur d'assurance ? Nous ne nous opposons pas à ce que ce facteur détermine en partie la valeur de l'objet ; mais il y a lieu, à notre avis, de distinguer. Ou bien l'objet découvert après bien des recherches par l'assuré sera effectivement rare : il puisera alors dans ce caractère de rareté, sa valeur, non seulement aux yeux de l'assuré, mais encore aux yeux de tous les connaisseurs ; ou bien cet objet sera en réalité d'une espèce commune et banale, mais l'assuré ne sera parvenu en sa possession qu'à la suite d'une série de mécomptes et de déboires dus, plus à la maladresse du prospecteur qu'à la difficulté réelle de la recherche : dans ce cas, on ne doit pas attribuer en cas de sinistre, à l'objet dont il s'agit, plus de valeur que ne lui donneraient des collectionneurs plus avisés.

Pourquoi dès lors faire intervenir, dans l'établissement de la valeur d'assurance, les notions d'affection ou d'opinion ?

Dans un cas elles sont inutiles, parce qu'elles ne peuvent rien changer à la valeur réelle de l'objet ; dans l'autre cas, les facteurs économiques, qui concourent à la fixation de cette valeur, sont suffisamment souples pour les englober. Tout se borne donc à rechercher, si les faits allégués par l'assuré pour justifier ses prétentions, sont des faits subjectifs, et dans ce cas on ne doit pas en tenir compte ; ou objectifs, auquel cas, au contraire, on doit en faire état.

Qu'on ait malgré cela parlé au début de l'assurance terrestre pratiquée en valeur agréée, de « valeur conventionnelle », de « valeur d'opinion ou d'af-

fection », paraît étonnant ; mais cela peut s'expliquer de la manière suivante :

Les risques proposés à la garantie des Compagnies consistaient en effet en objets d'art, collections, etc..., dont la valeur ne peut dépendre de leur prix de revient. Ils sont en général uniques et ne peuvent pas, par conséquent, être comparés à d'autres objets du même genre. Leur valeur est donc déterminée seulement par l'engouement qu'ils provoquent, la faveur du public. De là à dire qu'il s'agissait d'une valeur d'opinion : il n'y avait qu'un pas.

La précision qu'il importerait d'ajouter à cette notion souvent employée de « valeur d'opinion », pour éviter les mauvaises interprétations auxquelles elle pourrait donner lieu, est qu'elle doit s'entendre, non pas de celle que lui donne le propriétaire de l'objet, mais de celles que lui attribueraient des collectionneurs susceptibles de s'intéresser à lui.

17. — La clause de valeur agréée ne peut à notre avis être considérée comme ayant un caractère forfaitaire.

Nous verrons cependant que cette règle générale comporte des exceptions. C'est le cas notamment de l'assurance en valeur agréée du chômage résultant de l'incendie de locaux industriels et commerciaux. Nous étudierons spécialement cette forme particulière de la clause dans un prochain chapitre.

Bornons-nous seulement ici à remarquer que si,

dans cette hypothèse, elle présente un caractère forfaitaire, c'est en raison de l'impossibilité d'apprécier par avance l'étendue éventuelle de la perte que pourra subir l'assuré et la difficulté qui en résulte pour fixer la valeur d'assurance. Les Compagnies, sous peine de renoncer à garantir ce risque, sont donc obligées dans ce cas de recourir au forfait.

CHAPITRE QUATRIEME

EFFETS DE LA CLAUSE DE VALEUR AGREEE AU POINT DE VUE DE L'INDEMNITE

18. — D'après l'article 1134 du Code civil : « les conventions légalement formées, tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites.

Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel ou pour les causes que la loi autorise. Elles doivent être exécutées de bonne foi ».

La clause de valeur agréée, convention acceptée par l'assureur et l'assuré, s'impose à eux. Ceux-ci ayant convenu que, dans leurs rapports communs, l'objet assuré aurait une valeur déterminée : c'est cette valeur qui, en cas de sinistre, devra servir de base au règlement de l'indemnité.

En cas de perte totale, la détermination du préjudice subi par l'assuré ne souffre aucune difficulté. L'objet assuré a été détruit en totalité ; on en connaît la valeur ; il n'y a donc qu'à verser à l'assuré la somme qu'il a déclarée être la valeur réelle du risque, et que l'assureur a acceptée comme telle.

En cas de perte partielle, il n'en va pas de même. On est fixé, en effet, sur la valeur de l'objet, mais

celui-ci n'ayant pas été entièrement détruit, conserve une certaine valeur ; il est donc nécessaire, pour fixer l'indemnité, de connaître l'étendue de la dépréciation qu'il a subie, par le fait du sinistre. L'intervention des experts est alors de nouveau inévitable.

★
★★

19. — On a prétendu que cette nécessité d'un nouveau contrôle des experts rendait, dans ce cas, la clause de valeur agréée inutile, et qu'elle ne pouvait avoir une efficacité quelconque qu'en cas de perte totale.

Il est bien probable que, si ce point de vue était admis, aucun assuré ne chercherait plus à faire agréer sa déclaration de valeur par l'assureur ; car les sinistres totaux étant plus rares que les sinistres partiels, la clause deviendrait inopérante la plupart du temps. Mais cette opinion est injustifiée : en cas de perte partielle les experts doivent intervenir ; mais c'est uniquement pour déterminer le taux de la dépréciation que l'objet sinistré a subi. La valeur agréée subsiste, et elle continue à servir de base à l'évaluation de l'indemnité, qui résultera de la différence entre le chiffre de la valeur agréée et celui que conserve, après le sinistre, l'objet garanti par la Compagnie.

Soit un risque assuré en valeur agréée pour 10.000 francs venant à être détruit partiellement : les experts sont appelés à se prononcer sur la gravité et l'étendue de la dépréciation.

S'ils décident que l'objet a perdu, par exemple, la moitié de sa valeur, on appliquera ce taux de dépréciation à la valeur agréée et l'assuré recevra 1/2 de 10.000 francs, soit 5.000 francs.

La somme inscrite au contrat doit donc, en valeur agréée, qu'il y ait perte totale ou partielle, servir de base au règlement de l'indemnité. Du moins en est-il ainsi toutes les fois que l'ordre public ne s'y oppose pas.

★★

20. — A plusieurs reprises nous avons déjà mentionné ce principe d'ordre public, dit : « principe indemnitaire ». C'est dans ce chapitre qu'il va nous révéler toute son importance, en réduisant, dans certains cas, et dans une certaine mesure, l'efficacité de la clause, pour permettre à l'assureur de combattre les évaluations exagérées.

Le principe indemnitaire ne s'oppose pas, comme certains avaient pu le penser autrefois, à ce que les parties déterminent d'avance, à l'aide de la clause, la valeur réparable du risque ⁽¹⁾ ; mais seulement à ce que, grâce à elle, l'assuré puisse faire un bénéfice à l'occasion du sinistre.

D'origine très ancienne ⁽²⁾, il a été appliqué aux

(1) Nous verrons, dans la seconde partie de notre étude, que Pothier avait prétendu, dans son « Traité du contrat d'assurance », que des sentences de l'Amirauté de Paris, avaient interdit la clause de V. A., comme contraire à l'ordre public. Voir numéro 67.

(2) Nous retrouvons ce principe dans les mesures prises, par l'ordonnance de Barcelone, en 1435, pour prohiber dans les assurances maritimes le jeu et les paris. Voir numéro 67.

assurances terrestres de dommages, dès leur apparition ; après avoir reçu la consécration de la doctrine et de la jurisprudence, il a trouvé place dans les codes ou lois qui, au ^{xix}^e siècle, eurent pour objet, dans de nombreux pays étrangers, la réglementation du contrat d'assurance.

La loi du 13 juillet 1930 contient, à ce sujet, dans son article 28, les prescriptions suivantes : « L'assurance relative aux biens est un contrat d'indemnité. L'indemnité due par l'assureur à l'assuré ne peut dépasser le montant de la chose au moment du sinistre ».

Ce principe, d'après lequel l'assuré ne peut être mis dans une situation meilleure, que si le sinistre ne s'était pas produit, a été reconnu comme étant d'ordre public, et doit par conséquent être nécessairement pris en considération pour la fixation de l'indemnité.

Il suffira alors que la somme assurée en valeur agréée, se trouve être plus forte que la valeur réelle au jour du sinistre, pour qu'il se produise un désaccord entre les deux valeurs : valeur agréée, à laquelle s'attache la force de la convention ; valeur réelle, à laquelle s'attache l'autorité de la loi.

Nous étudierons ce conflit, en nous efforçant de rechercher quelle est la force de la convention de valeur agréée, en présence des attaques dont elle peut être l'objet, soit de la part de l'assuré, soit de la part de l'assureur. Et nous serons enfin amenés à conclure que, toutes les fois que l'ordre public n'est pas en jeu, la valeur agréée demeure inattaquable.

SECTION 1

La preuve que la valeur réelle est plus élevée que la valeur agréée, offerte par l'assuré, n'est pas admissible

21. — L'indication d'une somme fournie par l'assuré, lorsqu'il signe un contrat d'assurance en valeur déclarée, qu'elle représente, à son dire, la valeur de l'objet, ou qu'elle consiste simplement dans la fixation de la somme jusqu'à laquelle il désire être garanti par la Compagnie, constitue toujours le maximum de l'indemnité à laquelle il pourra éventuellement prétendre ⁽³⁾.

Toutes les polices des Compagnies contiennent d'ailleurs, à ce sujet, des indications très explicites. Ainsi l'article 24 de la police d'assurance contre l'incendie de la Compagnie d'Assurances générales déclare que : « la Compagnie ne peut être tenue au delà de la somme assurée ». De même il est dit au dernier alinéa de l'article 9 des conditions générales de la police d'assurance contre le vol de cette même Compagnie que : « ...la somme assurée indique uniquement la limite de l'obligation de la Compagnie, pour les différentes catégories d'objets assurés » ⁽⁴⁾.

Cette proposition, d'après laquelle, la somme fixée au contrat détermine, dans l'assurance en valeur dé-

(3) Voir numéro 1.

(4) Voir aussi dans l'ouvrage de Grün et Joliat le texte des conditions générales de la police des Compagnies la Royale et le Phénix, article 20 : « Dans aucun cas la Compagnie ne peut être tenue de payer au delà de la somme assurée ».

clarée, la limite de l'obligation éventuelle de l'assureur, est acceptée unanimement. Elle est basée sur le principe de la proportionnalité. En effet, il n'est pas question, cette fois-ci de refuser à l'assuré une somme plus forte que la valeur réelle, ce qui mettrait en jeu le principe indemnitaire ; mais seulement, de lui refuser une somme supérieure à celle fixée au contrat, même si la valeur réelle est effectivement plus élevée.

L'assureur, pour obtenir ce résultat, peut se prévaloir de l'argumentation suivante : « Vous avez, dit-il à l'assuré, payé une prime qui était calculée sur la somme que vous indiquiez dans le contrat. Vous n'avez, dans tous les cas, et quelle que soit la valeur effective de votre perte, acheté la garantie de la Compagnie, que jusqu'à concurrence de cette somme ».

★
★

22. — Cette prétention de l'assureur est inattaquable, dans le cas où l'assurance a été conclue en valeur déclarée ; car en somme, si, dans cette hypothèse, l'assuré n'est pas pleinement garanti, c'est qu'il s'est trompé sur la valeur de l'objet qu'il voulait assurer ; il ne supporte donc, ainsi, que les conséquences de son erreur. Mais on pourrait se demander s'il doit en être de même dans le cas où l'assurance a été conclue en valeur agréée.

Dans ce dernier cas, en effet, l'erreur d'appréciation, qu'elle provienne de l'assuré ou qu'elle résulte de l'incompétence des experts, est aussi bien imputable à l'assureur, qui l'a sanctionnée de son appro-

bation, qu'à l'assuré. La faute est partagée ; et l'assureur en est responsable au même titre que l'assuré. Si on peut éventuellement reprocher à ce dernier sa méconnaissance de la valeur des objets dont il est propriétaire et qu'il propose à l'assurance, on peut faire à l'assureur le grief, tout aussi grave, de s'en être rapporté, pour les estimer, à l'avis de conseils insuffisants. Il semble donc que l'assuré ne doive pas être le seul à supporter les conséquences de cette erreur ; alors surtout, qu'en souscrivant une assurance en valeur agréée, il a pris toutes les précautions, qu'il était en son pouvoir de prendre, pour avoir une garantie complète.

Cependant, malgré son apparence logique, on ne saurait admettre ce raisonnement ; il ne conduirait à rien moins qu'à dénaturer le sens de la clause de valeur agréée et sa portée.

La clause, nous l'avons déjà dit, a pour but de fixer définitivement la valeur du risque pour les parties ; elle ne peut avoir pour résultat d'obliger l'assureur à rembourser la perte d'objet sinistré, sur la base de la valeur qu'aura ce dernier, au jour du sinistre, quelle qu'elle puisse être ou devenir. Pré-tendre, en effet, que l'acceptation de l'assureur rend celui-ci responsable de la sous-estimation serait, par une interprétation de volonté des parties arbitraire, faire produire au contrat, des conséquences absolument opposées à celles qui sont prévues dans la clause ; puisqu'il y est dit, en effet : que le règlement du sinistre sera effectué sur les bases d'une valeur donnée et non autrement.

D'ailleurs aucun assureur n'accepterait de signer une telle convention, si elle devait avoir pour résultat d'étendre indéfiniment ses responsabilités ⁽⁵⁾. Car l'assureur a besoin, pour établir sa tarification, et pour conclure éventuellement des contrats de réassurance, de connaître l'étendue de la garantie qu'il accorde à l'assuré.

★★

23. — Admettre cette interprétation, serait encore ouvrir la porte à une multitude d'abus. Les assurés auraient tendance à déprécier la valeur du risque, en le faisant assurer en valeur agréée, pour une somme inférieure à sa valeur réelle ; tout en prenant bien soin, de se réserver la possibilité de prouver sa valeur exacte, après le sinistre. Cette pratique leur permettrait d'économiser une partie de la prime, et resterait probablement moins onéreuse, pour eux, que le coût de l'expertise, augmenté de la surprime perçue en cas de valeur agréée.

Enfin si, en cas d'assurance en valeur déclarée, la somme indiquée au contrat produit le résultat de limiter les prétentions de l'assuré, et cela, en vertu, comme nous l'avons dit, du principe de la proportionnalité, il semble que, lorsque la fixation de la valeur a été effectuée d'un commun accord entre les parties, elle doive tirer une force supérieure du fait qu'elle est le résultat d'une convention. Dans l'assurance en

(5) L'assurance illimitée ne peut guère être envisagée, à notre avis que, dans le cas où elle a pour but de garantir la responsabilité de l'assuré.

valeur agréée comme dans l'assurance en valeur déclarée, la somme assurée constitue donc toujours la limite de l'indemnité que pourra recouvrer l'assuré. En conséquence ce dernier ne sera pas admis à tenter de détruire la force obligatoire de la clause, pour prouver que la valeur réelle de l'objet a été sous-estimée.



SECTION II

La preuve que la valeur réelle est plus élevée que la valeur agréée offerte par l'assureur, pour réaliser l'application de la règle proportionnelle n'est pas admissible

24. — Dans la section précédente, nous venons de voir que la preuve tendant à établir que la valeur réelle est plus élevée que la valeur agréée, est inadmissible lorsqu'elle est offerte par l'assuré. Il en est de même lorsqu'elle est offerte par l'assureur.

Ce dernier doit souvent recourir à cette preuve, dans l'assurance en valeur déclarée, non pas dans le but d'offrir à l'assuré une indemnité supérieure ; mais au contraire, pour réduire celle-ci à l'aide de la règle proportionnelle.



25. — La règle proportionnelle consiste dans l'application du principe suivant : Dans le cas où la

somme assurée est inférieure à la valeur réelle des objets mis en risque, l'assuré est réputé être son propre assureur, pour tout ce qui excède, au jour du sinistre, le montant de sa garantie. En cas de perte totale, la règle proportionnelle ne produit aucun effet, et l'assureur doit verser à l'assuré le total de la somme inscrite au contrat. Mais en cas de perte partielle, il y a application de la proportionnalité : la perte subie par l'assuré est répartie au marc le franc, entre lui et l'assureur ; le premier y contribuant, en proportion de l'excédent non couvert ; le second, en proportion du montant couvert par l'assurance.

L'application de cette règle, cependant équitable, a soulevé au début de vives critiques. Les assurés ne s'expliquaient pas comment, bien que leurs pertes soient inférieures au chiffre de la garantie, la Compagnie pouvait prétendre ne pas accepter la responsabilité du plein du dommage. Ils ne comprenaient pas comment, ayant subi un dommage de 40.000 fr. par exemple, et étant garantis par une police dont le montant s'élevait à 60.000 francs, on ne les indemnisait, en admettant que la valeur réelle de l'objet assuré ait été au moment du sinistre de 80.000 francs, que jusqu'à concurrence des $\frac{3}{4}$ de la perte subie, soit 30.000 francs.

Malgré les critiques dont elle avait été l'objet au début, la règle proportionnelle s'est cependant imposée rapidement ; elle est inscrite dans les conditions générales de toutes les polices ⁽⁶⁾, et la jurisprudence

(6) Citons par exemple l'art. 21 de la police d'assurance contre l'incendie de la Compagnie d'Assurances générales : « Art. 21. — Règle proportionnelle : s'il résulte des estimations que la valeur

en a depuis longtemps consacré la parfaite équité (7).

Elle a été, depuis, sanctionnée encore, par l'article 31 de la loi du 13 juillet 1930 d'après lequel : « s'il résulte des estimations, que la valeur de la chose assurée excède au jour du sinistre la somme garantie, l'assuré est considéré comme restant son propre assureur pour l'excédent, et supporte en conséquence une part du dommage, sauf convention contraire ».

Elle s'applique donc, d'une manière générale, à toutes les catégories d'assurance en valeur déclarée. Il n'en est pas de même, au contraire, lorsqu'il s'agit de valeur agréée.

★ ★

26. — Les raisons de cet avantage, concédé à l'assurance en valeur agréée, sont les suivantes :

En premier lieu, la règle proportionnelle suppose qu'il existe une différence, au moment du sinistre, entre la valeur d'assurance et la valeur réelle. Ce cas est extrêmement fréquent dans l'assurance en valeur

des objets assurés excède la somme garantie, l'assuré est considéré comme son propre assureur pour l'excédent et supporte sa part de dommages au marc le franc.

« Toutefois, si la police comporte plusieurs articles afférents à des objets de même nature, faisant partie du même établissement sinistré, et soumis aux mêmes primes, la règle proportionnelle ne sera applicable qu'autant qu'il y aura insuffisance sur le total des capitaux... ».

La rédaction de l'Ancienne police de la Compagnie le Phénix et la Compagnie Royale, ne diffère pas sensiblement du texte que nous venons de citer. Art. 18, al. 2 : « Si au contraire, au moment de l'incendie la valeur des objets couverts par la police est reconnue excéder le montant de l'assurance, l'assuré est considéré comme étant resté son propre assureur pour cet excédent, et il supporte, en cette qualité, sa part de dommage au centime le franc ».

(7) Pau, 5 avril 1884, D. 86. 2. 1., S. 84. 2. 186.

déclarée ; mais il est beaucoup plus rare en valeur agréée. Les deux parties se sont mises d'accord sur la valeur de l'objet, à la signature du contrat ; la dépréciation n'est pas à craindre, pour les raisons que nous avons indiquées plus haut ⁽⁸⁾ : il est donc fort probable que la valeur convenue entre l'assureur et l'assuré, pourra servir de base au règlement de l'indemnité, sans qu'il se produise aucune discussion à ce sujet.

Mais s'il est vrai que la règle proportionnelle est inapplicable en valeur agréée, le plus souvent, parce qu'elle n'a pas d'objet, c'est-à-dire, parce que la valeur d'assurance coïncide avec la valeur vraie de l'objet assuré, elle ne s'applique pas, non plus, lorsque cette identité, entre la valeur réelle et la valeur d'assurance, n'existe plus. Il y a donc dans ce cas d'autres motifs qui s'opposent à son application. Ce sont les suivants :

Pour que l'assureur puisse reprocher à l'assuré l'insuffisance de sa garantie, il serait nécessaire que ce dernier ait été le seul à commettre une erreur d'estimation. Or l'assureur ayant vérifié l'évaluation, et l'ayant agréée, bien qu'erronée, est fautif également. En recourant à la valeur agréée, l'assuré a manifesté sa volonté d'être pleinement garanti sur l'objet qu'il proposait à l'assurance, volonté à laquelle l'assureur s'est associé. Comment, dès lors, celui-ci pourrait-il prétendre que l'assurance n'a été que partielle et que l'assuré est resté son propre assureur pour une partie du risque ?

(8) Voir numéro 4.

D'autre part, la non application de la règle proportionnelle est indispensable. Car si cette règle pouvait être invoquée par l'assureur, dans le cas où il y a valeur agréée, la condition de l'assuré deviendrait, de ce fait, moins favorable que si l'assurance avait été souscrite en valeur déclarée, et l'indemnité qu'il recevrait serait moins complète, en cas de perte partielle.

Constatons-le en prenant un exemple : Etant donné un objet assuré pour une somme de 100.000 francs, qui vaut en réalité 150.000 francs ; survient un sinistre, qui fait perdre à l'objet 50 % de sa valeur.

Si l'assurance a été conclue en valeur déclarée, le dommage est pour l'assuré de 75.000 francs. Mais, en raison de la règle proportionnelle, il ne recevra que $\frac{2}{3}$ de 75.000 francs, soit 50.000 francs.

Si l'assurance a été conclue en valeur agréée, il n'y a pas application de la règle proportionnelle, mais l'indemnité reçue par l'assuré est toujours la même. Celui-ci ne pourra en effet réclamer que 50 % de 100.000 francs, soit encore 50.000 francs.

L'application, malgré la valeur agréée, de la règle proportionnelle dans le cas que nous venons d'envisager, amènerait l'assureur à tenir à l'assuré le raisonnement suivant : « L'objet assuré a été déprécié de moitié de sa valeur. Or, cette valeur ayant été agréée pour 100.000 francs, l'indemnité à laquelle vous auriez pu prétendre, si vous aviez été entièrement couvert, aurait été de 50.000 francs. Mais, la valeur vraie de l'objet assuré étant de 150.000 francs, vous êtes resté votre propre assureur pour $\frac{1}{3}$ du

risque : nous ne pourrions vous allouer, que les $\frac{2}{3}$ de 50.000 francs. »

On voit donc, que la situation de l'assuré en valeur agréée, s'il subissait la même règle que l'assuré en valeur déclarée, serait moins favorable. La non application de la règle proportionnelle est donc indispensable, pour rétablir l'égalité des situations. C'est la raison pour laquelle, on a pu dire que la suppression de la règle, dans l'assurance en valeur agréée, constituait pour l'assuré un avantage « plus apparent que réel » (9).

L'application de la règle proportionnelle serait d'ailleurs contraire au bon sens. Elle conduirait l'assureur à attribuer à l'objet assuré deux valeurs : l'une, la moins forte, qui a été agréée par la police, dont il se servirait pour déterminer le préjudice ; l'autre, la plus forte, la valeur vraie ou réelle, sur laquelle il s'appuierait, pour prouver l'insuffisance de la garantie.

Enfin, elle serait incompatible avec la force obligatoire que doit posséder la convention en valeur agréée.

Les effets de la clause ne peuvent être mis en échec, que lorsqu'ils se heurtent à un principe d'ordre public. Ici rien de tel : l'assureur ne peut donc contester la valeur agréée, pour prétendre établir l'insuffisance de la garantie, et la responsabilité proportionnelle de l'assuré pour une partie de la perte.

(9) Voir : Papot. La règle proportionnelle dans les Assurances terrestres.

SECTION III

La preuve que la valeur réelle est moins élevée que la valeur agréée, offerte, en cours de contrat, par l'assuré, pour obtenir une réduction de la prime, n'est pas admissible

27. — Les deux parties au contrat d'assurance peuvent vouloir attaquer la valeur agréée, non seulement pour essayer de prouver que la valeur réelle est plus élevée que la valeur agréée, mais aussi pour tenter d'établir la proportion inverse : à savoir, que la valeur réelle est inférieure à la valeur agréée.

L'assuré peut ainsi avoir intérêt, s'il croit, qu'en raison des modifications survenues dans la valeur de l'objet assuré, ou que par suite d'une erreur d'estimation, il y a surassurance, à faire réduire en cours de contrat le montant de son assurance.

Il sait, en effet, qu'en cas de sinistre, la Compagnie appliquant le principe indemnitaire, ne lui paiera que la perte réellement subie. Et il a le désir compréhensible de ne pas payer une prime excédant le risque réellement couru par la Compagnie, et la garantie effective qu'elle lui accorde.

L'assuré peut donc, en cours de contrat, être amené à demander à l'assureur de réduire le montant de la valeur agréée.

Si l'assureur accepte cette réduction par avenant, la question ne présente aucune difficulté ; le consen-

tement mutuel était réalisé, rien ne s'oppose à la modification de la convention primitive.

Mais en admettant que l'assureur se refuse à accéder au désir de l'assuré, ce dernier aura-t-il le droit de résilier son contrat ?

A s'en tenir aux principes purs du droit des contrats, on devrait décider que, malgré la demande de réduction de l'assuré, et malgré le refus de l'assureur, la convention doit continuer à être appliquée, sur les mêmes bases.

Mais est-il juste d'obliger l'assuré à payer une prime excessive, alors qu'il ne pourra cependant, jamais recevoir une indemnité supérieure au montant réel de la perte ?

On doit, à notre avis, faire la distinction suivante :

Ou bien, l'objet, qui est assuré en valeur agréée, ne subit en réalité aucune diminution de valeur et l'assuré n'a fait la demande de réduction, que dans le but de se soustraire en partie au paiement d'une prime, qu'il trouve trop lourde, et, dans ce cas, la demande de l'assuré a été repoussée, avec juste raison : l'assurance doit suivre son cours sans aucune modification.

Ou bien au contraire, la dépréciation est flagrante, et, dans ce cas, il semble bien improbable que l'assureur se refuse à réduire le montant de la valeur qu'il a agréée. La justification apportée à la Compagnie, de la diminution de valeur du risque, doit l'engager, si elle est soucieuse de ses intérêts, à res-

treindre ses engagements⁽¹⁰⁾. Si elle ne le faisait pas, elle se trouverait en effet exposée au danger de ne pouvoir rapporter la preuve de la surassurance et d'être, en conséquence, obligée de payer une somme supérieure à la valeur réelle. L'existence même de cet excès de garantie, serait aussi de nature, par le fait qu'il s'agit d'une valeur agréée, à provoquer chez l'assuré le désir de voir se réaliser le sinistre.

La Compagnie acceptera donc la demande de réduction de l'assuré, si elle est justifiée. Mais dans le cas théorique où, malgré toutes justifications, l'assureur refuserait de modifier le contrat : ce dernier devrait continuer à s'appliquer sur les mêmes bases que précédemment.

★★

SECTION IV

**La preuve que la valeur réelle est moins élevée
que la valeur agréée, offerte par l'assureur,
n'est pas admissible en cours de contrat ;
l'est au contraire au moment du sinistre**

L'assureur enfin peut vouloir attaquer la valeur agréée dans le but de prouver son exagération. Pour

(10) Les Compagnies ne s'opposent pas à la demande de réduction justifiée, de la somme assurée.

L'art. 15 des conditions générales de la police d'Assurances Générales contre l'incendie, contient les prescriptions suivantes : « les primes à échoir peuvent être réduites par avenant, s'il est justifié par l'assuré d'une diminution, soit dans l'importance des capitaux assurés, soit dans le degré de gravité du risque... ».

Mais cet article n'a en vue que l'assurance en valeur déclarée et nous croyons qu'en cas de valeur agréée l'assuré ne pourrait pas s'en prévaloir, pour exiger, malgré le refus de la Compagnie, la réduction de la somme assurée.

étudier cette éventualité il nous faut distinguer suivant qu'il le fait, en cours de contrat, ou bien au moment du sinistre.

28. — Examinons la première hypothèse.

Ici remarquons tout d'abord, qu'ainsi que dans la section précédente, la demande de réduction ne comportera de difficulté, que si l'une des parties n'y est pas consentante.

Si donc l'assuré accepte la réduction de l'assurance demandée par l'assureur, l'accord des parties consacre la conclusion d'un nouveau contrat, sur de nouvelles bases.

Notons qu'il en sera ainsi la plupart du temps. L'assuré a en effet tout avantage à accéder au désir de la Compagnie car, en premier lieu, il paiera une prime moins élevée ; en second lieu, il ne peut espérer se voir allouer une indemnité supérieure à sa perte, car l'assureur aura pris la précaution de se réserver la preuve de la valeur du risque ; enfin, le juge, devant lequel serait porté un conflit éventuel, serait tout disposé, en raison de son refus, à se méfier de l'assuré, et à considérer son attitude comme caractéristique d'intentions suspectes et frauduleuses, justifiant peut-être la déchéance.

29. — Etudions cependant le cas, où à la demande de l'assureur, l'assuré répondrait par un refus. Est-

ce que l'on devrait accorder dans ce cas, à l'assureur, le droit de résilier le contrat ?

Signalons d'abord, qu'il était autrefois utilisé dans l'assurance en valeur déclarée, contre l'incendie, une clause qui réservait à l'assureur, la possibilité, dans certains cas, de réduire sa garantie.

Elle était ainsi conçue : « La Compagnie se réserve le droit, lorsque l'assurance porte sur marchandises, fabriques, usines, mobiliers industriels, récoltes, ou autres objets sujets à varier, de réduire à son gré, en tout temps, l'assurance ». Cette clause était généralement accompagnée des dispositions suivantes : « Si l'assuré ne consent pas aux réductions voulues par la Compagnie, celle-ci peut résilier la police, en tout ou partie, par lettre recommandée » ⁽¹¹⁾, ou bien encore : « Si l'assuré ne consent pas aux réductions proposées, la police est résiliée de plein droit par notification » ⁽¹²⁾.

Au début les auteurs se montrèrent très favorables au développement de cette clause. Elle devait, à leurs yeux, contribuer à assainir les opérations d'assurance, en écartant les dangers que provoque une surassurance, existant en permanence.

Mais, son application ne répondit pas aux espérances, que l'on avait fondées sur elle. Devant les dangers où les exposaient les aggravations souvent rapides des risques commerciaux ou industriels, les Compagnies y virent en effet un moyen pratique de résilier les contrats, dont la garantie devenait pour

(11) Ancey. Théorie des opérations d'Assurances, page 323.

(12) Grün et Joliat. Traité des Assurances terrestres, appendice, page 61.

eux périlleuse, en offrant de maintenir ceux-ci, dans des proportions si infimes, qu'elles devenaient inacceptables pour l'assuré.

La jurisprudence fut d'abord, elle aussi, favorable à cette interprétation⁽¹³⁾ ; mais devant les critiques, dont elle fut l'objet de la part de la doctrine, elle évolua, et ne consentit plus à valider la clause dont il s'agit, que dans le cas où la demande de réduction de la Compagnie, correspondrait à une diminution effective de la valeur du risque, l'annulant, comme condition potestative, dans tous les autres cas⁽¹⁴⁾.

En présence de cette nouvelle interprétation des tribunaux, la clause ne présentait plus pour les assureurs aucun avantage ; ils la supprimèrent des conditions générales de leurs polices.

D'autre part, la loi du 13 juillet 1930, qui n'envisage d'ailleurs que l'assurance en valeur déclarée, semble bien dans son article 29, alinéa 2, prohiber la surassurance en cours de contrat ; mais cet article a beau spécifier que : « ...S'il n'y a ni dol ni fraude le contrat est valable, mais seulement jusqu'à concurrence de la valeur réelle des objets assurés... » ; cette stipulation, en raison du fait, que les assureurs ne cherchent pas en général à suppri-

(13) Arrêt de la Cour de Rennes du 26 juin 1871, S. 71. 2. 275.

(14) Jugement du Tribunal civil de Toulouse du 19 mai 1884. et arrêt confirmatif du 2 juillet 1884. *Moniteur des Assurances*, 1885, p. 77, R. P. 85. 102. Toulouse, 18 avril 1885, D. 86. 2. 168. Cassation, 21 février 1887, S. 87. 1. 273. Rouen, 26 novembre 1890, R. P. 91. 273. Alger, 2 nov. 1898, *Journal des Assurances*, 99. 202., R. P. 99. 430. Agen, 28 décembre 1909, R. P. II. 708.

mer la surassurance en cours de contrat⁽¹⁵⁾, reste un vœu platonique totalement dénué d'effet.



30. — Mais s'il en est ainsi dans l'assurance en valeur déclarée ; peut-il en être de même dans l'assurance en valeur agréée ?

L'assureur ne se trouve pas, en effet, dans la même situation, suivant que le contrat a été réalisé, selon l'une, ou l'autre forme.

Dans l'assurance en valeur déclarée, la Compagnie est toujours à peu près certaine, de n'être engagée que pour la somme représentant la valeur exacte de la perte subie par l'assuré.

Dans l'assurance en valeur agréée, au contraire, l'assuré n'ayant plus à faire la preuve de la valeur d'un objet assuré, la Compagnie peut, à juste titre, redouter de ne pas pouvoir échapper au paiement d'une indemnité excessive.

Il est certain, que la surassurance en valeur agréée constitue un danger réel à l'encontre de l'assureur : c'est pour l'assuré, avec la quasi-certitude de recevoir une somme supérieure à la valeur de son risque, une tentation permanente de recourir à un sinistre frauduleux.

Il semble donc que, dans ces conditions, on doive en tout temps et en toutes circonstances, réserver à l'assureur la possibilité de ramener à sa valeur

(15) Voir numéro 98.

réelle l'assurance du risque dont il a accepté la garantie.

Mais il y a lieu, d'autre part, de considérer, en sens contraire, que la somme assurée, n'est plus ici seulement, le résultat de la volonté unilatérale de l'assuré ; mais qu'ayant été fixée par les deux parties, elle constitue une convention et doit s'imposer à elles.

Au milieu de toutes ces propositions contradictoires, une considération doit, d'après nous, être mise en relief : c'est que la clause de valeur agréée fait la loi des parties à moins que l'ordre public ne s'y oppose.

La solution nous paraît donc, devoir être trouvée, dans la réponse à cette question : L'ordre public est-il attaché, à ce qu'il n'existe pas de surassurance, au cours d'un contrat, conclu en valeur agréée ?

A notre avis : non.

Il serait sans doute préférable que la somme assurée en valeur agréée corresponde toujours exactement à la valeur de l'objet assuré ; car il semble bien, qu'en réalisant cette équivalence, on prémunirait l'assureur contre les intentions frauduleuses de l'assuré. Mais cette équivalence établie, peut-on être certain d'avoir obtenu le résultat recherché ? En admettant, en effet, que l'assurance ait été souscrite dans ces conditions idéales, pourrait-on affirmer que l'assuré, à court de ressources, et ayant besoin de disponibilités immédiates, ne préférera pas, aux aléas d'une vente effectuée dans des conditions défavorables, la quasi-certitude de se voir indemni-

ser à l'occasion d'un sinistre opportun, d'une somme préalablement fixée, et qui sera immédiatement mise à sa disposition ?

Si l'on s'engageait dans cette voie, on serait amené à constater, que toute assurance, aussi parfaite qu'elle puisse être, peut à un moment donné, à la faveur des circonstances, inspirer à l'assuré des tentations dangereuses ; et qu'il y aurait, par conséquent, lieu de l'interdire en bloc, pour la sauvegarde de la moralité publique.

Il s'est bien trouvé, dans les débuts, des pessimistes pour soutenir, que la plupart des opérations d'assurance étaient immorales. Mais leur opinion n'a pas été suivie longtemps, et l'expansion très rapide prise par cette institution, s'est chargée de démontrer la fausseté de cette appréciation.

On s'est rapidement aperçu, en effet, que, pour écarter les sinistres frauduleux et satisfaire aux exigences de l'ordre public, il suffisait d'interdire à l'assuré de faire un bénéfice, en réduisant l'indemnité au moment où celui-ci la réclame ; mettant ainsi en application, l'article 28 de la loi du 13 juillet 1930, d'après lequel, l'indemnité « ...ne peut pas dépasser le montant de la valeur de la chose assurée au moment du sinistre ».

La surassurance en cours de contrat, dans l'assurance en valeur déclarée, n'est pas considérée malgré la disposition de l'article 29, comme contraire à l'ordre public⁽¹⁶⁾. Ainsi doit-il en être aussi, à plus

(16) Voir numéro 29.

forte raison, en ce qui concerne la surassurance en valeur agréée, puisque, d'une part, aucune disposition législative spéciale ne vient la prohiber, et puisque, d'autre part, consistant en une évaluation conventionnelle, elle possède une autorité que n'a pas l'évaluation unilatérale (17).

L'assureur ne peut donc pas être admis à attaquer la valeur agréée en cours de contrat, pour prouver que la valeur réelle est inférieure à la valeur agréée (18).



31. — Examinons maintenant la seconde hypothèse, celle où la demande de l'assureur est formulée, non pas au cours du contrat, mais au moment du sinistre.

Il serait possible, à ce point de vue, de concevoir les effets de la valeur agréée de trois façons :

La clause de valeur agréée pourrait avoir pour effet : soit d'être inattaquable, le cas de fraude mis à part, bien entendu.

(17) L'art. 57 de la loi allemande du 30 mai 1908 consacre cette solution. Voir aussi, dans ce sens, l'article 65 de la loi suisse du 2 avril 1908 ; l'art. 479 du Code de Commerce Hongrois ; l'art. 50, al. 3, de la loi autrichienne du 23 décembre 1917. Voir numéro 40.

(18) L'assureur ne pourrait pas non plus, naturellement, faire réduire la valeur agréée, au moment du sinistre, sous prétexte qu'au moment de la conclusion du contrat, la valeur de l'objet assuré était moins élevée que la valeur agréée, si l'équivalence entre somme assurée et valeur réelle a été réalisée depuis. Pour que l'assureur puisse contester la valeur d'assurance fixée au contrat, il est nécessaire que la surassurance existe au moment du sinistre : peu importe la valeur qu'avait le risque auparavant.

Soit, au contraire, de pouvoir être réduite à la valeur réelle de l'objet assuré. Dans ce cas, l'assuré est dispensé de fournir la preuve de la valeur du risque. Mais l'assureur conserve la possibilité de prouver l'exagération de la somme assurée.

Soit encore, et c'est la solution intermédiaire, de rendre l'évaluation primitive inattaquable, mais de laisser contestable la valeur actuelle, en cas de dépréciation ou de perte de valeur. Suivant cette théorie, l'assureur peut prouver, que, par suite de déperissement, l'objet n'a plus la valeur qui lui avait été attribuée à la souscription du contrat ; mais il ne peut être admis à prouver que l'objet assuré n'avait déjà plus, à la signature de la police, la valeur qui, de consentement mutuel, lui avait été affectée. Il faut donc pour pouvoir attaquer le contrat, qu'il soit survenu une modification dans la valeur du risque. Toutes choses restant identiques, la valeur agréée fait la loi des parties, sans conteste possible.

La première solution, qui consiste à rendre la valeur agréée inattaquable, sauf en cas de fraude, est inadmissible. Elle est contraire aux principes admis de tout temps en matière d'assurance et elle a toujours été rejetée en France⁽¹⁹⁾.

Sans revenir sur les dangers, que présenterait la clause de valeur agréée, réalisée dans ces conditions, remarquons que la loi du 13 juillet 1930, consacrant les anciens principes, a rendu illégale cette interprétation. L'article 28 déclare, en effet, d'une part,

(19) Du moins en ce qui concerne les assurances terrestres. Voir les Assurances maritimes, numéro 100.

que : « L'indemnité due par l'assureur à l'assuré, ne peut dépasser le montant de la chose au moment du sinistre ». D'autre part, d'après l'article 2, « ne peuvent être modifiées les présentes conventions, sauf celles qui donnent aux assurés une simple faculté et qui sont contenues dans les articles... ». Suit une énumération dans laquelle ne se trouve pas inclus l'article 28. Il faut en conclure, que la convention de valeur agréée ne peut mettre en échec, l'application du principe indemnitaire.

La seconde solution qui consiste à donner à la clause de valeur agréée un effet intermédiaire, entre l'irrévocabilité et le simple renversement de la preuve, nous paraît tout à fait illogique. Pourquoi, en effet, faire une différence entre le dépérissement de l'objet assuré et l'erreur qui a été faite dès le début dans son évaluation ? Ainsi, il suffirait qu'aucun changement ne se soit produit dans la valeur du risque depuis la signature du contrat, pour que l'assurance ne puisse être contestée ; même si la valeur agréée ne correspondait pas, dès l'expertise, à la somme assurée. Dans ces conditions, le principe indemnitaire ne serait sauvegardé, que dans le cas où la différence, entre la valeur agréée et la valeur réelle, serait due à la dépréciation ; contre l'erreur d'évaluation, l'assureur aurait bien une arme, si l'erreur avait été faite volontairement par l'assuré et si l'on pouvait se prévaloir contre lui de fraude ; dans le cas contraire, il ne pourrait pas empêcher l'assuré de faire un bénéfice.

Ce serait d'autant plus anormal que le principe

indemnitaire est basé sur la crainte de la fraude et la prohibition du bénéfice, résultant d'une opération réfléchie de l'assuré. Or le dépérissement de l'objet peut bien, si l'on ne réduit pas la somme assurée en proportion, procurer à l'assuré un gain ; mais il semble difficile que ce dépérissement soit l'objet d'une manœuvre dolosive de la part de l'assuré ; et l'on ne voit pas ce que ce dernier gagnerait à le provoquer.

Il y a, au contraire, tout lieu de craindre que l'assuré ne réalise son opération, en faisant agréer par l'assureur, à la signature de la police, une estimation très supérieure à la valeur du risque.

L'assureur, ne pouvant arguer d'aucune dépréciation, ne pourra éviter le paiement de la surassurance qu'en prouvant la fraude. Et la plupart du temps c'est une preuve qu'il lui sera impossible de rapporter, car l'assuré, suffisamment retors, pour avoir conçu une semblable spéculation, aura pris toutes les mesures nécessaires, pour ne pas en compromettre la réussite, en laissant des traces tangibles de ses manœuvres.

D'après ce système, la Compagnie, qui peut éviter de payer la surassurance résultant de la perte de valeur postérieure à l'expertise, ne pourrait donc, au contraire, éviter les conséquences de l'erreur dans l'estimation initiale ; alors que c'est précisément dans ce dernier cas, qu'il y aurait lieu de fournir aux Compagnies, les moyens d'éviter les atteintes, que pourraient porter à l'ordre public les sinistres frauduleux.



32. — Les deux théories que nous venons d'examiner ont, pour conséquence commune, d'attribuer à la valeur agréée des effets contraires au principe indemnitaire. Elles nous paraissent donc, inacceptables, tout au moins en l'état actuel de la législation en France.

Le seul effet que puisse avoir dans notre pays la clause de valeur agréée est, ce qu'on appelle, le renversement de la preuve⁽²⁰⁾. La valeur déterminée par l'accord des parties fixera la valeur réparable, sauf à l'assureur de prouver, que la valeur réelle est moins élevée ; faculté qu'il aura soit que la différence entre la somme assurée et l'objet soit due à un dépérissement, soit qu'elle provienne d'un amoindrissement de sa valeur marchande, soit encore qu'elle résulte d'une erreur initiale dans l'estimation⁽²¹⁾.

(20) Si l'on adoptait la théorie de l'assurance prestation, on ne pourrait plus appeler l'effet produit par la clause de valeur agréée « renversement de la preuve ». En effet la charge de la preuve devant théoriquement incomber à l'assureur dans l'assurance en valeur déclarée ; celui-ci n'en est dispensé, en pratique, que pour des raisons d'ordre public. La valeur agréée, supprimant par l'expertise préalable la crainte des sinistres frauduleux, rendrait applicable la règle normale : c'est-à-dire la charge de la preuve incombant à l'assureur. Voir numéro 11. Voir Weens, *thèse de Paris*, 1927, p. 311. Quoi qu'il en soit, qu'on appelle l'effet de la valeur agréée « renversement de la preuve », ou bien « rétablissement de la règle normale de la preuve », le résultat est toujours le même. Peu importe, pour l'interprétation de la clause de la valeur agréée, qu'on adopte la théorie de l'assurance prestation ou celle de l'assurance contrat d'indemnité.

(21) Ancey. Théorie et pratique des opérations d'assurance, p. 318, Weens. Du principe que l'assurance de choses est un contrat d'indemnité, p. 317 et suiv.



33. — Un dernier point doit être, cependant, encore précisé. Est-ce que la faculté laissée à l'assureur, de réduire la valeur agréée, doit lui être donnée quel que soit l'excès critiqué ? Ou encore, en d'autres termes, le principe indemnitaire doit-il être appliqué strictement, ou bien comporte-t-il dans son application, quelque tolérance.

Remarquons tout d'abord, que si l'assureur se prévalait de cette possibilité, même contre les assurances insignifiantes, la clause de valeur agréée perdrait une grande partie de son efficacité. Il est pratiquement impossible, en effet, que l'objet assuré, même s'il est de nature à échapper à la dépréciation, garde rigoureusement la même valeur, pendant toute la durée d'application du contrat. La convention serait donc attaquée continuellement, et la clause de valeur agréée deviendrait alors inévitablement, la source d'interminables contestations.

En réalité, en présence d'écarts insignifiants, il appartiendrait aux magistrats, devant lesquels serait porté un semblable litige, de prendre surtout en considération, qu'en principe, l'assurance est un contrat de bonne foi ; et que cette idée doit, dans tous les cas, présider à son application.

Le principe indemnitaire ne s'oppose pas, d'ailleurs, à ce qu'on tolère des écarts minimes de valeur, puisqu'il n'a pour but que d'empêcher les abus et de réprimer ou décourager, même par anticipation, les intentions frauduleuses que pourraient avoir les assurés.

Et précisément dans le cas que nous envisageons, le minime intérêt de la surassurance, ne permet pas de suspecter la bonne foi de l'assuré. Il paraît, en effet, impossible que, pour une somme très peu importante, l'assuré s'aventure dans une opération aussi hasardeuse, puisqu'il risque, s'il est convaincu de fraude, de voir son contrat annulé, et le sinistre rester à sa charge.

Le principe indemnitaire ne doit s'appliquer qu'à bon escient, c'est-à-dire dans la mesure où son utilité est certaine. Là, où il n'y a à craindre aucune atteinte à l'ordre public, il devient sans objet. C'est une question d'appréciation, qui doit être laissée à la sagesse des tribunaux.

Remarquons d'ailleurs que les Compagnies elles-mêmes n'attaqueront jamais une valeur agréée seulement entachée d'une légère exagération. Cette indulgence pour les petits écarts de valeur est motivée : d'une part, par le fait qu'elles désirent éviter les frais d'un procès, qui, en admettant même que les magistrats se prononcent en leur faveur, risqueraient d'être supérieurs au gain qui résulterait, pour elles, de leur intervention, et, d'autre part, par le fait, qu'elles désirent avant tout conserver le bon renom de leur firme, et que, dans ce but, elles s'efforcent toujours d'aplanir les difficultés, et apportent, dans l'exercice de leur profession, un esprit de conciliation, qu'on leur conteste souvent bien injustement.

34. — Il résulte de ce que nous venons de voir, que la valeur agréée, à part le cas où elle se heurte au principe indemnitaire, d'ordre public, résiste à toutes les attaques, dont elle peut être l'objet, qu'elles viennent de l'assureur, ou de l'assuré.

Le terme de « renversement de la preuve », dont on caractérise couramment ses effets, paraît donc être trop étroit.

S'il est vrai que la valeur agréée n'a plus pour effet, que de dispenser l'assuré de la preuve de la valeur du risque, lorsque l'assureur allègue qu'il existe une surassurance importante ; il y a lieu d'ajouter, d'une part, que ce dernier ne peut être admis à contester l'évaluation conventionnelle qu'au moment du sinistre ; et, d'autre part, que dans tous les autres cas, la valeur agréée ne risquant pas de porter atteinte à l'ordre public demeure inattaquable.

CHAPITRE V

LES EFFETS DE LA CLAUSE DE VALEUR AGREEE AU POINT DE VUE DE L'INDEMNITE A L'ETRANGER

35. — Tous les pays étrangers, sans exception, reconnaissent que l'indemnité, payée à l'assuré, ne doit pas lui procurer de bénéfice et font de cet axiome, le fondement de l'assurance de dommages. Mais si le principe indemnitaire est admis partout, sa portée diffère, selon les pays, où il est appliqué.

Il en résulte que les difficultés d'application qu'il soulève, lorsqu'il entre en conflit avec la valeur agréée, ne sont pas solutionnées partout, de la même façon.

En envisageant ce point de vue particulier, nous allons examiner les effets que l'Amérique et les principaux pays d'Europe attribuent à la clause de valeur agréée. Et dans cette étude, nous commencerons par les pays, où le principe indemnitaire n'est pas d'une application rigoureuse, pour terminer par les pays où les solutions qui sont admises sont plus strictes, et se rapprochent de celles qui ont été adoptées, en France, par l'opinion générale.

SECTION I

Amérique et Angleterre

36. — L'Amérique et l'Angleterre ont toutes deux la même conception des effets de la valeur agréée.

Pour elles, les « valued policies » (polices évaluées), dans lesquelles a été déterminé, par entente préalable des parties, ce qui devra être regardé comme la valeur des objets assurés, ne peuvent être attaquées et réduites qu'en cas de fraude; et cela, quand bien même on pourrait apporter la preuve, que la valeur actuelle du risque est supérieure ou inférieure à la valeur agréée (1).

Le principe d'après lequel l'assuré ne doit pas faire de bénéfice demeure cependant; et les auteurs considèrent que l'exception qui lui est ainsi apportée est plus apparente que réelle, et ne présente pas d'inconvénients graves. D'après Vance (2), l'impossibilité de réduire, en l'absence de fraude, une valeur agréée excessive, serait justifiée en partie par le fait que les contractants ayant considéré au moment de la conclusion du contrat, la somme fixée, comme la représentation de la véritable valeur de l'objet assuré; celle-ci doit donc être regardée

(1) Voir : Vance. Handbook of the Law of insurance, pp. 44, 45, 77. Richards. Insurance Law, p. 30. Schawcross. The motor Insurance law, p. 500. Arnould. On Law of marine insurance, tome I, pp. 243 et 299. Benecke (traduit par Dubernad). Traité des principes d'indemnités en matière d'assurance maritime, p. 398.

(2) Vance. Handbook of the law of insurance, p. 77.

quelle que soit la valeur réelle du risque, comme : « La somme nécessaire pour indemniser le propriétaire de sa perte ».

Cette exception au principe indemnitaire, qui semble être exorbitante, se trouve cependant grandement atténuée par le fait, qu'on donne au mot fraude une acception très étendue. Il suffit en effet, que la surassurance soit très importante, pour que l'on puisse considérer cet excès même, comme la présomption ou même la preuve d'une intention frauduleuse. Ainsi, Vance déclare-t-il que la surassurance en elle-même n'est pas suffisante pour permettre d'attaquer la valeur agréée, « bien qu'une telle surévaluation puisse être regardée comme l'indice d'une fraude » ; et il ajoute que « si la surévaluation est grande, son poids, comme indice, sera grand aussi » ⁽³⁾.

Le système suivi dans ces pays est donc en regard de la force obligatoire du contrat, à la fois plus tolérant et plus rigoureux que le nôtre ; plus tolérant, quand il s'agit d'une exagération de valeur relativement faible ; plus rigoureux, quand il s'agit d'une exagération importante, puisque, dans ce cas, il est fort à craindre, pour l'assuré, que celle-ci ne détermine les magistrats, devant lesquels serait porté le litige, à annuler le contrat.

★★

37. — Il y a lieu d'observer cependant que les divergences qui séparent les deux interprétations,

(3) Vance. *Handbook of the law of insurance*, p. 77.

française et anglaise, de la convention de valeur agréée, ne sont pas aussi profondes qu'elles le paraissent au premier abord.

D'une part, en effet, nous avons vu qu'en France, les Compagnies n'attaquent jamais une valeur agréée seulement entachée d'une légère exagération, et que les magistrats qui auraient à connaître d'un litige, ayant pour but un excès minime, tiendraient compte dans leur appréciation, du caractère de bonne foi du contrat d'assurance.

D'autre part, les tribunaux français, s'ils sont enclins à l'indulgence pour les légères surassurances, se montrent très sévères dans leur décision, en présence d'un écart véritablement excessif. Ils ont bien la possibilité, grâce au principe indemnitaire, de réduire la valeur agréée ; mais ils n'en ont pas moins le devoir, d'annuler le contrat, s'ils sont convaincus qu'une intention suspecte a présidé à sa réalisation. Et il est certain, que si l'exagération de valeur exorbitante, sans rapport avec la valeur vraie de l'objet, ne constitue pas à elle seule la fraude ; elle sera tout au moins considérée par les magistrats comme un élément d'appréciation, à ne pas négliger, pour décider si le contrat a été réalisé par l'assuré, de bonne ou de mauvaise foi.

On constate donc qu'en réalité, en partant de conceptions différentes, on aboutit par une large interprétation, à des conclusions qui, pour ne pas être identiques, se rapprochent sensiblement l'une de l'autre.



SECTION II

Belgique - Italie

38. — Ce qui caractérise les pays dont il est traité dans cette section, c'est que, chez eux, il existe des textes législatifs, donnant force de loi à la convention de valeur agréée, et interdisant à l'assureur de la contester, même si elle est excessive.

Nous verrons cependant que, tout au moins dans l'un d'eux, les solutions adoptées par la doctrine et l'opinion générale, consacrent cependant la stricte application du principe indemnitaire.

La Belgique a, en ce qui concerne les effets de la clause, adopté le système intermédiaire, que nous avons signalé au chapitre précédent⁽⁴⁾.

La loi du 11 juin 1874, article 20, alinéa 2, déclare que : « Si la valeur agréée a été préalablement estimée par experts convenus entre les parties, l'assureur ne peut contester cette estimation hors le cas de fraude »⁽⁵⁾.

La clause ainsi réalisée ne se borne pas à avoir

(4) Voir numéro 31.

(5) L'art. 534 in fine du Code de Commerce chilien décide également que : « si l'objet assuré a été estimé au juste, par des experts choisis par les parties, l'assureur ne pourra, sauf en cas de fraude, discuter la valeur que les experts lui auront assignée ». De même l'art. 439 § 1, 1^o, du Code de Commerce portugais : « si la valeur a été fixée par des arbitres nommés par les parties, l'assureur ne peut la contester ».

pour effet de renverser le fardeau de la preuve, en le mettant à la charge de la Compagnie. Aucune preuve, hors la fraude, n'est en principe admissible de la part de l'assureur.

On reconnaît cependant qu'une exception est possible à l'application du « forfait » ainsi convenu : c'est le cas de la dépréciation de l'objet assuré, par suite de dépérissement et d'usure. Mais dans le cas où la valeur et l'état de l'objet sont restés identiques, l'assureur ne peut pas attaquer, pour exagération, l'estimation convenue entre les parties⁽⁶⁾.

Nous ne nous attarderons pas à critiquer ce système ; bornons-nous à renvoyer le lecteur aux pages où nous avons déjà traité ce sujet⁽⁷⁾.

Remarquons, cependant, qu'on n'admet ce résultat de la valeur agréée, que lorsque celle-ci a été précédée d'une expertise. Une clause de valeur agréée, seule, n'aurait d'autre conséquence, nous dit Smet, que de rendre « l'évaluation inattaquable dans le cas où les choses ont été sous-évaluées ». Et dans le cas contraire, de produire un simple renversement de la preuve⁽⁸⁾.

★ ★

39. — Les effets de la valeur agréée sont, en Italie, régis par l'article 435, alinéa 2, du Code de Commerce de 1882. Cet article qui reproduit à peu

(6) Van Eeckhout. Le droit des assurances terrestres, pp. 145 et suiv. Smet. Les assurances maritimes, n° 411.

(7) Voir numéro 31.

(8) Smet, *ibid*, n° 414.

de chose près, l'article 336 du Code de Commerce français, est ainsi conçu : « Si l'assurance a été précédée par une estimation acceptée de l'assureur, ce dernier ne pourra la désavouer que pour fraude, simulation ou falsification, sans préjudice de toutes autres actions qu'il pourrait exercer, même en voie pénale ».

Ce texte a donné lieu à diverses interprétations. Tout le monde reconnaît bien, en effet, qu'il ne vise pas le cas où l'objet assuré a, par suite d'usure ou de dépérissement, subi une dépréciation, et qu'en conséquence, l'assureur doit pouvoir, dans cette hypothèse, demander la réduction de la valeur agréée; mais les auteurs ne se sont pas toujours accordés sur les effets que l'on doit attribuer à la clause dans le cas où le risque n'a pas changé de valeur. Certains d'entre eux, s'attachant à la forme impérative de l'alinéa 2 de l'article 435, l'avaient interprété littéralement et n'autorisaient l'assureur à attaquer la valeur agréée, que lorsqu'il lui était possible d'invoquer soit la fraude, soit la simulation, soit la falsification (9).

D'autres, en plus grand nombre, parmi lesquels Vivante, estiment, au contraire, qu'une telle interprétation du texte est en contradiction absolue avec le principe indemnitaire, formellement consacré cependant par de nombreux articles du Code. Contre

(9) Formiggini : « la stima nella conclusione dei contratti », n° 70 et suiv. Sacerdoti. Diritto Commerciale, 1894, p. 161. Vidari. Corso, 5^e éd., n° 4568. Pipia. Trattato delle assicurazioni terrestri, Roma, 1905, n° 343. Ramella. Trattato delle assicurazioni, Milano, 1921, p. 218.

cette conception, dit en effet Vivante, s'élèvent : « L'article 417, qui le définit un contrat d'indemnité ; l'article 423, qui limite la force réparatrice de l'assurance à l'intérêt réel et légitime de l'assuré ; l'article 428, qui enlève à l'assurance tout effet pour l'excédent de la valeur assurée. Ils sont unanimes à confirmer cette idée capitale : les effets légitimes de l'assurance cessent là où cesse le dommage » ⁽¹⁰⁾.

Avec juste raison, ils disent que la valeur agréée ainsi entendue, risquerait de compromettre l'ordre social en facilitant les sinistres frauduleux.

Quant à l'alinéa 2 de l'article 435, qui semble donner raison aux partisans de l'irrévocabilité de la valeur agréée, Vivante en a réduit la portée, en faisant remarquer que la réserve d'une action civile qui est introduite *in fine*, « resterait lettre morte, si les trois cas avaient un caractère impératif » ⁽¹¹⁾.

En conséquence, même en l'absence de fraude, de falsification ou de simulation, l'assureur peut combattre l'évaluation conventionnelle et la faire réduire, en prouvant seulement qu'elle est supérieure à la valeur réelle du risque.



(10) Vivante. Traité de droit commercial, traduit par Jean Escarra, t. IV, n° 1965.

(11) Vivante. Traité de droit commercial, traduit par Jean Escarra, t. IV, n° 1956. Voir aussi : Il contratto di assicurazioni. t. I, pp. 403 et suiv. Vaceri. Revista di diritto commerciale, 1909. II. 539. Cocito. Assicur terrestri, n° 203.

SECTION III

Allemagne et autres pays

40. — Les pays d'Europe, dans lesquels il nous reste encore à examiner les effets de la clause de valeur agréée, admettent tous, à des degrés divers, la possibilité pour l'assureur de faire réduire la surassurance au moment du sinistre. Et cette possibilité n'est plus seulement, la conséquence d'une évolution doctrinale où l'opinion générale des auteurs ou de la jurisprudence, mais de la réglementation imposée par la loi.

Ainsi l'article 57 de la loi allemande du 30 mai 1908, relative aux assurances terrestres, contient les dispositions suivantes : « La valeur assurée peut, au moyen d'une convention, être fixée à une somme déterminée (taxe). La somme ainsi fixée sera alors admise comme équivalant à la valeur de l'intérêt assuré au moment de la survenance de l'événement assuré, à moins qu'elle n'excède considérablement à cette époque la valeur assurée ».

De même l'article 65 de la loi suisse du 2 avril 1908 décide que : « Si les parties ont fixé la valeur d'assurance, par un accord spécial, la valeur convenue est considérée comme valeur de remplacement, à moins que l'assureur ne prouve que la valeur de remplacement calculée suivant les prescriptions des articles 62, 63, 64 et 66 de la présente loi est inférieure à la valeur d'assurance ».

L'article 479 du Code de Commerce hongrois admet, lui aussi, la possibilité, pour l'assureur, de faire réduire la surassurance : « Si, au contraire, déclare-t-il, la valeur des choses assurées a été déterminée dans le contrat d'assurance, cette valeur sert de base pour fixer l'indemnité à payer ; l'assureur pourrait néanmoins prouver que la chose, au moment de sa perte ou de sa détérioration, avait une valeur moindre ».

Des trois textes que nous venons de citer, c'est l'article 57 de la loi allemande de 1908, qui semble le moins favorable à une stricte application du principe indemnitaire, puisqu'il n'autorise la réduction de la valeur agréée, qu'en présence d'un excès « considérable ». Remarquons cependant que, dans un autre texte de la même loi (art. 87), de grandes précautions sont au contraire prises pour maintenir strictement le caractère indemnitaire de l'assurance.

L'assurance incendie étant plus dangereuse, à cet égard, que les autres formes d'assurance, l'article 87 décide que : « Lorsqu'en assurant des objets mobiliers les parties se sont mises d'accord sur une valeur déterminée (taxe), celle-ci est considérée comme représentant la valeur de l'intérêt assuré au moment de la conclusion du contrat, à moins qu'elle ne dépasse notablement la valeur effective d'assurance à cette époque. Est nulle la convention, aux termes de laquelle, la valeur déterminée (taxe) doit représenter la valeur de l'intérêt assuré au moment de la survenance de l'événement assuré ».

L'article 50, alinéa 3, de la loi autrichienne du

23 décembre 1917 généralise ce que décide, pour l'assurance contre l'incendie du mobilier, la disposition que nous venons de citer. D'après lui, en effet: « La valeur d'assurance peut être fixée à un montant déterminé, qui, par une autre précision de l'accord, doit être expressément désigné par le terme de taxe. La taxe équivaut à la valeur que les choses avaient, lors de la conclusion du contrat, à moins que l'assureur ne prouve qu'elle excède considérablement cette valeur. Un accord par lequel la taxation doit s'appliquer à la valeur au moment de l'arrivée du sinistre est nul ».

★
★ ★

41. — Résumons les constatations que nous avons faites au cours de ce chapitre.

En Angleterre et en Amérique, pays où l'irrévocabilité de la clause de valeur agréée semble être admise, il est possible à l'assureur de se prémunir contre la surassurance très forte, par la présomption de fraude.

En Italie, en Allemagne, en Suisse, en Autriche, en Hongrie, l'assureur est autorisé à demander la réduction d'une valeur agréée excessive, à moins que l'excès ne soit que peu important.

En somme, bien que partant de points de vues opposés, les solutions en présence, sont bien proches les unes des autres ; et il nous est permis de conclure que, dans la majorité des pays étrangers, la clause de valeur agréée produit des effets à peu

près identiques à ceux, que nous avons vus lui être attribués en France : à savoir, la clause de valeur agréée s'impose aux parties à moins que l'assureur ne puisse prouver la fraude, ou un excès suffisamment important, pour justifier, par l'appel aux principes d'ordre public, cette dérogation aux effets normaux du contrat.

CHAPITRE VI

LES EFFETS DE LA CLAUSE DE VALEUR AGREEE SUR LA PRIME

42. — Avant d'examiner les effets, que pourrait éventuellement avoir la clause de valeur agréée sur la prime, quand une assurance excessive a été réduite à l'arrivée du sinistre : il convient d'exposer les solutions qui sont admises, en cas d'assurance en valeur déclarée.

Ecartons tout d'abord le cas où l'assurance est entachée de mauvaise foi : Qu'il s'agisse d'assurance en valeur déclarée ou en valeur agréée, la solution reste la même : l'assureur garde toutes les primes.

Lorsqu'il n'y a eu ni dol ni fraude, l'alinéa 2 de l'article 29 de la loi du 13 juillet 1930 dispose que : « Le contrat est valable, mais seulement jusqu'à concurrence de la valeur réelle des objets assurés, et l'assureur n'aura pas droit aux primes pour l'excédent ; seules, les primes échues lui resteront définitivement acquises, ainsi que la prime de l'année courante, quand elle est à terme échu ».

A première vue, la dernière phrase de ce texte, prévoyant la non restitution des primes échues, paraît abusive.

Il est dit, dans cet article, en effet, que l'assurance est valable jusqu'à concurrence de la valeur réelle des objets assurés. Les primes perçues sur l'excédent correspondent à la partie du contrat qui a été annulée : n'ayant plus d'objet, elles devraient être restituées par l'assureur.

C'est dans ce sens que se prononcent d'ailleurs plusieurs Codes de Commerce étrangers. Ainsi l'article 470 du Code de Commerce hongrois décide que : « ...Si la somme assurée est réduite pour ce motif, la prime est également soumise à une réduction proportionnelle ; ce qui a été payé en trop est restitué au contractant ». De même, l'article 10 de la loi belge du 11 juin 1874 : « Dans tous les cas où le contrat d'assurance est annulé en tout ou en partie, l'assureur doit, si l'assuré a agi de bonne foi, restituer la prime soit pour le tout, soit pour la partie pour laquelle il n'a pas couru de risque ».

Pour quelle raison la loi de 1930 n'a-t-elle pas consacré ce principe ?

Ce n'est pas que le législateur ait adopté la théorie, qui, plus tard, fut soutenue par Weens, et d'après laquelle, ainsi que nous l'avons vu, l'assurance étant : « ...Non pas une promesse d'indemnité, mais une promesse de capital, moyennant équivalent, elle est valable en entier, même pour ce qui excède la valeur des objets assurés » ⁽¹⁾. Les rédacteurs du Code n'avaient pas même envisagé cette justification de leur décision.

⁽¹⁾ Voir Weens. Du principe que l'assurance de choses est un contrat d'indemnité, pp. 287 et 291.

Lors du projet de 1904, on avait proposé d'abandonner à l'assureur les primes échues, et, de plus, de lui donner une indemnité⁽²⁾. Mais, nous dit Weens⁽³⁾ : « La Commission parlementaire repoussa avec raison cette obligation d'indemnité..., mais en même temps jugea équitable de refuser à l'assureur les primes échues. Elle supprima tout le dernier aliéna de l'article 9 ne conservant que le commencement : « S'il n'y a ni dol ni fraude n'a pas droit aux primes pour l'excédent ».

C'était revenir au vrais principes. Mais on se heurta à l'opposition des assureurs. « Cette modification, écrit M. Dupuich dans son rapport, pourrait entraîner les fraudes les plus graves. Les courtiers peu scrupuleux se trouveraient conduits à faire souscrire des contrats, assurant une somme excessive, sur lesquels ils toucheraient de l'assureur une commission, et que l'assuré ferait réduire, aussitôt après, en réclamant la restitution de primes, qu'il aurait payées cependant, sur la base de ses propres déclarations. Les Compagnies devant rembourser le trop-perçu des primes, alors qu'elles ne pourraient réclamer les commissions payées aux courtiers se trouveraient ainsi lésées. C'est pourquoi la Commission Saillard a, dans son article 7, modifié le texte incriminé, pour conserver à l'assureur les primes

(2) Art. 9, dernier alinéa : « S'il n'y a ni dol, ni fraude, l'assureur n'a pas droit aux primes pour l'excédent, sauf en ce qui concerne les primes échues et la prime de l'année courante. Il peut, en outre, obtenir une indemnité qui ne doit pas dépasser le montant d'une prime annuelle ».

(3) Weens, *idem*, p. 289.

échues et la prime de l'année courante » (4). Et c'est ainsi que cette disposition a prévalu et a été adoptée par l'article 29 de la loi de 1930.

Mais les raisons d'ordre pratique, derrière lesquelles se sont retranchés les assureurs, ne sont pas très convaincantes. La commission payée aux courtiers ou autres intermédiaires ne concerne en aucune façon les assurés ; et la crainte qu'ont les Compagnies d'être, peut-être, frustrées, ne devrait pas aboutir au résultat de léser, certainement, les assurés.

Le meilleur argument en faveur de la thèse soutenue par les assureurs serait, peut-être, que la valeur de l'objet assuré, n'a pas été toujours la même, pendant la durée du contrat. Car il se peut fort bien, que l'objet assuré ait réellement eu au moment de la signature du contrat, la valeur qui lui a été impartie, et qu'il ne soit déprécié qu'ensuite. Dans ces conditions, il faudrait bien admettre, alors, que pendant un certain temps, la prime perçue par l'assureur a correspondu au risque couru par celui-ci ; l'obliger à restituer la totalité de la prime, correspondant à l'excédent de la valeur assurée sur la valeur réelle au jour du sinistre, serait, dès lors, semble-t-il, porter atteinte à l'équivalence des prestations et léser l'assureur dans ses droits.

★★

43. — Mais ces arguments, qui ont semblé décisifs au législateur, en ce qui concerne l'assurance ordi-

(4) Weens, *idem*, p. 289.

naire, c'est-à-dire celle dont la valeur était établie uniquement d'après les déclarations de l'assuré, perdent tout efficacité lorsqu'il s'agit de valeur agréée.

D'une part, les assureurs ne sauraient être admis à se plaindre du préjudice que pourrait leur causer la restitution des primes sur l'excédent de valeur, agréée par eux. Ayant pu et dû s'assurer, que les déclarations faites par l'assuré étaient exactes, ils auraient dû déjouer les agissements d'intermédiaires suspects ; s'ils se sont légèrement laissés persuader ils doivent en accepter les conséquences.

D'autre part, en ce qui concerne le dernier argument : celui-ci ne peut pas trouver un terrain d'application en cas de valeur agréée. Cette clause, en effet, n'intervient en matière d'assurance terrestre qu'exceptionnellement et uniquement pour garantir des objets, qui ne sont susceptibles ni de dépréciation, ni de variation dans leur valeur. Il y a donc lieu de présumer, que ceux-ci, ayant conservé la même valeur pendant toute la durée des contrats, si cette valeur se trouve être exagérée, au moment du sinistre, elle l'aura été, à tous moments, et la prime perçue en excédent n'aura eu, à aucun moment, d'objet.

On pourrait objecter, il est vrai, que dans le cas de valeur agréée, l'assureur court plus de risques, et que, par le fait même, qu'il décharge l'assuré du fardeau de la preuve de valeur, il rend sa situation plus délicate, en s'exposant à ne pouvoir rapporter la preuve contraire, et, par là même, à payer l'intégralité de la somme assurée. Il y aurait ainsi là,

pour l'assureur, un risque particulier, en compensation duquel, on lui permettrait de garder la prime échue, même en l'absence des raisons, qui ont fait admettre cette solution dans l'assurance en valeur déclarée.

Répondons à cette objection : il est vrai que l'assureur, en acceptant de signer la clause, rend sa situation plus difficile ; mais il ne faut pas oublier, d'abord, que l'assureur a dû vérifier le risque qui lui a été proposé, et que ce contrôle, s'il est correctement effectué, ce qui ne dépend que de l'assureur, constitue déjà pour lui une protection efficace. Il ne faut pas oublier surtout, que la Compagnie perçoit, quand elle agréé une valeur, une surprime, qui est parfois assez considérable⁽⁵⁾, et qui a précisément pour but, de compenser le danger supplémentaire qu'elle court de ce chef. Ce nouvel argument est donc lui aussi sans valeur.

Dans ces conditions, il nous semblerait logique d'apporter, dans l'assurance en valeur agréée, une exception à l'article 29 de la loi du 13 juillet 1930, et de décider, qu'en cas de réduction de surassurance faite de bonne foi, le trop-perçu des primes, que ces dernières soient échues ou non, doit être restitué par l'assureur à l'assuré.

(5) En ce qui concerne l'assurance contre l'incendie, le tarif syndical ne prévoit pas de taux spécial, pour l'assurance des objets en valeur agréée ; dans les départements de la Seine et de la Seine-et-Oise, les Compagnies perçoivent généralement le taux de 1,25 0/00 ; pour les autres régions, une surprime de 25 ou de 50 % sur le taux normal du mobilier, est perçue suivant les risques, la nature et l'importance des objets assurés.



44. — Bien que l'assurance en valeur agréée soit employée dans les assurances terrestres, jamais il ne lui a été adjoint une disposition, dérogeant en ce qui concerne la restitution de la prime à l'article 29 de la loi. Ce n'est pas que cette disposition aurait été totalement dépourvue d'intérêt ; mais les occasions d'y recourir et d'en faire application sont trop rares, pour avoir attiré sur ce point l'attention des techniciens de l'assurance ou des légistes.

D'autre part, il n'est pas douteux, que, soumise à la signature des assurés, cette nouvelle clause, pourtant nécessaire pour écarter les effets de l'article 29, leur paraîtrait en absolue contradiction avec la certitude d'une garantie intégrale, qu'ils recherchent dans l'assurance en valeur agréée. Conclure une valeur agréée et en même temps prévoir qu'on sera obligé, dans certains cas, de déroger à ses effets, en réduisant l'indemnité : il y a bien là, il faut l'avouer, de quoi rendre méfiants les assurés déjà trop enclins à soupçonner la bonne foi des Compagnies.

Il reste à savoir, d'ailleurs, si la convention des parties pourrait déroger à la disposition de la loi de 1930. Celle-ci en effet se trouve contenue dans l'article 29, qui traite les effets de la surassurance de bonne et de mauvaise foi, et qui, par là même, se trouve être compris parmi les dispositions impératives de la loi.

Toutes ces difficultés, jointes au fait que la réduction d'une valeur agréée est, en raison des ga-

ranties dont s'entoure l'assureur et du contrôle qu'il exerce, très rare, font qu'on n'a jusqu'à présent rien tenté pour établir la solution qui nous semblerait équitable. Ce qui s'explique fort bien, si l'on considère, en présence des importants obstacles qu'elle rencontre, la médiocrité de l'avantage que l'on tirerait de sa réalisation.

CHAPITRE VII

LIMITATION DES EFFETS DE LA CLAUSE DE VALEUR AGREEE

45. — Nous devons encore, pour compléter notre étude des effets de la clause de valeur agréée, en examiner les limites d'application. Ces limites concernent, d'une part, l'étendue des avantages qu'elle confère à l'assuré ; et, d'autre part, les personnes auxquelles la convention est applicable.



SECTION I

Portée de la clause et limite d'application

46. — En premier lieu, la clause de valeur agréée établissant jusqu'à preuve contraire, la valeur de l'objet mis en risque, dispense par conséquent l'assuré d'établir cette justification ; mais elle ne le dispense pas de la preuve de l'existence de l'objet assuré.

Il semble bien que cela soit évident, puisque dans le texte de la clause, on se borne à spécifier, qu'en cas de sinistre, le règlement de l'indemnité sera effectué sur la base des prix qui sont fixés dans la police. Il ne s'agit, dans cette convention, que de la valeur de l'objet assuré. Les preuves de l'existence du risque que doit fournir l'assuré demeurent donc soumises au droit commun des assurances.

C'est dans ce sens qu'avaient statué l'arrêt de la Cour d'appel rendu le 10 mars 1836, et l'arrêt de la Cour de Cassation rendu le 12 juillet 1837, que nous connaissons déjà ⁽¹⁾.

Devant l'arbitre qui avait tout d'abord été appelé à se prononcer sur cette première application de la valeur agréée, dans les assurances terrestres, l'assureur avait prétendu, comme nous l'avons vu, qu'il ne pouvait verser à l'assuré la somme que celui-ci réclamait, parce que ce dernier ne justifiait ni de la valeur vénale des objets assurés, ni même de leur existence dans le local où s'était produit l'incendie. Et l'arbitre, en ce qui concerne le second argument, qui seul nous intéresse ici, n'avait pas, pour rejeter les prétentions de la Compagnie, déclaré que, grâce à la clause de valeur agréée, l'assuré était dispensé de cette justification ; il s'était contenté de dire que les preuves de l'existence qu'il avait fournies étaient, en l'occurrence, suffisantes. Il avait déjà ainsi, implicitement reconnu que la clause de valeur agréée ne dispensait pas l'assuré de les appor-

(1) Voir numéro 6. Paris, le 10 mars 1836, et Cass. req., 12 juillet 1837, S. 38. 1. 129., D. 37. 1. 461.

ter. Cette proposition, favorable, en tant que principe, à l'assureur, n'avait pas non plus été contestée, dans la suite, par l'assuré ; celui-ci n'y aurait eu aucun intérêt puisqu'il avait été reconnu que les justifications qu'il fournissait, à cet égard, étaient convaincantes.

En outre, l'arrêt de la Cour d'appel confirmé sur ce point par l'arrêt de la Cour de Cassation, ayant eu à décider si la clause avait ou non, violé les articles de la police avait, optant pour la négative, déclaré qu'il ne fallait voir dans la valeur agréée qu'une dérogation, qu'il était loisible aux parties de stipuler, aux articles 1 et 18 de la police. Ces deux articles ne contenant, ni l'un ni l'autre, de mentions relatives à la nécessité, où se trouve l'assuré, d'apporter la preuve de l'existence des objets assurés : on doit en conclure, que les arrêts dont il s'agit, apportent le poids de leur autorité à l'appui de l'opinion que nous avons émise plus haut.

★★

47. — Weens est de l'avis contraire; il critique ces décisions dans les termes suivants : « Ces arrêts, déclare-t-il, font une distinction qui n'a pas lieu d'être entre la preuve de l'existence et la preuve de la valeur, en exonérant l'assuré que de cette dernière. Ces preuves sont régies par les mêmes règles. Du moment que l'on déroge à la clause des polices mettant à la charge de l'assuré la preuve de l'existence

de la valeur, c'est donc à l'assureur de prouver l'inexistence et la moindre valeur » (2).

Au premier abord on pourrait peut-être penser, comme Weens, que les deux preuves doivent se comporter, en présence de la valeur agréée, de la même manière. Si, en effet, on fait abstraction de la force de la convention de valeur agréée, pour ne considérer que l'expertise à laquelle elle donne lieu, on s'aperçoit que cette dernière ne prouve effectivement que la valeur des objets, au moment de la conclusion du contrat. Elle ne devrait pas pouvoir être considérée comme une justification de leur valeur, au moment du sinistre, et, malgré cela, on admet que c'est à l'assureur de fournir la preuve contraire. D'autre part, l'expertise établit aussi d'une manière certaine, l'existence des objets mis en risque, au moment où elle est pratiquée : on pourrait donc, par raison d'analogie, prétendre qu'il y a lieu d'étendre aussi la portée de cette dernière preuve, et décider, en conséquence, que l'assuré est également dispensé de la preuve de l'existence.



48. — On pourrait peut-être, avec quelque apparence de raison, soutenir ce raisonnement, s'il n'y avait réellement aucun motif de faire une différence entre le régime des deux preuves. Mais il ne saurait en être ainsi.

En premier lieu, si l'on admet que le contrôle de

(2) Weens, *idem*, p. 318, note 94.

l'assureur, qui ne prouve effectivement la valeur du risque qu'au moment de la conclusion du contrat, le prouve aussi au moment du sinistre : c'est parce qu'une convention le stipule expressément. Rien ne permet, par une interprétation d'intention, qui serait absolument arbitraire, d'étendre la force conventionnelle de la clause, au delà des effets que les parties ont entendu lui conférer effectivement.

Il y a lieu ensuite de considérer qu'en ce qui concerne le danger des sinistres frauduleux, il n'y a aucun rapport commun entre les deux. La valeur des objets assurés étant vérifiée à la signature du contrat on peut admettre, jusqu'à un certain point, sans soulever de difficultés trop graves, qu'elle soit restée la même jusqu'au jour du sinistre ; puisqu'il s'agit, en l'espèce, d'un risque non sujet à la dépréciation. Tandis qu'au contraire, il serait périlleux pour une Compagnie d'admettre, même après avoir contrôlé effectivement l'existence du risque, que l'assuré soit définitivement délié de toute preuve à cet égard. Les objets mis en risque, surtout quand ils consistent en objets mobiliers, ce qui est souvent le cas en valeur agréée, peuvent très facilement être déplacés. On pourrait redouter alors, qu'après avoir fait constater par l'expertise l'existence du risque, au moment de la conclusion du contrat, des assurés, peu scrupuleux, provoquent un sinistre, après avoir fait disparaître et mis en lieu sûr les objets mentionnés à l'inventaire, pour ensuite en réclamer le montant, en les déclarant détruits par l'incendie. L'assureur n'aurait alors pour échapper aux consé-

quences de semblables agissements, que la ressource de prouver l'inexistence au moment du sinistre des objets déclarés ; preuve négative difficile, pour ne pas dire impossible à rapporter.

Remarquons enfin que la preuve de l'existence, que l'on n'exige jamais d'une manière trop rigoureuse en cas d'assurance en valeur déclarée, sera accueillie avec autant d'indulgence, quand il sera question d'une assurance en valeur agréée. On respectera l'esprit des articles des conditions générales, d'après lesquelles on ne demande à l'assuré que les justifications qu'il peut raisonnablement fournir⁽³⁾ ; et mettant en application l'adage que nous a rapporté Emerigon : « *Leviores et quae possunt haberi admittuntur probationes* », on ne risquera donc pas, en limitant l'étendue d'application de la clause, de mettre l'assuré dans l'impossibilité de recevoir l'indemnité qu'il est en droit d'attendre.



(3) A titre d'exemple, citons : l'art. 19, alinéa 1, des conditions générales de la police contre l'incendie de la Compagnie d'Assurances générales, qui est ainsi conçu : « ...l'assuré est tenu de justifier, par tous les moyens et documents en son pouvoir, de l'existence et de la valeur des objets assurés ».

SECTION II

Inopposabilité de la clause de valeur agréée aux tiers, et prérogatives de l'Administration de l'Enregistrement en ce qui concerne la perception des droits de mutation

49. — Les effets de la clause de valeur agréée sont, en second lieu, limités en ce qui concerne les personnes auxquelles ils sont applicables. Cette limite n'a d'ailleurs rien de spécial à la convention que nous étudions ; elle constitue, en effet, l'un des principes fondamentaux qui forment la base de la théorie générale des obligations. Autrefois formulée par l'adage : « Res inter alios acta, aliis neque nocere, neque prodesse potest » ; elle est maintenant consacrée par l'article 1165 du Code civil, d'après lequel « les conventions n'ont d'effets qu'entre les parties contractantes ».

Ainsi donc, de même que tous les autres contrats, la convention de valeur agréée ne peut avoir aucun effet vis-à-vis des tiers. Ceux-ci ne peuvent ni souffrir ni profiter de l'acte auquel ils n'ont pas été parties, et qui n'a pas été conclu en leur faveur.

La valeur de l'objet assuré, telle qu'elle a été déterminée par l'assurance ne s'impose pas à ceux qui sont restés étrangers à la convention et ils ne peuvent, d'autre part, s'en prévaloir.

50. — Il y a lieu d'étudier cependant ici les effets que pourrait avoir la clause, contrairement à la règle que nous venons d'indiquer, sur le régime forfaitaire de la perception des droits de mutation, basé sur la valeur d'assurance.

Avant la loi du 30 juin 1923, la valeur de la propriété des biens meubles était déterminée pour la liquidation, et le paiement des droits de mutation par décès :

1° par l'estimation contenue dans les inventaires ou autres actes passés dans les deux années du décès ;

2° par le prix exprimé dans les actes de vente : lorsque cette vente avait eu lieu publiquement et dans les deux années du décès ;

3° à défaut d'inventaire, d'actes de vente, en prenant pour base 33 % de l'évaluation faite dans les polices d'assurance, en cours au jour du décès, et souscrites par le défunt ou ses auteurs, moins de 5 ans avant l'ouverture de la succession sauf preuve contraire (4).

Mais il devint bientôt nécessaire, de déjouer les fraudes, qui étaient commises au préjudice du fisc, et dont l'une des plus fréquentes consistait à faire dresser un inventaire faux, dont la valeur était beaucoup moindre que la valeur réelle des biens sujets à la transmission.

La loi du 30 juin 1923 intervint alors. Dans son article 20, elle porta de 33 % à 60 % le taux du

(4) *La Semaine*, numéro du dimanche 8 avril 1934, p. 223.

forfait applicable à la valeur d'assurance ; et prolongea la durée de la police de 5 à 10 ans. Enfin elle intervertit l'ordre de préférence : les ventes publiques passaient au premier rang, tandis que les polices devaient être utilisées avant les inventaires et les autres actes.

Ainsi la valeur d'assurance devenait, comme base de la perception des droits de mutation, très importante.

Mais, d'autre part, et c'est ici que va se poser la question que nous avons formulée au début de cette section : les présomptions ainsi déterminées par ce régime forfaitaire ne sont pas inattaquables ; elles demeurent soumises à la preuve contraire ; et celle-ci peut être fournie par les deux parties. Elle est toujours admissible du moment qu'elle consiste en moyens autorisés en matière d'enregistrement ; c'est-à-dire : en actes enregistrés émanant des parties, en jugements, avenants⁽⁵⁾.

L'Administration peut, par exemple, se prévaloir d'un inventaire pour prouver l'insuffisance du forfait de 60 %.

La question qui se pose, pour nous, est donc de savoir, si, dans le cas où une assurance contre l'incendie aurait été conclue en valeur agréée, l'Administration ne pourrait pas considérer la police comme une preuve de l'insuffisance du forfait⁽⁶⁾.

(5) L'enquête, l'interrogatoire et la déclaration testimoniale, ne sont pas admis.

(6) La question inverse ne pourrait naturellement pas se poser : l'assuré n'aurait, en effet, aucun avantage à prouver que la valeur d'assurance coïncide bien avec la valeur réelle ; puisque le fisc, au lieu de percevoir les droits de mutation sur 60 % du montant de l'assurance, les percevrait alors sur la somme totale.

Remarquons que, la plupart du temps, un inventaire sera, dans l'hypothèse que nous envisageons, annexé à la police, et que, dans ces conditions, le fisc aura par là même la possibilité d'apporter la preuve de la valeur réelle des objets assurés.

Mais en admettant que l'inventaire, pour une raison ou une autre, fasse défaut, l'Administration devra-t-elle assimiler la valeur agréée à l'estimation unilatérale faite par l'assuré dans un contrat d'assurance ordinaire ; ou bien pourra-t-elle, au contraire, faire état de l'estimation conventionnelle, et considérant la valeur ainsi déterminée comme un titre, analogue à l'inventaire, refuser l'application du forfait de 60 % ?

Nous croyons qu'il faut se prononcer pour la seconde de ces deux propositions.

La valeur agréée est valable, théoriquement, même en l'absence d'expertise⁽⁷⁾. L'accord des parties suffit à déterminer d'une manière définitive, la valeur réparable des objets garantis. Pour l'assuré comme pour l'assureur, la somme fixée au contrat représente la valeur exacte du risque.

Dès lors, il semble bien que l'Administration puisse assimiler la police d'assurance réalisée dans ces conditions, à un aveu écrit, à une reconnaissance, de la part de l'assuré, de la valeur exacte des objets sujets à la transmission.

(7) Voir numéro 9.

CHAPITRE VIII

APPLICATION DE LA CLAUSE DE VALEUR AGREEE DANS LES ASSURANCES TERRESTRES

Au cours des pages précédentes, nous avons décrit la forme, la nature, et les effets de la clause de valeur agréée, d'une manière générale, sans nous attacher particulièrement à une catégorie spéciale des assurances terrestres. Nous allons maintenant étudier ses effets, dans ses diverses applications, les services qu'elle rend ou pourrait rendre, et enfin nous essayerons de faire ressortir les caractères particuliers, qu'elle présente, sous ses diverses formes.

★
★★

SECTION I

Assurance incendie et vol (1)

51. — C'est dans l'assurance contre l'incendie que la clause de valeur agréée a fait sa première apparition dans les assurances terrestres.

(1) Nous n'avons pas envisagé spécialement, dans le cours de notre développement, la clause V. A. dans l'assurance contre le vol. Les raisons pour lesquelles nous l'avons laissée de côté, sont les

Depuis longtemps les Compagnies et leurs représentants éprouvaient de sérieuses difficultés, à faire contracter des assurances contre l'incendie, aux propriétaires de collections. Ces derniers reprochaient, en effet, à l'assurance en valeur déclarée de ne leur offrir, en cas d'incendie, qu'une sécurité relative et une indemnité incomplète et incertaine.

Citons, à cet égard, un article de M. Amédée Thouret, paru en 1885 ⁽²⁾, dans lequel nous retrouvons l'écho de ces doléances : « Les objets de curiosité qui composent nos cabinets, disent les propriétaires de collections, ont une valeur de convention qui n'a rien de corrélatif avec la valeur intrinsèque ; tel objet a un prix fort élevé à cause de sa rareté, de son ancienneté, de son authenticité, de sa parfaite conservation ; qu'il soit détruit par un incendie, la Compagnie ne consentira à payer que sa valeur intrinsèque et ne considérera que comme fantaisie, le prix que nous y attachons à raison de ses différentes qualités. Qu'il soit seulement endommagé, la Compagnie ne nous al-

suivantes : 1° elle se comporte comme dans l'assurance incendie, et tout ce que nous avons dit pour l'une, est valable pour l'autre ; à l'exception, toutefois, de la clause de délaissement, dont il n'est pas fait emploi, dans cette catégorie d'assurance ; 2° d'autre part, elle est d'une application encore plus rare, dans l'assurance contre le vol, que dans l'assurance contre l'incendie. La valeur agréée, qui est assez employée dans cette branche des assurances en Angleterre et aux Etats-Unis, n'a pas la faveur des assureurs français. En effet, aux obstacles que rencontre la clause dans l'assurance contre l'incendie, il faut ajouter ceux-ci : en premier lieu, lorsque la clause de V. A. est pratiquée en faveur d'un simple particulier, qui assure contre le vol un bibelot, un objet d'art, ou un tableau, elle est très dangereuse. Il est encore bien plus facile de simuler un vol que de provoquer un incendie. En second lieu, le montant de la prime dépassera souvent le prix d'un gardiennage efficace.

(2) *Le Moniteur des Assurances*, année 1885, p. 265.

louera que la somme nécessaire pour la réparation, et ne nous tiendra pas compte de la dépréciation, qui résultera, au point de vue de l'amateur, du fait de n'être plus intact, du fait d'être un objet réparé ».

On avait bien tenté, pour mettre les assurés en confiance, de leur présenter des polices, dans lesquelles on avait pris le soin d'insérer une nomenclature détaillée des différents objets soumis au risque, complétée par l'attribution d'une valeur particulière à chacun d'eux séparément. Mais cette innovation, qui n'avait pour effet que de tranquilliser les assurés, ne leur rapportait aucun avantage réel ; et les intermédiaires qui proposaient ce genre de contrat aux intéressés, étaient bien obligés, devant leurs objections, de reconnaître que la déclaration de valeur, ainsi effectuée, ne supprimerait pas l'expertise, et qu'après l'incendie, la valeur du risque devrait être déterminée contradictoirement.



52. — Les assureurs prétendaient, d'ailleurs, que les objections que leur opposaient les assurés n'étaient pas fondées et qu'elles provenaient d'une « prévention contre l'expertise ».

Ainsi, se demandait Amédée Thouret⁽³⁾ : quel est le montant de l'indemnité que reçoit un assuré, dont un objet d'art, par exemple un tableau, a été brûlé ? C'est, répondait-il : « Le prix auquel on aurait pu trouver un acheteur, ce prix étant fixé compara-

(3) *Le Moniteur des Assurances*, année 1885, p. 265.

tivement à des tableaux analogues ». Par conséquent, si l'assuré ne se laissait aller à aucune exagération, en fixant la valeur de son tableau à une somme déterminée, il toucherait intégralement cette valeur. « Maintenant, si l'assuré se faisait des illusions, si son tableau, qu'il comptait pour 100.000 fr. n'en valait que 50.000, la Compagnie ne payerait que cette dernière somme, nous le reconnaissons ; sera-ce une perte pour l'assuré ? Non ; ce ne sera qu'une désillusion ; la même qu'il aurait eue, dans le cas où il aurait été forcé de vendre sa collection... », et Amédée Thouret, de conclure, par cette observation philosophique, où transparaissait la faiblesse de son argumentation : « Admettons, un seul instant, disait-il (ce que nous contestons formellement), que, pour une collection valant réellement un million au point de vue de l'amateur, l'expertise n'alloue réellement que 500.000 fr. Franchement, même pour ce résultat, quelque dur qu'il paraisse à l'assuré, ne serait-ce pas encore la peine de se faire couvrir ? »

Amédée Thouret avait, peut-être, réussi à prouver aux collectionneurs qu'il valait mieux recourir à l'assurance, telle qu'elle était alors pratiquée, que de s'abstenir de toute garantie ; mais il n'avait certainement pas pu les convaincre que l'assurance dont il défendait la pratique, leur donnait toute satisfaction. En somme, les justes critiques des intéressés demeuraient entières.

★★

53. — Il y a surtout un point sur lequel les assurés pouvaient craindre que le règlement ne s'effectue

pas dans d'aussi bonnes conditions, que le déclarait cet auteur. Ainsi il prétendait que l'indemnité, que l'assuré recevrait en cas de sinistre, en admettant qu'il s'agisse d'un tableau, serait : « Le prix auquel on aurait pu trouver un acheteur, ce prix étant fixé comparativement à des tableaux analogues ».

Mais comment comparer le tableau détruit à des tableaux analogues ? La plupart des tableaux de maître, tirent leur valeur d'une particularité qui les caractérise, et qu'on ne retrouve dans aucune autre œuvre. Ils sont, le plus souvent, appréciés parce qu'ils constituent une pièce unique, ne possédant pas d'équivalent. La valeur de deux tableaux peints par un même auteur sera totalement différente ; leur prix variera, en raison de leur dimension, de leur éclairage, du choix du sujet, etc... Et cette comparaison, qui rencontre déjà de grosses difficultés et n'offre, lorsqu'elle a lieu entre deux œuvres, en bon état, que des bases très imprécises : comment pourra-t-on sérieusement espérer l'effectuer, une fois que l'un des deux termes de la comparaison sera en partie détruit ?

D'ailleurs, pour que les experts cherchent à déterminer, par ce procédé, le prix de l'œuvre sinistrée, il est d'abord nécessaire qu'ils soient déjà convaincus de son authenticité. Et là encore, l'assuré pourra redouter que l'expertise lui soit défavorable à cet égard et qu'il n'obtienne de l'assureur, l'authenticité n'ayant pas été reconnue, qu'une indemnité dérisoire.

Citons, à cet égard, un cas bien caractéristique :

Le livre d'heures de Marie-Thérèse, femme de Louis XIV, avait été assuré, contre l'incendie, pour une somme de 5.000 fr. ; la principale valeur de cet objet résidant dans le fait que la page de garde portait les signatures autographes du roi, de la reine et de Bossuet. Un commencement d'incendie détruisit cette feuille de garde, et en l'absence de toute possibilité de prouver l'existence et l'authenticité de la page brûlée et des signatures qui y étaient apposées, l'assuré ne put recevoir que la somme de 100 francs, à laquelle les experts avaient estimé le livre d'heures (*).

★★

54. — L'assurance en valeur agréée évite toutes les critiques que nous venons de rapporter, et vient répondre au désir des collectionneurs.

En premier lieu, elle les dispense d'apporter au moment du sinistre la preuve de la valeur de l'objet, dont ils réclament le remboursement. La détermination de l'indemnité, à laquelle le risque donnera lieu, en cas de sinistre, est comme pour l'assurance en valeur déclarée, faite après expertise; elle donnera lieu aussi à une « comparaison à des objets analogues » (5) ; mais l'expertise étant dans l'hypothèse d'une valeur agréée, pratiquée alors que les objets sont indemnes, ne donne pas lieu aux difficultés que nous avons signalées.

(4) Tribunal civil de la Seine, 9 mars 1883, B. M. III. 16.

(5) Comme nous l'avons vu, (voir numéro 16), la valeur qui devra être déterminée sera, en effet, non pas la valeur d'opinion de l'assuré, mais celle d'autres collectionneurs, celle que ces derniers seraient prêts à payer, pour se procurer l'objet.

En second lieu, la valeur agréée évite les surassurances. En matière de collection, le proposant même de bonne foi peut s'abuser sur la valeur réelle des objets, qu'il demande à la Compagnie de lui garantir, et s'exposer ainsi, à payer, pendant la durée de la police, des primes exagérées, et sans rapport avec l'indemnité à laquelle il pourra, en cas d'incendie, légitimement prétendre.

Ce fut le cas d'un assuré qui avait fait garantir contre l'incendie en valeur déclarée, un tableau qu'il attribuait à Annibal Carrache, et qu'il estimait 12.000 fr. Survint un sinistre ; les experts, qui avaient à se prononcer, déclarèrent que le tableau assuré n'était certainement pas l'œuvre d'Annibal Carrache, et qu'il valait tout au plus 3.000 fr.⁽⁶⁾. Si l'assuré avait souscrit une assurance en valeur agréée, l'expertise préalable, à laquelle elle aurait donné lieu, l'aurait averti de son erreur, et lui aurait évité de payer inutilement une prime excessive.

Enfin la clause de valeur agréée permet aux collectionneurs d'éviter l'inconvénient des réparations faites aux objets assurés, dans le cas où ceux-ci n'auraient été que détériorés sans avoir été complètement détruits⁽⁷⁾. Les Compagnies consentent, en effet, à remplacer le deuxième paragraphe de la clause habituelle, dans lequel est réglé le mode de détermination de la dépréciation en cas de sinistre

(6) Cour d'Appel de Lyon, 13 mai 1904, D. 05. 2. 61., S. 05. 2. 136. Recueil périodique des assurances, 04. 270.

(7) Voir travaux préparatoires. Exposé des motifs. Ancy. *Journal Officiel*, 14 août 1915, annexe n° 1544, p. 644.

partiel⁽⁸⁾, par la stipulation suivante : « Moyennant un supplément de prime de 0,15 0/00, la Compagnie, en cas d'avarie partielle, conséquence d'un incendie, dûment constaté, garantit à l'assuré le paiement de la valeur totale, attribuée à cet objet dans l'inventaire. Mais elle en deviendrait alors propriétaire, ainsi que de tous documents, pouvant en attester la valeur, l'origine et l'authenticité. Si l'assuré préfère conserver l'objet avarié, la moins-value sera établie de gré à gré avec la Compagnie ».

Ainsi, se trouve réalisé le vœu des collectionneurs, anciens adversaires irréductibles de l'assurance des objets d'art. Grâce à cette clause supplémentaire, ils n'auront plus à souffrir, au milieu des curiosités qu'ils conservent avec tant de soigneuse sollicitude, la présence d'un objet réparé ou recollé.

Cette possibilité qui est appelée faculté de délaissement ne doit pas être confondue avec la stipulation, par laquelle l'assureur se réserve de reprendre pour son compte les objets échappés au sinistre, en payant la totalité de la somme portée au contrat ; ou bien encore, avec celle, en vertu de laquelle, il exige la mise en vente aux enchères du sauvetage. La clause que nous étudions ici, est stipulée non pas en faveur de l'assureur, mais, au contraire, en faveur de l'assuré.

Cette clause, qui est d'un usage très général dans les assurances maritimes, où elle est alors basée comme nous le verrons sur de tout autres motifs⁽⁹⁾,

(8) Voir, plus haut, numéro 8.

(9) Voir numéro 104.

ne peut être qu'exceptionnelle dans les assurances terrestres. « On conçoit, en effet, disent Grün et Joliat, quel embarras causerait aux Compagnies, et quelles pertes leur ferait éprouver, l'acquisition forcée des matériaux ou autres objets sauvés, pendant toute la durée des polices, sur une immense étendue de pays » ⁽¹⁰⁾. Il serait d'ailleurs contraire aux principes de l'assurance terrestre de dommages, d'admettre, d'une manière générale, l'application du délaissement ; car le contrat d'assurance ne doit avoir pour but, et pour résultat, que de « garantir l'existence matérielle des objets, et d'indemniser l'assuré de leur perte réelle » ⁽¹¹⁾.

La possibilité pour l'assuré, d'effectuer, d'une manière générale, en ce qui concerne les assurances terrestres, le délaissement, faisait d'ailleurs l'objet d'une mention spéciale dans les conditions générales des polices ⁽¹²⁾. Elle est aussi sanctionnée dans l'article 38 de la loi du 13 juillet 1930, d'après lequel : « L'assuré ne peut faire aucun délaissement des objets assurés, sauf convention contraire ».

La clause de délaissement, ajoutée à la clause de valeur agréée, constitue donc une dérogation tout à fait remarquable, aux règles admises dans les assurances terrestres. Elle est rendue possible : d'une part, parce que les collections sont, parmi les risques souscrits par les assureurs, relativement rares, et que par conséquent les Compagnies ne risquent

(10) Grün et Joliat. *Traité des Assurances terrestres*, p. 330.

(11) Persil. *Traité des assurances terrestres*, p. 235.

(12) Voir, par exemple, l'art. 24 des conditions générales de la police de la Compagnie d'Assurances Générales.

pas d'être débordées par une énorme quantité d'objets, dont il faudra se défaire ensuite ; et, d'autre part, parce que, grâce à l'expertise qui accompagne la réalisation du contrat, elles sont fixées sur la valeur exacte de l'objet, celle-ci correspondant à la valeur énoncée dans la police. La différence entre la somme qu'elles verseront à l'assuré, et celle qu'elles tireront de la vente, sera ainsi probablement égale au montant de l'indemnité qu'elles auraient dû, de toutes façons, payer à l'assuré.



SECTION II

L'assurance automobile (13)

55. — L'assurance automobile n'est pratiquée, en valeur agréée, que dans quelques pays, notamment en Belgique, en Angleterre, et en Amérique. En France, au contraire, on s'en est tenu, jusqu'à présent, à part de rares exceptions, à l'assurance en valeur déclarée ; mais ce système ne réussit pas à donner satisfaction aux assurés et il est fortement attaqué, tant par ces derniers, que par la doctrine. Les assureurs se verront donc, probablement obligés,

(13) Nous n'envisageons naturellement ici, que l'assurance contre les dommages matériels qui peuvent être occasionnés à la voiture : dégâts, incendie et vol. L'assurance de responsabilité n'est pas susceptible de valeur agréée.

dans l'avenir, d'y prévoir et d'y apporter des modifications.

★★

56. — La plus grave des critiques, opposées au régime de l'assurance automobile, tel qu'il est pratiqué actuellement en France, est relative à la non dégressivité des primes.

Cette question, qui n'est que secondaire dans les autres branches d'assurances, est particulièrement importante, en ce qui concerne les automobiles, qui se déprécient très rapidement. Celles-ci perdent très vite leur valeur, en raison du travail qu'elles fournissent, de l'usure qui en résulte, des caprices de la mode, des progrès incessants de la technique, etc... Au dire de l'un des grands constructeurs actuels, une automobile sortant de l'usine et conduite par son acquéreur perdrait immédiatement 20 % de sa valeur.

A l'indemnité, payable éventuellement par la Compagnie, qui diminue chaque année dans des proportions considérables, devrait, semble-t-il, correspondre une prime dégressive proportionnelle à la réduction du capital assuré. Il ne paraît pas équitable, en effet, de continuer à exiger toujours de l'assuré la même prime, alors que la garantie qui lui est donnée en contre-partie par la Compagnie devient de moins en moins importante.

On avait déjà tenté en 1899, de faire admettre par

la Chambre une proposition dans ce sens⁽¹⁴⁾. La Chambre de Commerce de Bourges avait, elle aussi, à l'occasion du projet de loi sur les assurances, de 1904, émis le vœu qu'à « la garantie décroissante de la Compagnie corresponde une échelle décroissante des primes ». Enfin le Tribunal de Commerce de Pénzenas avait rendu le 10 octobre 1906⁽¹⁵⁾, un jugement, d'ailleurs infirmé par la Cour d'appel de Montpellier, dans lequel il avait repoussé la demande de la Compagnie tendant à déduire de l'indemnité, due pour l'incendie d'une automobile, une somme correspondant à la dépréciation que cette dernière avait subie après deux années d'usage, en prétendant que si les statistiques sur lesquelles se basaient les Compagnies étaient mises en application, les assurés seraient atteints dans leurs droits ; et ajoutant, d'autre part : « ...qu'il est de la plus haute équité que, chaque année, la chose assurée perdant de sa valeur, il soit inscrit dans les polices d'assurances, en gros caractères, que, par suite de la déperdition, il sera fait chaque année une réduction en proportion de la dite déperdition ».



57. — Ces tendances n'ont eu aucune suite immédiate dans notre pays. Les assureurs français maintiennent leur point de vue, et demeurent fermes sur

(14) *Journal Officiel*, 1899. Documents parlementaires. Chambre, annexe n° 945, p. 1583.

(15) *Journal des Assurances*, année 1907, p. 259.

leurs positions. Ils opposent aux réformateurs de nombreuses et graves objections.

Tout d'abord, ils déclarent que les obligations auxquelles ils sont astreints croissent avec l'âge de la voiture. Une automobile neuve, n'a d'accidents que ceux qui sont provoqués par l'imprudence ou la maladresse des conducteurs. Tandis que la voiture usagée offre en plus de ce danger permanent, ceux qui résultent de la moindre résistance de ses organes, et qui sont purement mécaniques.

D'autre part, disent-ils, le prix des réparations faites aux divers organes de l'automobile croît aussi avec l'âge de celle-ci.

Les assureurs invoquent encore, le fait que la prime de réassurance, qu'ils sont eux-mêmes obligés de payer, étant invariable, il doit en être de même de la prime d'assurance.

Certains de ceux-ci, sentant que les précédents n'ont pas une portée définitive, se retranchent derrière des arguments d'ordre pratique. Ils reprennent, pour le compte de l'assurance automobile, le raisonnement qui avait autrefois été développé par M. Drouault⁽¹⁶⁾, en ce qui concerne l'assurance incendie, et prétendant que l'établissement d'une dégressivité des primes serait en contradiction avec les procédés que l'on emploie pour la tarification des risques.

Voici en quels termes cet auteur réfutait sur ce point l'argumentation de ses adversaires : exiger

(16) *Revue de Législation Professionnelle*, mars 1912, pp. 34 et suiv.

la dégressivité des primes : « c'est ignorer comment sont établis les tarifs. Depuis que l'assurance contre l'incendie existe, les primes sont basées sur des statistiques constamment retouchées et tenues au courant, où le chiffre des sinistres payés est mis en comparaison avec les encaissements réalisés. Cette balance, accomplie dans chaque catégorie des risques, détermine, dans chacune d'elles, le taux de la prime à exiger de l'assuré. Cela étant, si vous changez l'assiette du règlement de dommages, si notamment, vous refusez systématiquement de défalquer de la perte un pourcentage de vétusté ; il est clair que l'équilibre établi de la balance sera rompu, et que les primes en cours seront insuffisantes pour servir de contrepoids aux sinistres désormais alourdis de tout ce dont les allégeait la déduction de vétusté... Il faut comprendre que dans l'assurance incendie la prime n'est pas comme dans l'assurance sur la vie une expression purement mathématique. En matière vie, la détermination de la prime par rapport au capital assuré, n'a qu'un facteur, la durée probable de la vie. En matière incendie, cette détermination est plus complexe. Si le facteur principal réside dans les dangers de combustion que présente le risque, l'étendue de ce danger se trouve amoindrie par des bonifications qui, en cas de sinistre, résultent de la déduction de vétusté, du sauvetage, et des possibilités de recours qu'on est en droit d'escompter. Les primes se dégagent de la complexité de ces éléments sous la forme d'une proportion, c'est-à-dire de moyennes. Les primes, par ce

qu'elles sont des moyennes, reflètent et traduisent par leur fléchissement les causes qui réduisent l'importance des sinistres. Il en va ainsi de la déduction de vétusté, qui, par l'action modératrice qu'elle exerce, sur la fixation de la perte, apporte, par contre-partie et répercussion normale, un abaissement correspondant dans le taux de la prime. Que cette modération soit répartie uniformément sur chaque annuité, ou par fractions dégressives sur plusieurs exercices, peu importe, si le résultat est le même dans l'ensemble ».

La valeur de cet argument est, à notre avis, très contestable. En admettant ce système, le résultat est peut-être « le même dans l'ensemble », pour la Compagnie d'assurance, mais il n'en est pas de même pour l'assuré. Pour qu'il en soit ainsi, il faudrait que tous les assurés éprouvent un sinistre ou subissent un accident, au bout du même nombre d'années écoulées depuis la conclusion du contrat.

Si, en effet, le sinistre se produit pour les uns, après une année seulement d'assurance, alors que pour d'autres, il se produit au bout de trois ou quatre ans ; il est clair que les premiers, ne subissant qu'une déduction de vétusté minime, auront bénéficié de cette circonstance ; alors que les seconds, qui ne seront, au contraire, indemnisés que d'une façon beaucoup moindre, auront proportionnellement payé beaucoup plus cher la garantie qui leur est accordée.

Mais il y a plus : quelques assurés, particulièrement bien informés des conditions dans lesquelles

est réalisée l'assurance automobile, font chaque année réduire le capital assuré, de telle sorte que celui-ci corresponde aussi exactement que possible au risque qu'ils font garantir ; et les Compagnies ne peuvent refuser cette réduction.

Le mode de répartition des primes justifie, en partie, dans ces conditions, les critiques dont il est l'objet. En effet, comme les primes sont établies pour chaque catégorie de risque, « en mettant en comparaison le chiffre des sinistres avec celui des encaissements », il est permis de penser que si tous les assurés demandaient, chaque année, l'ajustement de leur valeur d'assurance, les Compagnies, en présence de la diminution des encaissements qui en résulterait, seraient obligées de relever leurs tarifs. Si elles ne le font pas, c'est parce que ces demandes de réduction ne se sont pas encore généralisées, et qu'une partie de la clientèle, moins avertie, continue à payer en compensation une prime plus que proportionnelle à son risque.

★ ★

58. — Il semble bien, dans ces conditions, que les Compagnies, par le fait qu'elles n'ont aucun intérêt pécuniaire au maintien de cet état de fait, et qu'elles n'auraient, de même, rien à perdre à la modification de cette situation, puisque, comme l'a expliqué M. Drouault, à une diminution des encaissements correspondrait aussitôt une élévation des tarifs, devraient chercher à réaliser une repartition plus équitable des primes, entre les assurés.

Les Compagnies peuvent d'abord répondre à cette argumentation que le régime, qu'elles pratiquent, a pour elles l'avantage de la simplicité ; alors que l'application de la dégressivité de la prime soulève au contraire de sérieux et nombreux obstacles.

Mais elles peuvent surtout se prévaloir du fait que leur manière de procéder actuelle est au point de vue du droit à l'abri de toutes critiques.

On leur reproche de ne pas réaliser le contrat, de telle façon que le capital assuré coïncide toujours, sinon exactement, du moins approximativement, avec la valeur réelle du risque ; et on leur fait grief de percevoir, de ce fait, des primes supérieures à celles qui correspondraient à la garantie effectivement accordée. Mais on oublie que l'assuré, quand il signe sa police, déclare le capital qu'il désire. L'assureur à ce moment ne vérifie pas l'exactitude de ses déclarations ; il ne doit, ni ne peut donc, lui donner de conseils au sujet des évaluations qu'il y aurait lieu de faire. Dans ces conditions, à chaque variation de la valeur du risque : c'est à l'assuré et non à l'assureur de modifier le contrat.

Si les assurés, non compétents, méconnaissent la portée des clauses qu'ils signent, s'ils se méprennent sur la valeur réelle de leur voiture, ou ignorent la nécessité de réajuster périodiquement leur police ; ce n'est pas aux Compagnies qu'ils doivent s'en prendre, celles-ci en effet n'ayant à cet égard qu'un rôle passif et se bornant à enregistrer les déclarations qui leur sont fournies ; mais à leurs conseils, courtiers, intermédiaires, etc... auxquels ils pourront

reprocher, d'ailleurs avec juste raison, de ne pas leur avoir donné d'éclaircissements suffisants.

★ ★

59. — Si le point de vue des assureurs semble inattaquable, il ne s'ensuit pas cependant qu'il soit inutile de chercher à donner, dans la mesure du possible, satisfaction aux assurés.

Dans quelques pays, dont notamment la Belgique, on a tenté, malgré les difficultés que l'on rencontre, d'améliorer la situation des assurés, à l'aide de la clause de valeur agréée (17).

« Depuis quelques années, dit Van Eeckhout (18), cette clause s'est étendue à l'assurance automobile contre les risques, dégâts, et vol, sauf qu'ici l'expertise ne se fait pas. La valeur des voitures étant de notoriété publique, on ne procède pas à une expertise, lorsque le résultat en est connu d'avance. Toutefois l'usure réduisant graduellement la valeur de l'objet, les assureurs insèrent généralement dans la police une clause, d'après laquelle, cette valeur sera soumise annuellement à une dégression de tant pour cent opérée sur celle de l'année précédente. Ici le forfait est donc double, il porte non seulement sur la valeur originaire, mais en outre sur la diminution graduelle de cette valeur par suite de l'usure ».

Mais, ainsi que le fait remarquer très justement

(17) Cette méthode a été employée aussi en Angleterre et en Amérique. Hamonic, Assurance vol, p. 59. Schawcross. The motor Insurance law, p. 500.

(18) Van Eeckhout. Le droit des Assurances terrestres, pp. 145 et suiv.

Van Eeckhout, l'assurance automobile ainsi entendue peut « prêter à de graves abus, et donner lieu à des conséquences iniques ». Que l'âge de la voiture soit pris en considération, pour la détermination de la valeur réparable, et partant de la prime : cela ne fait de doute pour personne ; mais que l'on retienne cet âge, pour en faire le facteur unique et rigoureux de l'appréciation : on ne saurait l'admettre. La dépréciation que subit, avec le temps, une automobile est en effet fonction de la mode, des modifications de la faveur dont jouit auprès du public la marque de la voiture, sa conception mécanique, la ligne de sa carrosserie ; mais aussi, dans une très grande mesure, de l'usure, à laquelle est soumise toute machine. Et cette usure ne se produit pas d'une manière équivalente pour tous les véhicules d'un même type ou d'une même catégorie ; elle dépend du soin, et des connaissances mécaniques, qu'apporte l'usager à sa conservation, de son état d'entretien, de l'état des routes sur lesquelles elle roule, des charges qu'elle supporte, et enfin du nombre de kilomètres parcourus. Ainsi voici une voiture âgée de 2 ans, qui a fait 20.000 kilomètres. Son propriétaire ne s'en est servi que pour faire des excursions, en vacances ; elle a été conduite et entretenue par un chauffeur très averti ; et voici, d'autre part, une voiture de marque identique, de même âge, et de même force ; mais celle-ci a parcouru 70.000 kilomètres, conduite par un propriétaire négligent qui l'a maltraitée et l'a mal entretenue. Peut-on admettre, sans commettre une injustice, qu'en cas de sinistre l'indemnité soit

fixée pour les deux voitures à la même somme ?

Ce système du double forfait : forfait relatif à la valeur originaire, et forfait relatif au taux de la dépréciation annuelle, nous paraît inacceptable.

★★

60. — Avant de rechercher les remèdes, qu'il serait éventuellement possible d'apporter à cette situation critiquable, il faut examiner le second reproche que les assurés font à l'assurance automobile actuelle. Il est relatif à la détermination de la valeur réparable dans le règlement des dommages matériels.

Les assurés se plaignent de ce que, la plupart des polices des Compagnies d'assurance contre les accidents, contiennent des clauses analogues à celle-ci : « En cas de sinistre atteignant une voiture, l'assurance ne pouvant être une cause de bénéfice, ne garantit au souscripteur, que la réparation de ses pertes réelles, au moment du sinistre, sans que l'indemnité puisse être supérieure à la valeur vénale de la voiture sinistrée ».

En cas de sinistre, en effet, les experts faisant application de cette clause « valeur vénale », se reportent pour déterminer l'étendue de la perte, aux barèmes publiés par les journaux techniques ; barèmes, dans lesquels sont fixés les prix des automobiles, d'après leur marque, leur type et leur année de construction. L'application de cette méthode aboutit ainsi, à négliger, dans l'établissement de va-

leur de la voiture, les facteurs d'appréciation que nous avons signalés plus haut (entretien, kilométrage, etc...).

M. Grzybowski, président du Syndicat National des Courtiers d'assurances terrestres, a fait paraître à ce sujet, dans « La Prime », une série d'articles⁽¹⁹⁾, dans lesquels il expose les revendications des assurés. « Ce que l'assuré entend faire garantir, dit-il, c'est le risque de perte réelle. Ce qu'il veut trouver dans l'indemnité de sinistre, c'est la compensation de sa perte réelle. Il faut donc que la police lui assure la valeur réelle de l'objet et la lui rende après sa destruction sous forme d'indemnité. Or, la valeur réelle de l'objet assuré n'est pas le faible prix que l'assuré en retirerait, s'il le vendait comme meuble ou appareil d'occasion ; c'est la valeur d'utilisation que cet objet représente dans son patrimoine pour le présent et l'avenir. Elle est fonction, d'une part, de ce que l'objet vaudrait à l'état neuf au jour du sinistre, et, d'autre part, de la dépréciation qu'il a subie par l'effet de l'usure et de la vétusté »⁽²⁰⁾. La dépréciation dont il est question ici étant bien entendu, non pas une perte de valeur calculée forfaitairement pour toutes les voitures du même type et du même âge, mais la « dépréciation réellement subie... par la voiture sinistrée... compte tenu de l'entretien dont elle a bénéficié »⁽²¹⁾.

Il semble bien d'ailleurs que tout le monde ait

(19) Voir *La Prime*, n° du 1^{er} mars, 15 mars et 1^{er} avril 1935, et *La Semaine*, année 1935, p. 182.

(20) *La Prime*, n° du 1^{er} mars 1935, p. 129.

(21) *La Prime*, n° du 1^{er} mars 1935, p. 130.

adopté l'opinion soutenue par M. Grzybowski ; les défenseurs de la valeur vénale admettant, à leur méthode, des corrections qui la rapprochent, presque au point de la confondre⁽²²⁾, de celle que nous venons d'examiner. Mais la difficulté ne réside pas tant, selon nous, dans l'adoption de ce principe, qui paraît être l'expression même de l'équité, que dans sa réalisation.

Les experts, qui auront à fixer la valeur d'une voiture détériorée par un accident, pourront très facilement, en effet, trouver sa valeur « à neuf ». Mais la « dépréciation réellement subie » et « l'entretien dont la voiture a bénéficié », comment les détermineront-ils ?

Cela sera encore possible, s'il s'agit d'une destruction partielle et si n'ont été touchés que quelques organes de la voiture. Mais si l'accident a été plus grave, et si, comme cela arrive encore très fréquemment, il ne reste plus à offrir, à l'examen des experts, que des débris de ferrailles informes, ou bien encore si la voiture a été brûlée à la suite d'une collision, l'embarras des experts sera grand. Il leur sera impossible de faire état alors des facteurs de « dépréciation réellement subie » et « d'entretien », dont il devrait pourtant, logiquement, être tenu compte, dans leurs appréciations, sous peine de léser l'une des deux parties.

Et l'on s'explique que, faute d'éléments meilleurs, les experts soient, plus souvent qu'ils ne le vou-

(22) Voir *La Semaine*, année 1935, p. 182.

draient, obligés de s'en remettre à des barèmes pré-établis, qui ne leur donnent qu'une moyenne, et non pas le chiffre qui pourrait équitablement indemniser l'assuré de sa perte.

★★

61. — Quelle est donc la solution, qui pourrait éviter à l'assurance automobile de dommages, les deux principales critiques que nous venons de rapporter?

Nous pensons qu'il serait possible de la trouver, dans la réalisation de polices annuelles, en valeur agréée, dont les assureurs offriraient chaque année, aux assurés, le renouvellement sur de nouvelles bases, après une nouvelle appréciation ; capital et primes étant réduits, proportionnellement à la dépréciation réelle de la voiture.

Le contrôle, auquel serait astreint l'assureur, et les réajustements successifs, constituent bien, à l'encontre de cette solution, des difficultés, dont nous ne méconnaissons pas la valeur ; mais il nous semble que les assurés préféreraient les inconvénients de la valeur agréée au régime pratiqué actuellement ; car celle-ci leur offrirait en contre-partie : d'une part, l'avantage de réaliser une saine répartition des primes ; et, d'autre part, celui de supprimer « l'assurance au petit bonheur » ou « l'assurance surprise » ⁽²³⁾, en leur donnant la certitude de

(23) Voir les numéros, sus indiqués, de *La Prime*.

recevoir, pour une prime équitable, une indemnité complète ⁽²⁴⁾.

★ ★

SECTION III

L'assurance du profit espéré L'assurance du chômage industriel et commercial

62. — L'assurance du profit espéré, c'est-à-dire l'assurance du manque à gagner, « *lucrum cessans* », qu'on avait cru autrefois contraire au principe indemnitaire, est maintenant autorisée, et on en connaît, à l'heure actuelle, même dans les assurances terrestres, diverses applications : assurance du profit espéré dans les assurances des récoltes contre la grêle, assurance du profit espéré dans l'assurance transport, enfin assurance contre le chômage, c'est-à-dire contre l'improductivité.

Cette dernière catégorie se subdivise elle-même en : assurance contre le chômage des loyers, assurance contre le chômage commercial et industriel, et assurance contre le chômage des dividendes ou des bénéfices.

(24) Il est à peine besoin de dire que la valeur agréée, pas plus que dans les autres domaines, où elle est appliquée, ne supprimerait le principe indemnitaire, dans le cas d'une forte surassurance ; mais nous croyons, conformément à ce que nous avons dit plus haut, qu'en cas de réduction par voie de justice de la valeur agréée, les primes payées en trop devraient être remboursées par l'assureur. Voir numéro 43.

Des trois catégories d'assurance du profit espéré, seule la dernière nous intéresse ici. La première ne peut, en effet, donner lieu à la clause de valeur agréée ; quant à la seconde, nous l'examinerons dans la deuxième partie de notre étude. Enfin des diverses formes de l'assurance contre le chômage, nous ne nous occuperons que du chômage industriel et commercial ; l'assurance contre la perte des loyers n'étant pas pratiquée en valeur agréée, et l'assurance contre la perte des dividendes ou bénéfices étant trop récente pour avoir pu donner lieu à des décisions de jurisprudence ⁽²⁵⁾.

★ ★

63. — L'assurance contre le chômage industriel et commercial garantit, nous dit M. Hémard : « La perte subie dans un commerce ou une industrie, par suite de la destruction, de l'abandon ou de la non utilisation, en tout ou en partie, de l'établissement ou de l'usine. Il y a perte, car un dommage est éprouvé en même temps qu'un gain est manqué... Le gain manqué est le bénéfice qui aurait été réalisé, grâce au commerce ou à l'industrie, sur les ventes obtenues ou les commandes exécutées, si l'interruption du travail ne s'était pas produite » ⁽²⁶⁾.

(25) Il n'existe d'ailleurs, entre cette dernière forme d'assurance du profit espéré, et l'assurance contre le chômage industriel et commercial, que des différences de forme. Ce que nous dirons pour l'une, est donc valable pour l'autre.

(26) Hémard. *Théorie et pratique des assurances terrestres*. Tome II, p. 172 et suiv.

Mais comment déterminer, à la signature du contrat, le capital que l'on doit assurer, capital qui servira à établir la quotité de la prime et le montant de l'indemnité, à laquelle pourra éventuellement prétendre l'assuré ?

L'appréciation des pertes, qu'est susceptible de subir un industriel ou un commerçant, en cas de chômage, qu'il soit la conséquence d'une grève ou d'un incendie, est particulièrement délicate. Comment prévoir d'avance, par exemple, le nombre des commandes qui demeureront en souffrance, au moment où commence le chômage ? Et même saurait-on cela, à quel chiffre estimer le préjudice, qui résultera pour l'assuré, de la perte de sa clientèle ou des indemnités pour retard dans les livraisons.

Pour ces raisons, on recourt habituellement, dans ce genre de garantie, à la valeur agréée. L'assureur et l'assuré se mettent d'accord pour fixer « à forfait » la perte de bénéfices qui résultera de l'événement, et déterminent la prime en conséquence. Ainsi par exemple, pour assurer le chômage industriel et commercial d'un établissement après incendie, on fixe d'avance la valeur réparable, à un tant pour cent de l'indemnité, qui sera versée pour les pertes matérielles résultant du sinistre, 10 % généralement.

L'assurance en valeur agréée, réalisée ainsi sous la forme de forfait, paraît être en contradiction avec ce que nous avons dit plus haut de la nature de la clause (27).

(27) Voir numéro 16.

Mais, si nous avons refusé d'assimiler la clause de valeur agréée à un forfait, c'est que, d'une part, nous contestons à l'assuré la possibilité de faire garantir sa propriété pour une valeur d'opinion ; c'est aussi, d'autre part, parce que, par sa définition même⁽²⁸⁾, le mot forfait implique un manque d'équivalence entre les prestations fournies, et qu'en l'occurrence, le défaut d'équivalence se traduirait par une atteinte aux principes de l'assurance. La clause de valeur agréée a pour but de fixer la valeur réparable ; chaque fois que le risque peut être apprécié, comme c'est le cas dans l'assurance de dommages matériels : la somme assurée doit être fixée à la valeur réelle de l'objet ; il n'y a donc aucune raison de parler de « forfait ».

Dans l'assurance du profit espéré, le cas est différent : le risque ne peut être évalué d'avance, puisqu'il est, nous l'avons vu, indéterminé quant à son étendue ; on ne peut donc, sous peine de renoncer à effectuer ce genre d'assurance, que s'en tenir à des probabilités, et fixer à forfait la valeur réparable. L'emploi de la valeur agréée ainsi comprise, est donc, à notre avis, tout à fait justifié ; car, réalisée dans ces conditions, elle ne sort pas de son rôle.

Les magistrats, appelés à se prononcer sur cette question, ont d'ailleurs eu l'occasion de valider cette forme de contrat, en déclarant, que l'assurance à forfait du chômage industriel en cas d'incendie, n'avait rien de contraire à la loi et à l'ordre public⁽²⁹⁾.

(28) D'après le Littré : le forfait est un « ...marché par lequel on s'engage à faire ou à fournir une chose pour un prix déterminé à perte ou à gain ».

(29) Cour de Cassation, 3 mars 1879, D. 80. 1. 23.



64. — Quels sont alors les effets que produit la clause de valeur agréée, dans ce genre d'assurance?

On pourrait penser que, puisqu'elle réalise exceptionnellement un forfait, il y a lieu de décider que sa force conventionnelle ne peut être entamée par aucune attaque.

C'est dans ce sens qu'a statué la décision que nous avons citée plus haut⁽³⁰⁾. Des industriels avaient fait assurer pour une somme de 34.350 fr. le chômage de leur usine par suite d'incendie. Il avait été en outre convenu que, par dérogation aux conditions générales de la police, deux experts seraient chargés de déterminer la durée du temps, nécessaire aux assurés pour faire remettre l'usine en état de marche ; et que l'indemnité serait réglée à raison de 94 fr. 35 par jour, mais sans que la Compagnie puisse être tenue d'en garantir le paiement au delà d'une année. Un incendie ayant détruit l'usine, les experts s'accordèrent à déclarer que le temps nécessaire pour la reconstruire excédait une année. L'indemnité qui, aux termes du contrat, devait être versée à l'assuré était donc égale à la garantie maxima prévue dans la police, soit à la somme de 34.350 francs. La Compagnie refusa de payer cette somme et assigna ses clients devant le Tribunal civil de Bordeaux pour faire ordonner une nouvelle expertise.

(30) Cour de Cassation, 3 mars 1879, D. 80. 1. 23. Voir aussi : Tribunal de Commerce de Bruxelles, 6 nov. 1895, Sim. 3. 363. Tribunal de Commerce de Bruxelles, 3 mai 1897, Sim. 3. 426.

Le jugement, rendu par ce Tribunal, rejeta la demande de la Compagnie, et condamna cette dernière à payer les 34.350 fr. Sur appel de la Compagnie, la Cour de Bordeaux rendit, le 12 août 1878, un arrêt confirmatif dont les motifs étaient ainsi conçus : « Attendu que la clause manuscrite ne présente aucune obscurité ; qu'il en résulte que les parties, dérogeant à l'article 12 des conditions générales, ont adopté un mode de règlement spécial pour fixer l'indemnité qui serait due en cas de sinistre... ; attendu que cette convention était licite, qu'elle a été librement formée et fait la loi des parties... ; que la Compagnie est, par conséquent, non recevable et mal fondée à prétendre aujourd'hui que ses assurés doivent justifier de l'importance de leurs bénéfices par la production de leurs livres ; attendu que les experts se sont conformés dans l'accomplissement de leur mandat, aux règles qui leur avaient été tracées... ».

Enfin la Cour de Cassation, dans un arrêt rendu le 3 mars 1879, se prononça aussi dans ce sens et rejeta le pourvoi qui avait été formé par la Compagnie ⁽³¹⁾.

Ces arrêts nous paraissent avoir fait fausse route. Le forfait qui était nécessaire à la réalisation du contrat, en l'absence de toute autre possibilité de déterminer exactement le risque, ne l'est plus au même titre, une fois le sinistre arrivé, puisque l'on a, à ce moment-là, les éléments d'appréciation qui

(31) Cour de Cassation, 3 mars 1879, D. 80. 1. 23.

faisaient défaut auparavant. Il n'y a donc plus, une fois l'incendie arrivé, aucune raison de faire une différence, entre cette forme de valeur agréée et les autres; et le principe indemnitaire doit s'appliquer ici de la même manière.

Il doit s'appliquer d'autant plus, que l'assurance du profit espéré est particulièrement dangereuse. Nous n'en voulons pour preuve que les dispositions restrictives auxquelles elle a donné lieu, dans divers pays.

Ainsi l'article 89 de la loi allemande du 30 mai 1908 : « Il ne peut être convenu de valeur déterminée d'avance (taxe) dans l'assurance d'un bénéfice, que doit faire perdre la survenance de l'événement assuré. Toutefois, il est permis de stipuler le mode de calcul du bénéfice perdu, avec l'autorisation chargée du contrôle. Si le résultat du calcul dépasse le montant, correspondant à la situation réelle, l'assureur n'aura à payer que ce dernier ».

Ainsi encore l'article 65, alinéa 2, de la loi suisse : « Une telle convention (la convention de valeur agréée) est nulle, si elle porte sur l'assurance contre l'incendie d'un rendement ou d'un profit futur »⁽³²⁾.

Ainsi enfin l'article 77, alinéa 1, de la loi autrichienne : « Le contrat d'assurance pour indemniser le gain manqué, à raison du sinistre, ne peut pas fixer d'avance la valeur d'assurance ».

Le Baron Cerise, dans une note, parue à ce sujet

(32) L'assurance du chômage à forfait avait d'ailleurs été interdite, avant la loi, par le bureau fédéral des assurances.

dans le bulletin de la Société des Etudes législatives⁽³³⁾, signalait en ces termes le danger de cette assurance : « Légitime quand elle est consentie sur les bases d'une expertise après sinistre, permettant de déterminer les dommages réellement éprouvés, comme la perte des loyers, le défaut de jouissance, elle devient le plus souvent, disait-il, conclue sous la forme d'un forfait, une source de bénéfice pour l'assuré ». Et il proposait de voter le texte suivant : « Est nulle, l'assurance garantissant les pertes indirectes, résultant de l'incendie, désignées sous le nom de chômage, quand l'assurance est conclue à forfait ; en ce sens que l'assureur s'engage à payer en sus de l'indemnité sur perte réelle arrêtée par expertise, un tant pour cent sur cette indemnité ».

Nous ne pensons pas qu'il faille aller si loin, et interdire la réalisation de cette sorte d'assurance, car le contrôle qu'exercera la Compagnie au moment de la signature du contrat, lui permettra, sinon de déterminer exactement la perte éventuelle que pourra subir l'assuré, ce qui est impossible, tout au moins, de constater que le forfait n'est pas sans rapport avec celle-ci. Mais il nous semble indispensable, pour éviter les dangers des sinistres frauduleux, de réserver à l'assureur la possibilité de prouver l'exagération du forfait⁽³⁴⁾.

Il est vrai, comme certains l'objectent, que cette réserve sera inopérante dans les cas où il sera im-

(33) *Bulletin de la Société des Etudes législatives*, 1905, p. 521.

(34) Weens soutient la même opinion. Voir Weens, pp. 317 et suiv.

possible à l'assureur de fournir, à l'appui de ses allégations, des justifications suffisantes; mais, outre que la preuve contraire ne sera pas souvent impossible à apporter; la seule possibilité d'une réduction éventuelle, constituera bien souvent un obstacle, aux mauvaises intentions d'un assuré.

★★

SECTION IV

Critique de l'ancienne théorie d'après laquelle l'assurance mutuelle aurait nécessité pour la réalisation du contrat une valeur agréée

65. — Nous allons maintenant consacrer quelques lignes à une question, qui ne présente plus guère qu'un intérêt historique, mais que l'on ne peut cependant pas passer sous silence, en raison des vives controverses, dont elle a été l'objet.

On avait prétendu, au début du xix^e siècle, que la conclusion d'un contrat d'assurance mutuelle nécessitait une évaluation exacte de l'objet assuré, et que cette évaluation, devant être obligatoirement contradictoire, ne pouvait plus, au moment du sinistre, être discutée. L'assurance mutuelle, aurait donc exigé pour sa validité une clause de valeur agréée.

Ainsi, disait Vincens ⁽³⁵⁾, « dans l'assurance mutuelle, il ne suffit pas de vérifier l'évaluation de l'édifice incendié; la juste valeur de tous les autres étant le diviseur de la répartition commune du dommage, il importe qu'elle soit juste et fixée dès l'accession du propriétaire à la Société. »

De nombreux auteurs ⁽³⁶⁾, citant ce passage, soutenaient cette thèse, et en concluaient que, hors le cas de fraude ou de dol, cette valeur ainsi déterminée, devait être « considérée comme la loi des parties et devenir la base des droits des sociétaires comme assurés, de même qu'elle a été le but de leurs obligations comme assureurs » ⁽³⁷⁾.

Cette opinion avait d'ailleurs été confirmée par un arrêt rendu par la Cour de Douai le 16 mars 1850. Arrêt dans lequel il avait été précisé : « ...qu'à la différence de l'assurance à prime, dans laquelle l'assuré assigne lui-même une valeur à la chose assurée, cette chose dans les assurances mutuelles doit être l'objet d'une estimation préalable contradictoire entre les contractants; que cette opération est impérieusement exigée par l'art. 13 des statuts qui régissent les parties ; qu'elle est d'ailleurs commandée par la nature même du contrat qui, en conférant à chaque sociétaire la double qualité d'assureur et d'assuré, n'a pas seulement pour but de le garantir des

(35) Vincens. Exposition raisonnée de la législation commerciale et examen critique du Code de Commerce, T. III, p. 570.

(36) Grün et Joliat. Traité des Assurances terrestres, n° 251. Quénault. Traité des Assurances terrestres, n° 180. Alauzet. Traité des Assurances, n° 582. Agnel et de Corny. Traité Général des Assurances, p. 131.

(37) Agnel et de Corny. Traité général des assurances, p. 131.

dommages que peut lui causer l'incendie, mais qui le soumet comme l'assureur, à l'obligation de contribuer au prorata de la valeur réelle de ses immeubles, à la réparation des pertes éprouvées par ses cosociétaires ; que la constatation de cette valeur est, dès lors, l'un des éléments essentiels du contrat, et la condition nécessaire de l'admission de tout immeuble dans l'association; qu'une fois accomplie, cette opération est la loi des parties... » ⁽³⁸⁾.

Cette thèse aboutissait à violer le principe indemnitaire ; puisqu'elle avait pour résultat de faire attribuer à l'assuré une indemnité qui ne représentait pas la valeur, qu'il avait réellement perdue, mais celle qu'il aurait perdue, si le sinistre s'était produit le jour de la signature du contrat.

Remarquons cependant que l'interprétation de ce contrat, était rendue possible par l'imprécision des polices, et plausible par la rédaction des statuts. Si l'on considère par exemple, l'article 9 des statuts de la Compagnie d'Assurance Mutuelle qui nous est rapporté dans le traité de Grün et Joliat ⁽³⁹⁾ : il semble

(38) Douai, 16 mars 1850, D. 50. 2. 197., S. 50. 2. 323.

(39) Grün et Joliat. Traité des assurances terrestres, appendice, p. 3. Art. 9 : « La contribution foncière de l'année 1812, calculée comme quart ou comme cinquième du revenu, suivant le plus ou moins d'ancienneté et de solidité de construction de l'immeuble à estimer, capitalisée ensuite au denier vingt, est prise pour servir de base à l'estimation des maisons destinées à être garanties par l'assurance. Dans le cas où l'évaluation, résultant du mode indiqué ci-dessus, ne conviendrait pas soit au propriétaire, soit à la Compagnie, il est procédé à une nouvelle estimation qui a lieu par trois experts, l'un nommé par la Compagnie, l'autre par le propriétaire assuré, et le troisième par les deux premiers... Le montant de cette estimation, déduction faite de la valeur du sol... forme le capital à assurer, et ce capital est la base de la somme pour laquelle il doit concourir au paiement des dommages audit cas. »

bien que cette opinion n'ait pas été à cette époque dénuée de tout fondement.

★★

66. — Mais déjà en 1858, nous trouvons un arrêt de la Cour d'Appel de Paris, confirmant un jugement du Tribunal Civil du Mans, rendu le 29 août 1843, dans lequel il est déclaré que l'estimation donnée à un immeuble même dans une société d'assurance mutuelle n'est pas une évaluation définitive qui lie les parties après le sinistre ⁽⁴⁰⁾.

A l'heure actuelle, et depuis un décret paru en 1868, la réalisation obligatoire dans l'assurance mutuelle, d'une clause de valeur agréée, n'est plus soutenable. En effet, l'article 35 du décret de 1868 ⁽⁴¹⁾, réglementant l'expertise après sinistre, ne peut avoir d'effet, que si l'on admet que l'évaluation, faite au moment de la réalisation du contrat, ne lie pas les parties ; et l'on ne peut raisonnablement supposer que cet article soit totalement dépourvu d'application.

D'ailleurs, les sociétés elles-mêmes, en présence des dangers, que pouvait constituer pour elles l'interprétation admise autrefois, ont modifié leurs sta-

(40) Paris, 15 juillet 1858. Jurisprudence générale des assurances terrestres, II, p. 204. *Journal des Assurances*, 1858, p. 309.

(41) Art. 35 du décret du 22 janvier 1868 : « l'estimation du sinistre est faite par un agent de la Société, ou tout autre expert désigné par elle, contradictoirement avec le sociétaire, ou un expert choisi par lui ; en cas de dissidence, il en est référé à un tiers expert, désigné, à défaut d'accord entre les parties, par le Président du Tribunal de Première Instance de l'arrondissement, ou si les statuts l'ont ainsi décidé, par le juge de Paix du canton où le sinistre a eu lieu ».

tuts, et y ont inséré la clause suivante, qui ne peut plus laisser subsister le moindre doute sur la question : « l'estimation, qui a lieu lors de la signature de l'adhésion, ne sert qu'à fixer la cotisation ; elle ne peut, en aucun cas, être invoquée, ni opposée par l'assuré, comme une preuve de l'existence des objets, soit au moment de l'assurance, soit au moment de l'incendie » ⁽⁴²⁾.

Cette solution qui n'est plus maintenant contestable, s'explique facilement si l'on considère que les différences qui séparent l'assurance mutuelle de l'assurance à prime, ne sont plus, à l'heure actuelle, que théoriques.

En principe, la somme payée chaque année par un cosociétaire, ne devrait pas être fixe ; elle ne devrait être déterminée, qu'une fois clôturé l'exercice de l'année ; on évaluerait alors le dommage total causé par l'ensemble des sinistres, et on en ferait supporter la charge par chaque membre de la société, proportionnellement au montant des valeurs mises en risques par chacun d'eux.

« Mais, on opérant ainsi, nous dit Désert, on se heurte dans la pratique à plusieurs inconvénients sérieux : par exemple à une variabilité continuelle dans la cotisation et à des retards dans le règlement des sinistres, de nature à effrayer bien des gens. Aussi pour y parer les Sociétés d'assurance mutuelle ont-elles exigé des associés, le paiement d'une cotisation annuelle dont l'importance, réglementée par

(42) Astresse, Traité général des assurances mutuelles, T. II, n° 294.

les tarifs, selon le plus ou moins grand danger d'incendie des objets assurés, est calculée de manière à pouvoir satisfaire largement aux dépenses d'une année moyennement chargée » (43).

Il n'y a donc plus en pratique, de différence de nature entre les deux opérations. C'est en conséquence, à bon droit, que l'on a décidé que l'évaluation inscrite au contrat, en l'absence de stipulation contraire expresse, ne devait, pas plus en ce qui concerne l'assurance mutuelle qu'en ce qui concerne l'assurance à prime, servir de base au règlement du sinistre.

(43) Désert. Des sociétés d'assurance mutuelle contre l'incendie. *Thèse de Poitiers*, 1906, p. 43.

DEUXIÈME PARTIE

Etude de la clause de valeur agréée dans les assurances maritimes

Dans la première partie de notre étude, nous avons constaté que l'emploi de la clause de valeur agréée bien que susceptible d'extension dans certains domaines, restait exceptionnel. Il en est tout autrement dans les assurances maritimes, où cette modalité de contrat est d'un usage très général.

Nous aurons l'occasion au cours de cette seconde partie, de remarquer que les solutions, admises dans les assurances maritimes, diffèrent quelquefois sensiblement de celles admises en assurances terrestres, et nous rechercherons, dans quelle mesure, l'emploi généralisé de la clause de valeur agréée peut être considéré comme la cause de ce particularisme.

Pour rendre plus clair notre exposé et pour permettre une comparaison plus facile entre ce que nous avons déjà vu de la clause et ce qu'il nous en reste encore à étudier, nous avons adopté le même plan général.

Nous nous attacherons surtout soit à faire ressortir la différence entre les deux termes de la comparaison, soit encore à mettre en valeur les éléments, qui, bien qu'aboutissant à une solution identique, sont propres au droit maritime, et partant nouveaux; et nous nous contenterons dans tous les cas où l'identité entre les assurances terrestres et les assurances maritimes est parfaite de renvoyer le lecteur à la première partie.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DE LA CLAUSE DE VALEUR AGREEE DANS LES ASSURANCES MARITIMES

La clause de valeur agréée, qui a fait, comme nous l'avons vu, son apparition dans les assurances terrestres il y a une centaine d'années, est d'une origine beaucoup plus ancienne en ce qui concerne les assurances maritimes.

On ne peut préciser d'une manière rigoureuse la date à laquelle elle a été pour la première fois réalisée, car elle a été l'aboutissement d'une longue évolution.

L'évaluation contenue dans la police, obligatoire pour l'assuré et pour l'assureur, au début, parce qu'elle était le résultat de l'intervention de l'autorité publique, s'est transformée peu à peu en une évaluation contractuelle, dont la force obligatoire ne tenait plus qu'au caractère conventionnel du contrat.

Néanmoins il est possible de retrouver dès le début du xv^e siècle, sinon l'ancêtre de la clause de valeur agréée, telle qu'elle est pratiquée actuellement, du moins la première manifestation d'un accord con-

tractuel des parties, ayant pour objet d'établir ou de consolider l'estimation de la valeur réparable d'un navire assuré contre les risques maritimes.

L'extension de la valeur agréée à l'assurance des marchandises transportées semble bien avoir suivi de peu sa réalisation dans l'assurance sur corps. Cependant les motifs, qui ont présidé à sa création, n'étant pas les mêmes qu'en ce qui concerne l'assurance sur facultés, et le développement de chacune de ces formes de garantie contre les risques de mer ne s'étant pas poursuivi d'une façon identique, il y a lieu d'étudier l'historique de chacune d'elles séparément.



SECTION I

Historique de la clause de valeur agréée dans l'assurance sur corps

67. — La nécessité de réaliser dans la police une évaluation définitive du navire et conforme à sa valeur réelle, s'est fait sentir dès les premiers temps de l'assurance maritime.

Dès le début, en effet, des commerçants peu scrupuleux avaient vu dans ce contrat la possibilité de se ménager, sans grande peine, des gains considérables en « jouant » sur les chances de bonne arrivée d'un navire, sur lequel ils n'avaient aucun intérêt, ou sur lequel, du moins, ils n'avaient qu'un intérêt in-

férieur au montant de la garantie qu'ils s'étaient fait accorder par l'assureur. Pour obtenir ce résultat, ils faisaient inscrire dans les polices des stipulations telles que les clauses « vaille que vaille », « fasse ou ne fasse pas », « soit ou, non soit », grâce auxquelles ils comptaient se faire allouer, par les assureurs, la somme portée au contrat sans que ces derniers puissent réduire l'indemnité à la valeur réelle de la perte.

En raison du nombre toujours croissant des naufrages frauduleux, les autorités, dans les pays où ces pratiques s'étaient répandues, s'étaient vues obligées de réagir ; elles avaient décidé notamment que non seulement l'assuré au moment du sinistre ne pourrait pas être indemnisé d'une somme supérieure à la valeur qu'il avait réellement perdue, mais encore qu'un assuré ne pourrait se faire garantir que jusqu'à concurrence d'une quotité déterminée du risque ⁽¹⁾. L'assuré devant ainsi rester son propre assureur pour une partie des valeurs exposées à la fortune de mer, on espérait, de cette façon, enrayer les multiples abus auxquels donnait lieu l'assurance maritime.

Mais cette disposition, de même d'ailleurs que l'application pure et simple du principe indemnitaire, aurait été très difficilement applicable en l'absence d'une évaluation exacte du navire dans le contrat d'assurance.

En effet, en ce qui concerne les risques maritimes, il est souvent impossible à l'assureur de prouver

(1) Voir ordonnance des magistrats de Barcelone sur les assurances de 1435. Article II. Pardessus, Collection des lois maritimes, t. V. Voir aussi le Guidon de la Mer, chapitre XIV, art. 3. Pardessus, *id.*, t. II.

l'exagération de la valeur assurée, après le sinistre, s'il n'a pas pris le soin de se ménager, avant le départ du navire, la justification de ses allégations. Une fois, en effet, le bateau disparu, il ne peut résister aux prétentions de l'assuré et l'empêcher d'exploiter la situation à son profit. Et le danger de voir ainsi le principe indemnitaire compromis, était d'autant plus grand autrefois, que les constructions maritimes étaient loin de posséder la résistance qu'elles ont actuellement. Aussi quand une tempête, un incendie, ou un accident survenait, au cours de la traversée, il aboutissait le plus souvent au naufrage du bateau et à sa perte totale.

C'est ce qu'ont bien compris, jadis, les magistrats de la ville de Barcelone qui, « ...pour extirper toutes les fraudes et dommages, discussions et débats qui pourront avoir lieu dans ladite ville à l'occasion d'assurance sur navires et autres bâtiments et sur marchandises, effets, et biens, et aussi pour l'avantage des assurés... », ont rendu en 1435 une ordonnance prescrivant (art. II) « ...que les navires nationaux ou autres bâtiments des sujets dudit Seigneur Roi pourront être assurés à Barcelone jusqu'aux 3/4 seulement de leur valeur ; laquelle valeur doit être énoncée dans la police du contrat d'assurance selon l'estimation à faire, à l'époque du contrat par les consuls de la mer de l'avis des prud'hommes... » (2). D'autre part, et toujours dans le but de sauvegarder le principe indemnitaire, il a été décidé dans l'article X de

(2) Ordonnance des magistrats de Barcelone sur les assurances, de 1435. Art. II. Pardessus, collection des lois maritimes, t. V.

la même ordonnance ⁽³⁾ « ...que les mots « vaille plus ou moins » ou « fasse ou ne fasse pas », (« vallenguen mes ó menys », « ó haje ô no haje »), qu'on a l'habitude d'énoncer dans quelques polices et autres termes semblables ne pourront dorénavant entrer dans aucune police; et si on les y a insérés, ils seront nuls de sorte qu'ils ne pourront ni profiter ni préjudicier à aucune des parties ». Les mêmes obligations et interdictions se trouvent reproduites dans les articles III et X de l'ordonnance des Magistrats de Barcelone de 1458 ⁽⁴⁾.

La nécessité d'estimer le navire dans la police d'assurance fut aussi sanctionnée pour les mêmes raisons dans divers pays, notamment par exemple par le Consulat de la mer d'après lequel : « avant toute assurance sur corps il faut que le navire soit estimé par prud'hommes, et que cette estimation soit mentionnée dans la police », et aussi par l'article 10 de l'assurance d'Anvers, qui déclare que « ...tous ceux qui voudront faire assurer le corps du navire, canons, poudre, balles, seront obligés de faire estimer le tout par gens experts » ⁽⁵⁾.

(3) *Idem*, article X.

(4) Articles III et X de l'ordonnance des magistrats de Barcelone sur les assurances de 1458. Pardessus, *idem*, t. V. Art. III : « Et de plus avant de faire les assurances sur les dits navires et bâtiments, ou des emprunts à la grosse sur iceux, il devra en être fait estimation par les consuls de l'avis des prud'hommes; et selon cette estimation qui sera insérée dans les contrats d'assurances, on déduira le quart dont les assurés doivent supporter les risques.... »

Art. X : « ...on ne pourra insérer ni mettre par aucune stipulation, des clauses déroatoires aux dispositions de la présente ordonnance, parce qu'elle est faite pour le bien et l'utilité de la chose publique... »

(5) Voir l'art. X de l'ordonnance de Philippe II de 1563. Pardessus, *idem*, t. IV.

Le caractère commun de toutes ces prescriptions est que l'évaluation du navire, qui devait être inscrite dans le contrat d'assurance, n'était pas exigée en faveur de l'assuré, mais « pour le bien et l'utilité de la chose publique » (6).

Et cette évaluation, pour offrir toutes garanties, devait être faite par des « consuls de la mer », des « prud'hommes » ou bien encore par des « gens experts » ; c'est-à-dire, par des personnes desquelles on était en droit d'attendre compétence et impartialité. Etant ainsi l'œuvre de magistrats, dont on ne pouvait suspecter l'intégrité, elle s'imposait aux parties, et l'assuré, par le seul fait que l'assureur signait la police, était certain de se voir allouer, en cas de sinistre, la somme qui avait été inscrite au contrat ; il n'avait donc que faire de demander, à la Compagnie d'assurances, d'agréer l'estimation réalisée dans ces conditions.

Mais plus tard, à partir du xviii^e siècle, l'estimation semble avoir perdu le caractère d'utilité publique qu'elle avait auparavant. Le principe indemnitaire est toujours en application, mais son maintien ne paraît plus devoir être subordonné à une évaluation préalable. D'obligatoire qu'elle était, cette dernière devenait facultative.

Ainsi l'article 3 du chapitre XV du Guidon de la mer déclare : « ...pourra le bourgeois estimer, en la police, la part qu'il a en la nef, et sur l'estimation

(6) C'est aussi, nous dit Desjardins, la pensée qui inspira les anciens jurisconsultes allemands, qui regardaient l'évaluation du navire assuré comme obligatoire. Voir Desjardins. Traité de droit commercial maritime, t. VI, n° 1440.

faire son assurance » (7). De même l'article 8 de l'ordonnance de la marine de 1681 (8), ne la prescrit pas à peine de nullité, mais en fait une simple possibilité lorsqu'il est dit que « si l'assurance est faite sur le corps et quille du vaisseau, ses agrès, appareaux, armements et victuailles, ou sur une portion, l'estimation en sera faite par la police, sauf à l'assureur, en cas de fraude, de faire procéder à une nouvelle estimation... ». De même encore l'article 332 du Code de Commerce n'énoncera-t-il, plus tard, qu'une faculté réservée à l'assuré (9), faculté qui constitue d'ailleurs pour lui « une précaution bonne et salutaire, pour lever l'incertitude qui resterait sans cela, sur la valeur du navire pour en faire la comparaison avec les sommes assurées ».

L'estimation du navire telle qu'elle est établie par les derniers textes, que nous venons de rapporter, est non seulement facultative, mais elle n'est plus effectuée par les « consuls » de la mer, « prud'hommes » ou autres « gens experts » ; elle est uniquement l'œuvre de l'assuré. L'assureur peut vérifier cette estimation, mais aucun contrôle n'est exigé de sa part, pour donner effet à l'évaluation faite par l'assuré. Cette dernière n'aurait donc dû avoir pour l'assureur aucune valeur, mais probablement sous l'influence du caractère officiel des anciennes évaluations obligatoires, on s'accordait à reconnaître qu'elle avait force

(7) Pardessus. Collection des lois maritimes, t. II.

(8) Valin. Commentaire sur l'ordonnance de la marine de 1681, t. II, titre VI.

(9) Ce qui le prouve, c'est que l'art. 339 indique le moyen de procéder en l'absence de cette indication.

probante à l'égard de l'assureur. On laissait cependant à ce dernier, pour éviter les atteintes qui auraient pu, de ce fait, être portées au principe indemnitaire, le droit d'attaquer l'évaluation lorsqu'il y avait fraude de la part de l'assuré ; et l'on estimait, à cette époque, que celle-ci pouvait résulter simplement de l'exagération de valeur ⁽¹⁰⁾.

De là naissaient naturellement de fréquentes contestations. Les assureurs avaient souvent à lutter contre la mauvaise foi des assurés. Ils n'avaient pas toujours la possibilité de contrôler la véracité des dires de ceux-ci ; il était donc normal qu'ils soient souvent, découvrant une surassurance au moment du sinistre, dans l'obligation de contester la valeur assurée et d'en obtenir la réduction. D'autre part les Compagnies, qui au début manquaient d'expérience au point de vue technique, et éprouvaient de ce fait de lourdes pertes, tentaient d'échapper autant qu'elles le pouvaient au paiement d'une indemnité en utilisant la faculté qui leur était laissée. Elles faisaient obstacle à la demande des sinistrés, en alléguant soit qu'ils n'avaient aucun intérêt en jeu, et que l'assurance qu'ils avaient souscrite constituait un pari, soit encore et plus fréquemment que la valeur réelle du risque était bien inférieure à l'estimation qui en avait été donnée dans le contrat.

Les assurés éprouvaient donc le besoin de se prémunir contre les oppositions plus ou moins justifiées des Compagnies. Contre les exceptions tirées du

(10) Emerigon. Traité des assurances, tome I, chapitre IX, section V, § 3.

manque d'intérêt des assurés, ceux-ci inventèrent les clauses « *habeat vel non habeat* », « *participet non participet* » ; contre les attaques excipant de l'exagération de l'estimation, ils imaginèrent la clause de « valeur agréée ».

C'est ainsi que Valin, dans son commentaire sur l'ordonnance de la marine de 1681 ⁽¹¹⁾, nous apprend que pour éviter « tout inconvénient et toute surprise » dans le règlement des sinistres : « l'assuré, en donnant l'estimation de son navire, invite les assureurs à le faire visiter pour juger si l'estimation est juste ou non. Et on a coutume d'insérer, dans la police, que les assureurs s'en tiennent à l'estimation et la reconnaissent sincère. Au moyen de quoi... ils renoncent à la faculté de requérir une autre estimation et se rendent non recevables à la demander dans la suite » ⁽¹²⁾. Et il cite un arrêt du Parlement de Paris, rendu le 26 mars 1672 ⁽¹³⁾, dans lequel des assureurs furent condamnés à payer la somme inscrite au contrat, pour la perte d'un navire, dont ils avaient déclaré avoir « agréable estimation ».

Pothier prétend bien, dans son « *Traité du contrat d'assurance* » ⁽¹⁴⁾, que des sentences de l'Amirauté de Paris auraient interdit, à juste titre selon lui, la clause, par laquelle l'assureur renonce à demander une autre estimation, « comme tendant à éluder les

(11) Valin. Commentaires de l'ordonnance de 1681, t. II, titre VI, commentaire sous l'article 8.

(12) Voir aussi Valin, *ibid.*, Commentaire sous l'art. 64.

(13) Parlement, 26 mars 1672, *Journal des Audiences*, t. II, p. 860.

(14) Pothier. *Traité du contrat d'assurance*, édition de 1810, n° 159.

dispositions de l'article 22 (C. de C., 357) ». C'est, dit-il, ce qui résulte de l'article 8 où il est dit : « Si l'assurance est faite sur le corps et quille du vaisseau, ses agrès... l'estimation en sera faite dans la police sauf à l'assureur, en cas de fraude, de faire procéder à une nouvelle estimation ».

Mais Emerigon conteste cette opinion et cite plusieurs décisions de l'Amirauté de Paris validant le pacte « que l'estimation du navire tiendra lieu de capital, en tous temps et en tous lieux, pendant le voyage » ⁽¹⁵⁾. Il le juge utile et légitime.

En outre, dans une édition du traité de Pothier, parue en 1810, Estrangin, commentant le passage que nous venons de citer de cet auteur, le dément formellement. Non seulement il déclare ne pas avoir connaissance des sentences de l'Amirauté, dont parle Pothier, mais il affirme que cette clause est fort usitée à Marseille. « Dans presque toutes les polices relatives à des assurances sur les navires, dit-il, l'estimation est faite de gré à gré, pour tenir lieu de capital, en tous temps et tous lieux, entre les parties qui l'ont consentie » ⁽¹⁶⁾.

Le développement extraordinaire de cette clause, qui actuellement n'est plus contestable, a été d'ailleurs, en partie, favorisé par le fait que celle-ci permettait aux assurés de tourner les dispositions législatives interdisant autrefois l'assurance du fret, et du bénéfice espéré ⁽¹⁷⁾ ; mais il est surtout dû, croyons-

(15) Emerigon. Traité des assurances, t. I, chapitre IX, section V.

(16) Pothier. Traité du contrat d'assurance, annoté par Estrangin, éd. 1810. Commentaire sous n° 159.

(17) Voir : Vivante. Traité théorique et pratique des assurances maritimes, traduit par Victor Yseux, éd. 1898, n° 136.

nous, à la crainte qu'avaient les armateurs de se voir, à son défaut, obligés d'apporter, en cas de sinistre, la preuve de la valeur du navire assuré.

Crainte justifiée d'ailleurs ⁽¹⁸⁾. En effet si avant la création de la clause de valeur agréée, il était possible d'interpréter la simple signature de l'assureur comme une acceptation tacite de l'estimation donnée par l'assuré, il était devenu impossible de le faire depuis que la clause de valeur agréée était connue ⁽¹⁹⁾.

Les assurés ne pouvant donc se prévaloir, ni de la force obligatoire, attribuée autrefois aux estimations des magistrats, ni de la force attachée aux conventions, devaient donc apporter à l'assureur, auquel ils réclamaient une indemnité, les preuves que celui-ci était en droit d'exiger.

On comprend, dans ces conditions, que les assurés aient cherché à obtenir une garantie plus sûre, en insérant dans chaque contrat la clause de valeur agréée ; clause à laquelle ils ont, par une mesure de précaution d'ailleurs bien inutile, comme nous le verrons ⁽²⁰⁾, cru devoir adjoindre les anciennes formules « vaille que vaille », « fasse ou ne fasse pas », etc...

(18) Voir numéro 72.

(19) Voir numéro 72.

(20) Voir numéro 103.



SECTION II

Historique de la clause de valeur agréée dans l'assurance sur facultés

68. — La clause de valeur agréée dans l'assurance sur facultés ne semble pas avoir suivi le même développement, que dans l'assurance sur corps.

Il est probable que les clauses « vaille que vaille » et « fasse ou ne fasse pas », qui étaient utilisées autrefois par les assurés pour réaliser des « assurances paris », et que nous avons vues interdites par les ordonnances de Barcelone, s'appliquaient aussi bien aux marchandises qu'aux navires eux-mêmes.

Mais ces mêmes ordonnances qui ont pour but de faire respecter le principe indemnitaire et qui exigent, dans cette intention, l'évaluation des navires dans la police, restent muettes sur la question de l'assurance des marchandises. Et l'ordonnance publiée à Barcelone en 1484 semble bien établir à ce sujet une différence précise entre les deux sortes d'assurance. Il y est dit, en effet, que les assurés « doivent dans les contrats désigner clairement et distinctement, autant que possible, les choses qu'ils font assurer, c'est-à-dire le poids, le nom ; les coûts et la valeur ; et si c'est un navire, l'estimation qu'on en a faite, ainsi qu'il a été dit » (21). Ainsi l'estimation du risque ne

(21) Ordonnance sur les assurances de 1484, chapitre IX. Pardessus. Les lois maritimes, t. V.

doit nécessairement être faite par les prud'hommes et être portée dans la police que s'il s'agit d'un navire. La distinction était de même faite dans le Consulat de la mer et dans l'ordonnance d'Anvers.

Plus tard, quand le caractère obligatoire de l'évaluation en matière d'assurance sur corps eut disparu, pour faire place à une évaluation conventionnelle, l'usage ne s'établit pas immédiatement de mentionner dans la police l'énonciation des marchandises. Valin le constate et l'explique en disant que l'on s'abstient d'insérer les évaluations, dans le contrat, « soit pour éviter les surprises, soit parce que la valeur courante des marchandises est plus connue en général » ⁽²²⁾.

Pothier déclare lui aussi, à plusieurs reprises, que l'on pratique rarement, au moment où il écrit son traité, l'estimation des marchandises dans la police ⁽²³⁾.

Cependant déjà Emerigon nous cite un cas de valeur agréée, dans son ouvrage : « La barque « la Victoire » avait pris un vaisseau anglais. Le sieur Bourguignon aîné, armateur de cette barque, fit faire des assurances sur les facultés de ladite prise anglaise. Ces facultés furent assurées à une somme déterminée pour tenir lieu de capital en tous temps et en tous lieux du consentement des parties » ⁽²⁴⁾. Une sentence de l'Amirauté, rendue en 1764, déclara ce pacte « irréfutable ».

(22) Valin, *ibid.* Commentaire sous l'art. 64.

(23) Pothier. Traité du contrat d'assurance, éd. 1810, n° 112 et 151.

(24) Emerigon, *ibid.*, § 5.

La clause de valeur agréée, qui avait été créée dans l'assurance sur corps, pour les motifs que nous avons vus, offrait aussi en effet aux assurés, en ce qui concerne les facultés, des avantages appréciables.

L'origine de son emploi dans l'assurance sur facultés serait d'après certains auteurs, notamment Straccha et R. Stevens, dans la nécessité de convenir, dans la police d'assurance, de la valeur devant être attribuée à certaines marchandises, par exemple les denrées agricoles, dont il était difficile d'établir le prix coûtant, parce que l'assuré ne les avait pas achetées ⁽²⁵⁾.

Mais son développement, dans l'assurance sur facultés, est surtout dû au fait qu'elle constituait pour l'assuré un moyen commode d'éviter les justifications de valeur qu'il devrait fournir à l'assureur, et de tourner la prohibition de l'assurance profit espéré. On tolérerait en effet, bien qu'une loi formelle ait interdit d'assurer le profit espéré, que les assurés comprennent dans leur estimation un profit « raisonnable », et, à moins que l'excès ne soit trop important, on n'annulait pas le contrat ⁽²⁶⁾.

L'usage qui s'était généralisé a persisté, bien que sa cause essentielle, la prohibition de l'assurance du profit espéré, ait disparu avec la loi de 1885.

Bien que l'assurance en valeur agréée des marchandises présente souvent pour l'assureur, en raison des conditions dans lesquelles elle est contractée, de graves dangers, dangers contre lesquels il a été obligé

(25) Frémery. Etude de droit commercial, éd. 1833, p. 291.

(26) Voir Frémery, *ibid.*

de chercher protection ⁽²⁷⁾ ; elle est le plus souvent imposée à l'assureur qui doit l'accepter sous la poussée de la concurrence.

« La pratique, dit M. de Courcy, impose ses estimations sans contrôle, vaille plus ou vaille moins, sans qu'il soit besoin de justification de valeur. Il y a un luxe, une émulation de formules, de la part du rédacteur, pour bien expliquer qu'on entend échapper à toute justification. Si vous opposez des résistances incommodes on ira frapper à d'autres portes, il s'en trouvera d'ouvertes. Il s'en trouve en effet, et les assureurs circonspects qui voudraient résister sont entraînés à regret, sous peine de chômer » ⁽²⁸⁾.

(27) Voir numéro 109.

(28) De Courcy. Questions de droit maritime, t. II, éd. 1879, pp. 311 et suivantes.

CHAPITRE II

CONDITIONS DE FORME

La clause de valeur agréée a donné lieu dans les assurances maritimes à des formules variées, mais exprimant toutes, cependant, le désir manifesté par les parties de considérer la somme énoncée au contrat comme la base du règlement devant intervenir, en cas de sinistre.

Après avoir cité quelques-unes de ces formules, nous chercherons, comme nous l'avons fait pour les assurances terrestres, si la clause de valeur agréée est nécessairement expresse, et si les assurances maritimes ne se prêtent pas à une possibilité d'agrément tacite de l'évaluation. Enfin, nous examinerons les conditions, dans lesquelles, peut s'exercer le contrôle de l'assureur, tant dans l'assurance sur « corps » que dans l'assurance sur « facultés ».



SECTION I

Rédaction de la clause

69. — Citons d'abord, tel que nous le rapporte Emerigon, le texte d'une clause de valeur agréée,

qui, d'après lui, était extrêmement employée de son temps : « Les assurés sont dispensés de produire aucune sorte de pièces pour ce qui est du coût de la totalité du corps, armement, et entière mise hors du vaisseau, attendu l'évaluation qui en a été faite, d'un commun accord entre les parties, de gré à gré, prêt à la voile, à la somme de... (tant) pour tenir lieu de capital, en tous temps et tous lieux, sans être tenu à aucun rapport de fret » ⁽¹⁾.

Dans d'autres polices, l'estimation des risques, fournie par l'assuré, était simplement déclarée « agréable » par l'assureur. Ou bien encore la somme, fixée au contrat, était stipulée être fixée « de gré à gré », « vaille que vaille ».

Plus tard la formule fut complétée, et les assurés, toujours soucieux d'obtenir une garantie plus entière et plus efficace, accumulèrent tous les termes, dont un seul suffisait jusque-là pour réaliser la valeur agréée. On avait alors coutume de stipuler, par exemple, dans la police, que « l'évaluation étant convenue de gré à gré, vaille ou non vaille, pour tenir lieu de capital en tous temps et en tous lieux, du consentement des parties ».

La police française du 1^{er} novembre 1928, d'assurance maritime sur corps de navire, s'inspire de la formule que nous venons de rapporter ; elle est ainsi rédigée : « le soussigné assure à... demeurant à... agissant pour le compte de... la somme de... portant sur les corps, quille, agrès, apparaux, victuailles et toutes

(1) Emerigon. Traité des assurances, t. I, chapitre IX, section V, § 5.

dépendances du navire... nommé... capitaine... estimé de gré à gré... à... qu'ils vaillent plus ou moins, pendant la durée des risques, les parties renonçant réciproquement à une autre estimation » (2).

Il n'y aurait pas besoin en réalité pour obtenir l'agrément de l'assureur de ce « luxe », de cette « émulation » de formules ; il suffirait simplement que les parties déclarent, dans la police, que l'évaluation, qui s'y trouve inscrite, a été établie conventionnellement et qu'elles entendent en faire la base du règlement d'indemnité, en cas de sinistre.

★★

70. — Cette accumulation de formules a d'ailleurs plutôt nui, que profité aux assurés ; car dans le louable désir d'attribuer, à chacune de celles-ci, un effet particulier, on est arrivé à fractionner leur utilité. Ainsi, par exemple, certains auteurs ont-ils estimé que la clause « vaille que vaille » devait avoir, en dehors du résultat propre à la clause de « valeur agréée », un effet supplémentaire qui venait s'ajouter à celui déjà obtenu par cette dernière clause. Nous reviendrons sur ce point, et nous aurons l'occasion de dire, qu'une fois une estimation agréée, qu'on y ait ajouté les mots « vaille que vaille », ou qu'on les ait

(2) Comparer avec la police d'assurance anglaise dans laquelle la clause de valeur agréée, appelée « valuation clause » est conçue en ces termes : « le dit navire... et les dites marchandises, pour ce qui concerne l'assuré, (ou, en ce qui concerne l'intérêt qu'y a l'assuré), et par convention entre l'assuré et les assureurs, liés par cette police, sont, et demeurent évalués à... ».

oubliés, les conséquences de la clause de valeur agréée doivent être identiques ⁽³⁾.

Le résultat de telles interprétations pourrait être d'autant plus grave qu'il règne dans la dénomination de la clause de valeur agréée une grande confusion. Certains auteurs, désirant la désigner, parlent de clause « vaille que vaille » ⁽⁴⁾. D'autres, au contraire, se refusant à faire aucune assimilation entre tous ces termes différents, pensent que la clause « estimé de gré à gré » ne doit pas avoir le même effet que la clause de « valeur agréée », sous prétexte que la première « imprimée même autrefois dans les anciennes polices de Bordeaux, est devenue purement de style ; qu'il est fort douteux par conséquent que l'assureur, en la signant, lui attribue un sens aussi large et des effets aussi étendus », que la seconde ⁽⁵⁾. Nous croyons que discuter ainsi les termes d'un contrat, c'est s'attacher à un bien étroit formalisme.

Pour nous il n'est pas nécessaire, pour que la clause de valeur agréée soit valable, qu'elle soit manuscrite ou rédigée en termes consacrés. Elle ne devient pas forcément de style parce qu'elle est d'un usage courant. Quand un assureur signe une police, dans laquelle, la valeur du risque a été déterminée de gré à gré, il s'engage à suivre cette évaluation, car celle-ci n'est plus l'œuvre unique de l'assuré, mais

(3) Voir numéro 103.

(4) Desjardins. *Traité de droit commercial maritime*, éd. 1887, t. VI, n° 1445.

(5) Lemonnier. *Commentaire des principales polices d'assurances maritimes usitées en France*, éd. 1843, t. I, p. 143, n° 135.

une évaluation conventionnelle. Qu'importe après cela que l'assureur ait mentionné dans le contrat le mot « valeur agréée » ou non, la seule chose qui soit indispensable: c'est que la valeur assurable fasse l'objet d'un accord des parties, et que cet accord soit manifesté dans la police. Nous estimons à cet égard que les mots valeur déterminée de gré à gré, par exemple, seraient suffisamment explicites pour établir la convention.

Il serait donc désirable, à notre avis, de chercher à simplifier la rédaction de la clause de valeur agréée et de supprimer cette accumulation, nuisible, de termes inutiles (6).



SECTION II

Caractère exprès de la clause de valeur agréée

71. — La manifestation de volonté des parties, réalisant la valeur agréée, doit-elle être expresse, ou bien résulte-t-elle simplement de la signature, par l'assureur, de la police dans laquelle est inscrite cette estimation ?

Dans les assurances maritimes la question se pose dans les mêmes termes que dans les assurances terrestres. Mais alors que, dans la garantie des risques terrestres, nous l'avons vu, elle ne peut pas actuelle-

(6) Remarquons d'ailleurs que la formule actuelle de la police française a déjà fait un grand pas dans ce sens.

ment faire de difficultés, en raison des clauses, incluses dans la police d'assurance, qui dénie aux estimations unilatérales toute force probante ⁽⁷⁾, la question est plus délicate, en ce qui concerne les assurances maritimes, où il n'existe pas de telles stipulations.

Nous nous heurtons aussi, dans les assurances maritimes, à une autre difficulté, c'est l'opinion d'anciens auteurs : opinion encore partagée, d'ailleurs, par certains théoriciens modernes, et d'après laquelle, l'évaluation contenue dans la police, par le seul fait que l'assureur signe cette dernière, deviendrait obligatoire pour les parties, ou aboutirait tout au moins à un renversement de la charge de la preuve.

Ainsi Emerigon nous déclare-t-il que « l'estimation contenue dans la police est présumée juste » et qu'elle « forme le titre de l'assuré et sert de fondement à sa demande » ⁽⁸⁾ ⁽⁹⁾.

Comment les auteurs contemporains d'Emerigon, pouvaient-ils alors concevoir à côté de cette simple estimation, qui avait déjà pour effet de dispenser l'assuré de toute preuve de valeur, l'existence d'une clause de valeur agréée ? C'est que, dans leur esprit, les deux formes d'assurances ne se confondaient pas. A chacune d'elles, correspondaient des effets spéciaux. Ils pensaient, à cette époque, que le pacte de « renonciation à toute autre estimation que celle con-

(7) Voir les articles des conditions générales de diverses polices citées numéro 12.

(8) Emerigon. Traité des assurances, t. I, chap. IX, section V.

(9) Voir aussi Valin. Commentaire sur l'ordonnance de la marine de 1681, t. II, titre VI. Commentaire sous l'art. 8. Pothier. Traité du contrat d'assurance, éd. 1810, n° 159.

tenue dans la police » avait effectivement, pour résultat, de rendre inattaquable ladite évaluation. Le système qu'ils avaient ainsi conçu, n'avait rien d'illogique, et la clause de valeur agréée, ayant des effets plus importants que la simple évaluation, n'était donc pas inutile.

La simple évaluation, d'ailleurs, tenait ses effets, tout comme le pacte de renonciation à une autre estimation, de la convention. Il suffit, pour nous en convaincre, de voir qu'Emerigon, comme beaucoup d'autres auteurs de son époque, fonde son action sur la maxime bien connue « *stante conventionali taxa, fundata est intentio actoris* ». Pour eux donc, la simple estimation, et la stipulation contenant renonciation à attaquer cette estimation, tiennent toutes deux leurs effets de la convention ; mais ce qui les différencie l'une de l'autre, c'est que les parties, elles-mêmes, ont entendu donner, à chacune d'elles, un sens spécial et une portée particulière.

Cette opinion a été soutenue en France au milieu du xix^e siècle par Lemonnier ⁽¹⁰⁾. Mais les auteurs de la fin du xix^e siècle et les auteurs modernes, qui sont demeurés partisans des effets de la simple évaluation, ont été dans l'obligation, devant la consécration du principe indemnitaire par la jurisprudence, d'abandonner la distinction entre simple estimation et valeur agréée, cette dernière ne pouvant plus avoir, elle aussi, d'autre effet que le renversement de la preuve.

« On est aujourd'hui à peu près d'accord, nous dit

(10) Lemonnier. Commentaire des principales polices d'assurance maritime, usitées en France, éd. 1843, t. I, n^o 131, n^o 133.

Laurin, pour admettre que les mots valeur agréée n'ont pas une autre portée que l'estimation elle-même, qu'ils valent estimation et qu'ils ne sauraient dès lors faire obstacle à l'admissibilité de la preuve contraire réclamée par les assureurs » ⁽¹¹⁾.

M. Danjon soutient, lui aussi, cette opinion : « Il est utile, déclare-t-il, d'indiquer dans la police, l'évaluation des choses assurées. Cette indication a l'avantage de dispenser l'assuré, en cas de sinistre, de faire la preuve des choses mises en risques, et de donner ainsi d'avance une base au règlement de l'indemnité ». Et il ajoute que ceux qui pensent, que pour produire cet effet, l'estimation doit être agréée par l'assureur, « ont perdu de vue que l'assureur accepte toujours et agréé, au moins provisoirement, l'évaluation, par cela même, qu'il signe la police dans laquelle elle figure » ⁽¹²⁾.

A l'appui de la thèse qu'il défend, Danjon cite, à tort, selon nous, deux passages de l'ouvrage de M. Ripert ⁽¹³⁾.

Dans le premier de ces passages, l'auteur déclare que les polices se divisent en polices évaluées et en polices ouvertes, et il ajoute : « L'évaluation elle-même peut avoir une portée différente. Elle peut consister en une simple déclaration de valeur, qui n'em-

(11) Cresp. éd. Laurin. *Cour de droit maritime*, par E. Cresp, édité et annoté par Laurin, éd. 1882, t. III, p. 381, note 124. Voir aussi Smeester. *Droit maritime et droit fluvial*, t. II, p. 854. Wahl. *Précis théorique et pratique de droit maritime*, éd. 1924, n° 845. Desjardins. *Traité de droit commercial maritime*, éd. 1887, t. VI, nos 1441 ter et 1445. E. Cauvet. *Traité des assurances maritimes*, éd. 1879, t. I, n° 385.

(12) Danjon. *Traité de droit maritime*, éd. 1929, t. IV, p. 627.

(13) Ripert. *Droit maritime*, nos 2442 et 2545.

pêche pas les contestations futures sur la valeur exacte des objets assurés. Ou bien il peut y avoir valeur agréée, et alors se forme un accord des parties sur la valeur des objets, accord souvent renforcé par les clauses « vaille que vaille » ou « vaille plus ou moins »... ».

Quant au second passage cité par Danjon, il est relatif non pas à l'évaluation unilatérale, « simple déclaration de valeur », mais à l'estimation faite de gré à gré, « formant un accord des parties ». Il suffit, pour s'en convaincre, de constater que le passage en question se trouve développé sous la rubrique « Valeur agréée ; Force de la convention des parties ».

Il semble donc bien que, contrairement à ce qui a été prétendu, M. Ripert, loin d'être favorable à l'opinion que nous combattons, ne soit pas disposé à admettre la confusion entre la simple évaluation et la valeur agréée.



72. — Cette interprétation de l'évaluation unilatérale, qui tend à la transformer en convention, est, pour nous, tout aussi inadmissible dans les assurances maritimes que dans les assurances terrestres.

Remarquons d'abord que si l'on admettait cette interprétation le maintien de la clause de valeur agréée dans la police ne s'expliquerait plus, puisqu'elle n'aurait plus, en effet, aucun autre résultat que celui de la simple évaluation ; malgré le désir que manifestent toujours les assurés de faire inclure dans le con-

trat toutes les clauses paraissant devoir leur accorder une garantie plus complète ; malgré l'influence néfaste de la concurrence, on ne comprendrait pas que, devant la nécessité de simplifier la rédaction de la police, affirmée à plusieurs reprises par les assureurs, ceux-ci n'aient pas encore obtenu la suppression de la clause de valeur agréée.

Si l'on admettait l'hypothèse que nous combattons, son existence en effet serait non seulement inutile, mais encore nuisible, car elle pourrait prêter à équivoque, et l'on pourrait être tenté, pour éviter de la considérer comme totalement inefficace, d'en revenir à une interprétation, analogue à celle des premiers auteurs. Et même en admettant, ce qui est d'ailleurs fort probable, que la jurisprudence demeure ferme et ne se laisse pas aller à admettre une atteinte au principe indemnitaire, les illusions qu'aurait créées, dans l'esprit des assurés, cette clause inutile, aboutiraient nécessairement à des déceptions, et à un mécontentement, nuisibles au bon renom de l'assurance.

Il y a donc lieu, déjà pour ces motifs, de penser que la clause de valeur agréée n'est pas simplement une clause de style, mais que son maintien correspond à un besoin, son existence à une réalité.

Mais, d'autre part, l'interprétation d'intention, grâce à laquelle, on voudrait aboutir à ce résultat, est absolument arbitraire.

Elle aurait pu être admissible avant que la clause de valeur agréée ait été connue, et réalisée dans les polices. Rien alors à cette époque ne pouvait faire préjuger des intentions de l'assureur ; et si l'on ne

pouvait affirmer, qu'en signant la police, il entendait accepter, comme valeur réelle, la valeur indiquée dans le contrat par l'assuré, rien non plus ne pouvait établir irréfutablement la proposition inverse. Tandis qu'actuellement il n'en est plus de même ; l'assureur et l'assuré, ayant la possibilité de se mettre d'accord sur la valeur assurable, grâce à la clause, spécialement établie à cet effet, il est tout naturel de penser que si cette clause n'est pas insérée dans la police : c'est que l'accord dont il s'agit n'a pas été réalisé, que l'échange de volonté, nécessaire pour le créer, n'a pas eu lieu. Et, comme il semble impossible d'attribuer son absence à une négligence ou à un oubli : on doit, en conséquence, décider qu'une évaluation, non expressément agréée, ne lie l'assureur que dans la mesure où l'assuré apportera la justification de ses prétentions, et qu'elle ne peut avoir pour effet de dispenser ce dernier de la preuve de la valeur des choses assurées.

Cette solution, qui a été défendue par la plupart des auteurs ⁽¹⁴⁾, doit être admise encore parce qu'il n'y a aucune raison de faire, à ce sujet, une distinction entre les assurances maritimes et les assurances terrestres.

On objecterait vainement, en effet, pour justifier, une soi-disant différence, qu'il n'y a pas dans la police d'assurance maritime de clauses analogues à celles qu'on a coutume d'insérer dans les conditions

(14) J. V. Cauvet. Traité sur les assurances maritimes, éd. 1862, t. I, n° 209. Droz. Traité des assurances maritimes, éd. 1881, t. I, § 317. Boistel. Précis de droit commercial, éd. 1884, n° 1336. Ripert. L'assurance maritime, éd. 1930, t. III, n°s 2442, 2545.

générales des polices d'assurance terrestre ; clauses dans lesquelles, l'assureur spécifie que les évaluations contenues dans la police sont uniquement l'œuvre de l'assuré. Ces clauses, nous l'avons vu dans la première partie de cette étude, n'ont été stipulées par les assureurs, que dans le but de rendre impossibles les litiges, que pourrait éventuellement soulever la mauvaise foi des assurés ; elles n'ont fait que rendre incontestable, une solution reconnue unanimement maintenant par la doctrine et la jurisprudence. En l'absence de ces clauses, la nécessité d'appliquer le principe indemnitaire, aurait certainement réussi à triompher des anciennes erreurs et à faire admettre le même résultat ⁽¹⁵⁾.

Mais pourquoi, dira-t-on, les assureurs maritimes n'ont-ils pas eu la prudence de leurs confrères terrestres ? Pourquoi n'ont-ils pas éprouvé le besoin de se prémunir contre les dangers des interprétations arbitraires ?

La réponse est extrêmement simple. C'est que, tandis que dans les assurances terrestres, les polices conclues en valeur déclarée constituent la grosse majorité, au contraire, dans les assurances maritimes elles sont actuellement bien peu fréquentes. Les assurances sur corps sont toujours réalisées en valeur agréée. Quant aux assurances sur facultés, elles sont aussi le plus souvent réalisées dans les mêmes conditions ; et quand elles ne sont pas agréées, elles sont faites sous forme de polices flottantes, sans aucune indication ni évaluation des marchandises dans la

(15) Voir numéro 11.

police. Les assureurs maritimes n'ont donc pas eu beaucoup à souffrir des fausses interprétations, auxquelles avait donné lieu l'assurance terrestre en valeur déclarée, et à se protéger contre elles.

A l'encontre de la similitude que nous voulons établir, à cet égard, entre les assurances terrestres et l'assurance maritime, on pourrait objecter encore, qu'en ce qui concerne cette dernière, l'article 336 du Code de Commerce ne permet à l'assureur de demander une « vérification et estimation » des objets assurés qu'en cas de fraude dans l'estimation, et semble, ainsi consacrer l'autorité de la simple évaluation contenue dans la police.

Cette objection serait, elle aussi, sans valeur, car les articles 357 et 358, qui indiquent la manière de procéder pour les règlements d'indemnité, sanctionnent le principe indemnitaire ; et l'article 358 spécifie notamment que le contrat d'assurance, en l'absence de dol ou de fraude, n'est valable que jusqu'à concurrence des effets chargés ⁽¹⁶⁾.

★★

73. — Remarquons, pour terminer, que la distinction, que nous entendons faire entre la valeur agréée et la simple estimation, n'a pas uniquement qu'un intérêt théorique.

Nous venons de dire, quelques lignes plus haut, que l'assurance en valeur déclarée était dans les as-

(16) Ce texte est aussi applicable à l'assurance sur corps. Aix, 26 décembre 1876, D. 78. 5. 65.

surances maritimes extrêmement rare. Il ne s'ensuit pas qu'elle soit inexistante. Et en outre il n'est pas absolument certain que la valeur agréée sera toujours employée dans les assurances maritimes, du moins en ce qui concerne l'assurance sur facultés, d'une façon aussi complète.

Nous aurons l'occasion de voir plus loin, en effet, que l'assureur agréé souvent une évaluation, portant sur des marchandises, bien qu'il lui soit impossible de la vérifier. Il le fait à contre-cœur, sous l'emprise de la concurrence. Mais ce regrettable état de fait ne subsistera peut-être pas toujours ; et à partir du moment, où l'assureur aura pris la sage décision de refuser d'agréer les évaluations qu'il lui est impossible de contrôler, la distinction que nous avons faite prendra toute sa valeur.

★★

SECTION III

Contrôle de l'évaluation

74. — L'assureur, avant d'agréer une évaluation, doit vérifier le risque qu'on lui propose d'assurer et doit se rendre compte, par un procédé quelconque, que la valeur déclarée par l'assuré correspond bien à la valeur réelle.

Nous avons vu que ce contrôle, qui était réalisé dans l'assurance terrestre par l'expertise, n'était pas nécessaire à la conclusion du contrat, ne participait

pas à la nature de la convention ; mais qu'il s'imposait cependant à l'assureur soucieux de ses intérêts ⁽¹⁷⁾.

Le contrôle, en ce qui concerne les assurances maritimes, se révèle tout aussi important pour l'assureur ; mais la possibilité qu'il a de le réaliser, est totalement différente selon que l'on envisage l'assurance sur corps ou l'assurance sur facultés.

★★

75. — Si la conclusion d'un contrat d'assurance, relatif à un navire, devait donner lieu à une expertise, il est probable que celui-ci ne pourrait jamais être réalisé en valeur agréée.

En effet, les navires ne séjournent habituellement que peu de temps dans le port où ils passent. Ils doivent, dès leur chargement effectué, repartir pour de nouveaux voyages. Toute perte de temps constitue pour eux un chômage du capital, entraînant des pertes considérables.

D'autre part, une expertise, pour être complète (et elle doit être obligatoirement complète), nécessite une visite attentive du navire, une recherche minutieuse de tous les éléments propres à influencer sur sa valeur. Or, une telle expertise serait incompatible avec la rapidité qu'exige la réalisation de la police.

En second lieu un navire représente un capital considérable. La moindre erreur d'appréciation, de la

(17) Voir numéro 9.

part des experts, pourra correspondre, pour l'assureur, à une perte très importante.

Il est donc nécessaire que l'expert réussisse, non seulement à connaître la valeur apparente du bateau, de la machinerie, ce qui est relativement facile, mais leur réelle valeur ; c'est-à-dire, qu'il devra nécessairement être au courant de la valeur de construction du navire, des voyages qu'il a faits, des itinéraires parcourus, des avaries qu'il a subies, des réparations qui ont été effectuées, des modifications qui lui ont été apportées depuis sa construction, etc... Ces éléments d'appréciation nécessitent donc une enquête ; enquête dans laquelle, à défaut d'autres éléments plus concluants, les déclarations de l'assuré joueraient un très grand rôle. C'est ce que les assureurs ont particulièrement à redouter, en matière d'assurance en valeur agréée.

Les assureurs ont donc compris qu'il était impossible, pour toutes ces raisons, de recourir à l'expertise et que, pour réaliser l'assurance du navire en valeur agréée, il était nécessaire de trouver un autre procédé de contrôle.

Pour pallier à tous ces inconvénients, ceux-ci ont recours, pour l'évaluation du navire, depuis longtemps déjà, à des sortes de bureaux de renseignements, appelés Sociétés de classification. Ces sociétés de classification, qui ne sont d'ailleurs qu'officieuses, ont pris un développement si considérable, que leurs décisions s'imposent actuellement partout, aux constructeurs, armateurs et assureurs ⁽¹⁸⁾.

(18) Les deux plus importantes Sociétés de Classification sont le « Lloyd's register » et le bureau « Véritas ».

Le rôle des sociétés de classification commence à la naissance du navire. Elles surveillent d'abord sa construction en envoyant des représentants visiter les chantiers. Puis cette surveillance se poursuit pendant toute la durée de l'existence du navire ; elle s'exerce au cours de visites périodiques, à la suite desquelles il est délivré, si aucun vice n'est constaté, si son fonctionnement est normal, un certificat de navigabilité.

Tous ces renseignements, qui sont ainsi recueillis par les sociétés de classification, leur permettent de classer le navire, d'après son mode de construction, son âge, etc..., dans une catégorie déterminée et de lui délivrer une cote (character). La cote est une marque spéciale, incompréhensible au profane, mais qui permet aux initiés, à l'assureur notamment, de connaître très exactement la valeur d'un navire, à un moment donné.

Ajoutons encore que les Sociétés de classification signent un contrat avec les assureurs : contrat dans lequel elles s'engagent à surveiller périodiquement le navire, et à leur fournir des renseignements exacts ⁽¹⁹⁾.

Le navire fût-il en train de naviguer sur les mers les plus lointaines, l'assureur peut donc, sans sortir de son bureau, connaître, en consultant les registres de classification, son ancienneté, le lieu et la nature de la construction, ses dimensions, son tonnage, les

(19) Les sociétés de classification ont toujours soin, cependant de spécifier qu'elles sont irresponsables des conséquences que pourraient entraîner, pour leurs clients, leurs erreurs ou omissions.

avaries qu'il a subies, les réparations effectuées, le nom du constructeur, le nom du propriétaire. Il peut ainsi, se faire, facilement et rapidement, une idée très exacte et très précise sur l'importance du risque qui lui est proposé.

Aussi est-ce en parfaite connaissance de cause qu'il signe le contrat d'assurance sur corps.



76. — L'assurance en valeur agréée, sur facultés, est loin de présenter pour l'assureur les mêmes facilités de contrôle et les mêmes garanties que l'assurance sur corps.

Déjà le Guidon de la mer avait signalé autrefois cette difficulté : « L'assureur en tout se confie en la prud'hommie de son assuré, disait-il, car nonobstant que le marchand chargeur expose sur sa police les pactions et conditions sous lesquelles il entend se faire assurer, toutefois l'assureur, lorsqu'il signe la somme, n'entre en conférence verbale avec l'assuré ; il lit seulement ce qui est écrit au-dessous du style d'icelle police, sans voir la sorte, la quantité, ny qualité des marchandises, suivant en cela la relation, prud'hommie et fidélité de son marchand chargeur, présupposant qu'il soit loyal en sa trafique... » ⁽²⁰⁾.

Ce qui était vrai, du temps où l'auteur du Guidon de la mer écrivait ce passage, l'est encore plus de

(20) Guidon de la mer, chapitre II, article XV. Pardessus. Les lois maritimes, t. II.

nos jours. Les conditions de la vie actuelle, nécessitent une très grande rapidité dans les transactions commerciales. Il arrive souvent qu'un assureur doive accepter de dix à vingt contrats d'assurance en un quart d'heure⁽²¹⁾. D'autre part, les marchandises qu'on lui propose de garantir, se trouvent souvent, au moment de la signature du contrat, dans un port éloigné, où il lui est absolument impossible d'envoyer un agent les vérifier. D'autres fois, les marchandises, sans être éloignées, sont déjà embarquées, et se trouvent à fond de cale, dans un endroit pratiquement inaccessible. Le seul moyen de contrôle, restant possible dans ces conditions pour l'assureur, est de consulter les factures ou connaissements, que voudra bien lui présenter l'assuré. Mais ce moyen, comme bien on peut le penser, est extrêmement illusoire ; il prête à toutes sortes de dissimulations et de fraudes. Aussi peut-on dire que, pratiquement, l'assureur est dans l'obligation de s'en rapporter aux déclarations qui lui sont faites.

La situation des assureurs, qui agréent dans ces conditions une évaluation, serait donc tout à fait précaire, si ceux-ci n'avaient pris le soin de se prémunir contre les exagérations de la valeur assurée, en stipulant que, malgré toutes valeurs agréées, ils pourraient exiger des assurés la justification des valeurs assurées. Cette stipulation, que nous étudierons plus loin, a l'avantage de protéger les assureurs

(21) Morel. Manuel de l'assuré, p. 609.

contre les opérations frauduleuses, qui pourraient être tentées dans l'assurance sur facultés ; mais elle présente, selon nous, l'inconvénient de dénaturer la valeur agréée, et de lui retirer la plus grande partie de son intérêt ⁽²²⁾.

(22) Voir numéro 109.

CHAPITRE III

EFFETS DE LA CLAUSE DE VALEUR AGREEE AU POINT DE VUE DE L'INDEMNITE

77. — La clause de valeur agréée fait la loi des parties. Elle emprunte à leur commune volonté, qui a fait l'objet d'une déclaration expresse dans le contrat, la force qui la rend obligatoire pour les cocontractants.

Ainsi en ont décidé, depuis les anciens arrêts rapportés par Emerigon⁽¹⁾, de nombreuses autres décisions de jurisprudence⁽²⁾.

Mais ici comme dans les assurances terrestres, le principe indemnitaire domine toutes les autres considérations, et les conventions passées par les parties ne peuvent le mettre en échec.

Nous allons vérifier les deux propositions que nous venons d'énoncer, dans le développement qui va suivre ; et pour faciliter la comparaison entre les effets de la clause tant dans les assurances terrestres, que

(1) Voir numéro 67.

(2) Cour de Rennes, 17 août 1825, *Journal du Palais*, t. XXV, p. 313. Rouen, 2 juin 1870, D. 71. 2. 115., S. 70. 2. 270. Cassation, 20 février 1872, D. 72. 1. 250., S. 73. 1. 67., 12 juin 1876; D. 77. 1. 193., D. 77. 1. 170.

dans l'assurance maritime, nous avons adopté un plan identique à celui qui nous a servi dans la première partie de notre travail.

★★

SECTION I

La preuve que la valeur réelle est plus élevée que la valeur agréée, offerte par l'assuré, est inadmissible

78. — Le capital inscrit dans la police, qu'il représente la valeur agréée du risque, ou sa valeur d'après les seules déclarations de l'assuré, constitue la limite des engagements éventuels de l'assureur.

Cette proposition, admise par la jurisprudence⁽³⁾ et l'unanimité des auteurs⁽⁴⁾, ne souffre aucune difficulté ; et il semble bien que l'on ne puisse soutenir l'opinion contraire⁽⁵⁾.

Emerigon⁽⁶⁾ nous rapporte cependant une décision de justice dans laquelle les magistrats avaient adopté la thèse inverse ; voici dans quelles circonstances : Un navire, « La Fidèle Jeanne », ayant été estimé, en valeur agréée, à la somme de 30.000 livres, fut brûlé par les Anglais. « Les assureurs d'une

(3) Rennes, 17 août 1825. Rep. Prat., éd. 1851. Droit maritime, n° 1642. Le Havre, 27 novembre 1925. Le droit maritime français, 4. 21.

(4) Emerigon, t. I, chap. IX, section V, § 6. J. V. Cauvet, t. I, p. 211. Desjardins, t. VI, n° 1445. Ripert, III, p. 582.

(5) Voir numéros 21, 22, 23.

(6) Emerigon, t. I, chap. IX, section V, § 6.

seconde police qui renfermait la même estimation furent attaqués. Ils opposèrent que la première police remplissait l'intérêt assuré. On répliqua qu'il y avait eu erreur dans l'estimation... et que le navire valait 45.000 livres ; de quoi on rapportait la preuve ». Le Tribunal décida que l'assuré ne devait pas pouvoir arguer de sa propre erreur, « ...que la disposition de l'article 8 n'était qu'en faveur des assureurs, et nullement en faveur de l'assuré... » ; et il rejeta la demande de ce dernier.

Malgré l'évidente équité des motifs de cette sentence, celle-ci fut réformée par un arrêt, rendu le 26 juin 1753, le seul en ce sens ; arrêt dont Emerigon fait, ainsi, la critique : « L'assuré ayant dans la police estimé sa chose, n'est pas recevable à dire qu'elle valait davantage pour empêcher la ristourne des assurances subséquentes ». En effet : « Personne ne déprécie son propre bien : « *Nemo censetur factare suum* » ; et l'on ne présume pas que l'erreur se glisse dans la correspondance entre négociants toujours attentifs à veiller à leur intérêt ».

Les assureurs ont d'ailleurs pris soin, afin d'éviter d'inutiles contestations, de limiter par une disposition précise l'étendue de leurs engagements. Ainsi l'article 32 de la police d'assurance sur corps, déclare-t-il : « Dans tous les cas entraînant la responsabilité des assureurs, chacun d'eux n'est engagé qu'au prorata de la somme par lui souscrite, laquelle forme, pour chaque voyage, la limite de ses engagements ; il ne peut jamais être tenu de payer au

delà, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit » (7).

★★

79. — Une difficulté avait, cependant, été soulevée par les assurés, dans le cas particulier où la valeur agréée n'avait été indiquée dans la police qu'à titre provisoire.

L'éloignement des contractants, dans les transactions commerciales maritimes, oblige souvent les assurés à signer leur contrat avant de connaître, eux-mêmes, très exactement l'étendue du risque, que la Compagnie aura à couvrir effectivement. L'assuré n'indique alors dans la police qu'une valeur provisoire ; et il est, en général, stipulé qu'en cas de sinistre survenant avant régularisation, « la valeur sera formée d'après facture, augmentée de 10 % », cette dernière majoration représentant le bénéfice espéré.

L'assuré doit donc, dans cette hypothèse, fournir la justification de la valeur des marchandises chargées, et c'est sur le vu de cette dernière, que l'indemnité est réglée par l'assureur. Toutefois, les engagements de la Compagnie ne peuvent, en aucun cas, excéder la somme indiquée au contrat.

C'est, du moins, ainsi limitée, que les Compagnies entendaient accorder leur garantie. Cette interpréta-

(7) Voir, dans le paragraphe suivant, l'article 15 de la police d'assurance sur corps, contenant une disposition analogue.

tion, qui semble la seule plausible, n'avait cependant pas été admise par la Cour de Cassation.

Celle-ci, devant laquelle avait été, en effet, posé la question, confirma, le 28 juillet 1908⁽⁸⁾, un arrêt de la Cour d'appel de Douai, condamnant les assureurs à payer la totalité du chargement, et décidant que ceux-ci avaient pris en risque, en signant la clause ci-dessus rapportée, la valeur intégrale des marchandises chargées, même au cas où cette dernière serait supérieure à l'évaluation provisoire.

Cette décision, essentiellement critiquable, puisqu'elle aboutissait, à la faveur du caractère provisoire d'une évaluation, à méconnaître les principes les plus élémentaires du droit des assurances, obligea les Compagnies à modifier le texte des conditions générales de leurs polices d'assurance sur facultés.

L'article 15 de cette police est actuellement ainsi conçu : « Chaque assureur n'est engagé qu'au prorata de la somme par lui souscrite, laquelle forme la limite de ses engagements. Il ne peut jamais être tenu de payer au delà, alors même que la valeur agréée n'aurait été indiquée par l'assuré qu'à titre provisoire ». Il rend impossible, à cet égard, toute erreur d'interprétation.

Notons d'ailleurs que, comme l'ont fait remarquer MM. Ripert et Audouin⁽⁹⁾, cette stipulation ne lèse nullement les intérêts des assurés. Ces derniers, pour

(8) Cour de Cassation, 28 juillet 1908, S. 1909, 1. 68.

(9) Ripert et Audouin. Commentaire de la police française d'assurance sur facultés, N° 55. *Revue internationale de droit maritime*, t. 32.

être entièrement garantis, n'auront qu'à prévoir, dans leur évaluation provisoire, une marge suffisante pour compenser les écarts ou modifications de valeur prévisibles de leur chargement.

★★

80. — L'assuré ne peut donc, en aucun cas, revenir sur les évaluations, contenues et agréées dans la police. S'il s'est trompé, il doit subir les conséquences de son erreur ou de sa négligence.

Ce principe cependant comporte dans son application certains tempéraments. Il ne faut jamais oublier, en effet, que le contrat d'assurance est un contrat de bonne foi, et que l'on doit toujours s'efforcer de rechercher et d'observer la volonté des parties.

Lorsque, par exemple, l'erreur dont tente de se prévaloir l'assureur est commise, dans une énonciation surabondante, non essentielle à la conclusion du contrat, énonciation qui se trouve en contradiction absolue avec une autre mention de la police, et est, en quelque sorte, corrigée par cette dernière, on doit interpréter le texte, non pas strictement dans toute sa rigueur, mais conformément aux principes de l'équité et de la justice.

Ainsi en avait-il été décidé par la Cour de Cassation, dans un arrêt rendu le 3 août 1825⁽¹⁰⁾. L'espèce, dans laquelle les magistrats avaient à se pro-

(10) Cassation, rejet 3 août 1825. Rep. Prat., éd. 1851. Droit maritime n° 1643 en note.

noncer, était la suivante : des commerçants avaient fait assurer, pour une somme déterminée, la totalité d'un chargement effectué sur un navire ; mais le dit chargement avait été, suivant une énonciation de la police, divisé en séries, dont chacune était déclarée valoir 2.000 piastres, alors qu'elles en valaient en réalité 5.000 chacune.

Les assureurs, qui avaient prétendu faire état de la déclaration erronée de valeur des séries, furent condamnés, le sinistre étant arrivé, au paiement de l'intégralité de la somme assurée.

L'évidence même de l'erreur, et le fait qu'elle se trouvait rectifiée par l'évaluation globale des marchandises chargées, justifie entièrement cette décision. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que dans le cas que nous étudions, la prime payée par l'assuré avait été perçue, non pas sur la « somme », ou « l'addition » des prix des séries, ce qui aurait expliqué les prétentions des assureurs, mais sur l'évaluation globale des valeurs. Les principes, sur lesquels repose l'interdiction pour l'assuré de discuter l'estimation qu'il a donnée dans la police⁽¹¹⁾, n'ont donc été ici nullement atteints.

(11) Voir numéro 21.



SECTION II

**La preuve que la valeur réelle est plus élevée
que la valeur agréée, offerte par l'assureur,
pour réaliser l'application de la règle
proportionnelle, n'est pas admissible**

81. — La preuve tendant à établir que la valeur réelle de l'objet assuré est plus élevée, que la valeur agréée, preuve offerte par l'assureur, pour réaliser l'application de la règle proportionnelle, ou dans tout autre but, n'est pas admissible. La sous-évaluation profite donc à l'assuré, toutes les fois que le montant des engagements de l'assureur doit être déterminé d'après le dommage réel, qu'ont subi les choses soumises au risque.

Ce principe, que nous avons déjà étudié plus haut, dans les assurances terrestres⁽¹²⁾, soulève, en ce qui concerne les assurances maritimes, un certain nombre de questions particulières à cette branche d'assurance.

Nous chercherons d'abord si la non application de la Règle proportionnelle, dans les assurances maritimes, est le résultat du particularisme, tant de fois signalé, de cette partie du droit des assurances, ou si elle peut, au contraire, être considérée comme l'une des conséquences de la clause de valeur agréée. Nous examinerons ensuite, les précautions que les assu-

(12) Voir numéros 24 et suivants.

reurs ont été dans l'obligation de prendre, en ce qui concerne l'assurance des navires. Enfin nous nous efforcerons de faire ressortir le caractère particulier de la règle proportionnelle, qui, malgré la valeur agréée, s'applique à la contribution aux avaries communes.

★★

82. — La règle proportionnelle fait, dans les assurances terrestres, l'objet d'un article spécial dans les conditions générales des polices. Elle a été sanctionnée par l'article 31 de la loi du 13 juillet 1930 ⁽¹³⁾.

Dans les assurances maritimes, aucun article ⁽¹⁴⁾, aucune disposition législative, ne viennent établir une règle semblable. Aussi la plupart des auteurs ont-ils cru autrefois, que les risques maritimes ne comportaient pas l'application de la règle proportionnelle, cette dernière étant, d'après eux, une création propre aux risques terrestres, dont le champ d'action se limiterait strictement à ce domaine.

« ...L'évaluation convenue de gré à gré est présumée juste, déclare Cauvet. Cependant, elle peut n'être pas conforme à la véritable valeur, être moindre ou plus forte que celle-ci. Si elle peut être réduite dans ce dernier cas, elle ne peut être surélevée dans le premier ; d'où il peut résulter que si un navire est évalué 10.000 fr., lorsqu'il en vaut 20.000.

(13) Voir numéro 25.

(14) A l'exception des dispositions relatives à l'application de la règle proportionnelle dans les avaries communes, que nous étudierons plus loin.

l'assureur doit payer les frais de réparation pourvu qu'ils ne dépassent pas la somme assurée, comme il les aurait payés si le navire avait été évalué à sa véritable valeur. Cela n'est pas juste, ajoute-t-il, et il serait plus conforme aux véritables principes de l'assurance, de considérer l'assuré dans cette espèce, comme son propre assureur pour la moitié du navire, et par suite de mettre à sa charge la moitié des frais de réparation ».

M. Audouin, dans un article paru dans le *Bulletin des Assurances maritimes*, regrette, lui aussi, que la règle proportionnelle ne soit pas admise en matière d'assurance sur corps, et que les assureurs, plutôt que de l'adopter, aient cru devoir recourir, pour combattre la sous-élévation, à d'autres mesures de protection⁽¹⁵⁾, et cet auteur se trouve d'accord avec beaucoup d'autres⁽¹⁶⁾, dont certains déjà anciens⁽¹⁷⁾, pour prôner l'application de la règle proportionnelle dans les assurances maritimes et notamment dans les assurances sur corps de navires⁽¹⁸⁾.

★ ★

(15) *Bulletin des assurances maritimes*, nov.-déc. 1928. La police française d'assurance maritime sur corps de navire à vapeur, du 1^{er} nov. 1928.

(16) Danjon. *Traité de droit maritime*, éd. 1929, t. V, p. 134.

(17) Benecke. *Traité des principes d'indemnité en matière d'assurance maritime*.

(18) Voir aussi le projet de loi internationale, relative au commerce maritime, dans lequel il est dit que : « l'assureur et l'assuré doivent pouvoir, nonobstant toute stipulation contraire, établir que l'évaluation contractuelle de la chose assurée était supérieure, ou inférieure à sa valeur réelle ». *Rev. int. de droit maritime*, t. I, p. 667.

83. — Ce serait une erreur de penser que la règle proportionnelle n'existe pas, ou n'est pas admise, dans les assurances maritimes, et d'en souhaiter de plus fréquentes applications.

En réalité, si cette règle n'est pas mentionnée expressément dans le texte des polices, elle se trouve cependant réalisée, en ce qui concerne les assurances sur facultés. L'article 8 des conditions générales de la police, qui définit le « règlement par quotité », établit une manière de procéder qui a pour conséquence d'aboutir à la règle proportionnelle. L'article 8 déclare, en effet : « L'importance des avaries... est déterminée par comparaison entre la valeur qu'aurait eu la marchandise à l'état sain, au lieu de destination, et sa valeur en état d'avarie ; le taux de dépréciation, ainsi obtenu, devant être appliqué sur sa valeur d'assurance ».

Ainsi, étant donné, par exemple, une valeur d'assurance de 20. L'assuré demande la réparation de la dépréciation, qu'ont subie ses marchandises ; dépréciation qu'il estime à 10. Mais si, au port de destination, les marchandises valent 40, l'assureur établira l'importance des avaries, en comparant la valeur des marchandises avariées, qui sera alors de 40 moins 10 soit 30, à leur valeur à l'état sain, soit 40 ; et il appliquera une dépréciation de $\frac{1}{4}$ à la valeur d'assurance. L'assuré ne recevra donc, en réparation du dommage subi, que 5. Le résultat sera exactement le même pour lui, que si l'assureur lui avait déclaré, appliquant la règle proportionnelle : « Vous êtes resté votre propre assureur pour la

moitié du risque, vous supporterez donc la moitié du préjudice que vous dites avoir subi, et vous ne recevrez, en réparation, qu'une indemnité de 1/2 de 10, soit 5 ».

L'assurance maritime n'exclut donc pas, on le voit, la règle proportionnelle⁽¹⁹⁾. D'ailleurs, comme le fait remarquer Ripert : « L'application de la règle proportionnelle est admise par la jurisprudence dans toutes les assurances de choses. Notamment dans l'assurance incendie. Il n'y a aucune raison pour que cette règle ne s'applique pas dans les assurances maritimes⁽²⁰⁾ ». Mais, cela étant établi, pourquoi cette règle ne s'applique-t-elle pas aux assurances sur corps, et y a-t-il là, comme le prétendent certains auteurs, dont nous avons parlé plus haut, une « coutume injustifiée ? »



84. — La non application de la règle proportionnelle, dans l'assurance sur corps, est due uniquement à la présence continuelle de la clause de valeur agréée dans l'estimation des navires.

L'application de la règle suppose, en effet, qu'il existe pour les parties, et notamment pour l'assureur, deux valeurs : l'une, la valeur d'assurance portée au contrat, et l'autre la valeur réelle de l'ob-

(19) Pour établir cette proposition, on pourrait encore se prévaloir du fait que la règle proportionnelle s'applique aussi, dans les assurances maritimes, en ce qui concerne les avaries communes. Mais nous ne ferons pas état de cet argument, en raison du caractère très particulier que revêt cette règle dans le règlement des avaries communes. Voir numéro 90.

(20) Ripert. Droit maritime, éd. 1930, t. III, p. 587.

jet assuré ; la seconde de ces valeurs étant plus élevée que la première. Or, la clause de valeur agréée a précisément pour but, de faire coïncider ces deux valeurs, de les fondre en une seule : la valeur agréée, qui seule est valable aux yeux des parties.

La clause de valeur agréée supprime donc, de ce fait, toute possibilité d'application de la règle proportionnelle. D'une part, en effet, quand la coïncidence entre la valeur agréée et la valeur réelle est effectivement réalisée (ce qui se produira la plupart du temps), la règle n'a pas d'objet ; d'autre part, quand la coïncidence entre les deux valeurs n'est pas réalisée, l'assureur ne peut se prévaloir d'une valeur dont il s'est précisément obligé, par convention, à ne pas tenir compte⁽²¹⁾.

Peu importe que ce dernier éprouve une légère perte. Car cette perte ne porte, en somme, que sur les primes qu'il aurait dû encaisser. L'assuré, grâce à la valeur agréée, aura, en cas de fausse évaluation, payé moins cher son assurance ; mais il n'aura pas réalisé de gain à l'occasion du sinistre, car il ne recevra que ce qu'il a réellement perdu. Le principe indemnitaire n'est donc pas en jeu dans cette hypothèse.

Nous n'insisterons d'ailleurs pas, sur les effets qu'a la clause de valeur agréée sur l'application de la règle proportionnelle ; effets que nous avons déjà eu l'occasion de décrire⁽²²⁾. Mais, on pourrait se

(21) Jugement du Tribunal de Nantes, 11 août 1921, *Journal de Nantes*, 21. 1. 244. Cour d'appel de Bordeaux, 13 mars 1922. *Rev. int. du droit maritime*, t. 34, p. 605. Rennes, 27 juin 1923.

(22) Voir numéros 24 et suivants.

demander pourquoi ceux-ci ne se produisent pas quand la valeur agréée porte sur l'assurance des marchandises ?

L'application de la règle proportionnelle, qui est réalisée dans l'assurance sur facultés, par le « règlement par quotité », n'est que l'une des conséquences du caractère particulier de la clause de valeur agréée, dans l'assurance des marchandises.

Nous avons déjà vu plus haut que cette dernière soulevait de grosses difficultés ; que le contrôle, que devait effectuer l'assureur était pratiquement impossible⁽²³⁾ ; et que cette impossibilité de vérifier la valeur réelle du risque, l'obligeait à se prémunir contre les exagérations de valeur, au moyen d'une clause spéciale⁽²⁴⁾. Le résultat de cette clause est de rendre, en grande partie, inutile l'agrément de valeur fait pas l'assureur et de transformer quant aux effets, l'assurance en valeur agréée, ainsi réalisée, en une sorte d'assurance en valeur déclarée.

Nous ne pouvons donc nous étonner de voir que tout comme cette dernière, l'assurance sur facultés conclue en valeur agréée, comporte l'application de la règle proportionnelle.

★★

85. — La non application de la règle proportionnelle dans l'assurance sur corps, est, en tant que conséquence de la clause de valeur agréée, tout à

(23) Voir numéro 76.

(24) Voir numéro 109.

fait normale ; et il ne faut pas souhaiter, avec les auteurs que nous avons précédemment cités, que les principes changent à cet égard.

Il n'en est pas moins vrai, cependant, que la position des assureurs est rendue, de ce fait, périlleuse ; ceux-ci ne peuvent que difficilement lutter contre la sous-élévation. Aussi ont-ils dû se prémunir contre elle, au moyen d'une stipulation spéciale. Cette stipulation, que nous allons rapporter, se trouve incluse dans l'article 9 de la police française d'assurance maritime, qui décrit le moyen de procéder, pour déterminer la valeur d'assurance. Cet article est actuellement ainsi rédigé : « La valeur du navire, sans qu'elle puisse être inférieure aux évaluations fixées par les accords en vigueur de l'Union des Syndicats, doit être établie, à défaut de mutuelle entente, contradictoirement, à dire d'experts. Cette valeur, ainsi agréée, comprend indivisément tous ses accessoires, notamment les victuailles, avances à l'équipage, armements, et toutes mises dehors, à moins qu'il ne puisse être justifié que certaines de ces dépenses concernent un intérêt distinct de celui de la propriété du navire. A défaut de cette justification, les assureurs du navire seront en droit, en cas de délaissement, de réduire sa valeur agréée du montant de toutes assurances faites séparément sur armement, victuailles, ou mises dehors avant ou après l'assurance du navire. Néanmoins, dans les risques de pêche, la valeur de l'armement spécial de la pêche peut toujours être assurée séparément ».

Laissons de côté la seconde partie de la clause

(depuis « cette valeur ainsi agréée comprend indivisément... ») ⁽²⁵⁾. La première partie de ce texte, celle d'après laquelle il est décidé que la valeur du navire ne peut pas être inférieure aux évaluations syndicales, seule nous intéresse ici.

Voici à quels inconvénients elle a pour but de pallier : Pendant la guerre de 1914-1918, la valeur des navires ayant augmenté dans de très grandes proportions, les assurés, armateurs, se sont trouvés avoir des assurances tout à fait insuffisantes. Mais, pour ne pas avoir à assurer, contre la perte totale, la valeur entière du navire, ce qui aurait eu pour résultat de leur faire payer des primes très élevées, ils eurent recours à la combinaison suivante : ils assuraient un navire à tous risques, pour une valeur agréée très inférieure à la valeur réelle, par exemple la moitié ; et, d'autre part, ils couvraient la différence entre les deux valeurs par une assurance sur « bonne arrivée » ou « préjudice ». De cette manière, l'assuré se trouvait, en cas de perte totale, complètement indemnisé, et, en cas d'avarie, il l'était jusqu'à concurrence de la valeur assurée, sans avoir naturellement à subir la règle proportionnelle. Cette combinaison permettait donc aux armateurs, tout en étant pleinement garantis, de faire des économies très sensibles de primes ⁽²⁶⁾.

Les assurances sur bonne arrivée des navires étaient bien, en principe, interdites aux assurés par

(25) Voir numéro 105.

(26) Voir Ripert, *ibid*, et Audouin. Commentaire de la police française d'assurance maritime sur corps de navire. *Bulletin des assurances maritimes*, nov.-déc. 1928.

l'article 26 de la police ; mais les assureurs étaient, sous l'influence de la concurrence, bien souvent portés à renoncer à cette disposition protectrice.

Aussi ces combinaisons, donnant lieu à la sous-assurance, se multipliant, les assureurs étaient-ils frustrés la plupart du temps d'une partie des primes qu'en garantissant les risques ils auraient été en droit d'encaisser. « C'est ainsi, dit M. Audouin dans un article paru en décembre 1928, que dans ces derniers temps, les assureurs se sont vus, plus d'une fois, réclamer une indemnité sensiblement égale à la valeur d'assurance totale du navire, pour des avaries qui, en fait, ne représentaient qu'un quart ou un tiers de la valeur réelle » (27).

Cet état de fait, qui causait le plus grand tort aux assureurs, ne pouvait pas durer. Certains avaient, pour y mettre un terme, envisagé le retour de la règle proportionnelle. Mais les assureurs maritimes ne voulurent pas rompre avec l'usage solidement établi, qui écartait cette règle dans l'assurance sur corps. Ils conclurent, en 1926, des accords, par lesquels il était interdit à un assureur de garantir les navires pour une valeur inférieure à tant la tonne. Cette valeur minima étant fixée par les accords de l'Union des Syndicats, et variant suivant l'âge, et la nature du navire. Les assureurs décidèrent encore, pour compléter ces mesures, que l'assurance sur bonne arrivée devrait rester limitée à 10 % de la valeur agréée.

(27) *Bulletin des assurances maritimes*, nov.-déc. 1928.

★ ★

86. — Les difficultés signalées dans le paragraphe précédent ont encore provoqué la naissance d'une pratique appelée « double évaluation », qu'il convient de rappeler bien qu'elle tende actuellement à disparaître.

Le système de la « double évaluation » a pour but de dissocier la garantie des avaries particulières et la garantie de la perte totale, en appliquant à chacune d'elles un volume de primes distinct.

La police comprend deux risques différents :

L'un consiste dans l'assurance du navire contre la perte totale, assurance dans laquelle les primes sont perçues sur la valeur du navire, celle-ci étant déterminée proportionnellement à sa catégorie, à son âge, à son tonnage, etc... d'après le barème « tonne perte totale ».

L'autre consiste dans l'assurance du navire contre les avaries particulières, assurance dans laquelle la valeur, servant de base à la perception des primes, est déterminée proportionnellement à la catégorie du navire,... et à son tonnage, d'après le barème « tonne réparation », le capital ainsi fixé étant fictif, et ne correspondant pas au premier⁽²⁸⁾.

(28) La formule d'assurance « à deux chapitres » qui fait application du système de la « double évaluation » est ainsi conçue :

Formule d'assurance à deux chapitres

Chapitre I. — Assurance à tous risques (perte totale exclue).
Sous le présent chapitre, les assureurs soussignés répondent, à concurrence de la somme de Frs., de tous les risques couverts par l'imprimé de la police corps du 1^{er} novembre 1928, à l'exception, toutefois, de la perte totale du navire, ou uniquement, des dépenses prévues à l'art. 14, lorsque ces dernières

La « double évaluation » qui a été fortement préconisée par certains auteurs, et a connu un grand succès dans les milieux maritimes, il y a une dizaine d'années, n'est plus que peu employée actuellement.

Cette combinaison heurtait la compréhension des assurés, qui ne pouvaient concevoir, en effet, comment le navire à assurer pouvait être considéré comme ayant deux valeurs distinctes, selon que l'on envisageait la garantie contre la perte totale, ou la garantie contre les avaries particulières. La défiance qu'a soulevée chez eux ce système est l'une des raisons principales de son échec.

★★

atteindront — pour un seul et même voyage — la somme couverte au chapitre II.

Chapitre II. — Assurance contre perte totale et délaissement. En cas de perte totale, ou dans les cas où les dépenses prévues à l'article 14 de l'imprimé atteindraient, pour un seul et même voyage, les quatre quarts de la somme de Frs, la responsabilité des assureurs sera limitée à la dite somme, et ce, en tant que besoin, par dérogation à l'article 9 de l'imprimé du 1^{er} novembre 1928 ; et, dans ce dernier cas, les assureurs auront le droit d'opter pour le règlement en perte totale, conformément au premier paragraphe de l'art. 16.

En conséquence, le dernier paragraphe de l'art. 14 et l'art. 19 sont abrogés.

(*Union des Syndicats*, 20 novembre 1930.)

Est obligatoire l'insertion de la clause suivante, à la suite de celles qui précèdent :

Si, au cours d'un même voyage, tel qu'il est défini par l'imprimé, il survient plusieurs événements à la charge des assureurs, ceux-ci ne pourront jamais être tenus de payer au delà de la somme fixée au chapitre I, étant rappelé, toutefois, qu'en ce qui concerne le règlement des avaries particulières, le délaissement et le règlement en perte totale, la limite des engagements des assureurs est celle fixée au chapitre II.

(*Union des Syndicats*, 18 juin 1931.)

87. — Il nous reste à étudier, à propos de la règle proportionnelle, son application dans le règlement des avaries communes, et à chercher si elle constitue, dans cette hypothèse, une exception au principe, que nous avons posé au début de cette section ; principe d'après lequel, la preuve que la valeur réelle est plus élevée que la valeur agréée, offerte par l'assureur, pour réaliser la règle proportionnelle, n'est pas admissible.

La clause de valeur agréée semble bien devoir écarter, dans tous les cas, la possibilité de faire jouer la règle proportionnelle, puisqu'elle substitue aux deux éléments indispensables à son application, valeur d'assurance, et valeur réelle, un autre élément qui, au regard des parties, doit les englober toutes deux : la valeur agréée.

Mais la clause de valeur agréée n'est pas opposable aux tiers. Et précisément dans le règlement d'avaries communes, des tiers auront à intervenir. Ces derniers, qui n'ont pas à observer les conventions passées dans les polices, n'ont à tenir compte que d'une seule valeur, la valeur réelle.

Cette valeur réelle pouvant ne pas coïncider avec la valeur agréée, la possibilité d'une application de la règle proportionnelle est donc, malgré la détermination conventionnelle de la valeur réparable, rendue possible par l'intervention de personnes pour lesquelles la valeur agréée n'existe pas. Et la règle pourra avoir d'autant plus d'occasions de s'appliquer, que tandis que la valeur agréée est, tout au moins en ce qui concerne le navire, le plus souvent

réalisée sur la base de la valeur de départ, suivant les prescriptions de l'article 339 du Code de Commerce ; la contribution aux avaries communes, est, entre les personnes intéressées à l'expédition, déterminée, suivant les articles 402 et 417, d'après la valeur que les objets mis en risques ont au port de déchargement ⁽²⁹⁾.

La question se pose donc de savoir : si le règlement d'avaries communes, qui intervient entre les intéressés, est opposable à l'assureur, et si celui-ci est, vis-à-vis de son assuré, responsable de la totalité de la part mise à la charge de ce dernier, jusqu'à concurrence, tout au moins, de la valeur agréée ; ou bien si, au contraire, il y a lieu de procéder sur des bases différentes pour les deux règlements, et de ne mettre à la charge de l'assureur la part de contribution, incombant à son assuré, que proportionnellement à la valeur agréée.

★★

88. — Il y a eu autrefois des partisans en faveur de la première de ces deux solutions.

Partant du principe que le contrat d'assurances est un contrat de bonne foi, des auteurs avaient cru pouvoir en tirer cette conséquence, que l'assureur devait être responsable de toute la part de la contribution, mise à la charge de l'assuré, jusqu'à concurrence de la valeur assurée. D'après eux, en effet,

(29) Remarquons qu'il ne faut pas confondre le port de destination, et le port de déchargement. Ils ne sont pas forcément les mêmes.

si l'assuré s'était trompé dans l'évaluation qu'il avait soumise à l'assureur, ce dernier était, lui aussi, en faute. Et ils pensaient que c'était plutôt à la Compagnie de supporter les conséquences de l'erreur, si erreur il y avait, qu'à l'assuré. Car, appliquer la règle proportionnelle aux contributions d'avaries communes, aurait abouti à faire supporter à l'assuré une partie du risque, comme coassureur, alors qu'il avait entendu, au contraire, et clairement manifesté le désir d'être garanti pour la totalité de son risque.

Vivante⁽³⁰⁾, qui partage cette opinion, nous déclare à ce sujet que : « Si les marchandises sauvées doivent contribuer au sacrifice commun, il (l'assureur) devra intégralement assurer la contribution jusqu'à concurrence de la valeur estimée, puisque les contractants ont eu l'intention d'assurer toute la valeur de la marchandise, et que tout ce qui est dû pour les sauver est donc à la charge de l'assureur. Ainsi la hausse de la marchandise est un avantage pour lui, si la marchandise est sacrifiée, puisqu'il perçoit une contribution plus élevée ; c'est, au contraire, une perte, si elle doit contribuer, puisqu'alors le taux de la contribution sera plus désavantageux. La baisse des marchandises nuit à l'assureur, quand celles-ci sont sacrifiées, puisque les contributions viennent alors à diminuer ; elle lui est, au contraire, favorable quand il doit contribuer ».

Emerigon⁽³¹⁾ avait déjà autrefois exprimé cette

(30) Vivante. *Traité théorique et pratique des assurances maritimes*, traduit par Yseux, éd. 1898, n° 420.

(31) Emerigon. *Traité des assurances*, éd. 1827, t. II, chap. XII. Section 44, § 2. Voir aussi Delvincourt. *Institutes de droit commercial français*, éd. 1823, p. 380.

idée. Il est, en effet, déclaré dans son traité, qu'en matière de jet et de contribution, « ...il est d'usage de dresser le règlement d'avarie, à l'égard des assureurs, dans le même goût qu'on le fera vis-à-vis de l'universalité des consignataires ; et l'on se dirige par la décision de l'article 6, titre du jet, qui veut que les marchandises jetées et sauvées soient estimées suivant le prix courant dans les lieux de la décharge du bâtiment ».

Mais Emerigon ne pensait pas, comme le faisait Vivante, que le résultat de ce système puisse être défavorable aux assureurs ; il ajoutait, en effet, que ceux-ci n'étaient pas lésés, « attendu que l'augmentation proportionnelle de valeur que l'on donne aux effets jetés et aux effets sauvés » opérerait « une juste balance ».

Cette dernière affirmation n'est peut-être pas dépourvue de tout fondement, car le Répertoire pratique Dalloz⁽³²⁾, édité en 1850, qui, lui aussi, déclare que l'assureur doit indemniser l'assuré, de tout ce que celui-ci paye pour sa part dans la contribution, spécifie que les assureurs « ne s'opposent pas, dans l'usage, à ce que le règlement d'avaries serve de base à leur égard », et ceci pour la raison indiquée par Emerigon⁽³³⁾.

Le premier arrêt de la Cour de Cassation abordant cette intéressante question a été rendu le 10 août 1871⁽³⁴⁾. Les magistrats avaient à décider

(32) Répertoire Pratique. Dalloz, éd. 1850. Droit maritime, n° 1833.

(33) Voir aussi Frémery, études de Droit Commercial, n° 316.

(34) Cass., 10 août 1871, S. 71.1.113 et note de Labbé.

si, pour fixer le chiffre ou capital, à raison duquel l'assureur est tenu de contribuer aux avaries communes aux lieu et place de son assuré, il fallait retrancher de la somme assurée le montant des avaries particulières subies par les marchandises, et dont l'assureur avait fait compte à l'assuré.

En se prononçant pour l'affirmative, ils avaient fait ressortir que, dans les rapports des chargeurs avec les assureurs, les prix des marchandises assurées devaient, en ce qui concerne les avaries communes, être toujours établis sur leur valeur au port de départ, et non sur celle au port de déchargement; et que, tout ce dont cette dernière dépassait la première, constituait un bénéfice que l'assurance ne couvrait pas⁽³⁵⁾ et pour lequel l'assureur devait seul contribuer aux avaries communes.

Ainsi se trouvait posé le principe suivant lequel l'assureur ne doit contribuer aux avaries communes que proportionnellement à la valeur assurée.



89. — Depuis cette époque, le principe de la proportionnalité dans la responsabilité des assureurs, quant aux avaries communes, a été accepté, par la quasi-unanimité des auteurs⁽³⁶⁾.

(35) L'art. 347 du code de commerce n'avait pas encore été modifié par la loi du 12 août 1885.

(36) Laurin sur Cresp., IV, p. 213-215. De Valroger, IV, n° 1752 et 1775. Desjardins, VII, n° 1617. Boistel, n° 1389. Lyon Caen et Renault, VI, n° 1293, Vermond, n° 223, E. Cauvet, II, 344. Droz, II, n° 623. Ripert, III, n° 2781. Danjon, V, n° 1790. Smet, V, n° 421.

La jurisprudence américaine, elle-même, qui avait autrefois soutenu l'opinion contraire⁽³⁷⁾, admet aussi maintenant, cette exception aux effets de l'évaluation contractuelle⁽³⁸⁾.

En France, elle fait actuellement l'objet, dans les polices d'assurance sur corps et sur facultés, d'une disposition spéciale⁽³⁹⁾, dans laquelle il est spécifié que la contribution aux avaries communes, « ...n'incombe aux assureurs, que proportionnellement à la valeur assurée, déduction faite, s'il y a lieu, des avaries particulières à leur charge ». Elle ne peut donc plus actuellement faire aucun doute.

★
★

90. — Il nous reste cependant à justifier, à notre point de vue particulier, cette application de la règle proportionnelle aux avaries communes.

Ecartons tout de suite l'hypothèse où l'assurance aurait été conclue en valeur déclarée. Dans ce cas, en effet, la règle apparaît essentiellement logique, et son application ne constitue pas une dérogation aux principes.

Dans le cas où l'assurance a été conclue en valeur agréée, il semble bien au premier abord y avoir une exception, aux effets de la clause. Et cependant nous allons voir qu'il n'en est rien, et que ce serait, au

(37) Note sous Cour Suprême des Etats-Unis, 27 mai 1929. Dor. t. XX, p. 275.

(38) Cour d'appel, 2 juillet 1928. Dor. t. XIX, p. 274 et Cour Suprême des Etats-Unis, 27 mai 1929. Dor. t. XX, p. 269 et note.

(39) Art. 18, alinéa 12, pour la police d'assurance sur corps, art. 11, al. 4, pour la police d'assurance sur facultés.

contraire, dans le cas où il ne serait pas fait application de la règle, que la force obligatoire de la convention de valeur agréée serait violée.

Si l'application de la règle est impossible d'habitude, en cas de valeur agréée, c'est que, pour la réaliser, l'assureur serait obligé d'apporter la preuve que la valeur réelle est plus élevée que la valeur agréée⁽⁴⁰⁾. Et cela, nous l'avons vu, il ne le peut pas ; la force conventionnelle de la clause l'en empêche.

En ce qui concerne les avaries communes, l'assureur, pour se prévaloir de la règle, et pour en assurer le jeu, n'a pas à apporter cette preuve.

Prenons un exemple pour établir cette proposition : Des marchandises sont embarquées, à Marseille, et assurées en valeur agréée pour 200.000 fr. A leur arrivée au port de destination, elles valent 400.000 fr. La contribution réclamée à l'assuré pour les avaries communes est de 10 %. L'assuré doit donc donner, pour sa part de contribution, 40.000 fr. Admettons qu'il réclame cette somme à l'assureur, ce dernier pourra rejeter sa prétention, sans pour cela essayer d'établir que la valeur réelle des marchandises est de 400.000 fr. Il lui suffira de répondre à l'assuré : « La quotité de la contribution a été fixée à 10 %. Je vous donnerai donc 10 % de la valeur des marchandises ; mais cette valeur est pour moi de 200.000 fr. Je me suis, par la clause de valeur agréée, interdit, en même temps que vous, de

(40) Voir numéro 26 et numéro 84.

prendre en considération toute autre estimation. Par conséquent, respectueux de la convention que j'ai signée, je ne vous donnerai que 20.000 fr. ».

Comme on le voit, l'assureur, loin d'attaquer la valeur agréée, ne fait, dans cette hypothèse, que la soutenir et en appliquer les conséquences. Sans doute l'assuré ici, comme dans une application ordinaire de la règle proportionnelle, reste-t-il son propre assureur pour une partie du risque; mais, tandis que dans cette dernière, il aurait à souffrir du fait de son assureur, et pourrait s'opposer à ce qu'il agisse de cette façon; dans le Règlement des contributions aux avaries communes, il souffre du fait d'un tiers, qui, étranger au contrat, a pu, sans que l'assuré puisse lui contester ce droit, estimer l'objet qui doit contribuer à une somme plus élevée que celle fixée dans la police.

D'ailleurs, comme le fait remarquer De Courcy : « Si par l'effet de la hausse, la marchandise assurée 20.000 fr. en vaut, fret déduit, 30.000 à destination, et contribue sur une valeur de 30.000 aux avaries communes, il est évident que le sacrifice qui a sauvé 20.000 fr. à l'assureur, a sauvé 10.000 fr. à l'assuré ⁽⁴¹⁾ ».

L'application de la règle proportionnelle dans la contribution aux avaries communes, est donc tout à fait justifiée. Elle ne peut être considérée comme une exception aux effets de la valeur agréée ; elle n'est au contraire que l'une des conséquences de la force obligatoire que lui confère son caractère conventionnel.

(41) De Courcy. Commentaire des polices françaises d'assurance maritime, éd. 1888, p. 266.

★★

91. — Une observation s'impose ici, en ce qui concerne l'application de la règle proportionnelle aux avaries communes, dans l'assurance sur facultés.

Si l'on observait toujours strictement la règle proportionnelle, l'assuré pourrait, dans certains cas, gagner à l'opération. Imaginons ainsi que les marchandises aient une valeur à destination bien inférieure à la valeur d'assurance. L'application de la règle proportionnelle conduirait l'assureur, en cas d'avaries communes, à rembourser à l'assuré une somme supérieure à celle qu'a déboursée ce dernier. Un tel résultat serait naturellement contraire à l'ordre public, puisqu'il permettrait à l'assuré de réaliser un gain. Le principe indemnitaire vient donc mettre ici en échec, les effets de la convention des parties : l'assuré ne pourra recevoir au maximum qu'une indemnité équivalant à la perte qu'il a subie ⁽⁴²⁾.

La règle proportionnelle n'est applicable aux avaries communes, qu'autant que le risque assuré est estimé, pour la contribution, à une valeur supérieure à la valeur agréée.

★★

92. — Terminons cette section par une dernière remarque. Nous n'avons envisagé au cours du développement précédent les attaques de l'assureur, contre la valeur agréée, tendant à prouver une sous-as-

(42) E. Cauvet, n° 318. Desjardins VII, n° 1619. Lyon Caen et Renault VI, n° 1293. Ripert, t. III, n° 2781.

surance, que comme si celles-ci ne pouvaient avoir pour but que l'application de la règle proportionnelle.

En réalité, l'assureur peut aussi avoir intérêt à établir que la valeur réelle est plus élevée que la valeur agréée, pour éviter d'avoir à subir, de la part de son assuré, le délaissement de la chose assurée ⁽⁴³⁾.

Il en est ainsi, par exemple : « Si le montant total des dépenses à faire à un navire pour une réparation d'avaries... dépasse les 3/4 de la valeur agréée » (art. 14 de la police d'assurance sur corps). Dans ce cas, en effet, si l'assureur pouvait établir que la valeur réelle est beaucoup plus élevée, le montant total des réparations ne représenterait plus qu'une quotité moindre de la valeur du navire, et le délaissement ne serait plus encouru.

Mais il en est ici de la possibilité pour l'assureur d'apporter la preuve de la sous-assurance, comme il en est pour la règle proportionnelle. Il importe peu pour l'ordre public que l'assureur subisse le délaissement, alors que le montant des réparations n'est seulement que de la moitié ou d'un tiers de la valeur réelle du navire. L'assuré ne recevra pas pour cela un gain, et dans cette hypothèse même, son indemnisation semble bien devoir être moins complète, puisqu'il abandonnera pour la somme inscrite au contrat un navire qui vaut en réalité un prix plus élevé.

(43) Voir sur le délaissement n° 104. L'assureur pourrait aussi vouloir contester la valeur agréée, lorsqu'elle est moindre que la valeur réelle, pour prouver que le montant du dommage n'atteint pas la franchise convenue : sa prétention serait encore inadmissible. Voir : Paris, 4 déc. 1839, S.1840.1.157 ; Rennes, 13 avril 1869, D.1869.2.243. Bordeaux, 15 août 1875, S.76.2.270. Rennes, 27 juin 1923. Le droit maritime français 1.64.

Quoi qu'il en soit, que l'assureur ait intérêt ou non à éviter le délaissement, il ne peut, en l'absence d'un motif d'ordre public, essayer de déroger à la force conventionnelle de la clause de valeur agréée.

★★

SECTION III

**La preuve que la valeur réelle est moins élevée
que la valeur agréée, offerte par l'assuré,
pour obtenir une réduction de la prime,
n'est pas admissible**

93. — L'assuré, pour obtenir une réduction de la prime qu'il paye à l'assureur, ne peut pas attaquer le contrat et être admis à prouver, soit qu'il allègue une erreur dans l'évaluation, soit qu'il allègue une dévaluation du risque, que la valeur réelle de l'objet assuré est inférieure à la valeur agréée (44).

Une fois l'estimation établie conventionnellement, les parties ne peuvent pas revenir sur elle. Emerigon avait déjà autrefois mis en relief ce principe : « La règle veut, disait-il, que l'assuré soit obligé de s'en tenir à l'estimation par lui fixée... Il est essentiel pour la tranquillité publique qu'on s'en tienne aux pactes qui sont écrits. On ne saurait s'en écarter sans rendre tout arbitraire. Ce n'est pas un mal qu'en pareil

(44) L'erreur d'évaluation dont il est question ici est une erreur faite sans fraude. Si l'assuré avait été trompé par fraude, le contrat serait naturellement nul.

cas on supporte la peine de son inadvertance ; mais le bien général exige que la règle soit respectée : « *Dura sed scripta lex est* », seul moyen de prévenir les procès toujours nuisibles à la société civile, et surtout au commerce » ⁽⁴⁵⁾. Valin était, lui aussi, de cet avis ⁽⁴⁶⁾, et la doctrine tout entière a suivi sur ce point l'opinion de ces anciens auteurs ⁽⁴⁷⁾.

★★

94. — La jurisprudence n'a eu que peu l'occasion de manifester son opinion à ce sujet.

Citons cependant un jugement rendu par le Tribunal de Commerce de Marseille, le 3 août 1848, dans lequel la question a été étudiée, et solutionnée dans le sens que nous avons indiqué : Le sieur Fargiella fils avait fait assurer à Marseille : 1° 79.000, et 2° 6.000 fr. sur un chargement de graines de sésame, évalué de gré à gré à 63 fr. les 100 kilogrammes, « cette évaluation devant servir de capital en tous temps et tous lieux ».

Les assureurs constatèrent, quelque temps après, que les facultés assurées ne consistaient qu'en 119.189 kilogrammes, et ne représentaient au prix convenu de 63 fr. les 100 kilogrammes que la somme de 75.089 francs, au lieu de 85.000 fr.; ce qui donna lieu à une

(45) Emerigon, t. I, chap. IX. Section V, § 6.

(46) Valin, liv. III, Titre VI, art. 8.

(47) Répertoire pratique Dalloz éd. 1851. Droit maritime n° 1642. Delaborde, Traité des avaries particulières sur marchandises, éd. 1838, n° 87.

E. Cauvet. Traité des Assurances maritimes, éd. 1879, t. I, p. 388. Droz. Traité des Assurances maritimes, éd. 1881, t. I, n° 321.

ristourne proportionnelle, qui fut remise aux assurés, et ne fut l'objet d'aucune contestation.

Les assureurs réclamèrent à l'assuré la prime qui leur était due, sur cette dernière base ; mais ils se virent répondre, par le sieur Fargiella, qu'une erreur avait été commise dans l'évaluation de la marchandise et qu'il y avait lieu d'établir une nouvelle ristourne.

Les assureurs ayant assigné le sieur Fargiella, en paiement de la prime, devant le Tribunal de Commerce, ce dernier leur donna raison, notamment parce que : « ...L'évaluation que donne l'assuré aux facultés qui forment l'objet de l'assurance, dès qu'elle est consentie par les assureurs, devient pour les parties un pacte définitif et irréfragable ; que si, dans certains cas, la loi a autorisé la preuve de l'excès de l'évaluation, ce n'est qu'en faveur de l'assureur, mais sans réciprocité pour l'assuré, dont elle est l'ouvrage ; que le sieur Fargiella fils n'indique pas la cause vraisemblable de l'erreur dont il se prévaut ; qu'en admettant même que l'existence de cette erreur fut démontrée, ce serait un malheur pour lui, dont il devrait supporter les conséquences et qui ne saurait le soustraire à l'exécution de la loi, qu'il s'est imposée, quelque dure qu'elle soit ;... » ⁽⁴⁸⁾. .

Cette décision, dont les considérants ont le mérite d'être très explicites, est la seule, à notre connaissance, qui ait eu à trancher un semblable litige.

(48) Tribunal de Commerce de Marseille, 3 août 1848. Journal de Jurisprudence commerciale et maritime de Marseille, 28.1.67.



95. — On comprend, au surplus, que l'on ne trouve pas en la matière de nombreuses décisions de jurisprudence.

En effet, si l'assuré proposait une réduction du capital assuré, il serait d'abord de l'intérêt de l'assureur d'accepter cette demande et d'y donner suite dans le cas où elle correspondrait à une réduction de la valeur réelle⁽⁴⁹⁾. Les deux parties réaliseraient alors une nouvelle valeur agréée qui viendrait en remplacement de la première.

D'autre part, les assurances maritimes étant conclues pour un laps de temps relativement court, comparativement aux assurances terrestres, le capital assuré n'est pas sujet à de grandes variations, de valeur, surtout en ce qui concerne l'assurance sur corps, qui constitue, comme nous l'avons vu, le véritable domaine de la clause de valeur agréée.

Quant aux marchandises, l'assurance aura souvent pris fin avant que l'assuré ait eu connaissance de leur diminution de valeur, et qu'il ait pu introduire sa demande auprès de la Compagnie.

La seule hypothèse possible serait celle où l'assuré arguerait d'une erreur d'estimation. Mais le cas se présente assez rarement. En effet, les assurés contre les risques maritimes sont, en général, très avertis des coutumes et règles commerciales. Ce sont, soit des armateurs, soit des commerçants, qui ne sont, ni les uns ni les autres, sujets à commettre une erreur

(49) Voir numéro 27.

d'appréciation sur la valeur du risque qu'ils soumettent à l'assurance.

Si l'on ajoute à cela que les sociétés de classification et les moyens de communication actuels permettent à l'assureur de se renseigner, quant aux navires, sur leur valeur exacte et de n'agréer que des évaluations correspondant à la réalité : on s'expliquera que la question de savoir, si l'on pouvait accepter, malgré l'avis défavorable de l'assureur, la demande de l'assuré tendant à réduire son capital, ne se soit pas souvent posée devant les tribunaux.

★ ★

96. — Il existe cependant, dans les assurances sur facultés, des cas dans lesquels, l'assuré peut valablement demander la réduction de la valeur agréée.

L'assurance portant sur des marchandises est souvent conclue, avant que ces dernières soient embarquées sur le navire, qui doit les transporter. Le commerçant qui avait primitivement eu l'intention d'expédier une cargaison consistant en un nombre déterminé de tonnes de marchandises, peut, avant le départ du navire, avoir intérêt à ne faire voyager immédiatement qu'une partie de la cargaison. Si cette brusque décision intervient après la signature du contrat d'assurance, va-t-il pouvoir exiger de son assureur, dans le cas bien improbable en pratique, où celui-ci la lui refuserait, une réduction de son capital assuré, proportionnelle à la quantité de marchandises non chargées⁽⁵⁰⁾ ?

(50) Voir Lyon Caen et Renault, tome VI, n° 1110.

Cette hypothèse est tout à fait différente, remarquons-le, du cas général que nous venons d'étudier dans les paragraphes précédents. Ici l'assuré, pour obtenir une réduction du capital, n'argue plus d'une diminution de valeur de l'objet de l'assurance, ou d'une erreur d'estimation, allégations qui, toutes deux, tendraient à détruire ou modifier l'effet de la convention de valeur agréée ; mais d'une non mise en risques partielle, ce qui ne contrarie en rien l'évaluation contractuelle faite par les parties.

Dans ces conditions, la clause de valeur agréée ne s'oppose nullement, à ce qu'une semblable demande de résiliation partielle, soit prise en considération, que l'assureur l'accepte ou la refuse.

Vainement pourrait-on prétendre que laisser à l'assuré cette faculté, c'est lui permettre de rompre, à sa volonté le contrat ; et rendre ainsi ce dernier inapplicable, puisque son exécution dépend du bon vouloir des parties.

En effet, s'il y a condition potestative de la part de l'assuré, il y a condition « simplement potestative » ⁽⁵¹⁾ ; c'est-à-dire que, dans le cas dont il s'agit, l'assuré n'est pas libre d'annuler le contrat ou de le rendre valable, à sa seule volonté. S'il veut empêcher ce contrat de prendre effet, il sera obligé de renoncer à son expédition. Et si l'expédition se produit, l'assurance devient obligatoire.

D'ailleurs l'article 349 du Code de Commerce coupe court à toute discussion, en déclarant : « Si le voyage

(51) Voir Ripert. *Traité élémentaire de Droit Civil*, éd. 1932, t. II, n° 1269 *bis*.

est rompu, avant le départ du vaisseau, même par le fait de l'assuré, l'assurance est annulée ; l'assureur reçoit à titre d'indemnité demi pour cent de la somme assurée ».

★★

SECTION IV

**La preuve que la valeur réelle est moins élevée
que la valeur agréée, offerte par l'assureur,
n'est pas admissible, en cours de contrat ;
l'est au contraire au moment du sinistre**

La question relative à l'admissibilité de la preuve, offerte par l'assureur, de l'exagération de la valeur agréée, est de beaucoup la plus importante.

Comme dans les assurances terrestres, il nous faut distinguer, suivant que l'assureur agit pendant que l'assurance est en cours, ou suivant, au contraire, que l'objet mis en risque a déjà subi le sinistre.

★★

97. — Nous n'insisterons pas sur la première hypothèse. Nous avons déjà dit, dans la partie de notre étude afférente aux assurances terrestres, que l'existence d'une surassurance, en cours de contrat, même en cas de valeur agréée, ne portait pas atteinte au principe indemnitaire⁽⁵²⁾. Il en est de même dans les assurances maritimes.

(52) Voir numéro 30

L'article 358 du Code de Commerce, qui ressemble beaucoup à l'article 29 de la loi du 13 juillet 1930, établit bien que : « S'il n'y a ni dol ni fraude, le contrat est valable jusqu'à concurrence des effets chargés... », ce qui semble impliquer que, l'assurance garantissant le surplus étant nulle, l'assureur peut, en cours de contrat, en demander la réduction.

Mais le cas où l'assurance a été réalisée en valeur agréée n'est pas spécialement envisagé. Aussi cet article ne peut-il, en ce qui nous concerne, nous donner une solution formelle.

Certaines législations étrangères, qui ont réservé quelques articles spéciaux à l'assurance en valeur agréée, nous donnent à cet égard de plus grandes précisions.

Ainsi, par exemple, l'article 793 du Code de Commerce allemand, qui détermine les effets de la « Taxierung », en ce qui concerne l'assurance maritime, déclare que : « Lorsque les parties ont convenu de fixer la valeur d'assurance à une somme déterminée, c'est la taxe qui sert de règle entre les parties pour évaluer la valeur d'assurance ». En Allemagne, la Compagnie d'assurance maritime ne peut donc demander, en cours de contrat, la réduction d'une assurance exagérée, réalisée par une police « taxée ».

De même l'article 65 de la loi suisse du 2 avril 1908 ; l'article 479 du Code de Commerce hongrois ; l'article 50, aliéna 3, de la loi autrichienne du 23 décembre 1917 ⁽⁵³⁾, qui, eux aussi, décrivent les effets

(53) Voir numéro 40.

de la police conclue en valeur agréée, ne donnent-ils à l'assureur la possibilité de contester l'évaluation conventionnelle qu'au moment du sinistre.

En France, comme dans les pays où la question a été spécialement étudiée, l'assureur ne doit pas avoir la possibilité de faire réduire la somme assurée pendant la durée de l'assurance, puisque, d'une part, il est lié par la convention de valeur agréée qu'il a signée, et puisque, d'autre part, le principe indemnitaire n'est pas encore mis en jeu ⁽⁵⁴⁾.

★ ★

98. — Remarquons encore ici, que le cas se présentera peu fréquemment dans la pratique.

Les raisons que nous avons données, dans la section précédente, de la rareté des demandes de réduction de valeur agréée dans les assurances maritimes, quand elles proviennent de l'assuré, sont aussi valables quand elles émanent de l'assureur. La courte durée du contrat d'assurance maritime, le contrôle de la valeur du navire facilité par les registres de classification, s'opposent, en effet, aussi à ce que l'assureur, ayant accepté une évaluation, ait la possibilité, le contrat étant en cours, de demander une réduction du capital assuré.

A ces raisons, il faut encore ajouter ici, que l'assureur par cela même qu'il veut faire réduire la valeur d'assurance, et s'expose à se voir demander en justice la justification de ses allégations, doit évi-

(54) Voir numéro 30.

demment avoir en sa possession la preuve de cette exagération. Il préfère, dès lors, puisqu'il a la possibilité de faire réduire l'indemnité éventuelle qu'il aura à fournir à l'assuré, attendre qu'un sinistre se soit produit pour agir.

Il évite de cette manière une diminution de l'encaissement des primes ; mais il évite surtout la certitude d'un procès. Il concilie ainsi non seulement ses intérêts, avec ceux de l'assuré⁽⁵⁵⁾, puisqu'il ne forcera ce dernier à comparaître devant les tribunaux que dans le cas où la réalisation d'un gain devient, en raison du sinistre, certaine ; mais il concilie encore les intérêts particuliers avec les principes, puisque, nous l'avons vu, la demande de l'assureur ne devrait pas, en l'absence d'un motif d'ordre public, être admise.

★
★

99. — Examinons maintenant la seconde hypothèse : celle où l'assureur veut établir la preuve de l'exagération de la valeur agréée, non plus en cours de contrat, mais au moment où le sinistre s'étant réalisé, l'assuré exige le paiement de la somme portée au contrat.

Dans ce cas, le principe indemnitaire entre incontestablement en jeu, et le capital assuré inscrit dans la police, bien qu'agréé par l'assureur, doit cepen-

(55) On ne saurait dire, en effet, que l'assureur, en agissant ainsi, laisse l'assuré payer en pure perte des primes excessives, puisque l'hypothèse que nous envisageons est celle où l'assuré n'aurait pas consenti, à la demande de réduction du capital assurable, émise par la Compagnie.

dant être réduit et ramené à la valeur réelle du risque.

Cette solution, qui est, à l'heure actuelle, unanimement admise en France, et dans la plupart des pays, n'a cependant pas été sans soulever de nombreuses objections. Le principe indemnitaire n'ayant pas eu toujours, au cours des temps, la même interprétation : les effets attribués à la clause de valeur agréée, ont subi, en conséquence, des modifications et des variations dont il importe de retracer rapidement l'histoire.



100. — Dans ses débuts, la clause de valeur agréée a été considérée par les auteurs et la jurisprudence comme irréfragable.

L'arrêt du Parlement de Paris, rendu le 26 mars 1672, dans lequel les magistrats avaient eu à connaître de la demande de réduction formée par des assureurs contre une évaluation, que ceux-ci avaient déclarée « agréable », avait été rendu dans ce sens ⁽⁵⁶⁾.

Emerigon pensait, lui aussi, que l'on ne pouvait pas contester l'évaluation agréée, sauf le cas de fraude. Ainsi disait-il : « Les assureurs qui acquiescent à de pareils pactes (pacte que l'on s'en tiendra à l'évaluation faite), doivent s'imputer de s'être rapportés à la bonne foi de l'assuré. On ne doit les écouter qu'autant qu'ils prouveraient par preuve littérale, le

(56) Voir numéro 67.

dol ou la fraude dont ils se plaignent » ; et pour motiver son opinion, il ajoutait que « ce serait ouvrir la porte à mille litiges, que de les admettre à des preuves testimoniales ou à des rapports d'experts » ⁽⁵⁷⁾.

Le dol dont l'assurance en valeur agréée doit être entachée pour être attaquable, est donc tout à fait différent du genre de fraude, qui, d'après l'article 8 de l'ordonnance de 1681, est nécessaire pour permettre à l'assureur de contester la simple évaluation contenue dans la police. Dans ce dernier cas, en effet, notre auteur estimait que la fraude pouvait consister dans la seule exagération de valeur, sans même que l'on ait à reprocher à l'assuré une manœuvre : il appelait alors cette fraude « *dolus re ipsa* » ⁽⁵⁸⁾. Tandis que la seule fraude, autorisant la Compagnie à contester la valeur agréée, devait être la fraude « personnelle, qui est le dol proprement dit, *dolus malus* » ; et encore ce dol ou cette fraude ne pouvaient-ils être établis par la preuve testimoniale et le rapport d'expert.

Cette opinion continua à être partagée, par la majorité de la doctrine, jusqu'au milieu du xix^e siècle ⁽⁵⁹⁾.

Seul, Pothier, qui prétendait que de tels pactes étaient contraires au principe indemnitaire ⁽⁶⁰⁾, avait

(57) Emerigon. Traité des Assurances, t. I, ch. IX, Sect. V, § 5. Voir aussi Valin. Commentaire sur l'ordonnance de 1681, t. II, titre VI, sur l'art. 8.

(58) Emerigon. T. I, ch. IX, sect. V, § 3.

(59) Estrangin. Notes sur Pothier. Traité du contrat d'assurance éd. 1810, p. 243. Boulay Paty, t. III, p. 297 et suiv. Dageville, t. III, p. 75, 295 et suiv. Voir aussi Rennes, 17 août 1825, J. du Palais, t. XXV, p. 313.

(60) Voir numéro 67.

soutenu que les assureurs devaient « être admis à la preuve de la lésion quand même, par une clause expresse de la police, ils auraient renoncé à demander une autre estimation que celle portée par la police » ⁽⁶¹⁾.

Mais déjà dès le début du ^{xix}^e siècle, la jurisprudence avait évolué. Lemonnier ⁽⁶²⁾, qui persistait à croire que seule la fraude devait permettre à l'assureur de contester l'évaluation agréée, que ce dernier exciperait vainement d'une simple erreur, « cette erreur fut-elle manifeste », et qu'il devrait « être repoussé par la fin de non recevoir, tirée de la convention, à forfait, qu'il a librement souscrite... », constatait dans son ouvrage cette évolution jurisprudentielle, mais il déclarait que, « quelque importantes que soient ces autorités », il ne saurait se rallier à cette opinion.

Ces arrêts, qui revenaient dans l'interprétation de la clause de valeur agréée, à l'application du principe indemnitaire, précédemment oublié, étaient cependant devenus fort nombreux, et en étaient déjà arrivés, à cette époque, à constituer une quasi-unanimité ⁽⁶³⁾.

La doctrine suivit, elle-même, cette évolution, et à

(61) Pothier. Traité du contrat d'assurance, éd. 1810, n° 159.

(62) Lemonnier. Commentaire sur les principales polices d'assurance maritime, éd. 1843. T. 1, n° 133.

(63) Marseille, 31 janvier 1823. J. de Jurisprudence commerciale et maritime de Marseille, 1824.1.106. Req. 27 avril 1831. Répertoire Pratique Dalloz. Droit Maritime n° 1637, en note. Paris, 9 avril 1835, Répertoire Pratique Dalloz Droit maritime n° 1671, en note. Aix, 11 mars 1840, J. de Jurisprudence commerciale et maritime de Marseille, 1840.1.102. Marseille, 31 août 1841, J. de Jurisprudence commerciale et maritime de Marseille, 1841.1.264.

la fin du XIX^e siècle, aucun auteur n'admettait plus la possibilité de déroger par la convention au principe indemnitaire ⁽⁶⁴⁾.

★★

101. — Actuellement, cette solution n'est plus contestée, et l'on s'accorde à reconnaître que la clause de valeur agréée ne produit qu'un simple « renversement de la preuve » ⁽⁶⁵⁾.

Sans nous attarder à critiquer le terme de renversement de la preuve, qui, nous l'avons vu ⁽⁶⁶⁾, paraît être trop étroit pour caractériser tous les efforts de la clause, remarquons que la faculté, qui est laissée à l'assureur de prouver l'exagération de la valeur agréée et de la faire réduire, comporte certaines limites.

En premier lieu, il est nécessaire, selon nous, que l'exagération dont se prévaut la Compagnie soit constatée au moment du sinistre, et non à n'importe quel instant de la durée du contrat. Il ne lui suffirait donc pas, pour obtenir la réduction de la garantie, d'alléguer, au moment du règlement de l'indemnité, une surassurance qui aurait existé à la signature de la police, ou à l'époque de la mise en risques, si celle-ci

(64) J.-V. Cauvet. *Traité sur les Assurances maritimes*, éd. 1862, t. I, n° 209. Bédarride. *Droit commercial. Commentaire du Code de Commerce*, livre II, t. III, n° 1109. E. Cauvet. *Traité des Assurances maritimes*, éd. 1879, t. I, n° 386. Droz, *Traité des assurances maritimes*, éd. 1881, T. I, n° 318. Cresp, éd. Laurin. *Cours de droit maritime*, éd. 1882, tome III, p. 381, note 124. Boistel. *Précis de Droit commercial*, éd. 1884, n° 1336. Desjardins. *Traité de Droit commercial maritime*, t. VI, n° 1441 *ter* et 1445.

(65) Ripert. *Ibid.*, pages 582 et suivantes.

(66) Voir numéro 34.

avait disparu depuis, à la suite d'une augmentation de la valeur des marchandises chargées. Le principe indemnitaire ne se trouvera en rien compromis, par le fait qu'on allouera à l'assuré l'indemnité intégrale, inscrite au contrat, que, selon toute vraisemblance, il a stipulée aussi forte, parce qu'il escomptait une élévation des prix ⁽⁶⁷⁾. Il en serait naturellement tout autrement, dans le cas où la surassurance aurait été le résultat d'une manœuvre frauduleuse.

En second lieu, l'assureur ne peut critiquer la valeur agréée pour une exagération minime. Ce résultat paraît, au premier abord, dû à l'adjonction aux évaluations conventionnelles de la clause « vaille que vaille ».

★★

102. — La clause « vaille que vaille » semble être d'une origine plus ancienne que la convention de valeur agréée. Cette dernière en effet ne se trouvait pas mentionnée dans l'ordonnance des Magistrats de Barcelone de 1435, alors que la première s'y trouvait prohibée par l'article X ⁽⁶⁸⁾.

Cette ancienneté s'explique d'ailleurs fort bien. Alors que l'on considérait l'évaluation contenue dans la police, œuvre des consuls de la mer, des prud'hommes, ou gens experts, comme ayant force probante à l'égard de l'assureur, par le seul fait que celui-ci signait la police : une clause spéciale, par laquelle il

(67) Voir en sens contraire. Vivante. Traité théorique et pratique des assurances maritimes, traduit par Yseux, n° 180.

(68) Voir numéro 67.

aurait agréé expressément l'évaluation, n'aurait pu avoir aucun autre effet. Tandis qu'au contraire, en prévision des changements ou modifications à subvenir dans la valeur du risque, on pouvait concevoir pour l'assuré, l'utilité d'une stipulation spéciale, lui permettant de se voir allouer la somme inscrite au contrat, quelle que puisse devenir la valeur réelle des marchandises ou du navire.

La clause « vaille que vaille » devait donc avoir pour résultat, dans l'esprit des assurés, de rendre l'évaluation, en présence de fluctuations de valeur éventuelles, intangible et en quelque sorte forfaitaire. C'est dans ce but, que, la clause de valeur agréée ayant fait son apparition, les assurés conservèrent l'habitude de faire stipuler, dans la police, que le risque était évalué de gré à gré, « qu'il vaille plus ou moins pendant la durée des risques ».

Il est difficile, en raison du fait que cette clause se trouve maintenant toujours adjointe à la convention de valeur agréée, de savoir quels sont ses effets propres et sa portée. C'est probablement là, la raison de la divergence de vues que l'on constate à cet égard chez les auteurs.

L'un de ceux-ci, Laurin, déclare, par exemple, que si la clause de valeur agréée ne peut pas porter atteinte au principe indemnitaire, il faut faire exception à cette règle pour la clause « vaille que vaille ». Cette dernière, d'après lui, « a un effet plus fort, et la preuve à l'encontre de la mention, ne saurait

alors, à moins de porter atteinte à la convention des parties, être permise qu'en cas de fraude »⁽⁶⁹⁾.

D'autres, au contraire, en plus grand nombre, considèrent que la clause « vaille que vaille » ne doit pas avoir pour effet de rendre l'évaluation convenue inattaquable, hors le cas de fraude⁽⁷⁰⁾ ; mais qu'elle a du moins pour effet de rendre les juges plus tolérants pour les petits écarts de valeur⁽⁷¹⁾.

M. Ripert estime, avec ces derniers, que la clause « vaille que vaille » n'est pas inutile : « Elle annonce, dit-il, une difficulté d'évaluation des objets assurés. L'assureur reconnaît qu'une certaine latitude doit être laissée à l'assuré. Les Tribunaux devront admettre une certaine tolérance, lorsque l'assureur tentera plus tard de détruire l'évaluation de la police »⁽⁷²⁾. Et il ajoute qu'elle a aussi pour résultat, selon la jurisprudence, d'éviter que l'on considère la sous-assurance d'un risque, comme une assurance partielle.

★★

103. — Un fait est certain, tout d'abord : c'est que, conformément à l'opinion de la majorité des auteurs, la clause « vaille que vaille » ne peut avoir pour effet de rendre la valeur agréée incontestable. La juris-

(69) Laurin. N° 366, note 1.

(70) Danjon. T. IV, p. 629. De Valroger. III, n° 1450. Boistel. N° 1336, *in fine*. E. Cauvet. I, n° 386.

(71) Ripert. III, n° 2547.

(72) Ripert. *Ibid.*

prudence ne peut nous laisser aucun doute à ce sujet ⁽⁷³⁾.

Mais, d'autre part, nous ne croyons pas que la non application à la règle proportionnelle, dans les assurances maritimes, doive être attribuée à cette clause. Nous avons expliqué ⁽⁷⁴⁾ que ce résultat était obtenu par la clause de valeur agréée, et nous avons essayé de démontrer les raisons pour lesquelles cette dernière aboutissait à cet effet.

Quelques décisions de justice, il est vrai, citées par M. Ripert à l'appui de sa thèse, semblent bien, en effet, confirmer ses dires ⁽⁷⁵⁾.

Mais ces arrêts, en déclarant que la non application de la règle proportionnelle était due à la clause « vaille que vaille », attribuaient à cette dernière un sens très large, et entendaient certainement par là, l'ensemble des mentions de la police, rendant l'évaluation conventionnelle et obligatoire pour les parties. Il ne faut donc voir, dans ces décisions, que le résultat de la confusion qui existe dans les termes désignant la clause de valeur agréée ⁽⁷⁶⁾.

Il reste maintenant à savoir si la clause « vaille que vaille », adjointe à la clause de valeur agréée,

(73) Aix, 6 janvier 1841. *Journal du Palais*, 1841.2.54. Rennes, 2 mai 1870. S. 71.2.128. Bordeaux, 7 janvier 1910. *Rev. int. de droit maritime*, XXVI, 361. Cour de Bordeaux, 17 juin 1912. *Rev. int. de droit maritime*, XXVIII, 33. Tribunal de Bordeaux, 21 janvier 1924, le *Droit maritime français*, 3.679.

(74) Voir numéro 84.

(75) Cass. Req. 3 juillet 1923, le *Droit maritime français*, 1.98. Bordeaux, 13 mars 1922. *Rev. int. de droit maritime*, XXXIV, 605. Rennes, 27 juin 1923, le *Droit maritime français*, 1.64.

(76) Voir numéro 69.

a bien pour effet de rendre les juges plus tolérants pour les petits écarts de valeur.

Disons d'abord que la présence continuelle des deux clauses, celles-ci étant devenues inséparables, rend à cet égard les recherches difficiles. On pourra, en effet, citer des arrêts, dans lesquels, en présence de la clause « vaille que vaille », les magistrats se sont montrés tolérants ; cela ne prouvera pas, qu'en son absence, les juges n'en auraient pas fait tout autant.

La clause « vaille que vaille » envisage la possibilité d'un changement éventuel de la valeur du risque. Elle a, dit-on, pour effet, de retirer à l'assureur la possibilité de contester l'évaluation conventionnelle, au cas où le risque aurait légèrement diminué de valeur.

Nous croyons que la clause de valeur agréée seule produit déjà ce résultat. La raison de la tolérance des magistrats ne se trouve pas, selon nous, dans une stipulation spéciale issue de la volonté des parties, mais dans le fait que le contrat d'assurance est un contrat de bonne foi.

Emerigon, avant que la clause vaille que vaille ne se soit répandue, se posait déjà la question suivante : « Pour se plaindre de l'estimation contractuelle, faut-il que l'excès soit considérable ? » ; et il répondait : « Il ne serait pas convenable qu'on s'arrêtât au moindre petit excès. Un pareil scrupule ne servirait qu'à occasionner des procès, attendu l'incertitude de la va-

leur des choses. Ce point est laissé à la prudence des juges » ⁽⁷⁷⁾.

La clause de valeur agréée fait la loi des parties, à moins que l'ordre public ne s'y oppose. Et, d'autre part, l'ordre public, en l'occurrence le principe indemnitaire, n'est pas intéressé si la surassurance n'est que peu importante ⁽⁷⁸⁾. Il est impossible, en effet, de supposer que, pour un gain très minime, l'assuré se laisse aller à commettre une baraterie, et risque ainsi les rigueurs de la loi.

Dans ces conditions : ou bien, la surassurance n'est que très faible, et alors la clause « vaille que vaille » est inutile, puisque le principe indemnitaire n'entrant pas en jeu, la clause de valeur agréée continue à s'imposer aux parties ; ou bien, la surassurance, due à la modification de valeur du risque, est importante, et alors la clause « vaille que vaille » ne présente pas plus d'utilité puisque, le principe indemnitaire entrant alors en jeu, la valeur agréée est réduite jusqu'à concurrence de la valeur réelle du risque ⁽⁷⁹⁾.

Cette formule n'ajoute donc rien à la clause de valeur agréée il ne faut y voir qu'une clause de style totalement dépourvue d'effets.

★★

104. — La clause en valeur agréée qui offre aux assurés, dans l'assurance contre l'incendie, l'avantage

(77) Emerigon. T. I, chap. IX, section V, § 4.

(78) Voir numéro 33.

(79) Aix, 20 décembre 1858. Rennes, 2 mai 1870.

de leur permettre le « délaissement », donne aussi cette faculté aux assurés maritimes.

Mais tandis qu'on autorise le délaissement, dans l'assurance contre l'incendie des collections, pour éviter aux assurés la dépréciation que les objets d'art subiraient du fait d'une réparation⁽⁸⁰⁾ ; on accorde cette possibilité aux assurés maritimes, pour supprimer la perte de temps, dont ils souffriraient s'ils avaient à subir un autre procédé de règlement. Les commerçants ou armateurs sont dans la nécessité de savoir toujours à quoi s'en tenir sur leur situation réelle et sur l'étendue des pertes, qu'ils auront à subir du fait du naufrage ou de l'avarie. Grâce à la faculté que leur donnent les articles 12 à 16 de la police d'assurance sur corps et l'article 12 de la police sur facultés, les assurés pourront, dans certains cas, recevoir l'indemnité qui est prévue au contrat, moyennant le délaissement aux assureurs du risque sinistré.

Sans insister sur la faculté de délaissement, qui n'entre pas dans le cadre que nous nous sommes tracé, signalons cependant que celle-ci ne peut avoir lieu en faveur de l'assuré, que si la valeur du risque a été agréée⁽⁸¹⁾. On ne conçoit pas, en effet, comment l'assuré pourrait obliger l'assureur, moyennant l'abandon d'un objet dont ce dernier ne connaît pas la valeur, à payer une somme dont le montant n'est fixé que par la déclaration unilatérale de l'une des parties.

(80) Voir numéro 54.

(81) Voir numéro 54.



SECTION V

Particularisme de la clause de valeur agréée dans l'assurance sur corps et dans l'assurance sur faculté

105. — La réalisation de la clause de valeur agréée, dans l'assurance sur corps, comporte deux particularités qu'il convient d'étudier.

Tout d'abord, la seconde partie de l'article 9 de la police contient une disposition, d'après laquelle, la valeur agréée du navire est stipulée comprendre indivisément tous ses accessoires ⁽⁸²⁾.

Cette mention a uniquement pour but de faciliter l'application du principe indemnitaire, en permettant à l'assureur d'avoir une juste appréciation du risque qu'on lui propose.

Si, en effet, on autorisait l'assuré à souscrire en plus de l'assurance principale du navire, des assurances supplémentaires, garantissant de soi-disant avances à l'armement, avances à l'équipage, victuailles, ou autres mises dehors : on pourrait craindre que l'appréciation de l'assureur ne devienne très difficile, et que l'assuré puisse ainsi arriver à se constituer un intérêt à la perte du navire. « Règle générale, dit M. De Courcy, quand vous apprendrez qu'un vieux navire est couvert de cette végétation parasite d'assu-

(82) Voir la citation de l'article, numéro 85.

rances accessoires, tenez pour certain qu'il est destiné à ne pas durer un an de plus »⁽⁸³⁾.

★ ★

106. — La seconde particularité de la clause de valeur agréée, dans l'assurance sur corps, consiste en ce que la valeur du navire est appréciée au moment de la mise en risques. Le règlement de l'indemnité s'effectue donc sur la base de la valeur du navire assuré, non au moment du sinistre, mais au moment de la conclusion du contrat⁽⁸⁴⁾.

Cette règle qui avait été adoptée, alors que l'assurance du fret était interdite⁽⁸⁵⁾, s'expliquait, pour les auteurs de cette époque, par l'impossibilité où était l'assureur de se faire garantir le « nolis ». L'assurance du navire, à sa valeur de départ, venait compenser pour l'assuré, en cas de naufrage, la perte du fret qu'il était obligé de supporter⁽⁸⁶⁾.

Mais, depuis la loi de 1885, qui a supprimé cette prohibition, la règle consistant à assurer le navire à sa valeur de départ a subsisté.

Certains auteurs⁽⁸⁷⁾, dont J.-V. Cauvet, ont critiqué ce mode de règlement. « Pour expliquer, dit celui-ci, la formation, le jeu et les effets d'une assu-

(83) De Courcy. Commentaire des Polices Françaises d'assurance maritime, éd. 1888, p. 63.

(84) Voir Desjardins. VI, n° 1441 ; E. Cauvet. I, n° 369 ; Droz. I, n° 306 ; Danjon. V, n° 1481 ; Ripert. T. III, p. 578.

(85) Valin. Liv. III, tit. VI, art. 15.

(86) Emerigon, T. II, ch. XVII, section IX.

(87) J.-V. Cauvet. Traité sur les assurances maritimes, t. I, n° 35 et 36. Desjardins. T. VI, n° 1441 bis. Benecke. Traduit par Dubernad, éd. 1825, p. 166.

rance du navire et du fret, il faut prendre pour point de départ, l'idée... que le frêt rémunère les dépenses du voyage et l'usure qu'éprouve le navire. Si, par suite, on fait assurer le fret brut, non seulement il n'y a plus de place à l'assurance des victuailles, que le fret comprend, mais encore, le navire réduit à sa coque, à ses agrès et apparaux, ne doit être assuré, ou payé en cas de sinistre, que d'après la valeur qu'il aurait eue au terme du voyage... », et J.-V. Cauvet conseille d'assurer le navire : «...d'après sa valeur, au moment de la police, en établissant, soit sur le chiffre de l'assurance, soit sur la somme à payer dans le règlement, une déduction proportionnelle à la longueur du voyage ».

Remarquons que la loi de 1885 a répondu, en partie, aux objections anticipées de cet auteur puisqu'elle n'a permis que l'assurance du fret net ⁽⁸⁸⁾.

Quoi qu'il en soit, cette question avait soulevé, en 1885, devant le Congrès international d'Anvers, de vives controverses. Et ce n'est qu'après bien des débats que les congressistes s'étaient décidés à adopter la résolution suivante : « L'assureur du navire assuré au voyage ou à terme, à sa valeur au moment du départ, ou au moment du commencement du risque, ne peut contester la valeur assurée, à raison d'une dépréciation survenue au cours du voyage » ⁽⁸⁹⁾.

Cette solution, au point de vue théorique, n'est as-

(88) Voir l'art. 26, al. 3, de la police française d'assurance sur corps, en vertu duquel l'assuré s'interdit d'assurer le fret pour plus de 60 % du fret à justifier.

(89) Voir *Revue int. du Droit maritime*, t. I. Desjardins. T. VI, n° 1441 bis.

surément pas satisfaisante. Mais ses inconvénients sont, dans la pratique, peu importants. Le navire, même si la traversée ne donne lieu à aucun accident, est soumis à l'action des vagues, du vent, des intempéries, les machines s'usent : il est donc certain que le risque perd, pendant le voyage, une partie de sa valeur, et que le navire vaut moins au moment de son arrivée à destination, qu'au moment de son départ. Mais cette dépréciation, lorsqu'elle se produit d'une manière normale, et nous n'envisageons ici que ce cas, reste toujours minime, puisque les contrats d'assurance sur corps ne sont pas en général conclus pour une durée excédant une année.

L'assurance du navire, à sa valeur de départ, ne procurera donc à l'assuré qu'un bénéfice théorique. D'autre part, cette solution a l'avantage de la simplicité. La déduction, à laquelle on soumettrait le navire, présenterait au contraire de grandes complications ; elle devrait être variable suivant les voyages effectués par le navire, elle devrait encore, sous peine de sombrer dans l'arbitraire, tenir compte de l'âge du navire, et augmenter proportionnellement avec cet âge ; enfin elle devrait être établie différemment suivant la catégorie dans laquelle est classé le navire, suivant son mode de construction, suivant l'époque à laquelle il navigue, etc... Ce sont autant de difficultés qu'on évite, en écartant du règlement d'indemnité la déduction pour dépréciation.

Remarquons d'ailleurs que la dépréciation, dont les assureurs ne pourront pas faire état, s'entend de la dépréciation normale que subit le navire. Si, à la

faveur de circonstances exceptionnelles, ou encore par suite d'un accident dont la responsabilité ne pourrait être imputable à l'assureur, la valeur du navire diminuait dans de notables proportions : il est certain, alors, que la Compagnie d'assurances, pourrait, et devrait s'en prévaloir, pour faire réduire, en cas de sinistre, l'évaluation devenue excessive ⁽⁹⁰⁾.

En somme, cette distinction entre la dépréciation normale, qui ne peut jamais devenir élevée, et la dépréciation accidentelle, imprévisible, et presque toujours assez considérable, ne fait que nous ramener, sous une autre forme, à la proposition que nous avons émise dans le chapitre précédent, et d'après laquelle, l'assureur ne peut contester la valeur agréée, que lorsque l'excès est suffisamment important pour justifier l'application du principe indemnitaire.



107. — Examinons maintenant les particularités de la clause de valeur agréée, dans les assurances sur facultés.

Celles-ci, qui concernent, d'une part, l'assurance du profit espéré, et, d'autre part, la charge de la preuve de la valeur des marchandises, se trouvent toutes deux contenues dans l'article 16 des conditions générales de la police, qui est ainsi conçu : « Nonobstant toutes valeurs agréées, les assureurs peuvent, lors d'une réclamation de pertes ou d'avaries, deman-

(90) Desjardins. T. VI, n° 1441 *bis*. Lyon-Caen. Journal du Droit International privé, t. XII, p. 619.

der la justification des valeurs réelles, et, en cas d'exagération, réduire la somme assurée au prix coûtant, augmenté de 10 %, à moins qu'ils n'aient expressément agréé une surévaluation supérieure, auquel cas, la quotité de cette surévaluation doit être déterminée dans la police même.

Le prix coûtant sera établi par les factures d'achat, ou à défaut, par les prix courants, aux temps et lieu du chargement, augmentés de tous les frais jusqu'à bord, des avances de fret non restituables, ou du fret acquis à tous événements et de la prime d'assurance, le tout sans intérêts ».



108. — L'assurance du profit espéré, autrefois interdite, comme contraire au principe indemnitaire, est autorisée depuis que la loi du 12 août 1885 est venue supprimer la prohibition contenue dans l'article 347 du Code de Commerce.

Cette assurance, tout à fait légitime dans son principe, soulève, au point de vue pratique, de grosses difficultés de réalisation.

Comment déterminer dans la police le profit espéré ? Il semblerait, au premier abord, que le moyen le plus simple consisterait à assurer les marchandises, pour leur valeur au port de destination.

Ce système se révèle, après examen, difficilement réalisable. Comment, en effet, connaître, au moment de la conclusion du contrat, la valeur des marchandises à leur port de destination ? En premier lieu, il

n'est pas toujours possible de savoir, d'avance, avec exactitude, la date d'arrivée du navire ; celle-ci restant soumise à l'état de la mer, à la longueur des escales, etc... Il est ensuite également difficile, en admettant même que l'on puisse avoir une idée approximative de la date de déchargement des marchandises, de savoir, au moment de contracter l'assurance, quel cours sera pratiqué, le jour de l'arrivée de la cargaison à destination. Toutes ces difficultés s'accroissent encore si l'on songe que le commerçant ne connaît pas toujours la date de départ du navire ; et qu'en outre, il ne sait même pas toujours, au moment de la signature de la police, à quel port il destine ses marchandises. Les commerçants pratiquent, souvent, aujourd'hui, les expéditions alternatives grâce auxquelles ils se réservent le droit d'indiquer au capitaine du navire, quand celui-ci sera arrivé à un port d'escale, la destination définitive de la cargaison.

Méconnaître ces difficultés et pratiquer l'assurance du profit espéré, en assurant les marchandises au port de destination serait aboutir le plus souvent pour l'assuré, soit à une garantie incomplète, soit à une surassurance importante, et partant, à un gaspillage ruineux de primes.

Pour éviter ces inconvénients, on a préféré laisser à l'assuré le soin de fixer, dans la police, le profit espéré qu'il compte retirer de l'expédition. La détermination de celui-ci est établie par une majoration de tant pour cent, sur la valeur d'achat des marchandises. Cette majoration, qui est d'habitude et en l'ab-

sence de toute précision à cet égard fixée à 10 %, peut être élevée à un chiffre supérieur, mais elle doit, alors, faire dans la police, l'objet d'une mention spéciale.

Ainsi réalisée, l'assurance du profit espéré offre une similitude frappante avec l'assurance du chômage industriel et commercial que nous avons examinée, dans la première partie de notre étude⁽⁹¹⁾.

Comme elle, elle se présente sous la forme d'un forfait, comme pour elle, le forfait est nécessité, encore ici, par l'impossibilité de connaître d'avance, avec exactitude, l'étendue du gain futur. Enfin l'emploi de la valeur agréée, sous cette forme, trouve, aussi en ce qui concerne les assurances maritimes, sa justification dans l'impossibilité de réaliser, sous une autre modalité, la garantie de ce risque.

Il reste maintenant à savoir quels sont les effets de cette assurance du bénéfice espéré. La réponse à cette importante question ne peut être donnée qu'après l'étude de la clause « nonobstant »⁽⁹²⁾.

★★

109. — La clause « nonobstant... », par laquelle l'assureur se réserve de demander à l'assuré la justification des valeurs réelles, et de réduire en cas d'exagération la somme assurée, n'est pas nouvelle.

Elle se trouvait déjà contenue, sous une forme peu différente, parmi les dispositions du Guidon de la

(91) Voir numéro 63 et suivants.

(92) Voir numéros 109 et 111.

mer. Il y était dit, en effet, que les assureurs: «...se confiants en la légalité et prud'homme de ceux qui se font assurer et qui ont fait dresser l'assurance, n'ayant le loisir d'examiner et consulter telles appréciations, descriptions, clauses insolites : ils ne s'obligent aucunement à suivre l'estimation d'icelles par leurs souscriptions ; mais sont toujours recevables, après la perte, de discuter ou disputer, si les évaluations contenues en la police sont conformes à la vérité » (93).

La clause « nonobstant... » ; bien qu'elle soit d'inspiration ancienne et qu'elle n'ait pas été contestée autrefois, soulève cependant, actuellement, des difficultés d'interprétation. Et cela se conçoit fort bien si l'on considère que la disposition du Guidon de la mer n'avait vraisemblablement pas envisagé le cas de l'assurance en valeur agréée, et paraissait donc, s'appliquant à l'estimation unilatérale et à l'assurance en valeur déclarée, entièrement justifiée, tandis qu'au contraire la clause moderne, ayant surtout en vue l'assurance en valeur agréée, semble en contradiction avec cette dernière et s'explique beaucoup plus difficilement.

L'effet principal de la clause de valeur agréée est, en effet, de dispenser l'assuré de prouver au moment du sinistre la valeur du risque, et c'est surtout pour obtenir ce résultat que celui-ci demande à l'assureur d'agréer les évaluations contenues dans la police. Dans ces conditions, il semble incompréhensible que

(93) Guidon de la mer, ch. II, art. XV. Pardessus. Les lois maritimes, t. II.

l'assureur puisse, malgré la clause de valeur agréée, se réserver, par une autre stipulation de la police, de demander à l'assuré la justification de ses prétentions.

Certains auteurs voulant concilier ces deux propositions contradictoires, ont estimé que la clause « nonobstant... » ne pouvait avoir pour effet d'obliger l'assuré à apporter la preuve de valeur, mais qu'elle constituait simplement un rappel aux principes généraux, et qu'elle n'avait pour but que de réserver à l'assureur la possibilité d'apporter la preuve contraire ⁽⁹⁴⁾.

A quoi, en effet, disent-ils pour soutenir leur opinion, serviraient l'évaluation conventionnelle et la clause de valeur agréée, si l'on prenait à la lettre les termes de la clause « nonobstant... » ?

Mais à quoi, pourrait-on leur répondre, servirait la clause « nonobstant... », si elle n'était qu'une application du principe indemnitaire ? Ce dernier est reconnu partout, comme étant d'ordre public ; il n'est pas nécessaire, pour qu'il puisse s'appliquer et mettre même en échec les conventions particulières, qu'il fasse l'objet d'une disposition spéciale dans le corps de la police.

Au surplus cette opinion peut encore être critiquée à divers points de vue. D'abord, elle est contraire aux termes de la clause ; il y est stipulé en effet que l'assureur se réserve de « demander » la justification des valeurs réelles ; et cette formule, très précise, ne

(94) De Valroger, III, n° 1412. Desjardins, VI, n° 1445. Voir aussi Paris, le 28 décembre 1874 et Cass. Req. 12 juin 1876. D.77.I.193.

peut être confondue avec l'offre de « fournir » la preuve contraire.

Enfin cette interprétation est également contraire à l'intention des parties. L'assureur ne peut s'être réservé d'apporter une justification, qu'il lui serait rigoureusement impossible d'apporter ; car l'assuré seul peut être en mesure de fournir la preuve de la valeur réelle des marchandises au port de chargement.

Il ne peut donc faire de doute, à notre avis, que c'est sur l'assuré, que les rédacteurs de l'article 16 ont entendu faire retomber le fardeau de la preuve de la valeur réelle du risque.

Cette solution, admise par la majorité des auteurs⁽⁹⁵⁾, se justifie pratiquement par l'impossibilité dans laquelle se trouve l'assureur la plupart du temps, de contrôler les déclarations qui lui sont faites par l'assuré⁽⁹⁶⁾. Mais elle offre, d'autre part, l'inconvénient de restreindre considérablement les avantages de la clause de la valeur agréée, et d'en dénaturer les effets.

Devant l'impossibilité d'une vérification du risque, de la part de l'assureur, il vaudrait peut-être mieux ne pas agréer les estimations, que de les approuver et de supprimer ensuite les effets que les assurés sont en droit de faire découler de cette ratification.

(95) Voir par exemple Boistel. Précis de Droit Commercial, éd. 1884, n° 1336. De Courcy. Questions de Droit Maritime, t. II, p. 311 et suiv. Guyonnet Dupérat. Commentaire de la police française de 1919, p. 100. Ripert. III, p. 584. Voir Marseille, 29 juillet 1886. *Rev. Int. Droit Maritime*, II.186.

(96) Voir numéro 76.

Certains auteurs ont même été jusqu'à déclarer que la clause « nonobstant... » constituait de la part de l'assureur un véritable abus⁽⁹⁷⁾. Mais ont-ils songé que l'assureur n'est pas pleinement libre de donner ou de refuser son agrément? Sans vouloir le comparer, comme le faisait le Guidon de la mer, au pupille, à la veuve ou à l'absent, « qui ne peuvent ou ne doivent estre trompés »⁽⁹⁸⁾ : il est certain cependant, qu'il n'agit pas non plus suivant son libre arbitre. La menace permanente, que constitue pour lui la concurrence, l'oblige, s'il ne veut pas perdre une partie de sa clientèle, à accepter les contrats tels qu'ils lui sont proposés⁽⁹⁹⁾; c'est-à-dire, munis de toutes les dispositions favorables aux assurés, dont notamment les clauses de valeur agréée, vaille que vaille, etc...

Il semble bien, dans ces conditions, que l'on ne puisse désapprouver la disposition contenue dans l'article 16, qui a le mérite de rétablir l'équilibre entre les situations de l'assureur et celle de l'assuré. Sans doute cette solution n'est-elle satisfaisante, ni au point de vue logique, ni au point de vue doctrinal ; mais elle offre, du moins, l'avantage pratique de sauvegarder le plus important des principes, en matière d'assurance, le principe indemnitaire.



(97) Boistel. N° 1336.

(98) Guidon de la mer, ch. II, art. XV. Pardessus. Lois maritimes, t. II.

(99) Voir numéro 68.

110. — Remarquons d'ailleurs que la clause « nonobstant... » n'a pas toujours l'occasion de s'appliquer. Il arrive quelquefois, en effet, que l'assureur, ayant pu vérifier le risque, la clause de valeur agréée, soit déclarée dans la police, avoir été faite en dérogation expresse à l'article 16.

La clause de valeur agréée reprend alors toute sa valeur, et la justification de la valeur du risque ne peut plus être exigée de l'assuré.

On constate ainsi qu'il existe, dans les assurances sur facultés, deux sortes d'assurances en valeur agréée : l'une, qui ne produit que des effets mitigés, et qui se rapproche fort de l'assurance en valeur déclarée ; et l'autre, la véritable, qui a effectivement pour effet de dispenser l'assuré de la preuve de valeur.



111. — La possibilité, que la clause « nonobstant... » accorde à l'assureur, d'exiger de l'assuré la justification de valeur, ne s'étend pas à l'évaluation du profit espéré⁽¹⁰⁰⁾.

Les termes mêmes de la clause nous l'indiquent. La preuve qui peut être demandée à l'assuré n'est que celle de la valeur réelle des marchandises ; il n'y est pas question de la preuve du bénéfice espéré.

Au surplus, cette distinction entre la valeur réelle, ou prix coûtant des marchandises, et bénéfice espéré, se comprend aisément. Tandis que l'assureur est dans

(100) Ripert. III, p. 585.

l'impossibilité absolue, comme nous l'avons vu, d'apporter la justification de la première, il peut au contraire facilement, en consultant les cours du marché du lieu de destination, être fixé sur l'étendue du gain que l'assuré aurait réalisé, si le navire était arrivé à bon port.

L'assureur, estimant exagérée l'évaluation du bénéfice espéré, ne peut donc exiger de l'assuré de justifications à cet égard. Mais, il lui reste la possibilité d'apporter lui-même la preuve de la surassurance. Car on ne saurait, d'autre part, prenant prétexte du caractère forfaitaire de cette assurance, refuser aux Compagnies la faculté de faire réduire un excès de garantie portant sur le bénéfice espéré⁽¹⁰¹⁾.

Le caractère forfaitaire de l'évaluation, que l'assurance en valeur agréée revêt exceptionnellement en cette occurrence, est nécessaire à la conclusion du contrat, comme nous l'avons vu précédemment⁽¹⁰²⁾. Mais, il ne s'ensuit pas qu'il doive rendre indiscutable cette évaluation, au moment du sinistre. A ce moment, en effet, le prix des marchandises étant établi par l'assuré, il devient possible en le déduisant de leur valeur au port de destination, de connaître exactement l'étendue du profit espéré.

Le seul profit espéré, que l'assuré puisse prétendre se faire allouer en cas de sinistre, est celui qui aurait été réalisé en cas de bonne arrivée du navire.



(101) Vivante. N° 137. Jacobs. II, n° 812. Ripert. III, p. 583.

(102) Voir numéro 108.

112. — Il importe de remarquer, en terminant, que la contestation de l'assureur ne saurait être admise, tout comme dans les autres catégories d'assurances, que dans le cas où l'excès dont il se plaint est suffisamment important pour justifier cette dérogation aux effets normaux du contrat.

Mais, d'autre part, il nous semble que l'assurance du profit espéré, même ne consistant qu'en une majoration de 10 % du prix coûtant des marchandises, pourrait être réduite, dans le cas où celles-ci auraient diminué considérablement de valeur pendant le voyage ; car il y aurait lieu de rechercher s'il y a surassurance, non pas en considérant séparément le prix coûtant des marchandises et le profit espéré, mais en envisageant globalement le montant total de l'indemnité que l'assuré peut éventuellement recevoir.

CHAPITRE IV

LES EFFETS DE LA CLAUSE AU POINT DE VUE DE L'INDEMNITE A L'ETRANGER

113. — Ayant étudié, dans la première partie de notre travail, les effets généraux de la clause de valeur agréée à l'étranger, un semblable examen en ce qui concerne les assurances maritimes, nous amènerait à constater, dans chaque pays, l'existence de tendances analogues à celles que nous avons vu être adoptées, dans les assurances terrestres⁽¹⁾.

Nous nous bornerons donc, dans ce chapitre, laissant de côté les questions relatives aux effets généraux de la clause, à examiner les solutions que les principaux pays ont apportées aux problèmes spéciaux, que soulève le particularisme du droit maritime, tant dans l'assurance sur corps, que dans l'assurance sur facultés.

*
**

(1) Voir numéro 35 et suivants.

SECTION I

Assurance sur corps

114. — L'assurance sur corps, qu'on l'envisage en France ou dans les autres pays, n'offre pas de grosses difficultés. Les Sociétés de Classification, qui permettent aux assureurs de connaître avec exactitude la valeur d'un risque, se sont répandues partout, et l'extension qu'elles ont prise, à travers le monde, explique la facilité et la sûreté, avec lesquelles les contrats d'assurance sur corps sont conclus sur tous les points du globe.

La seule question qui aurait pu, cependant, être matière à contestation, est celle qui est relative à l'appréciation du navire à sa valeur de départ.

En Angleterre, par exemple, la coutume s'était établie d'assurer le navire à sa valeur à la mise en risques, en y comprenant les munitions, les victuailles, les mises dehors, etc...; et d'assurer, d'autre part, le fret brut, par une police distincte. Le propriétaire du navire touchait ainsi, en cas de naufrage, une indemnité supérieure à la perte réellement éprouvée. Certains auteurs anglais, constatant les dangers de ce procédé, avaient, pour pallier à cet inconvénient, proposé de garantir le navire pour sa valeur au port de destination.

Parmi ceux-ci, Benecke, notamment, a soutenu cette opinion. Si, dit-il, un dommage survenant, l'assuré était indemnisé de la valeur du navire à son départ,

sans déduction du dépérissement, « ce ne serait plus pour lui une indemnité, mais un bénéfice. Si au contraire, il ne reçoit que le remboursement de la perte, qui a été la conséquence réelle du dommage, le dépérissement étant d'abord pris en considération, il aura payé, sur ce dernier article, une prime qui sera pour lui sans utilité. Le corps du navire, avec toutes ses dépendances, doit conséquemment être assuré, non pas pour sa valeur au moment d'entreprendre le voyage, mais pour celle qu'il aura, après heureuse arrivée au port de destination » (2).

Cependant, malgré l'apparente justesse de ce raisonnement, et l'autorité des techniciens de l'assurance qui ont pu le soutenir, les inconvénients auxquels donnerait lieu l'application de ce système, ont fait adopter, en Angleterre (3), comme dans la plupart des autres pays, la méthode suivie en France (4).



SECTION II

Assurance sur facultés

115. — L'assurance sur facultés présente, à l'étranger comme en France, de sérieuses difficultés de con-

(2) Benecke (traduit par Dubernad). *Traité des principes d'indemnité en matière d'assurance maritime*, p. 166 et suiv.

(3) *Marine Insurance act*, de 1906, article 16, alinéa 1.

(4) Voir résolution du Congrès International d'Anvers, et Arnould, I, p. 311 et 312. Philipps. II.1222. Code Allemand, art. 799. Pays-Bas, 602. Pays Scandinaves, 191. Finlande, art. 183 c. commerce.

trôle. Mais le point, sur lequel l'attention des techniciens et des légistes a été particulièrement attirée, est l'assurance du profit espéré.

L'assurance du profit espéré est autorisée partout, mais ses modalités de réalisation, et ses effets mêmes, sont différents suivant qu'on l'envisage dans l'un ou dans l'autre pays.

★★

116. — En Angleterre, l'assurance du profit espéré est considérée comme excessivement dangereuse ; aussi, alors que l'on évite, pour les autres catégories d'assurance, de réduire l'évaluation conventionnelle, à moins que la surassurance ne soit considérable, en ce qui concerne cette catégorie de risques au contraire, le principe indemnitaire est appliqué dans toute sa rigueur.

L'assuré ayant fait garantir un profit espéré, dans sa police, qu'il s'agisse d'une assurance en valeur agréée, ou d'une assurance par « police ouverte », ne peut avoir, en cas de sinistre, droit à une indemnité, de ce chef, que dans la mesure où il prouve, qu'en cas de bonne arrivée du navire, il aurait obtenu effectivement un gain par la vente de ses marchandises ⁽⁵⁾.

(5) Voir : Philipps, n° 318. Arnould, p. 38 : « Profits may be insured equally by valued and by open policies. But whether insured by one or the other, it is the law of this country that the assured cannot recover unless he proves that, but for the intervention of the perils insured against, some profit would in fact have been realized by the sale of his goods, on arrival ».



117. — En Espagne, sous l'empire du code, l'assurance du profit espéré, peut être fixée par la convention des parties, mais le chiffre ainsi déterminé, n'est que provisoire, et doit être réduit, s'il résulte de la comparaison avec le cours de marchandises identiques, qu'il est excessif.

L'assurance en valeur agréée du profit espéré est, d'autre part, soumise à la modalité suivante : d'après l'article 748 : « l'assurance du profit espéré sera réglée par la convention, à condition que soit mentionnés, dans la police : 1° le montant du profit espéré par l'assuré, en cas d'heureuse arrivée des marchandises à destination ; 2° l'obligation de réduire l'assurance, si, par la comparaison des prix obtenus par la vente à destination, après déduction du fret et des frais, avec le prix d'achat, il résulte que le gain est inférieur à la somme assurée. »



118. — En Italie, la difficulté que présente l'assurance du profit espéré, a été résolue d'une manière assez particulière. L'assuré peut faire garantir ses marchandises, soit pour leur prix d'achat, soit pour le prix qu'elles auront à l'arrivée; et d'autre part, dans le cas où l'estimation n'est spécifiée dans la police se rapporter ni à l'un ni à l'autre de ces prix, elle ne peut être réduite, si elle ne dépasse pas le chiffre le plus élevé des deux cas.

Ainsi, dans l'hypothèse où les marchandises se-

raient estimées sans mention spéciale, et où celles-ci diminueraient de valeur pendant le voyage, l'assuré, en réclamant une indemnité égale au prix d'achat, trouverait dans l'assurance de ses marchandises une garantie, non seulement contre les risques assurés, mais aussi contre les fluctuations éventuelles des cours.

Ce système, qui peut ainsi, dans certain cas, arriver à compromettre le principe indemnitaire, semble être en contradiction avec les solutions admises généralement dans ce pays ⁽⁶⁾. Il est cependant nettement établi par l'article 612 du Code de Commerce, dont l'interprétation ne peut nous laisser aucun doute à cet égard.

Cet article est en effet ainsi conçu : « Les marchandises chargées peuvent être assurées : soit pour le prix coûtant, en y joignant les frais de chargement et ceux du fret ; soit pour le prix courant au lieu de destination, à leur arrivée sans avaries. L'estimation des choses assurées, faite dans le contrat, sans autre explication, peut se référer à l'un ou à l'autre de ces deux cas, et il n'y a pas lieu d'appliquer l'article 428, si elle n'est pas supérieure au plus élevé des prix sus indiqués. »

★★

119. — L'assurance du profit espéré, en Allemagne, bien que conçue d'une manière autre qu'en Italie, aboutit elle aussi à transformer la garantie des

(6) Voir numéro 39.

risques maritimes en garantie de risques commerciaux.

L'article 793 du Code de Commerce (ancien article 797) déclare, en effet : « Lorsque les parties ont convenu de taxer la valeur assurée à une somme déterminée (taxe), c'est la taxe qui sert de règle entre les parties, pour fixer la valeur assurée. Toutefois, l'assureur peut demander une réduction de la taxe, si celle-ci est réellement exagérée ; si l'on a taxé des profits éventuels, l'assureur peut demander la réduction de la taxe, dans le cas où celle-ci dépasse le bénéfice que selon toute probabilité, et d'après les évaluations commerciales, l'on pouvait prévoir au moment de la conclusion du contrat. »

Ainsi d'après cette disposition, il semble indifférent que les espoirs de l'assuré se réalisent ou non, suivant ses prévisions. Peu importe que les marchandises, dont on pouvait, d'après l'état du marché, escompter la hausse, aient au contraire, diminué, et que leur prix soit effectivement descendu au-dessous de celui qu'elles avaient au départ. L'espoir d'une hausse suffira à rendre efficace l'assurance du bénéfice espéré, et à justifier la demande d'indemnité de l'assuré.

Ce système, qui présente l'avantage de simplifier le règlement du sinistre, offre, par contre, le grand inconvénient de faire supporter à l'assureur les conséquences des mauvaises spéculations de l'assuré, dont la charge devrait normalement retomber sur

ce dernier ⁽⁷⁾, et constitue, par cela même, un dangereux encouragement aux sinistres frauduleux.

★★

120. — En Belgique, les modalités de réalisation de l'assurance du profit espéré, ont été autrefois l'objet de vives controverses, devant la commission extra parlementaire ⁽⁸⁾.

Après avoir examiné et rejeté les divers systèmes, qui leur étaient proposés, les légistes décidèrent d'adopter une disposition, laissant aux parties le soin de déterminer la valeur représentant le profit espéré, cette valeur conventionnellement établie, ne pouvant plus être, par la suite, contestée par les parties. Le texte de l'article 190, voté à la suite de ces débats, est ainsi conçu : « Si les parties ont convenu de l'évaluation du profit espéré, cette évaluation fera loi, sans qu'il soit besoin d'autre justification. »

On n'est pas d'accord sur la portée exacte de ce texte. Si Jurisprudence et doctrine belge reconnaissent unanimement que l'on ne peut attaquer une évaluation du profit espéré, quand celle-ci est réalisée séparément ; il n'en est pas de même, quand l'estimation contenue dans la police est globale, et comprend dans une même somme, la valeur des marchandises et un bénéfice quelconque non encore déterminé.

Certains auteurs pensent, que si ce dernier a été

(7) Tribunal d'Empire, 18 septembre 1885. Journal du Droit International privé, 1887, 193.

(8) Jacobs. Le droit maritime belge, t. II, n° 811.

évalué globalement avec les marchandises, l'assuré ne peut avoir droit à la partie de l'indemnité représentant le bénéfice espéré, que s'il parvient à prouver, que celui-ci aurait été, en cas de bonne arrivée du navire, effectivement réalisé (9).

Des décisions de justice ont statué, en sens inverse, et ont décidé que l'évaluation globale devait, au contraire, tout comme l'estimation séparée du profit espéré, faire la loi des parties (10).

Il semble bien que l'on doive donner raison aux auteurs qui défendent la première de ces deux opinions, les législateurs n'ayant envisagé, lors des travaux préparatoires précédant la discussion du projet, que le profit espéré évalué isolément.

Mais, ce point étant précisé, la solution ne nous en semble pas moins critiquable. L'évaluation du profit espéré, même effectuée conformément à la loi, ne devrait avoir pour résultat d'être « inattaquable » (11), et de procurer à l'assuré une indemnité indépendante de la perte réelle.

(9) Jacobs. Le droit maritime belge, t. II, n° 812. Cruysmans. Révision du Code de Commerce, n° 41.

(10) Cour de Gand, 24 février 1885. Jurisprudence d'Anvers, 1888. 2.11. Sentence arbitrale d'Anvers, 17 juillet 1884. Jurisprudence d'Anvers, 1887.1.115. Voir aussi sentence arbitrale du 28 novembre 1905, *Rev. Int. Droit Maritime*, XXI.662. Voir en sens contraire Sentence arbitrale du 10 décembre 1913. *Revue Internationale de Droit Maritime*, XXIX, 814.

(11) Smet. Les assurances maritimes, n° 412.

CHAPITRE V

EFFETS DE LA CLAUSE DE LA VALEUR AGREEE SUR LA PRIME ET LIMITES D'APPLICATION

SECTION I

Les effets de la clause de valeur agréée sur la prime

121. — Dans le chapitre sixième de la première partie de notre étude, nous avons recherché si le fait que l'assureur avait agréé une évaluation, devait influencer sur la restitution éventuelle de la prime, en cas de réduction d'une surassurance de bonne foi; et nous avons conclu que l'acceptation de l'assureur devait avoir pour résultat, dans l'hypothèse que nous envisagions, de l'obliger à rendre à l'assuré, le trop perçu des primes, que celles-ci soient échues ou non ⁽¹⁾.

Dans les assurances maritimes, le problème se pose d'une manière différente.

L'article 358 du Code de commerce, qui règle le sort des primes, en cas de réduction d'une valeur

(1) Voir numéro 43.

assurée exagérée, n'a pas adopté en effet la même solution, que la disposition correspondante de la loi du 13 juillet 1930. S'il n'y a ni dol ni fraude, le contrat n'est valable que jusqu'à concurrence des effets chargés, et les assureurs... « ne reçoivent pas la prime de cet excédent de valeur, mais seulement l'indemnité de demi pour cent. »

Cette disposition différant de celle établie pour les assurances terrestres par l'article 29 de la loi du 13 juillet 1930 ; et d'autre part, la clause de valeur agréée, étant dans les assurances maritimes stipulée dans la plupart des contrats, alors qu'elle n'est que l'exception en ce qui concerne les risques terrestres : il y a lieu, pour nous, de rechercher s'il n'y a pas une corrélation entre ces deux faits, et si l'acceptation donnée par l'assureur n'a pas influé sur la rédaction de l'article 358.



122. — La disposition contenue par l'article 358 n'est pas une nouveauté. On la retrouve déjà dans l'article 23 de l'ordonnance de 1681, d'après lequel les assureurs sont tenus, dans l'hypothèse que nous étudions, « de rendre la prime du surplus, à la réserve du demi pour cent. » Et Valin nous déclare que la réserve du demi pour cent était déjà employée dans les assurances d'Amsterdam (article 22), et qu'elle se trouvait aussi stipulée dans l'ordonnance des Pays-Bas de 1563, où elle ne faisait, paraît-il, que consacrer « l'ancien usage ».

On pourrait tirer argument de cette ancienneté pour prétendre qu'il ne peut y avoir aucun lien entre l'indemnité de demi pour cent et la clause de valeur agréée ; puisqu'à cette époque cette dernière n'était connue qu'à l'état embryonnaire, et qu'en tous cas son emploi ne s'était pas encore généralisé.

Mais cet argument n'aurait en réalité aucune valeur. Si la clause de valeur agréée, n'était pas à cette époque d'un usage courant, nous avons vu, par contre, que l'on estimait alors que la simple évaluation avait pour effet, par le seul fait que l'assureur signait la police, de rejeter sur ce dernier la charge de la preuve de l'exagération de valeur. La simple évaluation unilatérale, se comportait, à cet égard, comme une valeur agréée tacite. La solution adoptée par l'article 358 du Code de commerce aurait donc pu tout aussi bien se justifier, à cette époque, par la différence existant entre le régime de la preuve pratiqué dans les assurances terrestres, et celui pratiqué dans les assurances maritimes.

Au surplus l'influence de la clause de valeur agréée sur la rédaction de l'article 358 ne paraît pas pouvoir être niée.

L'indemnité accordée à l'assureur maritime a été considérée comme une compensation des risques que celui-ci court. La preuve de la valeur étant à sa charge, et celle-ci étant difficile à rapporter, l'assureur s'expose à ne pas pouvoir faire réduire la somme portée au contrat, et à être par conséquent obligé d'en payer la totalité.

Tous les auteurs sont d'accord pour déclarer que

ce sont bien là, les raisons qui avaient déterminé le législateur à se prononcer pour cette solution ⁽²⁾.

Mais, il nous semble que ces arguments, qui pouvaient être concluants autrefois en faveur de cette opinion, ne le sont plus à l'heure actuelle, au même titre.

En premier lieu, en ce qui concerne l'assurance sur corps, l'assureur est pleinement protégé aujourd'hui par l'existence des sociétés de classification, grâce auxquelles il est à même d'avoir, à tout instant, une appréciation exacte de la valeur du navire.

D'autre part, en ce qui concerne l'assurance sur facultés, il n'éprouve également en général, aucune difficulté à éviter le paiement d'une indemnité exagérée, à la faveur de la clause « nonobstant », qui oblige l'assuré à lui apporter, sur sa demande, la justification des valeurs assurées. Quant à la dérogation, qui est apportée parfois dans les polices à cette clause : elle ne saurait non plus faire craindre une atteinte au principe indemnitaire, car elle ne doit avoir lieu que si la compagnie a pu vérifier l'exactitude des estimations contenues dans la police.

L'évaluation du profit espéré, enfin, est, elle aussi, une fois le sinistre arrivé, et la preuve de la valeur réelle des marchandises rapportée par l'assuré, facilement contrôlable.

(2) Voir par exemple : Alauzet. *Traité général des Assurances terrestres*, éd. 1843, n° 363. Weens, p. 286 à 289. Paris le Clerc, thèse Paris 1932, p. 169 et suiv. Voir aussi Bosc. *La loi anglaise de 1906*, thèse de 1910, p. 245.

L'assureur, malgré l'existence de la clause de valeur agréée, est donc aussi certain, que dans les assurances terrestres, de pouvoir découvrir et prouver la surassurance. Si l'indemnité de demi pour cent pouvait être motivée par cette difficulté, au moment où la clause « nonobstant » n'était pas encore stipulée couramment en faveur de la compagnie ⁽³⁾, au moment où les sociétés de classification ne s'étaient pas encore développées, au moment enfin, où la précarité et la lenteur des moyens de communication, rendaient la vérification des risques ardue ; il n'en est plus de même maintenant.

Il serait d'ailleurs bien illogique, à notre avis, que l'acceptation de l'assureur, ce dernier reconnaissant exacte une estimation erronée, loin d'être considérée comme une faute professionnelle, l'avantageât, en lui permettant de réclamer une indemnité.

Nous ne croyons donc pas que la justification de l'indemnité de demi pour cent, accordée à l'assureur par l'article 358 puisse, encore actuellement, être trouvée dans les suppléments de risques, que ferait courir à la compagnie la clause de valeur agréée.

★★

123. — Il nous semblerait plus logique, d'adopter dans l'assurance maritime en valeur agréée la solu-

(3) La clause « nonobstant » n'a été introduite, dans la formule imprimée des polices, qu'à la suite d'un congrès d'assureurs qui s'est tenu en 1873.

tion dont nous avons préconisé l'emploi dans les assurances terrestres : solution qui consisterait à rendre à l'assuré toute la portion de la prime correspondant à la partie réduite de l'évaluation exagérée.

Remarquons cependant que l'indemnité de demi pour cent accordée à l'assureur par l'article 358, semble, comparativement à la disposition correspondante de l'article 29, beaucoup plus modérée.

L'adoption dans l'assurance maritime du système pratiqué dans les assurances terrestres, aurait d'ailleurs abouti à des résultats iniques.

En effet, tandis que le contrat d'assurance terrestre s'étend sur une durée assez longue, et que le paiement de la prime est fractionné, celle-ci étant payable par année ; au contraire, dans les assurances maritimes, l'assureur ne garantit le plus souvent qu'un voyage, ou en tous cas signe rarement un contrat pour une période dépassant une année, aussi la prime est-elle en général unique. La prime d'après l'article 25 de la police d'assurance sur corps, est fractionnée par quarts, le dernier quart étant exigible au plus tard neuf mois après la prise des risques ; d'autre part, et d'après l'article 22 de la police d'assurance sur facultés, « la prime entière est due, dès que les risques ont commencé à courir, et est payable comptant dans le lieu de la signature de la police par les assureurs. »

Il résulte de ces dispositions, que l'application du procédé consacré par l'article 29 de la loi du 13 juillet 1930, et consistant à abandonner à l'assureur les

primes échues, aux assurances maritimes et notamment à l'assurance des marchandises, aboutirait le plus souvent, pour l'assuré, à le priver de la restitution éventuelle d'une portion de la prime.

Le régime appliqué aux assurances maritimes, paraît au premier abord plus défavorable à l'assuré, mais il ne constitue en réalité pour lui qu'un désavantage relativement minime, aussi l'article 358 du Code de Commerce, bien que n'adoptant pas pleinement notre point de vue, nous semble-t-il plus proche de la solution que nous avons préconisée, que la disposition contenue par l'article 29 de la loi de 1930.



SECTION II

Limitation des effets de la clause de valeur agréée

Les effets de la clause de valeur agréée comportent, dans l'assurance maritime, les mêmes limites d'application que dans l'assurance terrestre. Mais, tandis qu'en ce qui concerne la seconde, ces limites ont pu être l'objet d'interprétations contradictoires; dans la première, au contraire, elles ont été jusqu'à présent admises sans contestation.

Nous nous contenterons donc de signaler les quelques applications, auxquelles elles ont pu donner lieu.

★
★★

124. — La clause de valeur agréée ne dispense pas l'assuré, une fois le sinistre arrivé, de prouver la mise en risques de l'objet assuré.

Cette proposition qui, nous l'avons vu, avait été combattue en ce qui concerne les assurances terrestres, par certains auteurs, n'a, à notre connaissance, jamais été mise en doute dans les assurances maritimes.

Déjà autrefois au xviii^e siècle, on considérait que le pacte par lequel on déclarait s'en tenir à l'estimation faite, n'avait pas pour effet de dispenser l'assuré de fournir la preuve du chargement de la cargaison.

Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler les controverses qui avaient eu lieu, à cette époque, au sujet du « pacte qu'en cas de perte l'assuré sera dispensé de justifier le chargement. »

Emerigon, par exemple, étudie dans son ouvrage la validité d'une telle convention, et il nous en donne même la formule, telle qu'elle a été employée autrefois en Italie ⁽⁴⁾. Valin examine, lui aussi, la licéité de cette clause ⁽⁵⁾. De nombreux auteurs, enfin, ont discuté jusqu'à nos jours, pour savoir s'il était possible à l'assureur de renoncer valablement à toutes justifications ⁽⁶⁾.

Sans que nous ayons à entrer dans la discussion

(4) Emerigon. Ch. IX, sect. VIII.

(5) Valin. Sous article 57.

(6) Boulay Paty. T. 4, p. 347. Dageville. T. 3, p. 496. E. Cauvet. T. I, n° 328. Desjardins. VII, n° 1484. Danjon. T. V, p. 121.

de la validité d'une telle convention, validité sur laquelle les auteurs ne sont pas d'accord, remarquons que dans l'opinion de tous, la dispense de la preuve de la mise en risque n'a jamais été considérée comme l'un des effets de la clause de valeur agréée, mais bien comme le résultat, d'ailleurs discutable, d'une convention spéciale, n'ayant aucun rapport avec celle qui fait l'objet de notre étude.

Devant l'unanimité de la doctrine, sur ce dernier point, il semble impossible de soutenir l'assimilation de la preuve de la valeur et celle de la mise en risque, et de prétendre que la clause de valeur agréée a pour effet de décharger l'assuré de ces deux catégories de justifications (7).

125. — La clause de valeur agréée, qui fait la loi entre les parties, n'est pas opposable aux tiers. Ce principe, que nous avons déjà examiné dans la première partie de notre étude, est incontestable aussi bien dans les assurances maritimes que dans les assurances terrestres.

Il a cependant donné lieu, en ce qui concerne les assurances maritimes, à quelques applications qu'il convient de signaler.

En premier lieu, en ce qui concerne la contribution aux avaries communes, le règlement qui met

(7) Voir Tribunal Commerce Nantes, 14 août 1909. *Rev. Int. Droit Maritime*, XXV, p. 359. Cour de Cass., 18 janvier 1910. *Rev. Int. Droit Maritime*, XXV, p. 611. Voir aussi Govare, p. 78. Sentence Arbitrale Belge, 28 novembre 1905. *Rev. Int. Droit Maritime*, XXI, 662.

aux prises les divers intéressés, suscite des difficultés, comme nous l'avons vu, en raison du fait que la valeur de l'objet assuré n'est pas le même pour tous. Pour l'assuré et l'assureur, la valeur agréée est obligatoire ; mais elle ne s'impose, en aucune façon, à l'égard des contribuables, et permet à ces derniers de réclamer à l'assuré, la quotité de la contribution, sur une valeur supérieure ⁽⁸⁾.

En second lieu, l'inopposabilité de la clause de valeur agréée aux tiers a eu encore l'occasion d'être appliquée dans le cas de la double assurance. C'est ainsi qu'un assuré, s'étant fait garantir, par plusieurs polices séparées, un même chargement, la Cour Royale d'Amiens, ayant été appelée à statuer sur cette question, pour déterminer la responsabilité des deux assureurs, décida que l'estimation conclue en valeur agréée par le premier, n'était pas opposable au second ⁽⁹⁾.

(8) Voir numéros 87 et 89.

(9) Cass. 8 mai 1839. Journal du Palais, 1839.1.551. Amiens, 14 février 1840. Journal du Palais, 1841.2.718.

CONCLUSION

Parvenu au terme de notre étude, nous achèverons notre travail, en le complétant par les réflexions que peut suggérer l'examen comparatif de la clause de valeur agréée, dans ses applications terrestres et maritimes.

Le particularisme du droit maritime, que nous avons signalé d'autre part, et qui a motivé la division bipartite de nos développements, n'est pas un leurre. En ce qui concerne les assurances, il se manifeste notamment sur deux points, particulièrement importants en ce qui nous concerne.

En premier lieu, alors que les contrats qui garantissent les risques terrestres, sont en général conclus pour une période assez longue, les contrats maritimes sont d'une durée beaucoup moindre, et ne dépassent pas habituellement une année.

En second lieu, tandis qu'il est généralement possible, en matière terrestre, de rechercher et de découvrir après une sinistre, la valeur approximative des objets assurés : une telle recherche dans les assurances maritimes, est au contraire impossible, en cas de sinistre total, lorsque le navire a sombré entraînant dans sa coque toute la cargaison.

De ces deux propositions découlent deux conséquences :

De la première, il résulte que la dépréciation à laquelle sont généralement soumis les risques, et qui est, comme nous l'avons vu, le grand écueil de notre clause, n'a pas le temps matériel de se produire : la valeur agréée est donc réalisable d'une manière générale dans les assurances maritimes.

De la seconde proposition, il résulte que la constatation de la valeur des risques étant après le sinistre, la plupart du temps impossible, la clause de valeur agréée, présente une grande utilité, en ce qui concerne ce genre de garantie.

Le résultat du particularisme du droit maritime n'est donc pas d'aboutir à modifier les effets de la valeur agréée, mais simplement de transformer la clause, applicable exceptionnellement à la garantie des autres risques, en une modalité de contrat presque toujours utilisée dans les polices.

Dès lors, il ne faut pas nous étonner que les solutions que nous avons vu être adoptées dans la seconde partie, correspondent, la plupart du temps, à celles que nous avons examinées dans la première.

Sans doute, constatons-nous des divergences entre les deux interprétations ; divergences dont plus particulièrement deux d'entre elles, semblent devoir altérer le caractère de la valeur agréée. Nous faisons allusion à la clause « vaille que vaille » et à la clause « nonobstant ».

Mais ces différences, que nous trouvons dans la pratique, ne constituent pas un obstacle, à une assi-

milation entre assurance terrestre et assurance maritime.

La clause « vaille que vaille », qui n'existe pas dans la garantie des risques terrestres, ne saurait se justifier, en effet, dans les assurances maritimes, par la nature commerciale des facultés assurées. Elle n'a en réalité aucune utilité, et l'on pourrait, sans changer en rien les effets de la valeur agréée, la supprimer purement et simplement.

Quant à la clause « nonobstant », en usage également dans les assurances sur facultés, elle a au contraire pour résultat de modifier si profondément la clause de valeur agréée, en supprimant son principal effet, qu'il est permis de penser qu'il ne s'agit en réalité que d'une forme camouflée d'assurance en valeur déclarée.

Il n'y a donc pas lieu de s'arrêter à ces particularités, qui sont dues soit aux déformations qu'entraîne inévitablement le long usage d'une institution, soit encore à l'emprise de la concurrence et aux nécessités qui en découlent, d'accéder aux exigences de la clientèle en lui accordant, dans la mesure du possible, les plus larges satisfactions ; mais qui, dans l'ensemble, n'altèrent en aucune façon le caractère profond et la nature de la clause de valeur agréée.

La comparaison entre les réalisations terrestres et les réalisations maritimes de la clause, permet de constater entre les deux, tant en ce qui concerne leur nature que leurs effets, une analogie parfaite. Qu'il s'agisse des unes ou des autres, la clause de

valeur agréée, s'impose aux parties dans les mêmes conditions, et cesse d'être obligatoire à la même limite, en vertu du même principe.

Souhaitons en terminant, que le résultat de cette comparaison puisse inspirer l'unification complète et définitive de la clause de valeur agréée, jusque dans ses détails de réalisation, et contribuer ainsi à son amélioration, au mieux des intérêts de tous les usagers.

Vu :

LE DOYEN,

E. ALLIX.

Vu :

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

M PICARD.

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,

S. CHARLÉTY.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

NUMÉROS	PAGES
1. — Définition de la clause de valeur agréée ..	7
2. — Inconvénients de l'assurance en valeur déclarée, avantages de la valeur agréée ..	8
3. — Inconvénients de l'assurance en valeur agréée	15
4. — Les inconvénients de la valeur agréée ne constituent pas un obstacle à sa réalisation, mais limitent simplement son champ d'application	19
5. — Conclusion	24

PREMIERE PARTIE

Etude de la clause de valeur agréée dans les assurances terrestres

CHAPITRE PREMIER

Section I

6. — Historique de la clause de valeur agréée dans les assurances terrestres	27
--	----

Section II

7. — La loi du 13 juillet 1930 et la clause de valeur agréée	31
--	----

CHAPITRE DEUXIEME

Section I

NUMÉROS	PAGES
8. — Rédaction de la clause	35

Section II

9. — L'expertise préalable, facultative en principe, est pratiquement une nécessité pour l'assureur	37
---	----

Section III

Caractère exprès de la clause

10. — Certains auteurs croient que l'assureur, en signant la police, agréé implicitement les déclarations de l'assuré ; il y aurait là une clause de valeur agréée tacite	39
11. — Critique de cette opinion	41
12. — Impossibilité de la soutenir en présence des clauses inscrites dans les polices	47
13. — Les déclarations de l'assuré peuvent, exceptionnellement, avoir une force de présomption, quand tous les moyens de prouver la valeur des objets ont disparu	49
14. — Que faudrait-il décider dans le cas où la clause, déniait toute force de preuve ou de présomption aux déclarations de l'assuré, aurait été rayée de la police, sans que, d'autre part, il y ait acceptation expresse des évaluations de l'assuré ?	50
15. — Conclusion : La clause de valeur agréée, pour être valable, doit être expresse	52

CHAPITRE TROISIEME

NATURE DE LA CLAUSE DE VALEUR AGRÉÉE

16. — La clause de valeur agréée n'est pas un forfait ; elle ne peut permettre d'assurer	
--	--

une « valeur d'opinion » ou « d'affection » indépendante de la valeur objective et réelle du risque	55
17. — Cas où l'assurance en valeur agréée peut revêtir, exceptionnellement, un caractère forfaitaire	60

CHAPITRE QUATRIÈME

EFFETS DE LA CLAUSE DE VALEUR AGRÉÉE AU POINT DE VUE DE L'INDEMNITÉ

18. — La clause de valeur agréée fait la loi des parties	63
19. — La clause de valeur agréée est efficace aussi bien en cas de perte partielle que de perte totale	64
20. — La clause de valeur agréée ne fait la loi des parties que si l'ordre public ne s'y oppose pas	65

Section I

*La preuve que la valeur réelle est plus
élevée que la valeur agréée,
offerte par l'assuré, n'est pas admissible*

21. — La somme inscrite au contrat constitue, en valeur déclarée, le maximum de l'in- dennité	67
22. — Doit-il en être de même dans l'assurance en valeur agréée ?	68
23. — La somme assurée constitue en valeur agréée, aussi bien qu'en valeur déclarée, la limite de l'indemnité	70

Section II

NUMÉROS

PAGES

La preuve que la valeur réelle est plus élevée que la valeur agréée, offerte par l'assureur, pour réaliser l'application de la règle proportionnelle, n'est pas admissible

24. — L'assureur doit souvent recourir à cette preuve dans l'assurance en valeur déclarée, pour réaliser la règle proportionnelle 71
25. — La règle proportionnelle 71
26. — La règle proportionnelle ne s'applique pas en valeur agréée 73

Section III

La preuve que la valeur réelle est moins élevée que la valeur agréée, offerte par l'assuré en cours de contrat, pour obtenir une réduction de la prime, n'est pas admissible

27. — Pratiquement, les Compagnies acceptent de réduire le contrat, quand la demande de l'assuré est justifiée ; mais dans le cas théorique, où les Compagnies refuseraient cette réduction, le contrat devrait continuer à s'appliquer sur les mêmes bases 77

Section IV

La preuve que la valeur réelle est moins élevée que la valeur agréée, offerte par l'assureur, n'est pas admissible en cours de contrat ; l'est, au contraire, au moment du sinistre

28. — Examen de la première hypothèse : il n'y a de difficultés que si l'une des parties ne consent pas à la modification demandée par l'autre. L'assuré a tout avantage à accepter la demande de réduction de l'assureur, formulée en cours de contrat 80

29. — Il existait autrefois, dans le contrat d'assurance contre l'incendie en valeur déclarée, une clause qui permettait à l'assureur de réduire le capital assuré pour certains risques ; cette clause n'est plus beaucoup utilisée maintenant, et les assureurs ne cherchent plus à combattre la surassurance en cours de contrat, dans le cas de la valeur déclarée	80
30. — La surassurance en cours de contrat, ne pouvant être considérée comme contraire à l'ordre public, l'assureur ne peut attaquer la valeur agréée pour la faire réduire	83
31. — Examen de la seconde hypothèse : la preuve de l'exagération de la valeur agréée, offerte par l'assureur, au moment du sinistre, peut-elle être admise ? Plusieurs solutions sont à envisager	86
32. — La possibilité doit toujours être laissée à l'assureur de faire la preuve de l'exagération de valeur	90
33. — ... à moins qu'il ne s'agisse d'un excès très minime	91
34. — Conclusion ...	93

CHAPITRE CINQUIEME

EFFETS DE LA CLAUSE DE LA VALEUR AGRÉÉE, AU POINT DE VUE DE L'INDEMNITÉ, A L'ÉTRANGER

35. — Le principe indemnitaire est connu partout, mais son application diffère suivant les pays	95
---	----

Section I

Angleterre et Amérique

NUMÉROS	PAGES
36. — En Angleterre et en Amérique, les effets de la valeur agréée sont, en principe, inattaquables	96
37. — Mais ils ne sont pas, en réalité, très différents de ceux qui sont admis en France ..	97

Section II

Belgique et Italie

38. — Belgique	} Pays dont les textes interdisent la contestation	99
39. — Italie		100

Section III

Allemagne et autres pays

40. — Allemagne, Suisse, Hongrie, Autriche : pays dont les textes législatifs permettent la contestation	103
41. — Conclusion : Bien que partant de conceptions différentes, on attribue à la clause de valeur agréée des effets à peu près analogues dans tous les pays	105

CHAPITRE SIXIEME

LES EFFETS DE LA CLAUSE DE VALEUR AGRÉÉE
SUR LA PRIME

42. — Examen des raisons pour lesquelles le législateur a permis à l'assureur en valeur déclarée, en cas de réduction d'une surassurance, de conserver les primes échues ...	107
43. — Ces raisons ne sont pas valables en valeur agréée, l'assureur ne devrait donc pas conserver les primes échues	110
44. — Mais les difficultés que l'on rencontrerait en adoptant cette solution, ont constitué, jusqu'à présent, un obstacle à sa réalisation pratique	113

CHAPITRE SEPTIEME

LIMITATION DES EFFETS DE LA CLAUSE DE VALEUR AGRÉÉE

NUMÉROS

PAGES

45. — Les effets de la clause de valeur agréée sont limités d'une part, quant aux avantages qu'elle confère, et d'autre part, quant aux personnes auxquelles elle est applicable .. 115

Section I

Portée de la clause et limites d'application

46. — La Jurisprudence ne dispense pas les souscripteurs d'une valeur agréée de la preuve de l'existence 115
47. — Opinion contraire soutenue par Weens .. 117
48. — Critique de cette dernière opinion 118

Section II

Inopposabilité de la clause de valeur agréée aux tiers, et prérogatives de l'administration de l'enregistrement en ce qui concerne la perception des droits de mutation

49. — Inopposabilité de la clause aux tiers 121
50. — L'administration de l'enregistrement peut-elle se prévaloir de la clause de valeur agréée, pour l'utiliser comme base de la perception des droits de mutation ? 122

CHAPITRE HUITIEME

APPLICATION DE LA CLAUSE DE VALEUR AGRÉÉE DANS LES ASSURANCES TERRESTRES

Section I

Assurances Incendie et Vol

NUMÉROS	PAGES
51. — Inconvénients de l'assurance en valeur déclarée, dans l'assurance des collections .	125
52. — La défense de cette forme d'assurance, présentée autrefois par les assureurs, n'était pas convaincante	127
53. — Les inconvénients de la valeur déclarée pour l'assurance des collections résident surtout :	
a) dans la difficulté de déterminer, par comparaison, après le sinistre, la valeur du risque.	
b) dans le danger, pour l'assuré, de ne pouvoir prouver l'authenticité de l'objet détruit, après le sinistre	128
54. — Avantages que présente, en contre-partie, la valeur agréée. La faculté de délaissement	130

Section II

L'Assurance automobile

55. — L'assurance automobile, pratiquée en valeur déclarée, présente pour l'assuré de graves inconvénients	134
56. — Premier de ces inconvénients : non dégressivité de la prime	135
57. — Contre la dégressivité de la prime, les assureurs ont opposé souvent de contestables arguments	136
58. — Mais leur manière de procéder semble cependant, au point de vue du droit des assurances, inattaquable	140
59. — Essai tenté dans quelques pays pour remédier aux inconvénients de l'assurance en valeur déclarée. Ce remède, qui consiste dans la réalisation d'une valeur agréée doublement forfaitaire, n'est pas à l'abri des critiques	142

60. — Second inconvénient de l'assurance en valeur déclarée : elle conduit à déterminer l'indemnité d'après des facteurs fixes, et aboutit ainsi à ne procurer aux assurés qu'une indemnité incomplète 144
61. — Possibilité éventuelle de trouver une solution, dans la conclusion de contrats annuels, renouvelés chaque année, en valeur agréée, sur de nouvelles bases 147

Section III

L'assurance du Profit espéré L'assurance du chômage industriel et commercial

62. — Des différentes catégories d'assurance du profit espéré, nous n'étudierons ici qu'une seule : l'assurance du chômage industriel et commercial 148
63. — Cette forme de contrat réalise un forfait : raisons de cette exception à la forme habituelle de la valeur agréée 149
64. — Malgré le caractère forfaitaire que la valeur agréée revêt dans cette hypothèse, l'assureur doit encore pouvoir en obtenir la réduction en cas d'exagération 152

Section IV

Critique de l'ancienne théorie d'après laquelle l'assurance mutuelle aurait nécessité, pour la réalisation du contrat, une valeur agréée

65. — L'opinion soutenue autrefois 156
66. — ... ne peut plus l'être actuellement, en présence de la nouvelle rédaction des statuts des sociétés et des clauses contenues dans les polices 159

DEUXIEME PARTIE

Etude de la clause de valeur agréée dans les assurances maritimes

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DE LA CLAUSE DE VALEUR AGRÉÉE DANS LES ASSURANCES MARITIMES

Section I

NUMÉROS	PAGES
67. — Historique de la clause de valeur agréée dans l'assurance sur corps	166

Section II

68. — Historique de la clause de valeur agréée dans l'assurance sur facultés	176
---	-----

CHAPITRE DEUXIEME

CONDITIONS DE FORME

Section I

Rédaction de la clause

69. — Les diverses formules employées	181
70. — Confusion régnant dans la dénomination de la clause de valeur agréée ; utilité de simplifier les formules	183

Section II

Caractère exprès de la clause de valeur agréée

71. — Certains assureurs pensent que l'estimation contenue dans la police n'a pas besoin d'être expressément agréée, pour faire preuve à l'encontre de l'assureur	185
--	-----

NUMÉROS	PAGES
72. — Critique de cette opinion	189
73. — Intérêt pratique de la distinction entre la valeur agréée et la simple estimation	193

Section III
Contrôle de l'assureur

74. — Le contrôle est aussi important dans les assurances maritimes que dans les assu- rances terrestres. Les possibilités qu'a l'as- sureur de l'effectuer, diffèrent suivant qu'il s'agit de l'assurance sur corps ou de l'assu- rance sur facultés	194
75. — Le contrôle de la valeur du navire, impos- sible à réaliser par expertise, est facilement et rapidement effectué grâce aux sociétés de classification	195
76. — Le contrôle de la valeur des marchandises est presque toujours impossible à réaliser. Les assureurs doivent donc, comme autre- fois, s'en rapporter aux déclarations qui leur sont faites	198

CHAPITRE TROISIEME

EFFETS DE LA CLAUSE DE VALEUR AGRÉÉE
AU POINT DE VUE DE L'INDEMNITÉ

77. — Elle fait la loi des parties lorsque l'ordre public ne s'y oppose pas	201
--	-----

Section I

*La preuve que la valeur réelle est plus
élevée que la valeur agréée, offerte
par l'assuré, n'est pas admissible*

78. — La preuve que la valeur réelle est plus éle- vée que la valeur agréée, offerte par l'assu- ré, n'est pas admissible	202
---	-----

NUMÉROS

PAGES

79. — Il en est ainsi, même lorsque la valeur agréée n'a été donnée qu'à titre provisoire 204
80. — Mais l'assuré n'a pas à souffrir d'une erreur dans les évaluations, quand cette erreur est contenue dans une énonciation surabondante, alors surtout que cette dernière n'a pas servi de base à la perception de la prime 206

Section II

La preuve que la valeur réelle est plus élevée que la valeur agréée, offerte par l'assureur pour réaliser l'application de la règle proportionnelle, n'est pas admissible

81. — La non-application de la règle proportionnelle aux assurances maritimes soulève diverses difficultés 208
82. — Aucun texte ne vient prescrire l'application de la règle proportionnelle aux assurances maritimes 209
83. — La règle proportionnelle s'applique cependant, en ce qui concerne les assurances sur facultés, dans le règlement par quotité . 211
84. — Dans l'assurance sur corps, elle ne s'applique pas, à cause de la valeur agréée ; et si elle s'applique dans l'assurance sur facultés, c'est uniquement en raison du caractère particulier que revêt alors la clause de valeur agréée 212
85. — Lutte contre la sous-évaluation par les assureurs 214
86. — La double évaluation 218
87. — Comment la question se pose-t-elle dans la contribution aux avaries communes ?.. 220

NUMÉROS

PAGES

88. — La règle proportionnelle ne s'appliquait pas autrefois, dans la contribution aux avaries communes	221
89. — Il n'en est plus de même maintenant	224
90. — Justification de cette dernière solution ..	225
91. — Limites d'application de la règle proportionnelle aux avaries communes	228
92. — L'assureur ne pourrait pas, non plus, attaquer la valeur agréée, pour échapper au délaissement, ou se prévaloir d'une franchise	228

Section III

La preuve que la valeur réelle est moins élevée que la valeur agréée, offerte par l'assuré pour obtenir une réduction de la prime, n'est pas admissible

93. — La preuve que la valeur réelle est moins élevée que la valeur agréée, offerte par l'assuré, n'est pas admissible	230
94. — Jurisprudence	231
95. — Cette question ne se présente pas fréquemment dans la pratique	233
96. — Cas spécial de la non-mise en risques partielle	234

Section IV

La preuve que la valeur réelle est moins élevée que la valeur agréée, offerte par l'assureur, n'est pas admissible en cours de contrat ; l'est au contraire, au moment du sinistre

97. — La preuve que la valeur réelle est moins élevée que la valeur agréée, offerte par l'assureur, en cours de contrat, n'est pas admissible	236
---	-----

NUMÉROS	PAGES
98. — Le cas est d'ailleurs plus théorique que pratique	238
99. — La preuve que la valeur réelle est moins élevée que la valeur agréée, offerte par l'assureur, au moment du sinistre, doit être admise	239
100. — Historique des effets de la valeur agréée..	240
101. — La possibilité de prouver les exagérations de la valeur agréée, laissée à l'assureur, comporte cependant des limites	243
102. — La clause « vaille que vaille », et ses prétendus effets	244
103. — En réalité, la clause « vaille que vaille » n'a aucun effet ; elle est purement de style	246
104. — L'assuré peut recevoir, dans certains cas, l'indemnité entière, prévue dans le contrat, moyennant le délaissement de la chose assurée.	249

Section V

Particularisme de la clause de valeur agréée dans l'assurance sur corps et dans l'assurance sur facultés

105. — L'article 9 de la police sur corps, stipule que la valeur agréée comprend indivisément tous les accessoires ; motifs de cette mesure	251
106. — L'évaluation conventionnelle du navire est faite d'après sa valeur au départ ; motifs de cette mesure	252
107. — Particularisme de l'assurance sur facultés ; rédaction de l'article 16 de la police.....	255
108. — L'assurance du profit espéré	256

NUMÉROS	PAGES
109. — Justification de la valeur réelle et clause « nonobstant ». C'est à l'assuré de fournir, malgré la valeur agréée, la preuve de la valeur au port de chargement	258
110. — La clause de valeur agréée est quelquefois stipulée, faite en dérogation de la clause « nonobstant »	263
111. — Justification du profit espéré : c'est à l'as- sureur de fournir la preuve de l'exagéra- tion	263
112. — La surassurance du profit espéré ne doit pas être réduite dans le cas où l'excès n'est que minime; mais il y a lieu toutefois, pour apprécier l'étendue de l'excès, de considérer globalement, l'assurance des marchandises au prix coûtant, et l'assurance du profit espéré.	265

CHAPITRE QUATRIÈME

EFFETS DE LA CLAUSE DE VALEUR AGRÉÉE, AU POINT DE VUE DE L'INDEMNITÉ, A L'ÉTRANGER

113. — Ce chapitre ne comporte que l'examen des solutions apportées par les pays étrangers, aux problèmes posés par le particularisme des assurances maritimes	267
---	-----

Section I

Assurance sur corps

114. — La plupart des législations étrangères ont adopté l'évaluation des navires à leur va- leur de départ.....	268
--	-----

Section II

Assurance sur facultés

NUMÉROS	PAGES
115. — L'assurance du profit espéré est admise partout, mais ses modalités de réalisation sont différentes	269
116. — Angleterre	270
117. — Espagne	271
118. — Italie	271
119. — Allemagne	272
120. — Belgique	274

CHAPITRE CINQUIEME

EFFETS DE LA CLAUSE DE VALEUR AGRÉÉE SUR LA PRIME ET LIMITES D'APPLICATION

Section I

Les effets de la clause de valeur agréée sur la prime

121. — La clause de valeur agréée et ses effets, sont-ils la cause de la disposition relative aux primes, contenue dans l'article 358..	277
122. — L'influence de la clause de valeur agréée sur la rédaction de la disposition de l'article 358 semble indéniable ; cependant, la clause de valeur agréée ne nous paraît pas pouvoir justifier encore, actuellement, cette disposition	278
123. — La disposition contenue dans l'article 358, bien que n'adoptant pas la solution que nous préconisons, s'en rapproche cependant beaucoup et ne constitue pour l'assuré qu'un désavantage minime	281

Section II

Limitation des effets de la clause de valeur agréée

NUMÉROS

PAGES

124. — La clause de valeur agréée ne dispense pas l'assuré de la preuve de la mise en risque : unanimité de la doctrine en ce sens	284
125. — L'inopposabilité de la clause aux tiers a donné lieu à plusieurs applications : 1°) dans le règlement de la contribution aux avaries communes ; 2°) dans la détermi- nation de la responsabilité de plusieurs assureurs garantissant un même risque..	285
CONCLUSION	287



BOSC FRÈRES, M. & L. RIOU

°° °° IMPRIMEURS - ÉDITEURS °° °°

°° 42, QUAI GAILLETON, 42 °°

°° °° °° °° LYON °° °° °° °°



